



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

57✓

C. 66

(R)

HUNC LIBRUM
BIBLIOTHECÆ KEBLENSI

LEGAVIT

HENRICUS PARRY LIDDON, S.T.P.

ÆDIS CHRISTI ALUMNUS

ECCLESIAE S. PAULI LONDIN : CANONICUS
SCRIPTURÆ SACRAE EXEGESOS OLIM PROFESSOR
HUJUS AUTEM COLLEGII
PER VIGINTI ANNOS CONSILARIUS.

A. S. M D CCC LXXX.

Αἰνέσιμεν δὴ οὐδὲς ἀράτη
σόφοι λόγοι δύνανται τῶν.

TRINITY COLLEGE LIBRARY
WITHDRAWN

~~H/Z 1030 A.1~~



REF. 14680







H. C. de delme.

Author - Sep^r. 17. 1877.

M. DE MONTALEMBERT

ET

LE PÈRE HYACINTHE

LAUSANNE. — IMP. GEORGES BRIDEL

M. DE MONTALEMBERT

ET

LE PÈRE HYACINTHE

HISTOIRE DU PROCÈS

intenté par la famille de Montalembert

AU PÈRE HYACINTHE ET A LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

PAR

ED. TALLICHET

Directeur de la *Bibliothèque universelle*
et Revue suisse.



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

Palais Royal, 15, 17, 19, Galerie d'Orléans.

—
1877



AVANT-PROPOS

Les pages qui suivent renferment l'histoire du procès intenté par la famille de M. le comte Charles de Montalembert à M. Hyacinthe Loysen et à la *Bibliothèque universelle*, à l'occasion de la publication qu'ils ont faite d'un écrit posthume de M. de Montalembert, intitulé *l'Espagne et la liberté*.

Ce procès a été jugé à Paris, par le tribunal de la Seine. Il a donné lieu à deux plaidoiries de chacun des avocats chargés de l'attaque et de la défense, et à un discours de l'avocat de la République, qui a été complètement en faveur des demandeurs. Le jugement du tribunal a été en partie conforme à ses conclusions; il a donné gain de cause à la famille de Montalembert.

Nous publions tous ces discours d'après le texte qui a été corrigé par leurs auteurs, et tels par conséquent qu'ils l'acceptent eux-mêmes.

Mais après avoir donné ainsi tous les arguments de nos adversaires, et le jugement prononcé en leur faveur, nous avons ajouté aux plaidoiries présentées par notre avocat les raisons pour lesquelles nous estimons, plus que jamais, que nous étions en droit de faire ce que nous avons fait, et que nous avons

bien réellement accompli les dernières volontés de M. de Montalembert.

Nos lecteurs en jugeront.

Quel que soit leur verdict, nous leur aurons livré, sans aucune réserve, non pas tous les éléments d'appréciation existants, — il en est, comme on le verra, que nous ne pouvions pas publier, et d'autres dont nous n'avons pas fait usage et qui pourront venir plus tard, — mais tout ce qui a paru au procès. Nous le pouvions d'autant mieux que nous avons la pleine conscience de notre bon droit et que nous sommes sans crainte au sujet du jugement de l'avenir.

Notre partie adverse a fait aussi une publication analogue à la nôtre, mais dans un tout autre sens, car elle y supprime purement et simplement ce qui a été dit pour la défense. Elle n'a donné que les discours qui lui étaient favorables, ceux de son avocat et celui du procureur de la République. Nous nous bornons à constater le fait, sans y rien ajouter.

Ces pages ont été publiées d'abord dans la *Bibliothèque universelle*. L'intérêt que nos abonnés ont pris à notre procès et dont ils nous ont donné des témoignages multipliés, nous en faisait un devoir, et il nous a été doux de le remplir : nous garderons un souvenir reconnaissant de la sympathie affectueuse qui nous a été témoignée de toute part à cette occasion.

ED. TALLICHER.

Lausanne, 12 mai 1877.

LE
COMTE DE MONTALEMBERT
ET
LE P. HYACINTHE

I

Dans les derniers mois de l'année 1875, M. Hyacinthe Loyson, après avoir consulté quelques-uns de ses amis, me proposa de publier dans la *Bibliothèque universelle* un écrit inédit de M. le comte Ch. de Montalembert, intitulé *l'Espagne et la liberté*. Il me remit ce travail en une épreuve évidemment corrigée avec soin et prête pour l'impression définitive, et il y ajouta une lettre de M. de Montalembert l'autorisant à le publier après sa mort, et divers autres documents de nature à m'éclairer sur sa propre position en cette affaire, en particulier une lettre de lui, publiée dans le journal le *Temps*, de Paris, où il réservait expressément son droit de publier *l'Espagne et la liberté*; mais je n'eus pas connaissance du texte des deux codicilles dont il sera abondamment question plus loin, texte que M. Loyson ne possédait pas, et que j'ai lu comme lui pour la première fois le 11 février 1876, dans l'exploit judiciaire qui a introduit le procès.

Après avoir examiné avec soin les titres de M. Hyacinthe Loyson, ils me parurent suffisants, et je me décidai à accepter la publication qui m'était offerte. Elle fut commencée dans la livraison de janvier 1876 de la Revue; deux parties en avaient déjà paru, lorsque nous apprîmes, le 10 février seulement, l'opposition formée par la famille de Montalembert devant les tribunaux français. Il ne nous était plus possible de nous arrêter; la publication fut donc continuée, certains que nous étions d'ailleurs de notre droit.

Mais auparavant, je m'étais rendu à Paris, le 14 février, dans le but, d'abord de chercher à voir l'un des membres de la famille de Montalembert, et, si aucune conciliation n'était possible, de préparer notre défense devant les tribunaux français. Une de mes relations à Paris connaissait un parent rapproché de M. de Montalembert, dont le nom figurait au nombre des demandeurs dans l'exploit judiciaire, et m'offrit obligeamment de lui demander en mon nom une entrevue.

Cette démarche, je pouvais d'autant mieux la tenter, que nous n'avions été mûs, M. Loyson et moi, par aucune pensée d'animosité à l'égard de la famille de Montalembert, bien au contraire. Nous avions la certitude que M. de Montalembert avait voulu la publication de *l'Espagne et la liberté* après sa mort, que sa famille, n'ayant pas les mêmes convictions que lui, était embarrassée d'accomplir ce vœu persistant, et que cette publication, faite en dehors d'elle, sans son concours, dans une revue étrangère qui n'atteignait pas le public à l'opinion duquel elle tenait surtout, pouvait lui rendre en quelque sorte service et devait être, de tous les modes de la faire, la moins désagréable pour elle. J'ignorais alors les sentiments de la famille de Montalembert à l'égard de M. Loyson, quoique je susse qu'il n'y avait plus de relations entre eux. L'idée

même d'un procès ne nous était pas venue. C'était une illusion, nous l'avons bien vu. On nous concèdera tout au moins qu'elle partait d'un bon naturel.

Le membre de la famille de Montalembert dont je viens de parler, après avoir donné des explications que je n'ai pas à répéter ici, répondit qu'il ne pouvait me recevoir sans l'assentiment des siens, et que, s'il y avait lieu, il ferait savoir le jour et l'heure de l'entrevue. Quoique j'eusse compris immédiatement que cette réponse était un refus voilé, car une entrevue n'engageait en rien celui à qui je la demandais, et la famille de Montalembert ne pouvait être utilement consultée qu'après que j'aurais été entendu, j'attendis plusieurs jours, et rien ne venant, je remis le soin de notre défense à l'avoué et à l'avocat qui avaient bien voulu s'en charger éventuellement. A partir de ce moment, ce sont eux qui y ont pourvu.

Après plusieurs renvois, l'affaire est arrivée enfin le 28 février 1877 devant la première chambre du Tribunal civil de la Seine, où elle a été introduite par une plaidoirie de M^e Bétolaud, au nom de la famille de Montalembert. Notre avocat, M^e Allou, lui a répondu séance tenante. Avant de donner ces deux discours, recueillis par la sténographie et remarquables à plus d'un titre, il me sera sans doute permis de présenter quelques brèves observations.

J'ai dit déjà que dans la publication de *l'Espagne et la liberté*, nous n'avions été animés, M. Loysen et moi, par aucun sentiment d'animosité à l'égard de la famille de Montalembert. Aujourd'hui que le procès est terminé et que le Tribunal a prononcé contre nous, je puis affirmer que mes sentiments n'ont jamais changé et sont encore les mêmes. J'irai plus loin en disant que j'admets les mesures de défense qu'elle a prises contre nous, que je comprends la peine qu'elle a éprouvée, que je regrette d'y avoir con-

tribué pour une grande part, et que je ne l'aurais pas fait si je n'y avais vu un intérêt supérieur et un devoir. Dans le moment actuel, et après avoir défendu plus d'une fois la liberté des catholiques, j'ai cru et je crois encore que je ne pouvais me refuser à leur faire entendre la voix autorisée d'un des leurs, d'un homme qui a passé sa vie à chercher la conciliation du catholicisme et de la liberté, et qui est mort sans avoir pu livrer au public la dernière expression de ses plus profondes convictions.

Avons-nous outrepassé nos droits? Le jugement du Tribunal, qui nous est contraire, n'a pas modifié mon opinion sur ce point. Mais de quelque manière qu'on l'envisage, il demeure acquis, par le procès lui-même, que nous avons agi de bonne foi, et que nous avions entre les mains des titres suffisants ou qui devaient nous paraître tels. Il s'agissait donc essentiellement de demander à la justice la solution d'une question de droit douteuse, et, dans ces termes, les parties pouvaient se regarder sans hostilité et se traiter mutuellement avec respect.

Nous regrettons de devoir dire que l'avocat de la famille de Montalembert ne nous a pas traités ainsi, surtout M. Hyacinthe Loyson. Il nous a attribué des intentions, des buts absolument contraires aux nôtres, et l'un de ses principaux moyens d'attaque semble avoir été de rabaisser les adversaires qu'il avait devant lui, et de les livrer au mépris public. Relativement modéré dans son premier discours, il s'est appliqué, dans sa réplique, à nous présenter sous le jour le plus défavorable, et il a usé à diverses reprises d'expressions violentes, pour ne rien dire de plus. Nous nous sommes gardés et nous nous garderons de le suivre sur ce terrain. Les bonnes causes ne se défendent pas de cette manière.

Je relèverai par un petit nombre de notes, au fur et à mesure qu'elles se présenteront, non pas toutes les inexactitudes des discours de M^e Bétolaud, mais les plus essentielles. Pourtant, il est deux reproches que je dois aborder immédiatement. « Quant à l'éditeur, ai-je besoin de le dire ? il ne voyait qu'une affaire, qu'une spéculation ! Les profits qui en résulteront sont-ils ou non partagés ? Je l'ignore : c'est un secret entre M. Loyson et M. Talli-chet. » Voilà ce que dit M^e Bétolaud. Et je lui réponds qu'il n'a jamais été question d'une rétribution à donner à M. Loyson ; il ne me l'a pas demandée et je ne la lui ai pas offerte, et si le membre de la famille de Montalembert auquel je m'étais adressé avait bien voulu m'entendre, il aurait appris de quelle manière nous entendions procéder à cet égard. J'ajouterai qu'assurément un directeur de revue doit rechercher pour son œuvre la prospérité matérielle qui seule peut lui permettre de la développer, de l'améliorer, et qu'il n'est point insensible au plaisir de publier des travaux qui lui donnent du relief, mais ceux qui ont suivi la *Bibliothèque universelle* depuis douze ans que j'ai l'honneur de la diriger savent que ces considérations ont toujours cédé le pas aux intérêts plus élevés ; que je puis défier qui que ce soit de prouver que nous ayons jamais sacrifié l'honnêteté, la morale, les principes chrétiens, au désir de gagner des lecteurs ; tandis que nous n'avons jamais hésité, lorsqu'il le fallait, à publier des travaux qui devaient, nous le savions, nous aliéner une partie de notre public. La position même que j'ai assumée dans le procès, en en prenant sur moi toutes les charges, dès le premier instant, alors que rien absolument ne m'y obligeait, aurait dû, ce me semble, arrêter une accusation que rien ne justifie.

M^e Bétolaud affirme en outre que l'avant-propos dont

j'ai fait précéder *l'Espagne et la liberté* « est évidemment l'œuvre de M. Loyson. » Mon avocat a répondu séance tenante que seul je l'avais rédigé. Cela est vrai, M. Loyson n'y a eu d'autre part que de me fournir les documents divers dont j'ai déjà parlé. Ce n'est pas tout, M^e Bétolaud y a vu toute espèce de perfidies, — il y est revenu à plusieurs reprises, — et il donne à un passage une interprétation à laquelle je n'avais jamais songé. D'abord, j'ai été bien surpris d'apprendre que j'étais un profond Machiavel, et ceux qui me connaissent ne le seront pas moins que moi ; d'où je dois conclure que le simple et sincère désir d'user de ménagements à l'égard de ceux dont on parle, peut produire, sur des esprits prévenus, exactement le même effet que la dissimulation la plus consommée. J'avais dit qu'en retirant à M. Loyson, par son second codicille, sa qualité d'exécuteur testamentaire, M. de Montalembert avait fait preuve de tact. D'où M^e Bétolaud conclut que j'ai voulu insinuer que M. de Montalembert « n'a agi que par égard pour M. Loyson, pour ménager les justes susceptibilités de M. Loyson, qui, dans cette commission, aurait rencontré des personnes hostiles. » Or, voici la phrase incriminée : « Après sa sortie du couvent et sa protestation du 20 septembre 1869, le P. Hyacinthe n'aurait plus été en mesure de remplir utilement les fonctions qui lui avaient été confiées par son ami, conjointement avec d'autres exécuteurs testamentaires qui lui étaient devenus hostiles. » Pourquoi voir dans cette phrase des insinuations ? Le sens naturel n'en est-il pas parfaitement clair ? Il n'y est absolument pas question de ménager le P. Hyacinthe, mais bien les autres exécuteurs testamentaires, qui lui étaient hostiles et n'auraient pas voulu siéger avec lui. Voilà ce que j'ai voulu dire, et j'ignore comment j'aurais pu le dire plus distinctement. Mais ce petit exemple aura au moins

l'avantage de montrer quel a été le ton des plaidoiries de M^e Bétolaud et les moyens dont il a cru pouvoir se servir.

Ces observations faites, j'arrive à l'audience. Elle a eu lieu devant la première chambre du tribunal civil de la Seine, au Palais de justice de Paris. Six juges, y compris le président, M. Aubépin. La salle, de dimensions relativement restreintes, est divisée en deux par une barre. D'un côté siège le tribunal, avec son greffier et le procureur de la République ; de l'autre sont les avocats, les avoués et le public. Ceux-ci ont à leur disposition huit bancs de quatre personnes chacun, quatre de chaque côté, séparés par un couloir. Aucune place n'est réservée aux parties en cause, ce qui n'est guère nécessaire d'habitude, le public faisant ordinairement défaut. Cette fois, il n'en est pas ainsi. Dès que la salle est ouverte, elle est envahie par une foule qui eût été bien plus grande si l'espace l'avait permis. Les couloirs, l'espace assez grand en arrière des bancs sont remplis de gens debout, pressés les uns contre les autres. À la porte, un huissier refuse l'entrée à beaucoup de personnes. Les avocats en assez grand nombre qui se trouvent là disent que jamais, depuis les grands jours de Berryer, on n'a vu une affluence pareille. Après l'expédition d'affaires courantes, la parole est donnée à M^e Bétolaud, qui s'exprime comme suit :

Messieurs, vous avez à juger une question de propriété littéraire et de mandat testamentaire ; c'est ainsi que l'action intentée par la famille de Montalembert se caractérise sous son double aspect. Je tiens à préciser ce caractère, dès mes premières paroles, pour placer le débat sur son véritable terrain, qui est uniquement le terrain du droit ; et je suis très résolu, pour ma part, à ne pas l'en faire sortir.

Envisagé à ce point de vue, qui est le seul auquel la justice

doive et puisse se placer, le procès se réduit à des termes assez simples.

Au commencement de l'année 1869, M. de Montalembert avait composé un écrit intitulé : *l'Espagne et la liberté*. Il se proposait de le faire paraître, sous forme d'article de revue, dans le *Correspondant*. Il en avait fait tirer un certain nombre d'épreuves qui furent par lui soumises à ses amis. On lui fit des observations sur l'inopportunité de la publication, et il finit par se rendre aux avis qui lui étaient donnés. Au mois de février 1869, M. de Montalembert envoyait une épreuve au P. Hyacinthe, alors religieux de l'ordre des Carmes déchaussés. Cette épreuve était accompagnée d'une lettre, qui est produite au procès par M. Loyson ; elle m'a été communiquée par mon honorable contradicteur, et c'est sur cette pièce que se fonde en réalité toute sa défense. La voici :

« Mercredi, 17 février 1869.

» Cher et bon père,

» Non-seulement il ne faut pas que cela soit publié, d'après l'avis unanime de nos meilleurs amis, mais il ne faut pas même que cela soit montré. Ainsi, je vous prie instamment de garder pour vous ce quasi manuscrit que vous publierez, si vous le voulez, quand je serai mort. Mais, en ce moment, la moindre indiscretion plongerait dans un véritable désespoir plusieurs âmes que nous devons aimer et respecter.

» Tout à vous. »

Il s'agit aujourd'hui de savoir si les pouvoirs donnés par cette lettre ont survécu à la fois aux actes testamentaires ultérieurs de feu M. de Montalembert et aux événements survenus dans la vie de celui qui était alors le P. Hyacinthe.

J'ai à peine besoin de rappeler des faits qui ont eu une notoriété trop retentissante. Le P. Hyacinthe a quitté son couvent avec éclat au mois de septembre 1869 ; cette retraite fit grand bruit et il semble bien que le bruit n'ait pas déplu au P. Hyacinthe, car c'est lui-même qui le provoquait par ses publications dans les journaux. Nous verrons tout à l'heure quels ont été, à cette occasion, les sentiments de M. de Montalembert et la résolution nouvelle qu'ils lui ont inspirée.

M. de Montalembert qui, dès ce temps, était gravement ma-

lade, est décédé au mois de mars 1870. Il n'a pas connu la dernière évolution du P. Hyacinthe; je veux parler de son mariage, qui a eu lieu en 1872. On m'accordera bien que, depuis cet événement, il n'y a plus de P. Hyacinthe, il n'y a que M. Loyson. Il a dépouillé lui-même son ancien caractère, et désormais nous ne devons plus, nous ne pouvons plus parler que de M. Loyson.

Au mois de janvier 1876, alors que plus de cinq années s'étaient écoulées depuis la mort de M. de Montalembert, M. Loyson a cru pouvoir publier la brochure *l'Espagne et la liberté*; il l'a publiée dans une revue dont j'ai un exemplaire entre les mains et qui porte pour titre: *Bibliothèque universelle et Revue suisse*. Dans un avant-propos destiné à expliquer la publication qui va suivre et signé du nom de M. Tallichet, directeur de la Revue, on y explique que le manuscrit envoyé à M. Loyson ne lui a jamais été retiré; qu'en lui retirant par codicille la qualité d'exécuteur testamentaire, M. de Montalembert avait fait simplement preuve de tact; mais qu'il désirait la publication et que, tout en blâmant le P. Hyacinthe, il n'avait cessé jusqu'à la fin de sa vie de lui témoigner la plus vive amitié, etc....

C'est ainsi que le directeur de la Revue justifie la publication qu'il a faite.

Aux yeux de la famille de M. de Montalembert et de ses exécuteurs testamentaires, de ceux qui ont bien quelque droit à être considérés comme dépositaires de ses dernières volontés, c'était là un acte tout à fait abusif, qui pouvait, si on le laissait passer, devenir le point de départ d'autres abus du même genre. Aussi des mesures furent-elles prises immédiatement.

Sur la couverture de la *Revue suisse*, on lit la mention suivante: *Paris, Sandoz et Fischbacher, rue de Seine, 33.* Ce qui semble impliquer que, si la revue s'imprime en Suisse, Sandoz et Fischbacher en seraient les éditeurs à Paris ou au moins les associés des éditeurs qui peuvent se trouver en Suisse. Je dois dire que, aujourd'hui, MM. Sandoz et Fischbacher déclarent qu'ils ne sont que simples dépositaires de la Revue. Quoi qu'il en soit, éditeurs, associés ou dépositaires, peu importe, il est incontestable qu'ils sont des agents, et des agents responsables de la publication.

Le 21 janvier 1876, on a saisi chez eux deux exemplaires de

la Revue; puis aussitôt une assignation a été notifiée à MM. Loyson, Sandoz et Fischbacher.

En janvier 1876, au moment de la saisie suivie d'assignation, on n'en était encore qu'à la première livraison, et le travail *l'Espagne et la liberté*, a paru dans quatre livraisons consécutives; les défendeurs pouvaient et devaient s'arrêter, ce semble, puisque la justice était saisie. Ils ne se sont point arrêtés, la publication a été poursuivie dans trois autres livraisons successives, et ils ont ainsi agi à leurs risques et périls, au mépris d'une injonction judiciaire formelle.

Voici maintenant, pour bien dessiner le rôle de chaque partie, l'état de la procédure que je dois vous faire connaître.

M. Loyson a conclu tout d'abord au rejet pur et simple de la demande, sans indiquer de motifs; il se borne à dire dans ses conclusions que la demande n'est ni recevable ni fondée, ce qui est la formule bien connue à l'usage de ceux qui n'en ont point d'autre à leur disposition.

Quant à MM. Sandoz et Fischbacher, ils ont demandé leur mise hors de cause, par le motif qu'ils n'étaient que simples dépositaires. Ils se sont ensuite ravisés, et ils ont cru prudent d'appeler en garantie M. Tallichet, directeur de la Revue.

M. Tallichet est intervenu alors dans l'instance et a pris tout d'abord des conclusions tendant à ce que la demande en garantie, aussi bien que la demande principale, fût déclarée mal fondée. Puis, par des conclusions nouvelles, qui ont été signifiées tout récemment, il s'est décidé à prendre une autre attitude. Dans ces conclusions de la dernière heure, il le prend de très haut, en affectant de ne voir dans ce procès qu'une question d'opinions religieuses.

Il y est dit que les lettres de M. de Montalembert, non-seulement autorisaient mais prescrivaient la publication, que les héritiers et les exécuteurs testamentaires tentent vainement de substituer leurs opinions et leurs préoccupations personnelles à la volonté de l'auteur. Il accepte hautement la responsabilité de ce qu'il a fait.

Ce n'est pas seulement un droit, d'après ses conclusions, d'avoir fait cette publication, c'est un honneur, et bientôt, sans doute, il faudra lui tresser des couronnes!

M. Loyson, qui avait d'abord conclu comme vous savez, a

saisi au passage les conclusions de M. Tallichet, et il en a signifié de nouvelles pour son compte par lesquelles il demande à s'en aller du débat¹.

Quant à nous, nous avons accepté et relevé l'intervention de M. Tallichet, et nous avons demandé une condamnation solidaire contre toutes les parties.

Voilà, Messieurs, l'état de la procédure; voilà le rôle et l'attitude de chacun bien dessinés. Et, maintenant, j'arrive à la discussion des actes.

Il est un premier point qu'il importe de bien préciser: quel est le caractère de la lettre du 17 février 1869? Je dis « la lettre », je ne peux pas consentir à dire, avec M. Tallichet, « les lettres » de M. de Montalembert. Je ne puis pas consentir non plus à dire qu'elle prescrivait la publication, mais seulement qu'elle l'autorisait; à ce point de vue, il n'y a, à ma connaissance, qu'une seule lettre unique; je suis même sûr qu'il n'y en a pas d'autres, mon honorable contradicteur ne m'ayant communiqué que celle-là.....

(M^e Allou fait un signe de protestation.)

M^e BÉTOLAUD. — Attendez!... Je dis que vous n'avez qu'une lettre autorisant la publication. Votre titre, si vous en avez un, est dans cette lettre, et pas ailleurs. Quant à celles qui ont suivi et que vous m'avez communiquées, vous pensez bien sans doute que je ne les oublierai pas.

Mais en ce moment, je me place au point de départ et je rai-

¹ Il nè sera pas superflu de dire ici que, soit pour M. Hyacinthe Loyson, soit pour moi, nous avons laissé agir nos avoués, et que nous n'avons eu aucune part dans la rédaction des conclusions qu'ils ont cru devoir prendre dans notre intérêt. Mon seul rôle, en ce qui me concerne, a été d'accepter immédiatement la responsabilité de la publication, et de donner des pleins pouvoirs à cet effet. La demande en garantie de MM. Sandoz et Fischbacher a été faite sur notre propre demande et afin que je pusse devenir ainsi partie principale au procès. Mon éloignement de Paris et mon ignorance des formes de la procédure française ne me permettaient pas une autre attitude, et cette attitude même prouve que je ne répudie en aucune manière la responsabilité de mes actes.

E. T.

sonne très logiquement et très correctement ; je parle de la lettre du 17 février 1869, la seule, encore une fois, qui autorise le P. Hyacinthe à publier, et je fais tout de suite cette observation que les allégations un peu hardies, un peu hautaines de M. Talllichet ont droit de me surprendre ; alors que n'ayant d'autre titre que cette lettre unique, il parle de plusieurs lettres, et affirme avec une assurance singulière que non-seulement elles autorisaient, mais même prescrivaient la publication.

Prenons donc la lettre du 17 février 1869, et demandons-nous quel est le caractère de cette lettre, quelle est la nature des droits et des pouvoirs qu'elle confère, et comment on doit la qualifier juridiquement ?

Il est bien certain, Messieurs, que cette lettre n'emporte pas transmission de propriété ; il est bien certain que M. de Montalembert n'a pas voulu faire un don de son œuvre, qu'il n'a pas voulu en faire la chose du P. Hyacinthe. Cette œuvre reste et est toujours restée dans la pensée de M. de Montalembert la propriété de sa famille¹.

Car, je m'empresse de le dire, ainsi que nous le verrons dans un instant, M. de Montalembert, par son testament, a eu le soin de réserver expressément pour sa famille la propriété de toutes ses œuvres sans exception.

Voilà, Messieurs, pour le premier aspect du procès, et il me semble que la question de propriété est résolue par cette simple observation.

Propriétaire incontestable de l'œuvre, la famille de M. de Montalembert avait tout au moins le droit d'être consultée sur sa publication, sur la forme et les conditions de cette publication ; elle avait tout au moins le droit d'exercer à cet égard un contrôle et une surveillance. Quant à présent, ce que je me borne à faire remarquer comme une chose désormais acquise au débat,

¹ Cette affirmation et toute l'argumentation qui suit reposent sur une erreur de fait. M. de Montalembert pouvait de son vivant disposer de ses œuvres comme il l'entendait, et il a disposé de *l'Espagne et la liberté* à l'insu de sa famille et de ses exécuteurs testamentaires, comme on le verra plus tard, parce que c'étaient eux qui l'avaient empêché de publier cet écrit. Il savait apparemment qu'ils n'en feraien aucun usage, et qu'en en disposant il ne leur enlevait rien.

c'est que la lettre du 17 février 1869 n'emporte pas attribution de propriété. Elle contient un mandat d'une nature particulière, un mandat *post mortem*, c'est-à-dire une sorte de disposition testamentaire. Tel est bien son caractère juridique qu'il importe de dégager. Ce mandat, a-t-il survécu aux événements et aux actes accomplis depuis ? C'est là, Messieurs, la véritable question du procès, celle que je posais dès le début de ces observations.

A cette époque, M. de Montalembert avait une confiance absolue dans le P. Hyacinthe, qui avait remplacé le P. Lacordaire dans ses affections et dans ses espérances. Aussi s'adressait-il à lui sans réserve, avec un entier abandon ; et sa plume, toujours vive et enflammée, traduisait toutes les impressions du moment dans un échange de confidences intimes. Pourquoi aurait-il conçu une inquiétude quelconque ? Comment aurait-il pu avoir l'ombre d'une défiance ? C'était le P. Hyacinthe ; et, quand il lui écrivait, vous savez en quels termes il s'adressait à lui : « Cher et bon père. » Il y a là l'effusion, la confiance, et, en même temps, la déférence que comportait le caractère religieux de celui auquel il s'adressait.

Deux mois ou deux mois et demi après cette lettre du 17 février, M. de Montalembert ajoutait un codicille à son testament, un codicille dont la pensée se relie manifestement à celle qui avait dicté la lettre. Pour le bien faire comprendre, il faut, avant tout, que je fasse connaître le testament dans la partie qui nous intéresse.

Ce testament, qui porte la date du 30 mai 1864, contient ce qui suit :

« ... Enfin, je veux et prescris formellement que toutes mes correspondances religieuses et politiques, dont plusieurs des plus importantes sont à Rixensart en Belgique, qui ont été soigneusement classées par moi, tous mes fragments manuscrits d'histoire et de politique, tous les matériaux réunis pour mon histoire des *Moines d'Occident*, soient remis à une commission composée de MM. Théophile Foisset, Léon Cornudet, Augustin Cochin et Camille de Meaux, mon gendre, lesquels choisiront entre tous ces documents ce qui pourra sans inconvénients être publié après ma mort et ce qui devra être réservé pour une époque ultérieure.

» La propriété de ces correspondances, comme celle de mes ouvrages imprimés ou manuscrits, devra naturellement rester à ma femme et à mes enfants, sans vouloir interdire absolument la destruction de ce que mes amis susnommés jugeraient inutile ou dangereux à conserver.

» Je leur rappelle qu'il y a là des matériaux infiniment précieux pour l'histoire morale et intellectuelle de notre temps, ainsi que pour la défense de la foi catholique et des principes de justice et de liberté qui nous ont été si chers.

» Je nomme et institute exécuteurs testamentaires M. Léon CorNUDET, conseiller d'état, et M. Augustin Cochon. »

Le 7 mai 1869, deux mois et demi après la lettre du 17 février, M. de Montalembert prenait la plume et, à la suite de son testament, il écrivait le codicille suivant :

» Parmi les membres de la commission ci-dessus désignés par moi, pour disposer de mes correspondances, manuscrits et autres documents analogues, je substitue M. l'abbé Charles Loyson (en religion, le P. Hyacinthe, carme-déchaussé) à M. Foisset, que son âge et son absence continuelle de Paris me portent à dispenser de ce mandat.

» Je lègue à M. l'abbé Charles Loyson (dit le P. Hyacinthe) mes dossiers de notes manuscrites, rédigés depuis 1864 sur diverses questions religieuses et politiques, et qui se trouvent dans le tiroir à gauche de mon grand bureau, à Paris, spécialement ceux intitulés : *Où en sommes-nous ? Liberté religieuse*, etc. Je veux aussi qu'on lui remette un petit cahier in-12, de notes manuscrites, intitulé : *Ultima verba*. Enfin, je lui donne le droit de publier, quand et comme il le voudra, ce qui lui paraîtra convenable dans ces notes et brouillons.

» Je le prie d'accepter et de garder, en souvenir de moi, le grand chapelet terminé par une tête de mort en ivoire, qui me vient du P. Lacordaire par l'entremise de M. l'abbé Perreyve.

» Cette précieuse relique, en passant aux mains du P. Hyacinthe, aura ainsi appartenu aux trois prêtres de mon temps qui ont le mieux servi, selon moi, la cause de la religion, et le plus aimé les âmes de leurs contemporains. »

A mes yeux, Messieurs, il est évident que le codicille absorbait les pouvoirs donnés par la lettre précédente. Désormais cette

lettre n'était plus rien. M. de Montalembert, par ce codicille, avait eu soin de déterminer très nettement et très complétement la mission qu'il entendait confier au P. Hyacinthe, mission générale d'abord, qui lui était donnée comme membre de la commission pour la publication de ses œuvres; mission particulière ensuite, mission personnelle pour certaines œuvres particulières qu'il indiquait soit par leur titre, soit par le lieu où on les trouverait, et pour lesquelles il donna au P. Hyacinthe un droit de disposition absolue.

Et remarquez, Messieurs, qu'il ne s'agit pas d'un billet vivement et rapidement écrit, mais d'une œuvre testamentaire sérieuse, mûrie, méditée. M. de Montalembert, manifestement, a tout voulu y comprendre. Pourquoi donc aurait-il laissé quelque chose en dehors, sans en rien dire?

Il n'a pas parlé, dira-t-on, de cette lettre. Mais il ne l'a pas fait par une très bonne raison, c'est qu'il était absolument inutile d'en parler, c'est que, pour tout homme de sens, il ne subsistait plus rien d'antérieur devant le codicille.

Voilà l'interprétation rationnelle, l'interprétation vraie, de la pensée du testateur. D'ailleurs, nous avons heureusement la preuve, très directe à mon sens, que telle était bien la pensée de M. de Montalembert : l'épreuve qu'il a envoyée au P. Hyacinthe à ce moment était une première ou au moins l'une des premières épreuves.

Depuis, M. de Montalembert a revu son œuvre, il y a fait une série de corrections qui sont de sa main.

Voici un exemplaire qui a été remis à M. Cornudet, en sa double qualité de membre de la commission pour la publication des œuvres et d'exécuteur testamentaire. M. Cornudet était encore en vie au moment où le procès a été intenté, et l'assignation est faite en son nom comme au nom des autres membres de la commission ; il est malheureusement mort depuis, mais l'exemplaire que je tiens à la main a été trouvé dans ses papiers, et il m'est parvenu par l'entremise de son gendre, notre honorable confrère, M. Colin de Verdières. Cet exemplaire porte une série de corrections faites de la main de M. de Montalembert, et l'une de ces corrections a une extrême importance, car elle ne tend à rien moins qu'à la suppression d'un chapitre tout entier, le chapitre XIII. En tête de ce chapitre se trouve, en effet, un ren-

voi à une note qui, je me hâte de le dire, n'est pas de la main de M. de Montalembert. C'est la seule, elle est ainsi conçue : « La suppression de ce chapitre a été demandée par M. Guizot et Mgr Dupanloup ; elle a été consentie par l'auteur. »

Cette note, de la main de M. Cornudet, me suffirait, quant à moi, pleinement. Je n'imagine pas que personne osât soupçonner cet homme, honnête entre tous, d'une falsification, d'une altération quelconque de la pensée de M. de Montalembert, et mon éminent contradicteur serait le dernier à éléver un pareil soupçon. Mais nous avons ici un moyen de contrôle irrécusable : c'est un autre exemplaire que je présente au tribunal et qui, celui-là, avait été soumis à M. Guizot par M. de Montalembert. Quoique n'appartenant pas au même culte, ces deux grands esprits étaient faits pour se comprendre.

Sur la couverture de cet exemplaire confié à M. Guizot, on lit une double mention que je dois vous faire connaître. La première, écrite au crayon, porte : « Prière de renvoyer cette épreuve à M. de Montalembert. » Ces mots sont de la main même de M. de Montalembert ; à cet égard, il n'y a absolument aucun doute.

La seconde mention est ainsi conçue : « Exemplaire annoté par M. Guizot. » Ici l'écriture est un peu plus ferme ; il semble qu'elle ait été tracée avec le même crayon, mais plus tard probablement ; aussi dois-je dire, au nom de la famille de Montalembert, qui tient à être absolument sincère, que si la plupart de ses membres affirment énergiquement reconnaître l'écriture de M. de Montalembert, d'autres hésitent. Cette hésitation, je la livre à l'appréciation du tribunal. Mais cela importe peu, du moment qu'il n'y a aucun doute possible sur l'écriture de la première mention : « Prière de renvoyer cette épreuve à M. de Montalembert, » et que, d'ailleurs, il est hors de conteste que c'est bien l'exemplaire qui a été soumis à M. Guizot, puis rendu par lui avec les observations que la lecture lui avait suggérées.

M. Guizot avait signalé un certain nombre de passages par de petits traits au crayon en marge ; il eut ensuite un entretien avec M. de Montalembert, à qui il fit part de ses réflexions. Et, à la suite de cette conversation, M. de Montalembert lui-même, de sa propre main, a écrit ces mots en tête du chapitre XIII : « A retrancher. » L'exemplaire était parmi les papiers de l'auteur. De telle sorte qu'en le rapprochant de celui qui avait été confié

au regretté M. Cornudet, nous avons la justification complète, indéniable, de la mention écrite de la main de M. Cornudet au sujet de ce même chapitre XIII.

Ainsi donc, M. Loyson, en agissant comme il l'a fait, sans informer la famille de son intention, sans aucune mise en demeure, M. Loyson s'est mis dans le cas de faire une publication infidèle. Je le demande à la justice, la famille de Montalembert pouvait-elle tolérer un si criant abus?

Mais ce n'est pas là, pour le moment, l'objet de ma préoccupation. Ce que je veux établir, c'est que M. de Montalembert, par son codicille du 7 mai 1869, avait entendu supprimer ou, si vous l'aimez mieux, transformer le mandat qu'il avait donné par la lettre du 17 février, qui, dès lors, n'avait plus de raison d'être.

En effet, postérieurement au mandat qui d'abord était personnel, il avait substitué un mandat collectif en introduisant le P. Hyacinthe dans la commission chargée de la publication de ses œuvres. Et ceci me ramène à l'épreuve qui avait été remise à M. Cornudet, exécuteur testamentaire et membre de la commission. Cette épreuve porte sur sa couverture, de la main de M. de Montalembert, non plus au crayon, cette fois, mais à l'encre, une suscription que je considère comme extrêmement précieuse et que voici : *Exemplaire corrigé pour réimpression.*

Voilà ce que M. de Montalembert lui-même a écrit de sa propre main sur cette épreuve, son œuvre véritable, celle-là, la seule véritable, car sa pensée lui appartenait incontestablement jusqu'à sa mort. Et cette épreuve, à qui l'a-t-il confiée? Vous le savez, Messieurs, mais je me tourne vers M. Loyson et je lui demande : « Vous l'a-t-il envoyée à vous? Vous a-t-il prévenu, vous, des changements qu'il apportait à sa rédaction primitive? Vous seul pouvez répondre à cette question. »

Si vous avez été prévenu, vous saviez donc que vous aviez dans les mains une épreuve qui n'était plus fidèle, et que dès lors la publication personnelle ne vous était plus permise. Si, au contraire, vous n'avez pas été prévenu, la pensée de M. de Montalembert se dégage clairement de cette omission; il ne prévenait pas M. Loyson parce que c'était inutile, parce que son œuvre définitive, il l'avait confiée à M. Cornudet, qui était son exécuteur testamentaire et en même temps membre de la commission, et M. Loyson, qui, à ses yeux, n'avait plus d'action que comme

membre de cette commission, aurait connu, au moment opportun, les changements apportés à son œuvre par l'auteur. Voilà, à mes yeux, la preuve certaine, éclatante, que, pour M. de Montalembert, le codicille du 7 mai avait aboli la lettre du 17 février.

A quelque temps de là se produisit un fait complètement inattendu pour M. de Montalembert et qui le consterna, j'allais presque dire, le jeta dans un désespoir profond; je veux parler, vous le comprenez, Messieurs, de la sortie du P. Hyacinthe de son couvent, au mois de septembre 1869. Cette sortie ne se fit point sans bruit; le P. Hyacinthe voulut lui donner tout l'éclat possible; il écrivit une longue lettre à ses supérieurs ecclésiastique, et cette lettre il la publia dans le journal le *Temps*. Je m'abstiendrai soigneusement, quant à moi, de juger un pareil acte; je n'ai pas reçu mission pour cela et je n'en ai pas besoin.

Mais ce que je dois vous faire connaître, ce sont les résolutions que cet acte a inspirées à M. de Montalembert, résolutions qu'il a prises après réflexion, après la première émotion calmée et après une tentative inutile faite auprès du P. Hyacinthe pour le ramener. Alors M. de Montalembert a pris la plume pour ajouter un nouveau codicille à son testament et au codicille du 7 mai 1869. La retraite, la sortie du couvent de M. Loyson est de la fin de septembre 1869, et, le 7 octobre suivant, voici le codicille écrit par M. de Montalembert :

« Je déclare nulle et non avenue toute mention faite dans mes dispositions antérieures de M. l'abbé Charles Loyson, dit en religion le P. Hyacinthe, des carmes déchaussés: je lui substitue M. Léopold de Gaillard de Bollène pour tout ce qui touche l'examen et le choix des manuscrits et correspondances qui pourraient être publiés parmi les papiers que je laisserai à mon décès. »

Quoi de plus clair et de plus énergique en même temps! Et, après cela, que faut-il penser de cet avant-propos de l'éditeur, qui est évidemment l'œuvre de M. Loyson, en ce sens au moins que c'est lui qui l'a inspiré!

Que faut-il penser de ce premier passage où l'on insinue que M. de Montalembert n'a pas obéi à un sentiment personnel, intime et profond, qu'il a seulement « fait preuve de tact », de telle sorte que M. de Montalembert, en écrivant le codicille que vous

savez, dans les termes que vous savez, n'a agi que par égard pour M. Loyson, pour ménager les justes susceptibilités de M. Loyson, qui, dans cette commission, aurait rencontré des personnes hostiles !

Que signifie cette insinuation calculée et perfide ? Mais on affecte d'oublier ce qu'il est nécessaire de vous remettre en mémoire ; c'est que dans le codicille précédent, celui du 7 mai 1869, il y avait deux choses : le P. Hyacinthe n'était pas seulement désigné comme membre de la commission pour la publication des œuvres ; M. de Montalembert lui avait légué sa plus précieuse relique, le grand chapelet du P. Lacordaire, et ce legs, ce pieux souvenir porte, ce me semble, avec lui sa signification. Il ne s'adressait évidemment pas à l'ami seulement, il s'adressait au prêtre, au religieux, au caractère sacré du P. Hyacinthe.

Qu'en a fait M. de Montalembert ? Il l'a repris, il l'a retiré au P. Hyacinthe. Pourquoi ? Apparemment parce que, à ses yeux, il n'était plus possible désormais que le P. Hyacinthe portât ce chapelet. Ici, vous le voyez bien, il n'y a plus moyen d'équivoyer. Que faut-il penser encore de cet autre passage où l'on prétend que M. Loyson a publié l'écrit lorsqu'il lui a paru certain que la famille ne le publierait pas elle-même ? Il semble vraiment se faire un mérite de ce qu'il a attendu cinq années pour faire sa publication ; et il donne à entendre qu'il aurait mis en demeure la famille préalablement informée de ses intentions, et du mandat spécial qu'il prétendait avoir.

Or, rien n'est moins exact.

La vérité, la voici : après la mort de M. de Montalembert, au cours d'une conversation, M. Loyson a parlé à M. Cochin, l'un des exécuteurs testamentaires, de *l'Espagne et la liberté*, et lui a demandé s'il publierait cet ouvrage. M. Loyson en avait entre les mains un exemplaire, c'était assez pour qu'il en pût parler. Mais là s'est bornée la conversation ; il est absolument certain que M. Loyson n'a pas parlé à M. Cochin d'un droit ou d'un mandat spécial au sujet de cette œuvre, mandat survivant à la révocation testamentaire ; il est absolument certain qu'il n'a pas annoncé son intention de publier *l'Espagne et la liberté*, si la famille ne faisait pas cette publication dans un certain délai, il est absolument certain qu'il n'a pas montré la lettre du 17 février. En effet, le tribunal comprend sans peine que si M. Loyson

avait communiqué cette lettre à M. Cochin, s'il avait annoncé l'usage qu'il en voulait faire, la chose aurait été trop grave pour que M. Cochin n'en informât pas les membres de la commission désignée pour la publication des œuvres, et la famille elle-même.

La famille aurait immédiatement intenté un procès dans le but de faire déclarer que ladite lettre n'avait plus aucune valeur¹.

¹ Dans toutes les observations que je présenterai plus tard sur ce procès, je me suis fait une loi de ne m'appuyer que sur des documents écrits, publiés ou inédits, et de ne point me baser sur les souvenirs du P. Hyacinthe. Ici, cependant, je suis obligé d'y recourir. Aux affirmations de M^e Bétolaud, auxquelles manque même le témoignage oral de M. Cochin, et qui sont par là sans base, je puis opposer les souvenirs très distincts du P. Hyacinthe qui les contredisent absolument. Très peu de jours après la mort de M. de Montalembert, le P. Hyacinthe vit M. Cochin, qui lui annonça qu'après avoir été nommé membre de la commission de publication par un premier codicille, il avait été révoqué ensuite. Mais il ne lui communiqua le texte ni de l'un ni de l'autre des codicilles, dont il se borna à parler d'une manière générale. Le P. Hyacinthe ne témoigna aucun étonnement, mais il dit à M. Cochin qu'il avait reçu une mission spéciale au sujet de *l'Espagne et la liberté*, et qu'il comptait publier cet écrit lorsqu'il en jugerait le moment convenable, si la famille ne se chargeait pas de le faire. M. Cochin répondit qu'il ne pouvait pas, de son chef, donner une réponse à ce sujet, qu'il devait nécessairement consulter la famille et les exécuteurs testamentaires. Une huitaine de jours plus tard, M. Cochin fit savoir au P. Hyacinthe que la famille de Montalembert publierait elle-même l'ouvrage dans les œuvres posthumes de M. de Montalembert. C'est ce que le P. Hyacinthe a rappelé dans sa lettre au *Temps* du 26 octobre 1872, où il a maintenu son droit de publication. Que M. Cochin ait bien réellement consulté la famille, c'est ce que prouve le récit même de M^e Bétolaud. Il y a donc eu, de la part du P. Hyacinthe, deux mises en demeure expresses et distinctes; c'était alors qu'il fallait réclamer si, comme le dit l'exploit qui a introduit le procès, c'était « abusivement et au mépris de toutes convenances que le P. Hyacinthe avait conservé entre ses mains un écrit dont il n'était pas l'auteur et sur lequel il n'avait aucune espèce de droit. » La famille de Montalembert savait que l'épreuve était entre les mains du P. Hyacinthe; elle savait qu'il n'avait pas renoncé à son droit et qu'il publierait si elle ne le faisait pas, et elle n'a présenté aucune objection. N'a-t-elle pas admis ainsi le droit même qu'elle conteste aujourd'hui?

E. T.

C'est donc sans mise en demeure, sans avis préalable que M. Loyson a fait la publication. Et pourtant il me semble qu'il y avait tout au moins un devoir d'égard et de convenance à remplir envers la famille. M. Loyson ne s'en est pas soucié!

Je vous ai dit, Messieurs, qu'il s'était ainsi exposé à faire une publication infidèle, parce que, sans l'en informer, l'auteur avait fait, plus tard, des corrections à son œuvre. Mais, de plus, M. Loyson savait que cette publication était incomplète, tronquée, il s'y résignait très volontairement, vous allez le voir, et ici le reproche s'adresse à l'éditeur au même titre qu'à M. Loyson.

Vous savez comment, dans quels termes, le quasi-manuscrit avait été confié au P. Hyacinthe avec des recommandations qui empruntent même un caractère particulier aux soulignements de certains mots. M. de Montalembert avait dit: « Qu'il ne fallait pas que cela fût même montré. » Et il soulignait. C'était un dépôt confié à la discrétion du P. Hyacinthe.

Or il paraît bien que le manuscrit ou le quasi-manuscrit, pour parler comme M. de Montalembert lui-même, a quelque peu couru le monde¹, et que même dans les communications qui en ont été faites, des fragments se sont égarés. J'en trouve la preuve dans la Revue elle-même. Si vous vous reportez à la pag. 11, vous y verrez, à la suite de ces mots: « Cela a été une croisade perpétuelle, » un renvoi.

Puis, en note, voici ce que dit l'éditeur: « Ici, dans l'épreuve que nous reproduisons, il manque malheureusement les pages 7 à 10. » Puis la note continue, en invitant les personnes qui seraient en mesure de combler la lacune, à en donner le moyen à l'éditeur.

Eh bien, je le demande à tout honnête homme, n'était-ce pas le cas de s'adresser à la famille, et, avant tout, à elle? N'était-ce pas un devoir impérieux? Même en supposant que M. Loyson avait le droit de publier, il n'avait pas le droit de tronquer la publication, de publier par fragments ou d'omettre un fragment qu'il avait eu le tort d'égarer!

Et puis, que devient le droit de propriété, le droit de surveillance et de contrôle de la famille?

' Oui, sans doute, mais après que la mort de M. de Montalembert avait donné le droit de publier, et par conséquent de communiquer l'œuvre à des amis.

E. T.

Disons la vérité. On n'a eu aucun souci ni des raisons de droit, ni des motifs de convenance.

Il s'agissait bien de satisfaire aux convenances! M. Loysen ne cherchait que la satisfaction de son orgueil, il voulait attirer à lui le nom respecté de Montalembert.

Quant à l'éditeur, ai-je besoin de le dire? il ne voyait qu'une affaire, qu'une spéculation! Les profits qui en résulteront sont-ils ou non partagés? Je l'ignore; c'est un secret entre M. Loysen et M. Tallichet. Mais je ne veux pas quitter cet ordre d'idées sans m'expliquer sur les intentions de la famille, en ce qui concerne la publication de l'écrit.

Voici ce que j'ai à dire à ce sujet, et, pour le dire, je n'éprouve absolument aucun embarras. La famille de Montalembert publierà et elle a toujours eu l'intention de publier, — je le déclare en son nom, — *l'Espagne et la liberté*, comme toutes les autres œuvres posthumes de M. de Montalembert. Elle fera cette publication avec le pieux respect qui est dû à tout ce qui est sorti de cette plume, aussi honnête dans ses ardeurs mêmes et dans ses emportements qu'elle était vaillante et fière; elle publiera cette œuvre, elle la publiera sincèrement, en tenant compte des retranchements et des corrections émanés de l'auteur lui-même, sans altérations et sans lacunes.

Mais il y a une chose dont la famille est absolument juge, c'est du jour, de l'heure, de l'opportunité de cette publication, et, à cet égard, elle ne doit de comptes à personne, et, en particulier, il ne saurait lui plaire d'en rendre à M. Loysen! Voilà, Messieurs, la déclaration que j'avais à faire sur ce point, et je passe.

Le codicille du 7 octobre 1867, vous le savez déjà, Messieurs, est fait pour gêner singulièrement M. Loysen. Il cherche à échapper à cette condamnation morale, à cette réprobation testamentaire. Qu'a-t-il fait pour arriver à ses fins? Il a commis un acte blâmable; il a envoyé des articles à la presse, ou, s'il n'en est pas l'auteur manifestement, il les a inspirés. Le procès vous était soumis, Messieurs; mais, par avance, il expose ce procès et il le commente à sa façon.

Et voici ce qui est grave et ce qui, à mes yeux, est profondément regrettable: il a livré des lettres, il a fait publier des lettres qui étaient, de leur nature, absolument confidentielles. Ah! si M. de Montalembert vivait encore, il s'indignerait et se révol-

terait contre ce qu'il considérerait comme une trahison et un abus de confiance !

J'arrive maintenant aux lettres dont j'ai reçu communication régulière par les mains de mon honorable contradicteur. Ce sont des lettres qui suivent la sortie du couvent; cette communication a été faite dans le but d'établir que les rapports entre M. de Montalembert et l'ex-père Hyacinthe n'avaient pas été altérés, que M. de Montalembert avait conservé pour M. Loyson une amitié fidèle.

Ces lettres, Messieurs, sont bien peu nombreuses¹; mon honorable contradicteur en a produit quatre. Il y en avait pourtant une cinquième, ou plutôt une première, qu'on ne produisait pas. Je le comprends, et vous allez le comprendre vous-mêmes. Heureusement, Messieurs, c'est nous qui avons pu la produire, uniquement, entendez-le bien, pour répondre aux lettres qui ont été communiquées; car, je le déclare, si ces lettres n'avaient pas été mises au débat, celle que je vais lire n'aurait pas vu le jour.

Cette lettre, préface éloquente des autres, comment est-elle encore entre nos mains? Il faut croire que M. de Montalembert y attachait une grande importance, car, avant d'envoyer cette lettre, il en fit faire une copie qu'il eut soin de signer.

Ecoutez, Messieurs : M. de Montalembert avait été, comme tout le monde, informé par les journaux du parti que venait de prendre le P. Hyacinthe d'abandonner la maison de Passy où il demeurait. Il était alors à la campagne; il avait laissé à la première émotion le temps de s'apaiser; le premier coup avait été cruel; et, enfin, ranimant son courage, il a écrit à celui qui, autrefois, s'appelait le P. Hyacinthe, la lettre que voici :

« La Roche-en-Breny, le 28 septembre 1869.

» Mon pauvre cher ami,

» Huit jours se sont écoulés depuis le coup terrible que vous m'avez infligé par la publication de votre lettre dans le *Temps*, et je n'en suis pas encore revenu. Pourquoi donc faut-il que j'aie été condamné d'assister deux fois dans une trop longue vie et

¹ Par une raison bien simple : quand M. de Montalembert résidait à Paris, il n'écrivait guère au P. Hyacinthe; il le voyait, et il a passé à Paris les derniers mois de sa vie.

E. T.

de si près, à des catastrophes comme celle de M. de Lamennais et la vôtre? La sienne, du moins, s'est fait attendre trois ans, et pendant tout ce temps, j'ai fait tous les efforts que comportaient ma jeunesse et ma faiblesse pour détourner le coup. Mais vous, mon pauvre ami, vous m'avez foudroyé! Comment avez-vous pu mépriser à ce point mes conseils, mes avertissements, mes prières? Je vous ai aimé avec la tendresse d'un vieillard et d'un mourant pour le fils chéri de son âme. Je vous ai prodigué toute la lumière que je puisais dans cette affection, dans les nombreuses et profondes sympathies qui nous unissaient, et aussi dans une longue et rude expérience des luttes d'ici-bas. Et vous avez pris cet affreux parti, que vous nous laissiez à peine entrevoir, non-seulement sans me consulter, mais sans même daigner discuter avec moi les termes de ce congé injurieux et calomnieux que vous venez de signifier à l'église et à vos frères, à vos amis les plus chers et les plus dévoués!

» Vous avez méprisé bien plus encore que mon amitié: le grand exemple du P. Lacordaire, que je vous ai tant de fois cité, qui a rencontré, tout le long de sa vie, des croix bien autrement lourdes, des calices bien autrement amers que les vôtres, et dont le nom surgit dans toutes les mémoires et sur toutes les lèvres dans cet orage que vous venez de soulever si follement.

» Si vous aviez su vous borner aux cinq premiers alinéas de votre lettre, vous eussiez grandi de cent coudées aux yeux du public, tout en restant irréprochable devant tous ceux d'entre vos amis qui veulent rester catholiques. Mais dans tout ce qui suit, tout est inexcusable.

» Vous n'avez pas été persécuté, comme on le croirait, à vous entendre; de ce pharisaïsme que vous avez mille fois raison de détester et de dénoncer, personne n'a moins souffert que vous, puisqu'il ne vous a pas empêché d'acquérir avant quarante ans une autorité et une renommée sans rivales dans l'église de France. Vos supérieurs religieux eux-mêmes vous avaient traité jusqu'ici avec une indulgence singulière et vous avaient laissé une liberté à peu près complète. Ce qui a manqué précisément à votre gloire, ce sont les persécutions et les adversités où le génie et le cœur de Lacordaire ont pris leur trempe surnaturelle.

» Vous auriez eu encore mille fois raison de signaler la guerre déclarée par l'école dominante à la société moderne et à la na-

ture humaine ; mais nul chrétien ne comprendra que vous en ayez rendu responsable le catholicisme tout entier, et qu'un prêtre, un religieux, en parlant de la façon dont la religion est depuis longtemps comprise et pratiquée, n'ait pas trouvé un mot, un seul mot de justice et de vérité au profit de ces merveilles de charité, de chasteté, d'humilité et d'abnégation que l'église enfante chaque jour avec une fécondité sans pareille dans son histoire.

» Vous enappelez au concile et vous ne l'attendez pas, alors que deux mois à peine vous séparent de sa réunion. Mais d'avance vous l'accusez, vous le déclarez suspect, et avec une iniquité par trop criante, vous lui imputez de n'être pas libre dans sa préparation, au moment même où les évêques d'Allemagne viennent de manifester à la fois leur souveraine indépendance et leur résolution de n'admettre aucun décret incompatible avec la civilisation et la science, avec la juste liberté des peuples et les besoins des temps actuels ; au moment où vingt symptômes divers démontrent que ce qui a tout arrêté jusqu'à présent, ce n'est pas la pression d'en haut, mais la mollesse et la diplomatie mal avisée de ceux qui avaient le droit et le devoir d'agir et de parler, qui allaient enfin se réveiller et que votre chute va peut-être replonger dans une inaction et une prostration dont vous, mon pauvre cher ami, vous serez responsable devant Dieu et devant les hommes.

» Mais le plus grand des reproches que j'ai à vous adresser, c'est d'avoir trahi vos amis, vos frères d'armes, en procurant le triomphe le plus éclatant aux délations et aux prévisions insultantes de nos adversaires. J'ai vu, pendant quinze ans, le nom de Lamennais servir d'épouvantail exploité par tous les esprits étroits et soupçonneux, serviles et jaloux. Si j'avais le malheur de vivre quinze ans de plus, j'entendrais de même opposer chaque jour votre nom à tout prêtre, à tout chrétien chez qui l'on verrait poindre une étincelle d'intelligence ou de générosité.

» En trahissant vos amis, vous avez surtout trahi notre cause, celle que nous vous avions tous confiée, nous, champions jeunes et vieux de cette royale liberté qui est la loi propre du chrétien. Vous avez agi comme agirait M. Thiers s'il s'avisait de quitter le terrain légal et constitutionnel où il a remporté des victoires si imprévues et si fécondes, pour aller construire une barricade dans le faubourg Saint-Antoine.

• Hélas ! mon pauvre ami, que votre châtiment sera terrible ! En perdant toute autorité sur le vrai public, vous avez perdu tout moyen de servir la liberté, la justice, la vérité, que vous avez si noblement servies jusqu'à présent, que vous avez tant aimées, que vous aimez encore avec une passion si légitime.

• Je ne dis pas, du reste, que votre faute soit aussi irréparable qu'elle me paraît inexcusable. Si après cette explosion terrifiante vous savez vous tenir tranquille, vous condamner au silence, à un silence absolu pendant plusieurs années ; si vous savez réclamer une place obscure, mais régulièrement obtenue dans les rangs du clergé séculier et pratiquer avec lui les vertus modestes et austères qui le distinguent ; si vous êtes capable, comme je n'en doute pas, de vous imposer ce sacrifice, ne fût-ce qu'en expiation de la douleur cuisante où vous venez de plonger tant d'âmes chrétiennes, alors vous pourrez désarmer non-seulement l'acharnement de vos trop heureux adversaires, mais encore le désespoir de vos amis et admirateurs, et avec l'aide du temps et des événements, vous remonterez peut-être dans la chaire où vous aviez encore tant de conquêtes à faire et qui est la seule tribune où vous puissiez parler avec honneur, je dirai même avec décence. Mais si vous avez le malheur de céder aux invitations, aux provocations dont les libres-penseurs et les protestants surtout vont vous assaillir ; si vous entreprenez de vous justifier en attaquant de plus en plus l'église votre mère ; si vous devenez un orateur de réunions profanes et vulgaires, vous tomberez dans le néant, au-dessous de Lamennais lui-même, qui a au moins fini par se retrancher dans le silence, et tandis que vos amis, comme moi, ne pourront que pleurer en silence sur votre déchéance, vous deviendrez le jouet d'une publicité sans entrailles et sans frein, *ludibrium vulgi*, comme ces gladiateurs captifs exploités et déshonorés, malgré leur noblesse naturelle, par les caprices de la foule obscène des païens.

• Vous le voyez, je vous parle sans détour, sans précaution, sans réserve ; je ne vous parle pas en chrétien, en confesseur, en docteur. Je n'en aurais pas plus le droit que l'envie. Je vous parle uniquement en ami, en homme du monde, en vieux libéral, en vieux soldat amoureux de la lutte, de l'honneur, de la gloire et de la vôtre, non moins et peut-être plus que de la sienne. Ecoutez, je vous en conjure, cette voix qui ne vous a jamais

trompé, jamais trahi, jamais flatté, et qui vous indique aujourd'hui votre dernière chance de salut.

» Laissez-moi vous donner encore une dernière preuve de cette affection dont vous n'avez évidemment jamais mesuré la profondeur, ni compris l'intensité. Mon âge me donne à la fois la triste expérience des nécessités de la vie et le droit de prendre avec vous une liberté devant laquelle d'autres reculeraient peut-être. Vous devez être sans ressources matérielles, et cette pénurie ne peut qu'aggraver les difficultés inexprimables de votre situation. Eh bien, je vous supplie, confiez-moi vos embarras, et pour en sortir, ne vous adressez qu'à moi et à ceux qui, comme moi, sont avant tout les amis de votre passé. Je ne suis pas opulent, mais j'ai une grande aisance, et jamais je n'aurai fait du superflu que Dieu m'a accordé un usage plus doux à mon cœur.

» C'est ce cœur, et lui seul, qui a dicté cette lettre. Pardonnez à ce cœur blessé, meurtri, profondément troublé par vous; pardonnez l'âpre franchise de mon langage. Sachez reconnaître cette « colère de l'amour, » dont parle M. de Maistre. Surtout plaignez-moi de cette épreuve dont vous êtes l'auteur, épreuve ajoutée à tant d'autres, et d'autant plus cruelle qu'elle tombe sur moi au moment où vient de m'être arrachée cette chère sœur Saint-Marcellin, que vous avez vue chez moi, et dont les soins incomparables, prodigues depuis plus de trois ans, avaient un peu adouci mon triste sort. Mais, certes, de toutes les peines qui pouvaient m'être encore infligées avant ma fin, aucune ne saurait dépasser ni même égaler la cuisante amertume que vous me vaudriez, si je vous voyais poursuivre la voie fatale où vous êtes entré, et sortir misérablement de cette église que vous êtes fait pour servir, pour affranchir, pour honorer mieux que tous vos contemporains. Je m'arrête, après en avoir dit beaucoup trop pour ce qu'il nous reste, à moi de force, à vous peut-être de patience. Je vous embrasse encore avec une triste mais invincible affection. »

Messieurs, je ne commettrai pas la faute de déparer cette admirable lettre par des réflexions qui seraient superflues et qui, quant à moi, me paraîtraient déplacées.

Nous avons maintenant l'explication, le secret, la clef des

autres lettres. M. de Montalembert ne désespérait pas de ramener cette âme égarée ; il voulait essayer tous les moyens de persuasion. Il y eut en lui un combat violent, et ce combat il a eu un témoin, il a eu un confident, dont la parole, je pense, ne sera pas suspecte ni mise en doute. Ce témoin et ce confident, c'est M^{me} de Montalembert. M. de Montalembert se demandait s'il ne devait pas rompre définitivement et sans retour avec le P. Hyacinthe, et il eut, à ce sujet, un entretien avec la comtesse. Il termina cet entretien en disant : « Si j'abandonne ce malheureux, il n'aura plus près de lui personne qui soit capable de lui faire entendre la vérité. Non, je ne l'abandonnerai pas et je ne désespère pas de le ramener. »

C'est ainsi, Messieurs, qu'il a encore écrit, le 4 octobre 1869, la lettre que voici :

« La Roche-en-Breny, 4 octobre 1869.

» Mon bien cher ami,

» Je vous remercie de m'avoir répondu avec moins de sécheresse qu'à l'évêque d'Orléans. Mais sachez bien que je ne me contente pas du tout de vos fidèles et dououreux sentiments. Il me faut encore votre affection d'autrefois en échange de celle dont je puis dire que je vous ai comblé, que je vous garde et vous garderai toujours, tant que vous ne me repousserez pas loin de vous. J'aspire encore à votre confiance; car, malgré le peu de cas que vous avez fait de mes conseils et de mes indications avant votre catastrophe, je crois que je pourrais encore vous être utile et vous empêcher d'aggraver la situation dont vous sentez vous-même la cuisante amertume.

» Ne vous dissimulez pas que la publication des deux lettres du général des carmes, dans tous les journaux d'aujourd'hui, va achever de vous démolir moralement aux yeux de tous les catholiques. Ah ! que ne m'avez-vous montré celle du 25 juillet, comme vous m'aviez montré une précédente de lui, beaucoup moins bonne; je vous aurais conjuré d'obéir. Combien le P. Hyacinthe, relégué plus ou moins volontairement dans un couvent de la province d'Avignon, n'eût-il pas été aujourd'hui plus grand, plus fort, plus touchant, plus irréprochable, non-seulement aux yeux de l'église tout entière, mais, soyez-en sûr, aux yeux des honnêtes gens de tous les partis et de tous les pays !

Et avec quelle incomparable puissance ne seriez-vous pas sorti de là au bout de quelques années ou peut-être même de quelques mois, comme le P. Lacordaire, après le silence qu'il sut si noblement garder sous le coup de la blessure terrible et injuste dont il était non pas l'auteur, mais la victime, lors de la dissolution de son noviciat à Rome!

• C'est à ce silence que se borne mon ambition pour vous, quant à présent. Je vous supplie de vous l'imposer tant que durera l'orage que vous avez suscité. Comment le coup de tonnerre que vous venez de faire entendre ne vous suffirait-il pas quant à présent? Comment ne sentiriez-vous pas que toute réplique, toute explication, toute démonstration nouvelle ne saurait qu'en affaiblir l'effet? Au contraire, le silence déconcertera tous vos adversaires et vous gardera à vous-même la liberté de l'avenir.

• Oh! que vous me consolez en me disant que vous ne voulez pas quitter l'église. Je vous crois, et je demande instamment à Dieu de vous maintenir dans cette résolution. Je vous crois aussi quand vous dites que vous vous êtes sacrifié pour l'église en lui immolant toutes les espérances de votre avenir terrestre. Mais il est impossible que vous ne soyez pas frappé de l'unanimité foudroyante des cris de douleur chez les uns, et des cris de joie chez les autres, provoqués par le sacrifice que l'église, d'ailleurs, ne vous demandait pas, et dont au contraire elle réprouve la forme et l'éclat. Cher ami, vous ne pouvez pas cependant croire que vous seul au monde ayez raison contre tous; or, je vous demande de me citer un seul vrai catholique que vous n'ayez pas consterné. Notez bien que je ne parle pas de ceux que vous avez indignés, révoltés, etc... Je n'ai en vue que ceux qui vous aimait, qui comptaient sur vous... J'admetts volontiers que vous ayez le droit de dédaigner certains éloges comme certaines injures. Mais ce que vous ne devez ni ne pouvez dédaigner, ce sont les larmes et les gémissements de ceux qui vous aimait et vous admirait, qui partageaient toutes vos souffrances, toutes vos convictions, toutes vos aspirations. Adieu, je suis bien souffrant aujourd'hui et c'est par un violent effort sur moi-même que je vous adresse ces lignes.

• Toujours votre ami sincère, dévoué et affligé, mais fidèle. »

Ce qui n'empêchait pas, le 7 octobre, M. de Montalembert de

prendre la plume pour écrire le codicille révocatoire que vous savez.

Voici une autre lettre, du 4 décembre 1869, je tiens à la faire connaître, parce que c'est moi qui porte le premier la parole dans cette cause.

« La Roche-en-Breny, 4 décembre 1869.

» Bon et cher ami,

» Je veux vous écrire de ma propre main, ce qui veut dire que je ne vous écrirai pas longuement, car mon état est toujours le même et m'interdit tout effort prolongé. Mais je veux surtout vous remercier de votre lettre, écrite chez les B..., à qui je vous prie de présenter mes hommages, si vous les revoyez. J'ai retrouvé avec bonheur l'expansion affectueuse de votre cœur. Sans entrer dans aucune discussion, jusqu'à ce que nous nous revoyions, je veux vous redire de compter sur ma fidèle amitié et de ne pas manquer d'avoir recours à moi, quand il vous le faudra. D'ici à votre retour parmi nous, je vous conjure encore une fois de garder un silence aussi profond que possible et de ne pas écrire des lettres qui sont toujours publiées et ne vous font aucun bien. Sachez donc que le silence grandit souvent les hommes, surtout les hommes éloquents, quand il ne se prolonge pas trop. Laissez-moi vous le dire avec ma liberté ordinaire : vous êtes très enfant. Vous ne connaissez pas assez les hommes, ni ce qu'ils sont, ni le peu qu'ils valent. Quand on vous voit écrire à des gens tels que..., cela fait sourire vos ennemis et cela attriste une fois de plus vos amis. Je parle de vos vrais amis catholiques : vous verrez que ce seront eux encore dont vous aurez le moins à souffrir ici-bas.

» L'évêque d'Orléans est venu passer deux jours ici en se rendant à Rome; il vous aime toujours. Je ne lui ai pas caché que vous étiez très mécontent de la publicité donnée à la lettre qu'il vous a écrite. Il m'a répondu : « Je le conçois parfaitement, mais je ne pouvais pas faire autrement. » Il ne désespère pas du tout de votre avenir, seulement il vous supplie, comme moi, de vous enfoncer, pendant quelque temps au moins, dans le silence et l'oubli.

» Lui-même vient de donner un bien grand exemple de ce qu'il est encore possible de faire, au sein de l'église actuelle,

pour servir la vérité et la liberté. Il a parlé beaucoup trop tard, mais ses deux coups de tonnerre n'en ont pas moins eu un retentissement prodigieux. Il est parti, calme et plein de confiance, pour entrer dans la lutte qui va couronner sa glorieuse vie. En rapprochant ses deux lettres contre l'Infaillibilité et contre l'*Univers*, des mandements de l'archevêque de Paris, du manifeste des évêques de Fulda, vous avez reconnu que tout n'était pas perdu, et que si vous aviez seulement su attendre un peu, vous auriez été à même de combattre plus que jamais le bon combat. Ne dites pas que je ne comprends pas vos souffrances : je ne les comprends et ne les partage que trop. Mais je suis un plus vieux malade que vous, et quand j'ai des crises de douleur intense, je ne vais pas me jeter par la fenêtre pour me soulager ou pour protester contre mes médecins.... »

Autre lettre, du 16 janvier 1870 :

« Mon cher ami,

» A moins d'une impossibilité absolue, provenant de mon triste et incurable état, je suis tout à vous, samedi, à deux heures.

» Excepté en ce qui touche les soi-disant catholiques libéraux de France, qui sont, à mes yeux comme aux vôtres, des prévaricateurs, je n'adhère pas à votre appréciation du moment actuel. Je crois que les choses marchent mieux que vous ne le supposez, et cependant, vous le savez, je ne suis pas optimiste. Mais nous en causerons tout à notre aise. En attendant, mille fidèles amitiés. »

Autre lettre, du 24 janvier :

« Paris, le 24 janvier 1870.

» Mon cher ami,

» J'ai bien regretté d'avoir manqué votre bonne visite hier. Je suis toujours dans un fort triste état, surtout depuis mon retour à Paris, et je ne suis guère à la disposition de mes rares amis que vers la fin du jour, de cinq à six heures. Mais comme j'aime-rais bien à vous voir seul, au moins la première fois, j'espère que vous voudrez bien prendre la peine de revenir à une heure où je n'attendrai et ne recevrai que vous. Pour cela, je vous propose après-demain mercredi, à deux heures. A moins que je ne sois tout à fait souffrant, je compte être tout à vous, ce jour et à

cette heure-là. Si cela vous était incommodé, faites-le-moi savoir par un mot jeté à la poste et indiquez-moi le jour que vous préferez à la même heure.

• Comptez sur mon affectueux dévouement.

• CH. DE MONTALEMBERT. •

C'est la dernière. M. de Montalembert mourait au mois de mars 1870. En relisant ces lettres et en les rapprochant de la première, vous démolirez facilement, je pense, le sentiment qui s'en dégage, sentiment de réprobation absolue pour l'acte accompli, avec un reste d'espérance, le désir ardent que M. Loyson se rende à des conseils exprimés sous la forme la plus touchante. Eh! sans doute, il l'aimait encore, comme Mgr Dupanloup l'aimait encore. Mais il n'écrivait plus, comme autrefois : « Cher et bon père ; » non, non, il lui écrit : « Mon cher ami : » il lui proclame les conseils, les témoignages d'affection même sous toutes les formes, parce qu'il sait bien que c'est la meilleure manière d'agir sur les coeurs et sur les âmes.

Voilà les lettres avec leur esprit véritable ; mais quoi que ce soit qui ressemble à une approbation, à une complicité morale, mais l'acceptation de cette idée que M. Loyson puisse être un jour son représentant et unir son nom au sien, vous ne l'y trouverez pas ; jamais ! jamais ! Grâce au ciel, la première lettre reste, avec le jugement que M. de Montalembert a porté ; il n'en a rien, absolument rien rétracté. Vous n'avez pas oublié, Messieurs, en quels termes il parle, dans cette lettre, de catastrophe, de chute, de trahison, de déchéance !

Je n'ai nulle intention d'engager avec M. Loyson une discussion théologique ou religieuse, mais nous avions besoin de connaître la pensée de Montalembert. Messieurs, pour laisser l'affaire sur son véritable terrain, le codicille suffisait : on nous a constraint d'aller au delà, le tribunal le voit. Et quand nous nous demandons si M. de Montalembert a voulu, s'il a pu vouloir maintenir les pouvoirs donnés par la lettre du 17 février 1869, est-ce que nous ne nous heurtons pas à une impossibilité morale, la plus puissante de toutes ?

Dans ces lettres dont veulent se prévaloir nos adversaires, quel est donc le conseil que, persévérant avec prière, avec instance, y doane M. de Montalembert à celui qui fut le P. Hy-

cinthe ? La retraite, le silence, l'obscurité ! C'est ainsi qu'il est amené à lui dire cette belle parole : « Il n'y a pas d'autre tribune que la chaire dans laquelle vous puissiez paraître avec honneur et même avec décence. » Et par la plus inconcevable des contradictions, il lui aurait procuré le moyen de sortir de cette retraite, de rompre ce silence, en accolant le nom de Montalembert au nom de Loyson ! Non, Messieurs, il y a des preuves morales plus fortes que toutes les autres.

Mais il me faut revenir aux actes précis et positifs du procès. J'ai dû m'attarder quelque peu pour suivre mon adversaire sur le terrain où ses communications m'entraînaient forcément ; mais tout ce je vous ai dit, tout cela se trouve résumé, couronné par ce codicille du 7 octobre 1869 : « Je déclare nulle et non avenue toute mention faite dans mes dispositions antérieures de M. l'abbé Charles Loyson, dit, en religion, le P. Hyacinthe, des carmes déchaussés. »

S'il est vrai, comme j'espère l'avoir établi, que le codicille du 7 mai, celui qui est révoqué par le codicille du 7 octobre, absorbait la lettre du 17 février 1869, il faut bien se dire : tout est fini, il n'y a plus de procès !

Mais je veux aller plus loin, je veux admettre pour un moment que la lettre du 17 février a pu conserver une existence indépendante du codicille du 7 mai suivant.

Cette hypothèse admise, je demande : Qu'est-ce que la lettre du 17 février ? Elle est manifestement un acte de dernière volonté, puisqu'elle est l'expression d'une volonté qui ne doit être réalisée qu'après la mort ; c'est une disposition antérieure au codicille. Il n'en faudrait donc pas davantage pour que le codicille ait eu pour effet de la révoquer.

Voulez-vous que je me place encore à un autre point de vue ? Voulez-vous isoler la lettre ? Est-ce que les pouvoirs donnés à cette époque subsisteraient encore aujourd'hui ? Mais, celui à qui ils avaient été donnés n'existe plus ; je ne le retrouve plus, avec le caractère qui les lui avait fait attribuer. Le tribunal a le droit de rechercher la pensée, l'intention qui a présidé à la rédaction de cette lettre du 17 février 1869 et de la disposition qu'elle renferme. Eh bien, est-ce que le mandat n'a pas été donné en considération de la personne ? J'emploie une expression parfaitement juridique. Je parle de la personne morale.

Pourquoi donc M. de Montalembert s'était-il confié au P. Hyacinthe? Mais précisément, manifestement, à cause de son caractère sacré, parce qu'il était le P. Hyacinthe, en un mot. C'est l'évidence même! Le P. Hyacinthe a quitté sa robe, il a abjuré; la raison qui lui a fait donner ce mandat s'évanouit, elle disparaît, elle n'existe plus; il y a plus, il ne faut pas croire que, parce que certains faits se sont accomplis depuis la mort de M. de Montalembert, ils ne peuvent avoir aucune influence sur le sort de la lettre du 17 février 1869. Vous avez toujours le droit absolu de rechercher la pensée intime qui a dicté une disposition de cette nature.

Or, en quittant son ordre, M. Loyson avait déclaré solennellement qu'il resterait fidèle à ses vœux monastiques. Voici, en effet ce que je lis dans une lettre qui a été livrée à la publicité par lui-même, au moment de sa sortie du couvent :

« Je m'éloigne du couvent qui était devenu pour moi une prison de l'âme! Mais je reste fidèle à mes vœux monastiques.... »

Ainsi, il voulait simplement échapper à une prison de l'âme, et le corps n'y était certainement pour rien.

Il confirmait volontairement ses engagements sacerdotaux, mais il devait aller jusqu'au bout dans la voie où il s'était engagé. Et sans vouloir le juger, vous savez, Messieurs, ce qu'il a fait: il s'est marié.

Encore une fois, je ne juge pas l'acte en lui-même, mais voici la question que je me pose: Je demande à tout esprit sincère et non prévenu s'il est admissible d'admettre que M. de Montalembert a pu considérer un instant M. Loyson, dans une situation pareille, comme son mandataire et son représentant? A qui donc le mandat avait-il été donné? Au P. Hyacinthe! En quels termes? Au « cher et bon père! » Il n'avait pas été donné au prêtre défroqué, encore moins au prêtre marié.

Voilà la vérité, la vérité juridique, celle que vous avez le droit de constater par l'appréciation des intentions du défunt. Voilà la vérité plus forte que toutes les subtilités. A mes yeux, c'est une question de bonne foi, de conscience, de probité, et j'ose dire qu'il aurait suffi pour M. Loyson du moindre sentiment de délicatesse pour l'amener à une notion plus exacte du droit et pour lui faire comprendre qu'il ne lui appartenait pas d'user d'un mandat, donné dans d'autres temps, à un tout autre homme, et dans des conditions entièrement différentes.

Voilà ce que j'avais à dire et ma cause est plaidée.

Quant aux éditeurs Sandoz et Fischbacher, dont la situation est un peu indécise et qui se disent simplement dépositaires, j'ai bien peu de chose à ajouter en ce qui les concerne. Quel que soit leur rôle particulier dans l'affaire, il est certain qu'ils ont été les agents et les instruments de la publication, il est certain qu'ils ont compris qu'ils la faisaient à leurs risques et périls.

Il résulte en effet, des termes de l'avant-propos, si bien calculés, qu'ils n'ignoraient pas le codicille révocatoire de 1869 ; ils ont tranché à leurs risques et périls une question qui était tout au moins des plus graves. On peut d'autant mieux leur adresser de justes reproches que, dans le quasi-manuscrit qui leur a été remis, il y avait une lacune qui devait éveiller leur attention, qui ne pouvait pas ne pas l'éveiller. C'est la loi de leur intérêt qui l'a emporté : c'est par ce côté seulement que nous pouvons les atteindre.

Je demande au tribunal de les condamner, avec M. Loyson, à des dommages-intérêts à fournir par état et d'ordonner l'insertion du jugement dans dix journaux au choix des demandeurs.

Après ce discours, l'audience est suspendue pendant une demi-heure, après quoi la parole est accordée à M^e Allou, qui s'exprime en ces termes :

Messieurs,

Il me semble que mon honorable contradicteur, malgré les entraînements involontaires de sa large parole, a singulièrement rapetissé ce débat.

Il m'accusera peut-être tout à l'heure de le grandir outre mesure ; je crois cependant que je vais lui restituer seulement ses véritables proportions et son caractère véritable.

Avec la plaidoirie que vous venez d'entendre, il s'agit tout simplement ici d'une question de propriété littéraire et d'exécution testamentaire ; une publication prématurée a été faite d'un ouvrage de M. de Montalembert, en s'appuyant sur un titre insuffisant, sans appel à la famille, au mépris des convenances vulgaires. Voilà, vous dit-on, le procès ; il est très simple, et ne comporte véritablement qu'une courte observation. Est-ce donc vrai ?

Mais dites-moi donc alors pourquoi cette curiosité qui nous enveloppe, cet intérêt, cette foule qui nous assiège, la presse d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie, comme la presse française, épient ce débat depuis plusieurs semaines, l'effleurant par avance?

Ah! c'est qu'il y a bien autre chose dans ce procès que ce que vous voulez y mettre!

Il semble, Messieurs, que depuis la mort de M. de Montalembert, dans sa famille, parmi ses amis, sous l'empire de préoccupations, de calculs qui se rattachent au courant d'idées dont le mouvement entraîne aujourd'hui certains esprits, on cherche à effacer tous les traits caractéristiques de cette grande figure; on l'enchaîne dans une immobilité artificielle qu'il n'a jamais connue; on veut étouffer rétrospectivement ses ardeurs, ses tempêtes, ses révoltes, tout ce qui constitue son individualité énergique et puissante; on veut en faire, après coup, un ultramontain et un légitimiste!

C'est là le procès! c'est là le regret d'une publication qui n'a été faite que parce que vous ne voulez pas la faire: c'est nous qui défendons véritablement la pensée, le caractère, la mémoire de M. de Montalembert; et il y a plus de grandeur et de vie dans le portrait que je tracerai de lui, que dans celui que vous voulez suspendre, pâle et décoloré, dans la galerie de vos ancêtres!

Messieurs, c'est une figure saillante et très en relief que celle de M. de Montalembert; il a tenu une large place dans notre vie parlementaire, et jusque dans le silence du despotisme, par quelques éclats élevés de sa voix. Doudan, qui a été sans y songer, un de nos grands écrivains, a dit admirablement de lui: « *Il a rempli quarante ans le monde de ses invectives contradictoires et de son éloquente inquiétude : esprit si vivant, si riche, si courageux!* »

M. de Montalembert a été catholique fervent, non pas par l'éducation et le milieu, mais par le travail libre de sa pensée. C'est en Angleterre, en plein pays protestant, où il a passé son enfance, que ses convictions se sont formées, mais elles se sont, dans cette atmosphère libérale, pénétrées d'une certaine indépendance et associées énergiquement au respect et à l'admiration de la grandeur de la constitution anglaise et de la beauté du régime parlementaire.

Les amis de M. de Montalembert ne veulent pas aujourd'hui qu'il ait été libéral; on m'écrivait à la veille de l'audience, comme on écrit au romancier dont les feuilletons se succèdent, pour le prier de ne pas faire mourir l'héroïne, et on me conjurait de ne pas dire que M. de Montalembert était un libéral! Libéral, il l'a été à sa façon, sans doute, mais il a toujours cru l'être, mais il a toujours voulu l'être!

L'idéal de sa vie a été la conciliation du catholicisme et de la liberté.

God and liberty, c'est la devise qu'il se donnait à lui-même à dix-sept ans et qu'il voulait signer de son sang, sans penser qu'il l'empruntait à la bénédiction de Voltaire sur la tête du petit-fils de Franklin.

Dieu et la liberté, c'était sa devise encore quand il ouvrait son école, au lendemain de 1830, et qu'il se levait presque enfant au sein de la Chambre des pairs, pour affirmer sa double croyance devant la haute assemblée, curieuse, émue et fière.

C'était aussi la devise du journal *l'Avenir*, auquel il apportait son concours, à côté de Lamennais et de Lacordaire.

Et s'il se soumettait, en fils pieux, à l'encyclique de 1832, qui soulevait les audaces tumultueuses du père Félix qui ne devait plus se réconcilier, il revendiquait bientôt à la Chambre des pairs, dans la discussion des lois de septembre, la liberté de la presse, flétrie dans l'encyclique comme une liberté fatale qui ne pouvait être trop haïe et trop maudite.

En 1848, dans la question du Sonderbund, lorsqu'on lui parlait de son dévouement à la liberté religieuse, il avait un de ces magnifiques mouvements comme en avait Berryer, qui laissent, dans l'histoire de notre éloquence politique, une trainée lumineuse :

« Non, disait-il, non, la liberté à laquelle j'ai été dévoué, c'est la liberté en elle-même, la liberté de tous et en tout; la liberté, elle a été l'idole de mon âme, je l'ai aimée comme on aime quand on est jeune, sans mesure, sans limite! »

Quinze ans après, au congrès de Malines, c'est encore l'alliance du catholicisme et de la liberté que défendait M. de Montalembert.

Si les événements de 1848 et des années qui ont suivi l'ont trouvé un moment infidèle, il a racheté son adhésion au coup

d'état par sa lettre de 1853 datée de Vichy, et par l'admirable article du *Correspondant*, poursuivi, condamné, que nous apprenions par cœur et dont notre mémoire garde encore le souvenir, comme d'une belle musique ou de beaux vers :

« Lorsque je suis oppressé par le poids d'une atmosphère chargée de miasmes serviles et corrupteurs, je vais chercher au loin un air plus pur et prendre un bain de vie dans la libre Angleterre ! »

Sur le terrain religieux, M. de Montalembert n'a jamais varié : humble et soumis dans toutes les questions de foi, il a toujours gardé son indépendance là où la foi n'était pas engagée; il a lutté contre les tendances ultramontaines, et nul n'y a apporté plus de courage, plus de franchise; il est mort avant le triomphe complet et suprême des idées qu'il avait combattues, et il est mort sans rien rétracter, sans rien désavouer.

Qu'est-ce à dire? On s'est demandé, parfois, ce qu'il eût fait au lendemain de la proclamation de l'infâbilité? Messieurs, le doute n'est pas permis. M. de Montalembert, aux jours de la vieillesse, eût fait ce qu'il avait fait aux heures tumultueuses de la jeunesse; il se fut soumis. On dit que dans les derniers moments de sa vie on lui posait cette question : « Si le concile condamne vos idées et détruit vos espérances, que ferez-vous? — Je lutterai tant que je pourrai, » répondait-il, et il ajoutait avec un triste sourire et revêtant sa pensée d'une de ces images qui lui étaient familières : « Le fils aussi peut résister à son père, mais seulement jusqu'à ce que son père ait décidé et résolu; alors il n'a plus qu'à obéir. Le pape est un père et je me soumettrai; c'est très simple. »

C'est bien là M. de Montalembert, et cette scène, racontée par sa famille, doit être profondément vraie. Il faut une étrange méconnaissance des choses pour croire que M. de Montalembert fut capable d'une révolte à l'heure décisive.

M. de Montalembert se serait soumis, mais il se serait soumis comme il l'avait fait pour l'encyclique de 1832; il eût gardé toujours inviolable, n'en doutez pas, cette part de son âme et de sa conscience où il n'admettait pas que la foi pût prévaloir; il est mort comme Lacordaire, catholique pénitent et libéral impénitent!

Voilà ce qu'on ne veut pas, Messieurs, dans un certain milieu;

voilà les souvenirs qu'on veut détruire, et quand la *Revue suisse*, en présence de ce grand travail d'effacement et de renoncement, a eu dans les mains, régulièrement, avec un pouvoir qui justifiait ce qu'elle allait faire, l'ouvrage de M. de Montalembert, où se trouvaient avec tant d'éclat résumées toutes ses convictions, elle a cru qu'il était utile de rendre la parole à celui qui avait ardemment combattu pendant sa vie les exagérations de son propre parti, et qui, par la publication posthume qu'il avait préparée, s'était réservé de les combattre encore jusque dans la mort.

Maintenant qu'est-ce donc que ce livre à l'occasion duquel est né le procès actuel?

Vous n'en savez rien encore : et c'est merveille que mon honorable contradicteur, dans cette pensée d'amoindrissement du débat que je lui reprochais au début de ma plaidoirie, ait pu se dispenser de vous en dire un seul mot.

L'ouvrage de *l'Espagne et la liberté* a été écrit quelques mois après la chute de la reine Isabelle, en 1868 ; il est daté, à la fin, du 25 décembre 1868, et les exemplaires que M. de Montalembert a fait tirer portent la date de 1869. Cet ouvrage, comme il le disait, devait lui servir de « *testament politique et religieux* » ; il l'avait réservé au *Correspondant*. Mais l'heure n'était plus, de ce côté, de la communauté des idées et des efforts : l'ouvrage épouvanta. Il ne fut pas même, c'est M. de Montalembert qui parle encore, « *admis à correction, et si on avait écouté les directeurs actuels du Correspondant, il aurait été mis au pilon comme un livre obscène !* » Je ne lis pas la lettre où se trouve cette citation, mais est-ce qu'elle n'est pas signée par l'allure hautaine et amère du langage ?

J'aurais voulu largement analyser le livre, car ce n'est pas seulement une brochure, c'est un livre : j'en avais noté de nombreux passages ; puis il m'a semblé qu'il était convenable, avec le caractère même du débat actuel où le droit de reproduction est mis en question, d'y apporter plus de réserve, et je ne dirai que ce qui est véritablement nécessaire pour vous en donner une idée.

M. de Montalembert écrit au lendemain de la révolution espagnole, en présence des mesures violentes prises contre le clergé, alors qu'on proclamait en Espagne la liberté de toutes les églises, « *excepté*, comme disait spirituellement M. Weiss dans le *Jour-*

nal de Paris, excepté de la seule église que connaissent les Espagnols.

M. de Montalembert cherche alors dans le passé le secret du présent; il interroge ces huit siècles de grandeur qu'il dépeint dans un langage éclatant, poétique; puis, tout change *par l'union trop intime, trop absolue, du trône et de l'autel*; — il a alors des pages ardentes. Lui qui avait dit déjà : « *L'inquisition plus hideuse à mon sens que la Terreur*, » il dit de Philippe II : « *L'âme de l'Espagne se pétrifia entre ses mains sanglantes*. » Il poursuit et se fait le juge impitoyable de ce pays qui s'abandonne au despotisme spirituel et temporel. Il a pour ces souverains abaisseés qui se succèdent, des stigmates ineffaçables; il dit de Philippe IV : « *Ce roi catholique a trente-deux bâtards, et ne laisse pour fils légitime qu'un avorton!* »

Alors, après avoir acheté par la condamnation du passé le droit de juger le présent, il se retourne du côté du parti révolutionnaire, et il lui demande compte, avec la même arêté, des sacrifices imposés par lui, au nom de la liberté, à la croyance et à la foi.

Enfin il conclut admirablement, et, là, je ne peux pas m'empêcher de citer :

« On ne sait jamais ce qui arrivera,... mais on peut prévoir ce qui n'arrivera pas. Or, ce qui n'arrivera pas, c'est le retour du passé!... »

» La nouvelle société bonne ou mauvaise, mais vivante et alerte, achève de prendre sa place et de se substituer partout à l'ancienne; il faut en prendre son parti.

» Cette chère jeunesse qui nous suivra, qui nous oubliera, mais qui nous donnera raison et nous vengera sans s'en douter, je voudrais la rassurer, l'éclairer, la fortifier. Je voudrais lui inspirer cette confiance, cette joie sereine, sans laquelle il n'y a pas d'action sérieuse et durable dans le monde. C'est à elle que je veux dire et redire jusqu'à extinction : Oui, malgré les exagérations, les excès, les fureurs des deux partis extrêmes; malgré ceux qui distillent chaque jour, dans les masses populaires, le fiel, la corruption, la haine, qui ont à peine achevé leurs ravages dans les régions supérieures; malgré ceux aussi qui pour nous faire mieux aimer la papauté, nous prophétisent que Dieu se

servira des pierres du Vatican pour écraser nos foyers et nos tombeaux; malgré tous et malgré tout, notre siècle vaut bien les siècles passés, et, tout bien considéré, je n'en connais point qui mérite de lui être préféré

» Quant à moi, du fond de mon grabat, je m'incline respectueusement devant le passé, mais je rends justice au présent, et je salue l'avenir! »

Voilà le livre, avec ses grandes lignes, dans son courant tumultueux et débordant; il est plein de pensées élevées, il est plein de mouvement, il est du plus beau style et surtout il a été senti. Il est pénétré de cette sincérité qui est le véritable cachet des écrits et de la vie de M. de Montalembert, comme le disait son noble successeur à l'Académie française. Ce sont là les libertés que ne veulent plus accepter, aujourd'hui, ceux au milieu desquels a vécu M. de Montalembert, ceux dont il a été autrefois le chef respecté. Nous avons fait du chemin depuis ce temps-là. Chateaubriand avait eu aussi de ces éclairs, mais Chateaubriand n'est plus un royaliste et Montalembert libéral n'est plus un catholique!

Vous avez vu, Messieurs, les sentiments avec lesquels M. de Montalembert accueillit la résistance du *Correspondant*. Il était blessé, mais il se soumettait; moins encore au refus du journal qu'à l'influence plus tendre, plus délicate des affections qui l'entouraient et qui se montraient susceptibles et inquiètes. Il ne supprima pas son livre, mais il en ajourna résolument la publication jusqu'après sa mort.

Il fit faire, ce qui a son intérêt au procès, un certain nombre de tirages, non pas absolument de simples épreuves. C'étaient de véritables livres, complets; les divisions qui eussent été nécessaires pour la publication dans une revue, disparurent; la pagination régulière put se suivre; un faux titre : *l'Espagne et la liberté*, un titre : *l'Espagne et la liberté, par le comte de Montalembert de l'Académie française*, tout est régulier et méthodique.

Un de ces volumes fut adressé par M. de Montalembert au père Hyacinthe. Nous avons la lettre d'envoi qui porte la date du 17 février 1869, la voici :

Ce mercredi 17 février 1869.

« Cher et bon Père,

» Non-seulement il ne faut pas que cela soit *publié*, d'après l'avis unanime de nos meilleurs amis, mais il ne faut pas même que cela soit *montré*. — Ainsi je vous prie instamment de garder pour vous ce *quasi manuscrit*, que vous publierez, si vous le voulez, quand je serai mort. — Mais en ce moment la moindre indiscretion plongerait dans un véritable *désespoir* plusieurs âmes que nous devons aimer et respecter.

» Tout à vous

» M. »

Nous croyons savoir qu'un autre exemplaire fut aussi remis à M. Arnaud (de l'Ariège), avec la même autorisation. M. Arnaud (de l'Ariège) est souffrant; il nous a semblé délicat, d'ailleurs, de lui adresser à cet égard une interpellation, et je n'ai le droit ici de rien affirmer.

Lorsque M. de Montalembert fut mort, celui qui avait cessé d'être le père Hyacinthe s'adressa à M. Cochin, un des amis les plus chers du grand combattant qui venait de mourir. Je salue au passage Cochin, qui fut un des nôtres: nature pure, délicate, généreuse; tous savent ce qu'il y avait en lui d'intelligence et de distinction; mais il y avait davantage pour ceux qui l'ont vraiment connu; il y avait une supériorité véritable et une puissance oratoire que les circonstances et une mort prématurée ne lui ont malheureusement pas permis de mettre au service de son pays. M. Loysen s'adressa à M. Cochin, avec lequel ses rapports avaient été aussi, dans le passé, affectueux et tendres. Il demanda ce que les exécuteurs testamentaires et la famille de M. de Montalembert entendaient faire de *l'Espagne et la liberté*; il fut répondu qu'on publierait. Les années s'écoulèrent, la publication n'eut pas lieu. Il était bien évident qu'elle ne serait pas faite. Les événements à coup sûr la rendaient plus embarrassante encore qu'en 1868. M. Loysen parla à M. Tallichet, directeur de la *Bibliothèque universelle*, de l'insertion de l'ouvrage dans sa revue; M. Tallichet accueillit avec empressement ce qu'il considérait, ainsi qu'il le dit dans son préambule et dans ses conclusions, comme un véritable honneur, et la publication commença le 1^{er} janvier 1876.

C'est alors que l'assignation actuelle fut lancée. Il y a eu, dans la procédure suivie, des habiletés que je regrette. Au nom de la famille et des exécuteurs testamentaires de M. de Montalembert, on assigna M. Loysen, à Genève; mais, pour amener le débat devant le Tribunal de la Seine, on mit en cause MM. Sandoz et Fischbacher, libraires à Paris. Quoiqu'on ait relevé leur nom sur la couverture de la *Revue*, il n'y avait d'équivoque possible pour personne sur leur situation; ils n'étaient ni les imprimeurs ni les éditeurs de la *Revue*, ils étaient de simples dépositaires. On les a traités tout autrement pour les convenances de la procédure, et ce qui m'étonne surtout c'est qu'on a, pour engager l'affaire, prétexté de contrefaçon littéraire et obtenu ainsi une autorisation de saisie à laquelle on a hardiment procédé chez MM. Sandoz et Fischbacher. Une contrefaçon! une saisie! franchement, n'est-ce pas bien étrange? Que reste-t-il donc aujourd'hui de ce prétendu grief de la première heure? On n'a pas même osé vous en parler. Mandat *post mortem*, exécution testamentaire, à la bonne heure! Mais on le savait bien dès le début. Pourquoi donc ces formes injustifiables?

MM. Sandoz et Fischbacher appellèrent à leur aide M. Tallichet, qui n'a pas hésité à prendre leur fait et cause.

C'est lui que je défends.

Je ne représente pas M. Loysen, qui n'a guère, quoi que vous en ayez dit, cherché le bruit et l'éclat dans le procès, puisqu'il se contente de conclure et s'efface en présence des conclusions que nous avons prises nous-mêmes. Il a de bonne foi, sans profit, c'est bien entendu, livré le livre qu'il regardait comme de son devoir de publier. Il a montré à M. Tallichet la lettre qui lui conférait ses pouvoirs, le laisser-passier, pour ainsi dire, du livre, les lettres qui pouvaient se rattacher à cette autorisation, et c'est armé de tous ces éléments sérieux du débat que M. Tallichet se présente devant vous.

Qu'est-ce c'est que M. Tallichet?

C'est le directeur de la *Bibliothèque universelle* et de la *Revue suisse*, fusion de deux journaux littéraires; la *Bibliothèque universelle*, publiée autrefois à Genève, a laissé un grand renom. Vous vous rappelez les affinités et le contact direct de Sainte-Beuve avec la *Revue suisse*. Le centre de la publication est main-

tenant Lausanne. La *Revue* est protestante, bien entendu, mais son esprit est libéral et généreux; ce qui peut intéresser notre patriotisme, c'est que pendant la guerre de 1870 la *Revue* nous a défendu avec vivacité dans une série d'articles reproduits souvent par le gouvernement de Tours. Quant aux querelles religieuses qui agitent la Suisse, il faut signaler, dans le sens modéré et dans l'intérêt de la liberté des catholiques, les excellents articles de la *Revue*. Il y a là un grand centre d'activité intellectuelle, très large et très généreuse....

Voyons maintenant, Messieurs, le procès, dans ses éléments juridiques.

Le système de nos adversaires, le voici dans toute sa simplicité :

En 1864, M. de Montalembert a fait son testament; il a désigné une commission composée de MM. Foisset, Cornudet, Cochin et de Meaux, pour la publication de ses correspondances, fragments manuscrits d'histoire et de politique, etc.

En mai 1869, par un codicille, il a substitué le père Hyacinthe à M. Foisset; il a légué en même temps au père Hyacinthe ses dossiers de notes manuscrites, spécialement celles intitulées : *Où en sommes-nous?* *Liberté religieuse*, et un petit cahier intitulé : *Ultima verba*. Il priait en outre le père Hyacinthe d'accepter et de garder en souvenir de lui le chapelet qui lui venait de Lacordaire par l'entremise de l'abbé Perreyve.

En septembre 1869, le P. Hyacinthe a quitté l'église : nouveau codicille. M. de Montalembert déclare nulle et non avenue toute mention faite dans ses dispositions antérieures de M. Loysen, et lui substitue, dans la commission de publication de ses œuvres, M. Léopold de Gaillard.

Tout se tient, dit-on, tout s'enchaîne : M. Loysen a connu le codicille révocatoire d'octobre 1869. A partir de ce moment, la lettre du 17 février 1869, qui était elle-même une sorte de disposition testamentaire, qui s'était perdue dans le codicille du mois de mai 1869, devenait sans aucune valeur et n'avait plus de signification.

C'est là le côté juridique.

Au point de vue moral, on ajoute : Est-ce que les événements n'avaient pas rendu impossible, d'ailleurs, l'accouplement du nom de M. de Montalembert et de celui de M. Loysen ? l'abjura-

tion, et depuis encore le mariage ! Est-ce que ce ne sont pas là des révocations spontanées, naturelles, qui s'imposent par la force même des choses ?

Voyons cela.

Le pouvoir donné par M. de Montalembert au père Hyacinthe ne se rattache ni de près ni de loin aux dispositions testamentaires de M. de Montalembert ; il ne se rattache pas même, dans la pensée de celui-ci, à l'ensemble des dispositions par lui prises pour la publication de ses œuvres après lui. Quand la lettre du 17 février 1869 a été écrite, les dispositions de dernières volontés de M. de Montalembert étaient celles du testament de 1864 ; la commission littéraire était constituée, organisée. Cependant, par un mandat spécial, M. de Montalembert confie la publication de *l'Espagne et la liberté* au père Hyacinthe.

Quand plus tard, en mai 1869, le père Hyacinthe remplace dans la commission M. Foisset, pourquoi donc le mandat spécial qui était né en dehors de la commission primitive se serait-il absorbé et perdu dans les pouvoirs de la commission remaniée et complétée ? A partir de ce moment-là, M. Loyson a été membre de la commission, comme l'était M. Foisset, mais il est resté le mandataire spécial de la lettre du 17 février 1869.

L'envoi de la brochure, en un mot, avait été et est demeuré un acte de confiance distinct, absolument indépendant des dispositions testamentaires de M. de Montalembert, et ce n'est pas sérieusement qu'on pourrait prétendre devant vous que la lettre elle-même n'est pas autre chose qu'une disposition testamentaire.

Le pouvoir conféré par la lettre est donc resté debout après le codicille du mois de mai 1869.

Maintenant a-t-il été révoqué depuis ?

Ce que nous discutons, c'est une question de bonne foi, comme vous le disiez vous-même tout à l'heure ; c'est par ce côté que M. Tallichet, que M. Loyson entendent surtout aborder le débat.

Eh bien, où est la révocation ?

Une révocation expresse ? Il n'y en a point.

Une révocation tacite ? Il n'y en a pas davantage : au point de vue strictement juridique, c'est incontestable ; mais dans cet ordre d'idées, avec les dispositions de l'art. 2006 du Code civil, la révocation, même tacite, pour produire ses effets, doit avoir été suivie de notification. Art. 2006 : *La constitution d'un nou-*

veau mandataire pour la même affaire vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci. Vous pouvez vous reporter au commentaire de M. Troplong. Sans notification, les pouvoirs du premier mandataire ne sont pas entamés. Où est donc la notification? La famille, en admettant même qu'elle eût qualité pour la faire, s'est-elle jamais préoccupée de faire cesser les droits conférés à M. Loyson? Tant qu'elle a pu ignorer la lettre du 17 février 1869, je comprends son silence; mais quand elle l'a connue, quand M. Loyson l'a invoquée publiquement dans des articles de journaux, quand il a revendiqué le droit qui lui avait été conféré, en face de la famille même, comment celle-ci n'a-t-elle pas protesté et donné à sa protestation le caractère et la valeur d'une révocation notifiée?

Le 26 octobre 1872, dans le journal *le Temps*, à la suite de la publication, dans *l'Univers*, d'une lettre de M. Cornudet parlant du codicille du 7 octobre 1869 qui rétractait les dispositions faites en faveur du père Hyacinthe, M. Loyson écrivait :

Au Directeur-Gérant du TEMPS.

Paris, 26 octobre.

« Monsieur,

» On me communique un peu tardivement la lettre de M. Léon Cornudet, publiée dans *l'Univers* du 20 courant, et relative à la mention faite de moi dans le testament de M. le comte de Montalembert. Cette lettre demande de ma part quelques observations.

» Je ne suis point l'auteur de la publicité donnée aux fragments de l'opuscule de M. de Montalembert : *l'Espagne et la liberté*, et par conséquent j'aurais le droit de me plaindre que mon nom ait été mêlé à la controverse qui s'est élevée à ce sujet. L'opuscule, il est vrai, est en ma possession comme en celle de plusieurs autres amis de l'illustre défunt, et, pour ma part, je le tiens d'un acte de confiance tout à fait indépendant du codicille testamentaire du 7 mai 1869. Dans une lettre en date du 17 février de la même année, l'auteur, tout en me demandant, par égard pour ses amis, le secret le plus absolu pendant sa vie, m'autorisait à publier après sa mort ces pages auxquelles le *Correspondant* venait de fermer ses colonnes. Après sa mort, en effet, je priai M. Augustin Cochin de demander en mon nom, à

la famille et aux exécuteurs testamentaires, quelles étaient leurs intentions au sujet de cet important écrit. Il me fut répondu qu'il paraîtrait dans l'un des volumes des œuvres posthumes, et c'est de la sorte que je fus amené à abandonner l'idée de le donner moi-même au public.... »

Est-ce que la mise en demeure n'est pas énergique ? Est-ce que le droit n'est pas affirmé ? Est-ce que le mandat spécial n'est pas rappelé ?

La famille, les exécuteurs testamentaires ont gardé le silence.

Mais je veux bien vous suivre sur le terrain où vous vous placez ; il y a, dites-vous, quelque chose de plus fort que les considérations de droit proprement dites : ce sont les considérations morales, décisives, irrésistibles ; les circonstances, dites-vous avec une grande délicatesse et une grande réserve de langage, ne permettaient plus que celui qui avait été le père Hyacinthe fût encore le dépositaire de la pensée de M. de Montalembert. Ce n'était pas seulement l'ami, c'était le prêtre qui avait été le confident des dernières années de sa vie, et le jour où le prêtre avait dépouillé avec éclat son caractère sacré, le mandat avait disparu avec la communauté des idées qui l'avait fait naître.

Oui, vous avez raison, j'y consens, si vous établissez d'abord qu'à dater de l'abjuration, les relations entre M. de Montalembert et M. Loyson ont cessé ; mais si elles ont continué, si elles ont conservé un caractère affectueux, confidentiel, malgré l'abîme qui venait de s'ouvrir entre eux, je ne comprendrai plus votre révocation tacite se dégageant de la nature des choses.

Or, écoutez :

Les relations de M. de Montalembert avec le père Hyacinthe datent de 1864. L'élévation des pensées, la grandeur de la parole, le souffle généreux de l'inspiration, tout dans le père Hyacinthe avait profondément séduit M. de Montalembert. Il revoyait en lui le successeur de Lacordaire ; il aimait, comme le disait un de leurs amis de grand renom et que je n'ose pas nommer, cette saveur libérale, moderne, sensée de son langage. La tendresse et l'admiration allèrent toujours en croissant au milieu des luttes communes et des efforts communs ; c'est quelque chose de touchant que cette affection presque paternelle du grand orateur, du grand chef de parti qui ne devait point laisser de fils pour porter son nom. En 1868, il écrit au père Hyacinthe : « Il n'est

personne au monde envers qui je me sente plus entraîné qu'envers vous. » En 1868, encore : « *Chacune de vos lettres, chacune de vos paroles resserrent le lien déjà si fort et si doux qui m'attache à vous.* » En 1869 : « *Comptez qu'il n'y a pas d'âme plus capable de vous comprendre et de vous aimer que la mienne.* »

Je ne veux pas lire la correspondance de ces années d'abandon et de confiance; il n'y a rien de plus noble et de plus douloureux que le tableau de ces angoisses, de ces ébranlements d'une grande âme; mais il n'y a rien de plus intime aussi que de pareilles confidences. J'ai livré à mon adversaire toutes ces lettres qui avaient été remises entre mes mains, mais il en a reçu seul la communication. Ah! il y aurait comme une sorte de profanation à livrer au vent de la publicité ces effusions mystérieuses. M. de Montalembert n'écrivait alors que pour un seul, il n'écrivait pas pour le public. Et profaner le secret de ces épanchements, ce serait, à mes yeux, presque trahir le secret de la confession!

Ah! quelle admirable chose cependant ce serait un jour que de pouvoir poursuivre une publication sérieuse, complète, de toute cette correspondance politique et religieuse de M. de Montalembert, pendant 40 ans! Quelle lumière jetée sur les hommes et sur les choses! L'heure viendra-t-elle de la livrer à tous? Je n'en sais rien; sur ce terrain-là je comprends les ménagements, la prudence et les tempéraments.

Mais cette affection si profonde, ces communications si intimes, tout cela n'a point cessé avec l'abjuration elle-même. Il faut lire cette fois, puisque c'est le procès, et là encore j'apporterai les ménagements et les égards nécessaires, il faut lire les lettres qui ont suivi la rupture du père Hyacinthe avec l'église; vous avez entendu le cri de désespoir et de douleur à l'heure de la fatale nouvelle. Quelle grande et admirable page, Messieurs! et comme l'audience était tout embaumée, il n'y a qu'un moment, de ces pensées tour à tour tendres, élevées, fortifiantes, et de ce noble et pur langage. En lisant cette lettre sur une copie conservée par M. de Montalembert, mon adversaire n'a pas pu tout vous dire encore; elle a dans l'original quatre grandes pages écrites par un secrétaire, sous la dictée de M. de Montalembert, malade et couché. C'est dans cette première partie que M. de Montalembert dit si bien : « Quoi! vous n'avez pas pensé à moi en m'infligeant aux derniers jours de ma vie le déchirement qui m'avait, aux

jours de ma jeunesse, séparé de M. de Lamennais! Vous n'avez pas songé à ma douleur; vous n'avez pas pensé que le coup allait me frapper au moment où je viens de perdre cette bonne sœur, dont les soins depuis trois ans ont prolongé ma misérable existence! Vous n'avez pas pensé à nos amis, à notre parti! » Et puis, le flot se déroule des reproches, des prières, des conseils, des tendresses. C'est la première partie. La lettre semble finie, le secrétaire a posé la plume. Le malade courageux la reprend; il ne veut pas que la lettre parte sans porter l'empreinte personnelle de sa douleur et de son affection. M. de Montalembert veut écrire deux mots : il écrit trois pages émues, plus délicates, plus tendres encore. C'est là qu'il dit : « Mais je suis sûr que dans cette crise vous avez quelque embarras d'argent. Ah! si cela est, vous savez bien que vous ne pouvez pas vous adresser à d'autres qu'à moi.... » Et la lettre s'achève affectueuse et triste, signée par M. de Montalembert.

Mais cette lettre superbe, elle a été suivie de bien d'autres jusqu'à la mort de M. de Montalembert. Il faut les parcourir, non pas rapidement; il faut les lire comme on vous lisait la première elle-même et y chercher le caractère des rapports entretenus encore avec M. Loyson.

Voici une première lettre après l'abjuration et après la grande lettre qui vous a été lue :

La Roche-en-Breny, le 4 octobre 1869.

• Mon bien cher ami,

• Je vous remercie de m'avoir répondu avec moins de sécheresse qu'à l'évêque d'Orléans. Mais sachez bien que je ne me contente pas du tout de vos *fidèles* et *douloureux* sentiments. Il me faut encore votre affection d'autrefois en échange de celle dont je puis dire que je vous ai comblé, que je vous garde et vous garderai toujours, tant que vous ne me repousserez pas loin de vous. J'aspire encore à votre confiance : car malgré le peu de cas que vous avez fait de mes conseils et de mes indications avant votre catastrophe, je crois que je pourrais encore vous être utile et vous empêcher d'aggraver la situation dont vous sentez vous-même la cuisante amertume....

• Toujours votre ami sincère, dévoué, affligé mais fidèle.

• M. •

Je ne lis pas tout, en voici une seconde :

La Roche-en-Breny, le 4 décembre 1889.

» Bon et cher ami,

» Je veux vous écrire de ma propre main, ce qui veut dire que je ne vous écrirai pas longuement, car mon état est toujours le même et m'interdit tout effort prolongé. Mais je veux surtout vous remercier de votre lettre, écrite de chez les Bigelow, à qui je vous prie de présenter mes hommages, si vous les revoyez.

» J'ai retrouvé avec bonheur l'expansion affectueuse de votre cœur. Sans entrer dans aucune discussion, jusqu'à ce que nous nous revoyions, je veux vous dire de compter sur ma fidèle amitié et de ne pas *manquer d'avoir recours à moi* quand il vous le faudra. D'ici à votre retour parmi nous, je vous conjure encore une fois de garder un silence aussi profond que possible et de ne pas écrire des lettres, qui sont toujours publiées et ne vous font aucun bien. Sachez donc que le silence grandit souvent les hommes, surtout les hommes *éloquents*; quand il ne se prolonge pas trop. — Laissez-moi vous le dire avec ma liberté ordinaire : Vous êtes très *enfant*. Vous ne connaissez pas assez les hommes, ni ce qu'ils sont, ni le peu qu'ils valent.... L'évêque d'Orléans est venu passer deux jours ici en se rendant à Rome : il vous aime toujours. Je ne lui ai pas caché que vous étiez très mécontent de la publicité donnée à la lettre qu'il vous a écrite. Il m'a répondu : « Je le conçois parfaitement, mais je ne pouvais faire autrement. » Il ne désespère pas du tout de votre avenir : seulement il vous supplie, comme moi, de vous enfoncer pendant quelque temps au moins dans le silence et l'oubli....

» Tout n'est pas perdu et si vous aviez seulement su *attendre* un peu, vous auriez été à même de combattre plus que jamais le bon combat. Ne dites pas que je ne comprends pas vos souffrances : je ne les comprends et ne les partage que trop, mais je suis un plus vieux malade que vous — et, quand j'ai des crises de douleur intense, je ne vais pas me jeter par la fenêtre pour me soulager et pour protester contre mes médecins....

» Merci de vos bonnes prières : j'en ai toujours grand besoin. Mille affectueux souvenirs avec mon fidèle attachement.

» M. »

Paris, le 24 janvier 1870.

« Mon cher ami,

• J'ai bien regretté d'avoir manqué votre bonne visite hier. Je suis toujours dans un fort triste état, surtout depuis mon retour à Paris, et je ne suis guère à la disposition de mes rares amis que vers la fin du jour, de cinq à six. — Mais comme j'aimerais bien vous voir seul, au moins la première fois, j'espère que vous voudrez bien prendre la peine de revenir à une heure où je n'attendrai et ne recevrai que vous. Pour cela, je vous propose *après-demain mercredi, à deux heures*. A moins que je ne sois tout à fait souffrant, je compte être tout à vous, ce jour et à cette heure-là. — Si cela vous était incommodé, faites-le-moi savoir par un mot jeté à la poste et indiquez-moi le jour que vous préférerez à la même heure.

• Comptez sur mon affectueux dévouement.

» CH. DE MONTALEMBERT. »

« Mon cher ami,

• A moins d'une impossibilité absolue, provenant de mon triste et incurable état, je serai tout à vous samedi, à deux heures.
 • Excepté en ce qui touche les soi-disant catholiques *libéraux* de France, qui sont à mes yeux comme aux vôtres des prévaricateurs, je n'adhère pas à votre appréciation du moment actuel. Je crois que les choses marchent mieux que vous ne le supposez. — Et cependant, vous le savez, je ne suis pas optimiste. Mais nous en causerons tout à notre aise. — En attendant, mille fidèles amitiés.

» MONTALEMBERT. »

Ce 16 janvier 1870.

Messieurs, ce qui me frappe dans ces lettres, ce n'est pas seulement la persistance de l'affection, c'est, dans les passages que j'ai lus et dans ceux que j'ai trouvé convenable de ne pas lire publiquement, mais que vous pourrez interroger, c'est la persistance des communications échangées, des idées demeurées communes encore à M. Loysen et M. de Montalembert. Certes il n'y a plus de solidarité dans la foi, mais il y a encore un contact, mais il y a encore un lien par la liberté et dans la liberté ! Et ce qui prend alors toute sa signification, c'est le silence gardé, au

milieu de ces relations, sur le livre *l'Espagne et la liberté* et sur le pouvoir conféré autrefois par M. de Montalembert de le publier après sa mort.

Qu'on m'explique donc que, de ce livre si cher aux entrailles de M. de Montalembert, M. de Montalembert n'ait rien dit dans ses dispositions testamentaires, pour le ressaisir et en fixer le sort, non plus que dans ses lettres à M. Loyson, pour rétracter le mandat qu'il lui avait donné! Il ne s'agit pas ici de correspondances à rassembler, à trier; il ne s'agit pas de notes éparses à coordonner; on est en présence d'un livre tout fait, tout imprimé, revu, corrigé dites-vous. M. de Montalembert a conservé jusqu'à la fin, sans un voile, la merveilleuse lucidité de sa grande intelligence. S'il ne parle pas de son livre, ni dans son testament ni dans ses lettres à M. Loyson, ce n'est pas qu'il l'ait oublié, c'est évidemment qu'il n'en a pas changé les destinées.

Mais il ne faut pas perdre de vue le caractère du dépôt placé dans les mains du père Hyacinthe. Le livre lui a été confié comme par une sorte de prescience, d'inquiétude sur le sort que l'avenir pourrait lui réservier; c'est un abri, un refuge que M. de Montalembert a cherché pour sa pensée menacée par la conspiration des convictions moins indépendantes que la sienne, qui l'entourent et l'enveloppent.

Est-ce que M. de Montalembert a abdiqué l'idée fondamentale, l'inspiration de son livre? Il n'était pas homme à reculer devant l'expression sincère de sa pensée. Lui qui disait : « *Je ne perds jamais de vue la recommandation du grand Washington, de ne rien écrire qui ne puisse être imprimé;* » lui qui disait magnifiquement : « *J'aime encore mieux le scandale que le mensonge!* » est-ce qu'il a déserté son œuvre, la substance, la moelle de toutes les pensées de sa vie?

Le procès actuel lui-même montre bien que M. de Montalembert avait eu raison de choisir un dépositaire sûr. Les années s'écoulaient, et ce livre, tout fait encore une fois, tout prêt, ne paraissait pas : l'heure était venue de le publier et la publication a été légitime.

Mais j'aborde ici une objection toute particulière.

On dit : Non-seulement la publication a été faite sans droit, mais comme l'écrivain restait maître de son œuvre jusqu'à la fin de sa vie et comme il l'a modifiée à différentes reprises, vous

avez publié, dans votre précipitation, une œuvre altérée, falsifiée, qui n'est plus même l'œuvre définitive de l'auteur; et on produit deux exemplaires de l'ouvrage de M. de Montalembert, corrigés, annotés. Il y a ici, Messieurs, une étude piquante à faire.

Un premier exemplaire nous est présenté comme ayant été soumis à M. Guizot, et il porte la trace des corrections indiquées par celui-ci. Je les ai relevées, Messieurs, avec une certaine curiosité.

Je trouve biffées les phrases suivantes :

A la page 6 : « *L'Espagne déshonorée par la monarchie absolue et l'Inquisition.* »

A la page 10 : « ... *Avant que la royauté eût tout absorbé, confisqué et anéanti à son profit...* »

Page 12 : « *L'esprit de liberté...* »

Page 12 encore : « *Ces droits toujours et partout réclamés par les esprits sains et libres, et que la France moderne a tant de peine à se faire reconnaître et restituer...* »

Page 18 : « *Le double vampire du despotisme religieux et monarchique...* »

Page 22 : « *L'esprit de cour et d'inquisition....* »

Page 23 : « ... *Cette autocratie dont tant de catholiques sont encore si follement épris...* »

Page 53 : « ... *Parmi les catholiques et même parmi les jésuites....* »

Et puis le chapitre XIII tout entier est signalé comme devant être retranché. C'est celui qui renferme de vives attaques contre la *Civiltà*, qui s'afflige au point de vue de l'honnêteté vulgaire, de cette campagne entreprise autrefois par les catholiques au nom de la liberté, et aboutissant au reniement de la liberté elle-même. Il y a là une magnifique apostrophe qui est bien dans le style de M. de Montalembert : *Sainte et chère liberté!*...

Ce chapitre XIII, la suppression paraît en avoir été demandée également par Mgr l'évêque d'Orléans.

N'est-il pas permis de sourire un peu, Messieurs, en présence de cette petite congrégation de l'Index, où un grand évêque et un grand protestant examinent et contrôlent l'œuvre d'un grand catholique?

Ce qui est intéressant, c'est de savoir ce que M. de Montalembert a fait de ces critiques, et comment il les a accueillies.

Le second exemplaire qu'on nous représente porte en tête, de la main de M. de Montalembert : *Corrigé pour réimpression*. Mais que sont ces corrections? Voilà ce qu'il faut voir.

Il y en a de différentes sortes :

· Corrections de fautes d'orthographe : le mot *à l'envie*, par exemple, remplacé par *à l'envi*. Soyez tranquille, le proté de la *Revue* a fait lui-même, dans notre publication, la rectification que l'auteur faisait de son côté.

Corrections de style : « L'ordre matériel descend dans le même abîme que l'ordre moral.... » C'est la première version. L'auteur a remplacé *abîme* par *tombeau*. Ailleurs : *Sachons grâce à ce voyant*, est remplacé par *sachons gré*.

Mais, au fond, les corrections de M. Guizot ne sont point accueillies : il en est une seule, je crois, qui est acceptée. Ces mots : *double vampire du despotisme religieux et monarchique*, sont effacés ; puis M. de Montalembert met quelque part : *abolition de la vie intellectuelle*, au lieu de : *abolition de toute vie intellectuelle*.

Enfin, au chapitre XIII, il y a une note, non plus de la main de M. de Montalembert, mais, on nous le dit, de la main de M. Cornudet, note au crayon, qui porte : « *La suppression de ce chapitre a été demandée par M. Guizot et Mgr Dupanloup et a été consentie par l'auteur.* »

Il faut reconnaître qu'il n'y a d'important dans les rectifications, que la suppression de ce chapitre, mais il faut reconnaître aussi qu'elle n'est attestée que par le souvenir d'un tiers et que la mention n'émane pas de M. de Montalembert lui-même.

Quelle est la date, d'ailleurs, de ces corrections et annotations? La remise du livre au père Hyacinthe est-elle antérieure ou postérieure?

Nous n'avons sur ces points aucune indication.

J'ajoute que dans l'exemplaire gardé par M. de Montalembert, loin que les corrections timides aient été admises, loin que l'esprit général de l'ouvrage ait été atténué, une citation est rajoutée empruntée aux *Dialogues des morts* de Fénelon, et placée en note au bas d'une page, de nature à confirmer le langage vêtement de l'écrivain.

Ne parlez donc pas de travail dénaturé et d'atteinte portée à la pensée même de l'auteur!

Je crois, Messieurs, fermement, qu'il y a eu quelque imprudence

à engager le débat actuel. Ce n'est pas la question de l'empêtement sur les droits de la famille ou des exécuteurs testamentaires qui a été l'inspiration de ce procès : c'est la publication même qu'on a trouvée, comme en 1868, discordante dans l'état actuel de l'église. On ne voulait pas plus écouter M. de Montalembert mort que vivant! Ce sentiment, Messieurs, il est celui, permettez-moi de le dire, de toutes les publications qui ont été faites sous les auspices de la famille ou des amis de M. de Montalembert depuis sa mort.

M^{me} Oliphant, qui occupe une place distinguée dans la littérature anglaise, qui a fait de jolis romans, a publié sur la vie de M. de Montalembert un gros livre, charmant, fait avec le goût, le tact des grandes biographies anglaises. Ce livre a été fait avec le concours et sous le regard de la famille de Montalembert. Mais si vous saviez, Messieurs, que de lacunes, que de choses à chercher ailleurs! Pour les contemporains, les vides sont faciles à combler. Mais pour l'avenir, c'est donc là ce qu'on veut faire de M. de Montalembert! Sur l'évolution du coup d'état, toutes les pièces importantes font défaut. Du père Hyacinthe et de l'épisode du livre actuel, il n'est pas dit un mot; la lutte avec *l'Univers*, la lutte contre l'insaillibilité est passée sous silence. La grande lettre à Döellinger du 7 novembre 1869, qui a été imprimée partout, où se trouve cette phrase héroïque, à la veille du concile : « *Ah, si je pouvais, simple laïque, être admis au concile, j'irais, ne fût-ce que pour protester par ma présence, par ce triste et intrépide regard dont parle Bossuet!* » cette lettre, elle n'est pas même indiquée!

Et dans ce livre où tout est minutieux, plein de détails, dans le chapitre consacré à ce beau domaine de la Roche-en-Breny, créé avec tant d'amour par M. de Montalembert, quand M^{me} Oliphant décrit la chapelle du château, elle n'aperçoit même pas la plaque célèbre où, dans un beau latin et dans un grand style lapidaire, M. de Montalembert rappelle que, le 13 octobre 1862, le pain de vie fut donné par un grand évêque à cinq chrétiens habitués depuis longtemps au combat commun *pro Ecclesiâ liberâ in patriâ liberâ*, et qu'ils ont renouvelé le serment de rester fidèles *itidem Deo et libertati!*

Messieurs, je le dis bien bas, la plaque existe-t-elle même encore? aucun nom n'en a-t-il disparu?

Eh bien, le livre de M^r Oliphant est un livre à refaire.

Il ne faut pas travestir après coup les grandes figures de l'histoire. Ah ! je ne veux pas agrandir démesurément ce débat, mais j'ai besoin de dire en achevant ma plaidoirie, que l'inspiration incontestable du procès dont vous êtes saisis, c'est cet esprit exclusif, absorbant, dominateur, du mouvement religieux, qui poursuit depuis quelques années sa marche, sans sagesse et sans prudence, et qui ne veut pas même respecter dans son histoire l'indépendance des croyants les plus purs, coupables d'avoir cru un peu à la liberté !

Hélas ! nous avions rêvé, à la suite des luttes ardentes du passé, non pas une réconciliation impossible entre la foi et l'esprit de doute, mais une tolérance mutuelle, mais une liberté réciproque, mais le respect partout des convictions sincères. C'était bien un rêve ! Les formules se dressent aujourd'hui inflexibles et impitoyables, et l'heure où la soumission est exigée la plus complète est l'heure où les doctrines absolues rendent plus difficile que jamais le sacrifice de la résignation.

C'est l'esprit de la société moderne, c'est le grand travail de l'intelligence libre, ce sont les traditions de la grande révolution dans ce qu'elles ont de vraiment généreux qu'il faut livrer. On nous défend par mandement jusqu'à la lecture de la *Revue des deux mondes* ! Messieurs, il n'y a plus rien d'acquis et tout est à recommencer.

Alors nous assistons à ce spectacle étrange :

Bossuet est renié comme Fénelon.

Montalembert est un catholique insuffisant; il disait déjà en 1870, outragé et insulté : « Nous étions autrefois les ultramontains et nous voilà devenus les gallicans de l'église. » Pour lui laisser sa place dans les évolutions téméraires du présent, il faut le dénaturer et le mutiler !

Lacordaire, il y a déjà longtemps qu'il a perdu la sienne, lui qui disait si bien, s'adressant à Montalembert, dans ce langage fraternel plein de jeunesse et de tendresse à la fois : « Toi et moi, grâce à Dieu, nous n'avons pas été de ceux qui, après avoir demandé la liberté pour tous, la liberté civile, politique et religieuse, ont levé le drapeau de l'Inquisition de Philippe II, de ceux qui ont salué César d'acclamations qui auraient dégouté Tibère ! »

Je n'ai le droit de nommer que les morts; mais comment traitent-on les vivants, au nom de l'absolutisme politique et religieux? Est-ce que, il y a quelques mois, on n'insultait pas un évêque jusqu'au bas des marches de son église, en lui reprochant sa souscription à la statue de notre vieux Pothier, coupable de jansénisme?

Messieurs, il y a dans une pareille situation de grands périls. La société est coupée en deux; l'abîme va s'élargissant chaque jour, et l'avenir est plein de menaces. Il faut réagir contre ces tendances, non pas par la violence, non pas au profit des exagérations contraires, coupables aussi, non pas au profit du socialisme, du matérialisme, du positivisme, mais par la tolérance, par l'esprit de concorde et de paix, par le respect mutuel des idées et des personnes, au profit de la justice, du droit et de la liberté!

C'est là le grand côté de ce procès, c'est là son grand enseignement, et c'est par là que je me permets de le recommander aux méditations du Tribunal et aux méditations de tous!

Après ce discours, fréquemment souligné par des murmures approbateurs, et dont la péroration surtout produit une grande impression, l'audience est levée et la cause est renvoyée à huitaine. Un grand nombre des confrères de M^e Allou et d'autres personnes l'entourent et le félicitent.

II

La seconde audience du procès de Montalembert a eu lieu le 7 mars. Elle s'est ouverte par une plaidoirie de M^e Lacoin au nom de MM. Sandoz et Fischbacher. Cette défense n'était point nécessaire. Après que j'avais dû les contraindre en quelque sorte à m'appeler en garantie, ce qu'ils ne voulaient point faire; après que M^e Allou avait déclaré formellement qu'ils étaient de simples dépositaires de la *Bibliothèque universelle* et n'avaient par cela même aucune part dans la publication de la revue, leur

responsabilité matérielle et morale était absolument couverte et leur position ne pouvait laisser aucun doute. Ils en ont jugé autrement. Il serait superflu de reproduire la plaidoirie de leur avocat ; elle ne présente d'intérêt que dans sa conclusion, que voici :

« Quant à accuser MM. Sandoz et Fischbacher de s'être faits les complices de ce que les demandeurs appellent avec amertume une trahison, presque un abus de confiance, ce serait vraiment une injustice criante; nous repoussons avec indignation toute solidarité de ce genre et je n'ose croire qu'on essaie de jeter, à ce point de vue, aucun blâme sur mes clients.

• Les personnes si honorables, à la délicatesse et à la hauteur de sentiments desquelles on ne peut pas ne pas rendre hommage, qui sont ici les représentants de M. de Montalembert, qui exercent ses droits et cherchent à venger son injure, ne peuvent avoir une telle pensée, ils savent bien que cette responsabilité, si elle existe, est ailleurs tout entière.

• A ce dernier point de vue encore l'action intentée contre MM. Sandoz et Fischbacher est sans fondement aucun.

• Le tribunal se refusera, j'en ai la conviction, à consacrer dans son jugement, aussi bien sur les principes du droit que sur la responsabilité des parties, les confusions inacceptables que contient la demande dirigée contre nous. »

Je m'abstiendrai de toute réflexion sur le procédé de MM. Sandoz et Fischbacher.

Il n'en sera pas de même de la réplique de M^e Bétolaud, qui a suivi immédiatement ce discours. M^e Bétolaud avait eu une semaine pour la préparer ; il pouvait donc le faire avec calme et maturité. Mais il semble que le succès considérable obtenu par la plaidoirie de M^e Allou lui ait enlevé son sang-froid, et ait soulevé des passions dont son discours tout entier a été comme l'explosion. Lui-même en a fait un aveu bien caractéristique lorsqu'il s'est écrié : « *J'aurai mon heure, d'ailleurs, et ce sera celle de votre jugement.* »

Seulement, il ne pouvait s'en prendre à M^e Allou. Entre

confrères, appelés à se rencontrer journellement, il y a une étiquette à observer, des ménagements à garder. On peut se donner des coups fourrés, mais on les couvre de fleurs... de rhétorique. M^e Bétolaud a donc fait à son adversaire tout espèce de beaux compliments, d'où l'ironie n'était pas toujours absente. Il lui a dit « : *Je ne connais pas de plus admirable manière de ne pas plaider son procès.* » Et encore : « Il nous a fait de l'écrivain, de l'orateur, du politique et du catholique un admirable éloge. *Je vais sans doute quelque peu surprendre mon honorable contradicteur :* cet éloge venant de lui personnellement, tel qu'il l'a prononcé à cette audience, la famille de Montalembert l'accepte sans réserve. » Mais ces compliments eux-mêmes étaient destinés à faire ressortir d'autant plus vivement les paroles outrageantes qu'il a prononcées contre le P. Hyacinthe et contre moi, et dont son discours publié ne donne qu'un écho affaibli, plus que suffisant d'ailleurs. C'est là que sa passion s'est donné libre carrière.

Je ne ferai pas à la famille d'un homme comme M. de Montalembert l'injure d'admettre un seul instant qu'elle ait pu inspirer ou seulement approuver une manière de défendre son chef dont je puis bien dire, en me servant des propres expressions de son avocat : « Ah ! si M. de Montalembert vivait encore, il s'indignerait et se révolterait contre ce qu'il considérerait comme une trahison et un abus de confiance. » Non, cela n'est pas possible.

Mais il y a eu quelque chose de plus grave encore. M. Loysen avait remis à M^e Allou toute une série de lettres de M. de Montalembert antérieures à sa sortie du couvent et qui vont de 1864 à 1869. Ces lettres, que je n'avais pas lues moi-même avant le procès, par discrétion, et que j'ai voulu lire depuis la dernière plaidoirie de M^e Bétolaud,

sont réellement la clef de celle du 28 septembre 1869, où M. de Montalembert reproche au P. Hyacinthe sa rupture avec le parti régnant dans l'église catholique, et dont on a tiré un si grand parti contre nous. Elles l'expliquent, et elles l'éclairent d'un nouveau jour, de sorte que c'était « une trahison et un abus de confiance, » pour parler la langue de M^e Bétolaud, que de produire l'une sans les autres. Or, ces lettres, sur lesquelles je reviendrai plus tard, renferment beaucoup de choses dont la publication devait être nécessairement peu agréable à la famille de Montalembert, et ce sont précisément celles qu'il aurait fallu citer. M^e Allou, s'inspirant du désir que nous éprouvions, le P. Hyacinthe et moi, d'user de tous les méénagements possibles envers nos adversaires, car nous n'avons jamais cherché le scandale, avait déclaré explicitement qu'il renonçait à en faire usage. Je ne pense pas qu'il ait été dans le vrai sur ce point, et je dirai plus tard pourquoi, mais enfin nous avions rendu les armes, et la notion de délicatesse la plus élémentaire commandait à l'adversaire de ne pas se prévaloir d'une concession absolument volontaire.

M^e Bétolaud l'a entendu autrement. N'ayant plus désormais à craindre des révélations embarrassantes et fâcheuses pour la cause qu'il soutenait, il a jeté par-dessus bord toute retenue et ne s'est plus gêné d'adresser des paroles injurieuses, non à son frère, M^e Allou, mais à ceux qui ne pouvaient lui répondre. Ce n'est pas tout : il a tourné contre eux la concession elle-même et les termes dans lesquels elle avait été faite. « Messieurs, a-t-il dit, à tant de noblesse M. Loyson devait répondre par la trahison et par la profanation. Il y a des lettres antérieures, elles sont nombreuses, les lettres du temps des libres épanchements, des libres confidences, de l'abandon sans réserve. Mon honorable frère vous l'a dit, — il le sait bien, il les a ces lettres,

— mais il a ajouté aussitôt qu'il se garderait de les produire ; il a déclaré qu'il ne s'en reconnaissait pas le droit, qu'à ses yeux ce serait là une profanation, comme la profanation du secret de la confession. — A la bonne heure ! je le retrouve là tout entier et, lui personnellement, je l'en remercie ; mais M. Loyson ! il a livré les lettres, il les a livrées à M. Tallichet, puisque celui qui se dit le défenseur de M. Tallichet les a dans les mains. »

Eh bien, l'acte de M^e Bétolaud, l'acharnement avec lequel il s'est rué contre des adversaires qui avaient déposé leurs armes, en se prévalant de leur délicatesse même, cet acte a un nom dans toutes les langues civilisées, et spécialement en français. Le mot, je n'aurai garde de l'écrire : ce serait un soin superflu. M^e Bétolaud lui-même le trouvera ; mais ce sont d'autres que lui qui le prononceront, et le public ne s'y trompera pas ; il est bon juge en ces matières, et son jugement vaut et dure.

Voici son discours :

Messieurs, vous venez d'entendre l'honorable défenseur de MM. Sandoz et Fischbacher. Celui-là a plaidé le procès de ses clients. Je lui répondrai tout à l'heure, et je crois qu'il ne me sera pas difficile de démontrer que la responsabilité doit atteindre MM. Sandoz et Fischbacher comme les autres défenseurs, sauf le recours en garantie qui, du reste, est accepté par M. Tallichet.

Mais, Messieurs, à l'heure présente, mes préoccupations et mes souvenirs se reportent avant tout vers la dernière audience. J'y ai entendu une de ces merveilleuses plaidoiries dont mon éminent contradicteur a le secret. Mais puisqu'il a porté, très courtoisement d'ailleurs, un jugement sur ma plaidoirie, il me permettra bien d'apprécier la sienne et de dire que je ne connais pas de plus admirable manière de ne pas plaider son procès.

Mon contradicteur m'a reproché d'avoir amoindri le débat. J'avais parlé de propriété littéraire, de mandat testamentaire, de révocation. — C'est bien de cela, en vérité, qu'il s'agit ! — Le

débat est plus haut, suivant lui; il soulève une question d'opinion religieuse, et, partant de là, Messieurs, il s'est donné librement carrière; il a fait comparaître à votre barre les passions religieuses, enflammées dans l'Europe entière. En l'entendant, je me demandais si vous aviez à juger une question de théologie, de religion ou de liberté; je crois pouvoir me rendre cette justice que je n'avais rien fait pour allumer, sur le terrain brûlant des discussions irritantes, le feu des passions religieuses ou anti-religieuses.

J'ai, quant à moi, une autre manière de comprendre le rôle de la justice. Elle n'est pas juge, heureusement, des questions politiques et religieuses; elle est l'organe impassible de la loi; c'est là son honneur et c'est là sa force.

Le jour, Messieurs, où les passions politiques et religieuses pourraient pénétrer dans cetteenceinte, ce jour-là un malheur irréparable serait consommé¹!

Une fois entré dans l'ordre d'idées qu'il avait adopté, mon adversaire en a pris texte pour dire : « C'est nous qui avons souci de la gloire de Montalembert! c'est nous qui sommes les défenseurs de sa mémoire, » et, j'ai retenu le mot, Messieurs, car il était cruel de l'entendre, — presque de son honneur! A qui donnez-vous cette leçon? et au nom de qui?

Vous avez dit que vous ne plaidiez pas pour M. Loyson. Sans le vouloir vous plaidez pour M. Loyson, et je ne puis pas admettre qu'au nom d'un pareil client vous adressiez des remontrances à ceux que j'ai l'honneur de représenter.

Toutefois, Messieurs, si mon adversaire a été injuste pour la famille Montalembert, il ne l'a pas été pour M. de Montalembert. Tout le monde vous a su gré d'avoir éprouvé le besoin de faire cette déclaration. Mais la vérité est plus puissante que votre volonté, j'allais presque dire que vos répugnances. Vous savez bien que M. Loyson et M. Tallichet font cause commune.

Il vous a fait de l'écrivain, de l'orateur, du politique et du catholique un admirable éloge.

Je vais sans doute quelque peu surprendre mon honorable contradicteur : cet éloge venant de lui personnellement, tel qu'il

¹ Qu'a donc fait M^e Bétolaud? Ses deux discours n'ont-ils pas été un appel incessant aux passions religieuses contre ses adversaires?

l'a prononcé à cette audience, la famille de Montalembert l'accepte sans réserve.

Oui, M. de Montalembert a combattu pour l'alliance de l'église et de la liberté; oui, ce fut là le rêve de toute sa vie, oui, tout jeune encore, il avait pris pour devise : « Dieu et la liberté. » Mais, dans sa famille, qui donc l'a renié?

Vous avez cru pouvoir dire que la famille de Montalembert voulait suspendre dans la galerie de ses ancêtres une image pâle et effacée du vrai et grand Montalembert.

Vous avez aussi parlé d'une inscription qui était autrefois dans la chapelle du château de la Roche-en-Breny; vous en avez parlé ironiquement, en donnant à entendre que probablement cette inscription avait disparu. Eh bien, non, rien n'a été changé dans la chapelle; vous pouvez l'aller visiter, vous yerez encore cette promesse solennelle, gravée sur la pierre, de combattre *pro ecclesia libera in libera patria*.

Vous nous avez encore parlé d'un livre écrit en anglais, par Mrs. Oliphant, et dont il n'existe pas, que je sache, de traduction française. A vous entendre, ce livre a été composé sous l'inspiration de la famille de M. de Montalembert, et vous l'avez rendue responsable tout à la fois de ce qui y est et de ce qui n'y est pas. Or, voici la vérité, qui est fort simple : Mrs. Oliphant a demandé à M^e de Montalembert des renseignements sur la jeunesse et sur la vie privée de M. de Montalembert. Quant à sa vie publique, elle l'a étudiée, comme tout le monde le peut faire, dans ses discours et dans ses écrits.

L'auteur s'en explique ainsi dans sa préface :

« Tout ce qui, dans ces volumes, concerne la jeunesse et la vie privée du comte de Montalembert, a été ainsi puisé directement à la meilleure source; mais pour tout ce qui concerne sa vie publique, je me suis efforcée de le montrer tel qu'il s'est montré lui-même, principalement dans ses ouvrages publiés, et comme il était inévitable que M^e de Montalembert, sincère et fervente catholique, différât de mes conclusions et de mes sentiments, sur divers points particuliers d'une grande importance, j'ai à cœur de la décharger de toute responsabilité dans un travail écrit à un point de vue très différent du sien, etc.... »

Il faut vraiment que mon honorable contradicteur ait été renseigné d'une façon bien singulière sur le livre en question,

car la plupart des omissions qu'il y a signalées n'existent pas.

M^e ALLOU. — J'ai lu le livre!

M^e BÉTOLAUD. — Vous l'avez lu! Cela prouve que vous étiez capable de faire mieux que moi. Heureusement, j'ai pu avoir un traducteur à mon service, et j'en parle aussi en connaissance de cause. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, l'un des premiers chapitres, le chapitre IV, porte pour titre : *God and liberty*, et voici ce que dit Mrs. Oliphant : « Comme si le doigt même de la Providence montrait le chemin à Montalembert, le nouveau journal, la nouvelle société avait choisi pour devise la vieille devise de son temps de collège, exprimant le premier sentiment qui avait fixé ses pensées errantes : *God and liberty, Dieu et la liberté*. »

Mais où donc avez-vous pris que les exécuteurs testamentaires voulaient défigurer Montalembert?

Ce que la famille et les exécuteurs testamentaires ont voulu, c'est le défendre énergiquement contre toute alliance avec vos clients, c'est défendre sa mémoire contre tous ceux qui, par un calcul perfide de parti, veulent en faire, aux yeux des chrétiens fidèles et fervents, un révolté¹.

Et, Messieurs, puisque je vous parle des exécuteurs testamentaires, je n'ai pas besoin, je pense, de vous entretenir des publications posthumes faites ou à faire par eux, cela nous mènerait trop loin; cependant, permettez-moi de vous dire que j'en ai une entre les mains. C'est le dernier écrit du P. Lacordaire, ce qu'on a appelé *le Testament du P. Lacordaire*, légué par lui à M. l'abbé Perreyve, puis par M. l'abbé Perreyve à M. de Montalembert. M. de Montalembert avait écrit une longue préface; elle a été publiée avec le livre par les exécuteurs testamentaires. Permettez-moi d'en détacher quelques passages :

- N'est-ce pas lui (le P. Lacordaire) qui, au plus fort de l'enthousiasme libéral excité par Pie IX, m'écrivait le 26 mai 1847 en ces termes :

- *L'omnipotence papale est sans doute une expression dont on peut se servir, puisque le concile de Florence définit le pou-*

¹ Non pas un révolté, mais un homme qui voulait dire librement et franchement sa pensée sur l'église catholique et sur la manière dont elle était dirigée. *L'Espagne et la liberté* en est une preuve, la lettre à M. Döllinger une autre, et ce ne sont pas les seuls documents de ce genre, bien s'en faut.

E. T.

• voir du pape : *Plenam potestatem pascendi, regendi et gubernandi Ecclesiam Dei*; mais déjà ces dernières expressions réduisent l'omnipotence au gouvernement intérieur de l'église,
 • et, de plus, tous les catholiques instruits savent que le pape
 • ne peut rien contre les dogmes et les institutions apostoliques.
 • Mais les ignorants, qui sont nombreux, ne le savent pas. Le
 • mot d'omnipotence se traduit dans la pensée de la foule par
 • celui de pouvoir absolu et arbitraire, tandis que rien n'est
 • moins absolu et moins arbitraire que le pouvoir pontifical.
 • J'ai sans cesse occasion de voir combien il importe de ne
 • pas donner lieu à de fausses idées sur un point aussi impor-
 • tant. Le gallicanisme ancien est une vieillerie qui n'a plus
 • que le souffle, et à peine. Mais le gallicanisme raisonnable, qui
 • consiste à redouter un pouvoir qu'on lui présente comme sans
 • limites et s'étendant par tout l'univers sur deux cent millions
 • d'individus, est un gallicanisme très vivant et très redoutable,
 • parce qu'il est fondé sur un instinct naturel et même chrétien.
 • Des catholiques, parfaitement romains, ont défini l'Eglise une
 • monarchie tempérée d'aristocratie, • et même une « monarchie
 • représentative. » Je n'ai vu nulle part qu'elle fut appelée une
 • monarchie absolue. »

Et Montalembert reprend :

« Cent autres preuves, tirées de ses discours, de ses écrits, de ses lettres, viendraient à l'appui de ce que j'affirme. Oui, malgré les clamours sauvages du parti qui se croit vainqueur contre tout ce qui lui résiste ou lui échappe, notre Lacordaire n'eût ni tremblé ni reculé devant lui. Il eût mérité les dénonciations et les diatribes de nos terroristes orthodoxes, au même titre que ces nobles champions de notre vieille renommée et de notre vieille éloquence, qui n'ont pas voulu que le drapeau du bon sens et du bon droit restât sans défense dans la patrie de Saint-Bernard et de Bossuet.

» Vieux compagnon de ses luttes, vieux confident de son cœur généreux, de son âme intrépide, réduit désormais à la cruelle impuissance de servir cette cause de l'alliance entre la foi et la liberté qui nous était si chère, je mentirais à ma conscience et je trahirais sa gloire, si je lui refusais mon témoignage. »

Et plus loin, ce passage sur le prêtre, que je ne résiste pas au désir de lire pour la confusion de M. Loyson :

« J'ai donc vu deux fois, de mes yeux indignes, et de tout près, ce spectacle singulier que l'église de Jésus-Christ a pu seule produire, du prêtre jeune et imposant, attrayant et austère, virginal et viril, amoureux de tout ce qui est bon, grand, saint, généreux; du prêtre tel qu'il le faut à notre siècle, homme de courage, de liberté et d'honneur, en même temps que de ferveur, de pénitence et de sainteté. J'y pense avec confusion, puisque j'en ai trop peu profité, mais avec une admiration toujours renaissante, avec une tendresse toujours intime et intense. A la fin d'une trop longue vie, écoulée dans des milieux bien divers et des fortunes bien contraires, je veux confesser tout haut que c'est là le plus beau spectacle qu'il m'ait été donné de contempler ici-bas. »

Quant à l'ouvrage qui nous occupe, *l'Espagne et la liberté*, le Tribunal pense bien que la famille et les exécuteurs testamentaires ne vont pas descendre à une justification? Et de quel droit MM. Loysen et Tallichet se permettraient-ils d'interpeller la famille de Montalembert? Elle n'a pas à se justifier, pas plus que les exécuteurs testamentaires; ils ne relèvent que de leur devoir et de leur conscience.

Messieurs, voulez-vous juger par un trait jusqu'où peuvent entraîner les élans un peu irréfléchis d'une éloquence passionnée? J'ai dû vous lire la première lettre de M. de Montalembert, pour donner le sens véritable de celles qui avaient suivi. Cette lettre a excité l'enthousiasme de mon honorable adversaire et il y avait bien de quoi. Vous l'entendez encore vous disant que ces grandes et belles paroles répandaient un parfum dont votre audience était embaumée. Il aurait voulu lire la lettre le premier, etc., et il finissait par s'écrier : « Ingrat que vous êtes, vous nous devriez des remerciements! » Et pourquoi, s'il vous plaît? Est-ce parce que vous aviez eu soin de ne pas produire cette lettre? Car on l'avait soigneusement éliminée de la communication!

Le Tribunal sait, en effet, grâce à quelles circonstances elle est parvenue entre nos mains. M. de Montalembert en avait fait faire une copie, qu'il avait eu soin de signer; c'est nous qui l'avons produite pour la confusion de M. Loysen.

« Je dirai plus tard le motif de cette réserve, qui concerne M^e Alloueul, car le P. Hyacinthe lui avait tout remis, sans restriction d'aucune sorte.

E. T.

Permettez-moi de compléter les détails relatifs aux circonstances dans lesquelles cette lettre a été écrite.

M. de Montalembert était malade, mourant; de son lit de douleur il avait commencé à dicter. Il venait de dicter ce passage qu'il est peut-être bon de rappeler, parce qu'il imprime, comme avec un fer rouge, un stigmate indélébile¹!

« Avec l'aide du temps et des événements, vous remonterez peut-être dans la chaire, où vous avez encore tant de conquêtes à faire, et qui est la seule tribune où vous puissiez parler avec honneur, je dirai même avec décence. Mais si vous avez le malheur de céder aux invitations, aux provocations dont les libres-penseurs et les protestants surtout vont vous assaillir; si vous entreprenez de vous justifier en attaquant l'église, votre mère; si vous devenez un orateur de réunions profanes et vulgaires, vous tomberez dans le néant, au-dessous de Lamennais lui-même, qui a du moins fini par se retrancher dans le silence, et tandis que vos amis comme moi ne pourront que pleurer en secret sur votre déchéance, vous deviendrez le jouet d'une publicité sans entrailles et sans frein, *ludibrium vulgi*, comme ces gladiateurs, captifs, exploités et déshonorés, malgré leur noblesse naturelle, par les caprices de la foule obscène des païens. »

Et puis, Messieurs, une idée traverse son esprit, une pensée; — celle-là, plus touchante encore, plus intime et plus personnelle. Alors il se lève et, de sa main flévreuse et défaillante, il prend la plume; c'est lui qui va écrire ce qui suit : « Laissez-moi vous donner encore une dernière preuve de cette affection dont vous n'avez évidemment jamais mesuré la profondeur ni compris l'intensité.

• Mon âge me donne à la fois l'expérience des tristes nécessités de la vie et le droit de prendre avec vous une liberté devant laquelle d'autres reculeraient peut-être. Vous devez être sans ressources matérielles, et cette pénurie ne peut qu'aggraver les difficultés inexprimables de votre situation. Eh bien, je vous en supplie, confiez-moi ces embarras, et, pour en sortir, ne vous

¹ Ce qui imprime, comme avec un fer rouge, un stigmate indélébile, ce ne sont pas des paroles comme celles-ci, écrites dans un moment d'entraînement et qui ne correspondent à rien de réel, ce sont les actes bas et lâches, dont la conscience de celui qui les a commis garde l'empreinte brûlante.

adressez qu'à moi et à ceux qui, comme moi, sont avant tout les amis de votre passé. Je ne suis pas opulent, mais j'ai une grande aisance, et jamais je n'aurai fait du superflu que Dieu m'a confié un usage plus doux à mon cœur. »

Messieurs, à tant de noblesse, M. Loyson devait répondre par la trahison et par la profanation. Il y a des lettres antérieures, elles sont nombreuses, les lettres du temps des libres épanchements, des libres confidences, de l'abandon sans réserve. Mon honorable confrère vous l'a dit, — il le sait bien, il les a, ces lettres, — mais il a ajouté aussitôt qu'il se garderait de les produire; il a déclaré qu'il ne s'en reconnaissait pas le droit, qu'à ses yeux ce serait là une profanation, comme la profanation du secret de la confession.

A la bonne heure, je le retrouve là tout entier et, lui personnellement, je l'en remercie; mais M. Loyson ! il a livré les lettres, il les a livrées à M. Tallichet, puisque celui qui se dit le défenseur de M. Tallichet les a dans les mains. Il ne s'est pas borné là, il en a publié dans les journaux depuis que le procès est engagé.

Et maintenant, Messieurs, est-il donc nécessaire de chercher dans des motifs secrètes, mystérieux, la raison du procès? de remonter jusqu'à des passions religieuses implacables?

Je le sais bien, dans beaucoup de circonstances, on hésite avant de saisir la justice et on sacrifie un droit pour s'épargner l'ennui, les embarras d'un procès.

Mais ici ce n'est pas seulement un droit qu'il aurait fallu sacrifier, c'est un devoir qu'il aurait fallu abdiquer. Le devoir à remplir était impérieux.

On vous a parlé de la foule qui se presse à cette audience, de l'émoi causé par ce procès dans la presse et dans le public, et, — on le disait ironiquement, — « quoi ! tout cela, à propos d'une question de propriété littéraire, de mandat testamentaire, de révocation ! Et l'on ajoutait : Non, non, le débat n'est pas là, il est ailleurs ! — La cause de ce concours, de cet empressement, de cet émoi, elle est précisément dans cet accouplement de noms qui étonne les indifférents, qui réjouit les ennemis et qui révolte tous les honnêtes gens.

Voilà ce que j'avais à répondre à ce qu'a plaidé mon adversaire à côté du procès; et maintenant revenons au procès même.

On pourra m'accuser encore de le rapetisser, je ne le maintiendrai pas moins sur le terrain du droit. Lorsque j'ai l'honneur de plaider devant la justice, je ne parle que pour la justice. J'aurai mon heure, d'ailleurs, et ce sera celle de votre jugement.

Revenons donc à la lettre du 17 février 1869. Au sujet de cette lettre, mon contradicteur vous représentait M. de Montalembert comme irrité, exaspéré, et cherchant un refuge auprès du père Hyacinthe contre une conspiration ourdie contre lui par ses amis et ceux qui pourraient être plus tard ses exécuteurs testamentaires. Il consentait bien, à ce moment, vous disait-il, à ce qu'on ne publierait pas de son vivant; mais, après sa mort, il ne pouvait plus, il ne devait plus y avoir d'obstacles, il fallait publier; c'était sa volonté.

Ecoutez, Messieurs, comme tout cela cadre mal avec la lettre simple et apaisée que voici :

« Cher et bon Père,

»... Non-seulement il ne faut pas que cela soit publié, d'après l'avis unanime de nos meilleurs amis, mais il ne faut pas même que cela soit montré; ainsi je vous prie instamment de garder pour vous ce quasi-manuscrit que vous publierez, si vous le voulez, quand je serai mort. Mais en ce moment, la moindre indiscretion plongerait dans un véritable désespoir plusieurs âmes que nous devons aimer et respecter. »

Où donc est la colère? Où donc est cette prescription impérieuse de publier?

Ah! Messieurs, M. de Montalembert, fidèle à ses convictions, était aussi fidèle à ses amitiés : il ne voulait pas blesser des âmes qui lui étaient chères. Que faisait-il simplement en écrivant ce billet? Il se confiait au P. Hyacinthe, qu'il considérait alors comme un autre lui-même. On ne fera sans doute pas l'injure à M. de Montalembert de croire qu'à cette heure de sa vie il n'avait qu'une préoccupation vulgaire, égoïste, de ne pas avoir d'ennemis pendant ses derniers jours, mais qu'il estimait qu'après sa mort il ne devait plus aucun ménagement à ces amis si chers, qu'il aimait et respectait. Il ne doutait pas que le P. Hyacinthe n'eût les mêmes scrupules et les mêmes sentiments de délicatesse que lui.

Eh bien, Messieurs, j'ose dire qu'en supposant que la lettre du 17 février 1869 fut encore debout, M. Loyson a trahi la pensée et la confiance de M. de Montalembert. Il faut déterminer le caractère de cette lettre : c'est un mandat spécial, dit mon contradicteur, et il s'arrête là comme s'il avait tout dit. Un mandat spécial et limité!

Ce n'est pas assurément un mandat ordinaire, puisque les héritiers n'ont pas la faculté de le révoquer, et, dès lors, c'est un mandat testamentaire.

Or, vous savez qu'à deux mois de là, le 7 mai 1869, M. de Montalembert, par un codicille ajouté à son testament, nommait le P. Hyacinthe membre de la commission pour la publication de ses œuvres. Dès lors, le mandat disparaissait et se fondait dans la mission plus large qui était donnée au P. Hyacinthe, et qui comprenait, sans exception, toutes les œuvres posthumes de M. de Montalembert.

J'ai d'ailleurs trouvé la preuve de ce que j'avance en recherchant la pensée vraie de M. de Montalembert; je l'ai trouvée dans deux épreuves de *l'Espagne et la liberté*, que j'ai produites. Mon contradicteur ne s'est occupé que d'une chose, grave à la vérité : l'infidélité de la publication. Il s'en est tiré en nous raillant, en nous disant ironiquement : « De quoi nous parlez-vous? De corrections insignifiantes! Ainsi, il y avait dans l'épreuve trois fautes d'orthographe, M. Tallichet a généreusement pris le soin de les corriger. » Si bien, Messieurs, que nous devons nous montrer absolument satisfaits!

Puis, mettant en scène M. Guizot, mon contradicteur s'est livré sur l'exemplaire remis à celui-ci, à un travail, je ne dirai pas d'analyse, mais de véritable dissection; il a découpé, comme à l'emporte-pièce, des lambeaux de phrases détachés, des mots. Et à chaque membre de phrase, à chaque mot ainsi mis en relief, il vous disait : « M. Guizot efface! M. Guizot efface! M. Guizot efface! » Je me demandais si j'étais le jouet d'une illusion, si je m'étais trompé d'une façon aussi grossière?

M^e ALLOU. — Que signifient donc les marques qu'il a faites au crayon?

M^e BÉTOLAUD. — Je vais vous le dire. M. Guizot n'a rien effacé; il a fait ce que fait tout lecteur attentif quand il a entre les mains un manuscrit ou une épreuve. M. Guizot avait un

crayon à la main et, en marge des passages qui frappaient son esprit, il traçait une petite croix presque invisible, mais suffisante pour fixer son attention ou ses souvenirs.

Ces croix sont nombreuses, que signifiaient-elles? Nous n'en savons rien, et cela par la bonne raison que par elles-mêmes elles ne disent rien. Etaient-ce des critiques soit de fond, soit de forme; critiques d'académicien ou autres? N'étaient-ce pas, au contraire, des marques d'approbation? Je croirais volontiers que c'était tantôt l'un et tantôt l'autre. Cela est resté le secret de M. Guizot et de M. de Montalembert, qui ont eu ensuite une conversation au sujet de l'épreuve en question.

C'est cependant derrière ces petits signes qu'on a artificiellement découpé huit ou dix membres de phrases choisis avec grand soin en vue de l'effet à produire, et l'on a fait à M. Guizot un véritable procès de tendance.

Je vous ai dit, Messieurs, que sur l'exemplaire en question, il n'y avait qu'une seule correction, et de fait il n'y en a qu'une, mais d'une haute importance : la suppression du chapitre XIII. A ce propos, mon honorable contradicteur s'est reporté à l'autre exemplaire, celui de M. Cornudet, et y trouvant une mention relative à la suppression de ce chapitre, il nous a dit : « Oui, cette note a été écrite au crayon par M. Cornudet; nous aimerais mieux qu'elle fût de la main de M. de Montalembert. »

Mais ce que vous demandez, nous l'avons. Sur l'exemplaire qui lui a été rendu par M. Guizot, M. de Montalembert lui-même a écrit de sa main, de la manière la plus lisible, en tête du chapitre XIII, ces mots : « A retrancher. » Pas d'équivoque sur ce point.

Il est donc désormais acquis au débat que la publication faite par la *Revue suisse* était infidèle.

Mais il y a plus. Il y a une épreuve corrigée par l'auteur en vue de la réimpression. M. de Montalembert, après avoir de sa main fait les diverses corrections nombreuses qu'il jugeait nécessaires, a écrit sur la couverture : « Exemplaire corrigé pour réimpression. »

On vous disait que M. de Montalembert avait une défiance incurable de ses exécuteurs testamentaires. Mais à qui donc a-t-il remis cette épreuve corrigée pour la réimpression, sur laquelle il a écrit lui-même cette mention?

Ce n'est pas à M. Loysen, c'est à M. Cornudet, son exécuteur testamentaire. N'est-ce pas une preuve manifeste que, aux yeux de M. de Montalembert, la lettre du 17 février 1869 n'existaient plus¹.

On vous a dit négligemment, à ce sujet : « Mais enfin, cette épreuve corrigée pour la réimpression, elle ne porte pas de date et il est fort possible qu'elle soit antérieure à la lettre du 17 février 1869 ! »

Vous voyez, Messieurs, quel était le calcul, la combinaison, le raisonnement qu'on voulait établir sur cette supposition.

« Toute l'évidence est contraire au raisonnement de M^e Bétolaud. M. Cornudet vivait encore lorsque commença la publication de *l'Espagne et la liberté*. Il figure au nombre des personnes qui nous ont intenté le procès. S'il avait possédé à ce moment l'*exemplaire corrigé pour réimpression*, si, surtout, cet exemplaire lui avait été remis spécialement par M. de Montalembert, il aurait certes forfait au devoir en ne le produisant pas et en ne disant pas immédiatement à ses collègues de la commission de publication dans quelles circonstances il l'avait reçu. S'il ne l'a pas fait, c'est évidemment qu'il n'y a jamais eu rien de pareil. Et comment M. de Montalembert le lui aurait-il remis, à lui qui avait été l'un des opposants à la publication première? Ce qui paraît certain, c'est que, lorsque la publication commença dans la *Bibliothèque universelle*, M. Cornudet prit cet exemplaire chez lui pour l'examiner, — il en avait le droit comme exécuteur testamentaire, — et que c'est alors qu'il écrivit au crayon, à titre de memento, que la suppression du chapitre XIII avait été consentie. Elle l'avait été, en effet, un moment, par M. de Montalembert, ainsi que d'autres corrections, lorsqu'il pensait obtenir ainsi la publication de son ouvrage dans le *Correspondant*: de là les mots « à supprimer » sur l'exemplaire de M. Guizot. Ce but ne se trouvant pas atteint, il avait renoncé également aux corrections et à la suppression. Tous les raisonnements de M^e Bétolaud à ce sujet, dans ses deux discours, ne sont que pure fantasmagorie. Quoi! M. de Montalembert aurait fait de sa main des corrections de mots, très insignifiantes au fond, et il n'aurait pas indiqué lui-même clairement, sans qu'il y eut de doute possible, la suppression d'un chapitre entier, le plus important peut-être de l'ouvrage? Il n'aurait pas raccordé le chapitre XII au chapitre XIV? Il n'aurait pas changé les chiffres des derniers chapitres qui devaient être modifiés, et cela dans un exemplaire *corrigé pour réimpression*? En vérité, M^e Bétolaud n'a pas flatté l'intelligence du tribunal de la Seine, ni celle de ses auditeurs et de ses lecteurs.

E. T.

Quoi! c'est mon contradicteur qui ose apporter ici une pareille articulation! Mais c'est prêter à M. de Montalembert un véritable mensonge testamentaire! Passons, Messieurs. Une pareille supposition serait odieuse.

Marchons vite maintenant. Au mois de septembre arrive la sortie du couvent, ce que M. de Montalembert a appelé la chute, la déchéance, la trahison. Puis la lettre du 28 septembre, qui contient un jugement auquel tout à l'heure je faisais allusion; puis les quatre lettres sur lesquelles je ne reviens pas.

Qui peut se méprendre sur le sens des généreux efforts que faisait M. de Montalembert pour ramener un coupable? Sa réprobation, manifestée par sa première lettre, se précise dans un acte plus solennel, le codicille du 7 octobre 1869 : « Je déclare nulle et non avenue toute mention faite, dans mes dispositions antérieures, de M. l'abbé Charles Loyson, dit en religion le Père Hyacinthe, des carmes déchaussés. »

C'est ce que M. Tallichet, dans son avant-propos, appelle une preuve de tact, c'est ce que j'appelle, moi, pour être dans la vérité, une répudiation éclatante! Mon adversaire m'objecte que la révocation ne portait que sur sa qualité d'exécuteur testamentaire, et qu'en dehors il restait un mandat spécial, celui du 17 février 1869. Je voudrais bien que mon honorable contradicteur lut la note entière avec moi¹. Le premier membre de phrase suffirait pleinement. Mais écoutez le second : « Je lui substitue M. Léopold de Gaillard, de Bollène (Vaucluse), pour tout ce qui touche l'examen et le choix des manuscrits et correspondances qui pourraient être publiés parmi les papiers que je laisserai à mon décès. »

On a insisté longuement sur l'état d'exaspération dans lequel se trouvait M. de Montalembert à l'égard de ses exécuteurs testamentaires, et tout particulièrement contre ses anciens amis du *Correspondant*. Or, quand il s'agit de donner un remplaçant à M. Loyson, qui va-t-il choisir? Précisément le directeur du *Correspondant*, M. Léopold de Gaillard²! Partout, vous le voyez, je ne rencontre qu'inexactitudes et fausses appréciations.

¹ Je la lirai avec lui, plus loin, et j'espère qu'il ne perdra rien pour attendre. E. T.

² Oui, une autre preuve que le mandat spécial subsistait. M. de Montalembert savait à quoi s'en tenir sur les sentiments de M. L. de Gaillard à l'égard de l'*Espagne et la liberté*. E. T.

Comment? M. de Montalembert aura choisi pour exécuteurs testamentaires des hommes tels que M. Cornudet, ce beau et pur caractère, l'esclave du devoir, son plus vieil ami, l'ami de son enfance; M. Cochin, cet esprit élevé, délicat, dont on a fait, à la dernière audience, un éloge si mérité; M. le vicomte de Meaux, M. Léopold de Gaillard, dont je ne peux pas parler comme je le voudrais, parce qu'ils sont vivants et qu'ils sont parties au procès; et à côté de ces hommes, en dehors d'eux, en se cachant d'eux, par une sorte d'amère dérision, il aurait chargé un prêtre en rupture avec l'église de publier une de ses œuvres, à son gré, à son heure, sans avoir besoin de consulter, d'avertir personne, ni même d'observer les égards que tout honnête homme doit à une famille respectable¹!

Ah! Messieurs, ce n'est pas nous qui défigurons Montalembert, c'est à Genève qu'on veut faire un Montalembert nouveau; qu'on veut, dans un but facile à apercevoir, le représenter comme indulgent pour les apostasies².

Faut-il maintenant que j'ajoute un mot en ce qui concerne particulièrement MM. Sandoz, Fischbacher et Tallichet? J'imagine qu'on voudra bien enfin laisser de côté les misérables querelles de procédure. Notre action, on ne le méconnait pas, elle est parfaitement fondée. Nous demandons qu'il soit fait défense aux éditeurs et dépositaires de continuer la publication; nous réclamons ensuite, à raison de l'usurpation et des fautes commises, des dommages-intérêts à fixer par état; rien de plus correct. Tout ce que j'ai à dire au sujet d'une erreur de procédure qui n'a duré qu'un jour, c'est que, lorsque le procès a été commencé par le premier acte de saisie, nous ne savions pas que M. Loysen avait un titre, par la raison toute simple qu'il ne l'avait jamais montré³.

¹ Le P. Hyacinthe n'avait point rompu lorsqu'il recevait l'autorisation spéciale, mais elle ne lui a jamais été retirée. E. T.

² Le P. Hyacinthe n'a jamais apostasié, pas plus que M. Döllinger et tant d'autres qui ont suivi son exemple. Il a simplement refusé d'accepter un dogme nouveau, celui de l'infalibilité du pape, qu'il considère, avec beaucoup de catholiques, comme contraire aux lois de l'église elle-même. E. T.

³ Mais il en avait parlé et écrit distinctement. On n'en ignorait donc pas l'existence. Moi-même, j'en avais parlé expressément dans

Notre action est donc très régulière; il s'agit d'une usurpation, d'un abus de mandat, et aussi de l'application de l'art. 1882 du Code civil au sujet de l'abus dommageable commis.

Après la plaidoirie que vous avez entendue dans l'intérêt de MM. Sandoz et Fischbacher, je suis disposé à leur accorder toutes sortes de circonstances atténuantes. Ils ont répudié la Société Tallichet et Loyson; je ne peux leur en demander davantage. Je ne saurais avoir grand souci en ce qui les concerne, car M. Tallichet a revendiqué la responsabilité; en sorte que, de ce côté, le recours de MM. Sandoz et Fischbacher se trouve assuré. Quant à leur responsabilité, pourrait-elle être méconnue?

MM. Sandoz et Fischbacher sont libraires de leur état, dépositaires dans la circonstance, je le veux bien, mais dépositaires avec de très beaux bénéfices, car ils prélevaient immédiatement 40 pour cent sur le prix brut de la vente¹.

Or, lorsqu'on recherche des bénéfices comme ceux-là, on accepte certaines responsabilités.

D'ailleurs, il y a un moment où la faute est évidente et ne peut être déniée; lorsque nous avons assigné MM. Sandoz et Fischbacher, ils devaient s'arrêter, cependant la publication a continué.

M. Tallichet? celui-là, a parfaitement su ce qu'il faisait et, comme il est industriel avant tout, il l'a fait dans un but de spéculation manifeste.

On vous parlait, à la dernière audience, de sa bonne foi.

Voyons, est-ce que l'accouplement de ces deux noms: « Montalembert et Loyson » qui choque mon contradicteur lui-même, n'était pas un avertissement²?

l'introduction qui précédait la publication de la première partie de *l'Espagne et la liberté* et qui était connue avant la saisie. L'affirmation de M^e Bétolaud est contraire à la vérité. E. T.

¹ Cette remise, forte en effet, leur était faite à la condition qu'ils vendraient les livraisons au même prix qu'en Suisse, c'est-à-dire à 2 fr. 50 l'exemplaire, qu'ils feraient aux libraires une remise d'au moins 20%, et qu'ils prendraient à leur charge les frais de port et les droits d'entrée. Dans ces termes, elle n'avait assurément rien d'exagéré. E. T.

² Non pas: je connaissais M. de Montalembert comme un catho-

On ajoute qu'il était en présence de la lettre du 17 février 1869 et qu'il ne connaissait pas le codicille révocatoire.

Il suffit, pour répondre, de se reporter à l'avant-propos où M. Tallichet parle du codicille révocatoire et où il l'apprécie¹.

On a dit que M. Tallichet, pas plus que MM. Sandoz et Fischbacher, n'étaient des jurisconsultes et qu'il ne pouvait se prononcer en face de documents comme ceux qui lui étaient présentés.

Mais, Messieurs, M. Tallichet s'est fait jurisconsulte, car il a apprécié l'acte révocatoire, et vous savez ce qu'il en a dit : « Que c'était tout simplement une preuve de tact de M. de Montalembert ! » Ce qui, assurément, est un persiflage offensant².

Ce n'est pas tout. Les circonstances, à elles seules, n'étaient-elles pas suffisantes pour l'avertir ? En sa qualité d'éditeur, il sait bien ce que sont les droits sacrés des familles, ce que sont aussi les droits de l'auteur.

Or, qu'avait-il dans les mains ? Un texte incomplet. Il existait une lacune ; à ce sujet on a inséré une note dans laquelle on ne s'adresse pas à la famille mais à ceux qui peuvent avoir une épreuve de la brochure, et on leur demande de vouloir bien la produire³.

M. Tallichet n'a-t-il pas compris qu'à ce moment il jouait le rôle d'un forban littéraire ?

lique libéral, très opposé au concile qui a été l'occasion de la protestation du P. Hyacinthe et de sa sortie de son couvent, et je n'ai pas sur ce dernier, comme sur beaucoup d'autres choses, les idées de M^e Bétolaud, de quoi je me félicite. Je croyais et je crois encore que le P. Hyacinthe était en avant de M. de Montalembert, comme celui-ci était en avant de ses anciens amis, mais sur la même route. C'était une différence de degré, non de direction. E. T.

¹ Je connaissais l'existence du codicille révocatoire sans en connaître le texte, qui n'avait jamais été communiqué au P. Hyacinthe, et qu'il n'avait pu, par conséquent, me soumettre. E. T.

² Si l'on veut bien lire cette introduction que M^e Bétolaud feignait tout à l'heure d'ignorer, on verra qu'il n'y a de persiflage que pour lui. E. T.

³ Il sera répondu plus loin à ce reproche. La lacune a été comblée par une personne qui avait reçu *l'Espagne et la liberté* de M. de Montalembert lui-même, et qui a cru assurément à notre droit de publier, puisqu'elle s'est associée à la publication en nous fournissant les quatre pages qui nous manquaient. E. T.

Je n'ai plus maintenant qu'un mot à dire. Mon adversaire a terminé sa plaidoirie par une éloquente péroraison, assurément bien faite pour nous toucher; il a fait appel à l'apaisement, à la concorde, à la conciliation, sur le terrain politique et religieux. Ce sont là, Messieurs, de belles exhortations, ce sont de nobles et sages idées, mais il me permettra de lui dire qu'il n'y a pas de meilleur moyen de les compromettre que de leur donner pour point d'appui un acte contraire au droit, qu'il n'y a pas de moyen plus sûr de les abaisser, presque de les déshonorer, que de les employer à couvrir une mauvaise action. Ce qu'a fait M. Loyson, ce à quoi M. Tallichet s'est associé, est un acte contraire au droit et une mauvaise action!

Je ne m'arrêterai pas aux derniers mots de ce discours, car j'aurai à revenir sur l'ensemble de la cause. Comme dans la première audience, après une suspension d'une demi-heure, la parole a été accordée à M^e Allou, et il s'est exprimé dans ces termes :

Messieurs, à l'heure où nous sommes, les explications que le Tribunal veut bien me permettre de lui présenter encore doivent être extrêmement rapides; je le comprends, et elles le seront!

Messieurs, ai-je bien mérité le reproche que m'adressait tout à l'heure mon honorable contradicteur? Quoi! j'ai, sans utilité, imprudemment, ouvert l'enceinte de la justice aux luttes ardues du dehors, j'ai attisé la fournaise et j'ai troublé la sérénité de votre audience de l'écho tumultueux des passions qui doivent expirer à vos pieds? Non, je n'ai pas dénaturé le débat! non, je n'ai pas manqué à ce respect profond de la majesté du prétoire, que je n'ai jamais méconnu dans une carrière déjà longue! Mais écoutez-moi: je n'ai jamais cru non plus que l'accomplissement des devoirs de notre ministère dût nous laisser étrangers, dans l'étude froide et méthodique des affaires, aux grands intérêts vivants de la société et du pays! Je n'ai jamais abdiqué, dans le rôle du défenseur, les préoccupations, les sympathies, les devoirs du citoyen!

Ici, Messieurs, la parole peut s'élever libre et fière : questions philosophiques, politiques, religieuses, nous pouvons tout aborder devant vous! c'est notre grandeur et c'est la vôtre!

Il ne faut pas introduire violemment de pareils problèmes dans une discussion à laquelle ils n'appartiennent pas; mais quand ils sont dans la cause, quand le débat lui-même les soulève, il ne faut pas les fuir timidement, il faut les aborder résolument et avec fermeté.

Est-ce que ces passions religieuses, si menaçantes pour notre avenir, n'ont vraiment rien à faire dans le procès actuel?

Mais elles sont le procès même!

Une première question s'imposait à mon esprit :

M. de Montalembert avait-il, jusqu'à la fin de sa vie, défendu énergiquement cette double croyance à laquelle il s'était voué tout entier : la religion et la liberté? Ou bien avait-il fléchi? avait-il abandonné, aux derniers jours de sa vie, le travail fécond de sa pensée au hasard des événements?

Puis, n'était-ce pas une question, nécessaire aussi, que celle de savoir si l'heure était venue, pour ceux qui pouvaient avoir été les dépositaires des convictions de M. de Montalembert, de produire enfin les écrits qui leur avaient été confiés?

J'ai dit que M. de Montalembert, dans les dernières années de sa vie, avait rencontré, parmi ses amis les plus fidèles, des résistances, des efforts contraires à ceux qu'il tentait dans un sens libéral, et que celui qui avait pu être considéré, à certains moments, comme le véritable chef du parti catholique, avait vu se retirer peu à peu de lui ceux sur lesquels il avait eu le droit de compter le plus fermement jusqu'alors. Si je voulais interroger la correspondance de M. de Montalembert avec le P. Hyacinthe dans une période sur laquelle j'ai jeté un voile discret et mystérieux, je vous montrerais comment, à cette heure, il disait : « Savez-vous jusqu'où nous sommes allés en fait de servitude? Un supérieur de grand séminaire m'a écrit que son supérieur général lui interdit de venir me voir, parce que cela ne manquerait pas de déplaire! »

Voilà où les choses en étaient arrivées vers la fin de la vie de M. de Montalembert! Il y avait un intérêt considérable à le signaler tout d'abord.

Mon honorable contradicteur me disait : « Qui vous a donné le droit de déclarer qu'à une heure quelconque, dans la famille de M. de Montalembert, un seul de ceux qui ont porté ce grand nom ait été disposé à renier quelque chose de la grandeur même des souvenirs qui s'attachent à sa mémoire? »

Mais est-ce que la réponse à cette question ne se trouve pas d'abord dans le procès actuel lui-même? Est-ce que vous croyez que le silence gardé si longtemps pour la publication du livre *l'Espagne et la liberté*, n'est pas déjà un premier témoignage qui répond à l'interpellation de mon honorable contradicteur? Mais enfin, le livre était prêt! Il ne s'agissait pas d'une œuvre ébauchée.

Si M. de Montalembert avait hésité, s'il avait effacé même quelques témérités de langage, son intention n'en avait pas moins été que *l'Espagne et la liberté* parût après sa mort. La famille n'a pas publié; pourquoi? Parce que, il faut bien le reconnaître, au point de vue de certaines ardeurs et de certaines passions, l'heure actuelle était encore plus mauvaise que ne l'était, en 1868, l'heure où *le Correspondant* refusait de recevoir la publication de M. de Montalembert. Je ne veux rien dire ici qui puisse blesser des hommes honorables; mais croyez-vous que le programme de ceux qui le touchent de plus près, soit le même aujourd'hui que celui de M. de Montalembert?

J'avais donc là, dans le silence gardé par la famille, un témoignage assez direct de ses dispositions à effacer, à atténuer M. de Montalembert. J'en avais un autre encore: j'ai parlé de l'ouvrage le plus complet qui existe comme biographie de M. de Montalembert, la publication de Mrs. Oliphant. Mon honorable contradicteur vous a dit, en citant quelques passages de la préface même du livre de Mrs. Oliphant, que l'auteur avait pris soin de dégager complètement la responsabilité de la famille de M. de Montalembert. Mon adversaire a ajouté qu'il n'avait pas lu l'ouvrage; je le crois bien! S'il l'avait lu, il aurait vu comment, à chaque page, se trahit le secret des communications qui proviennent de la famille de M. de Montalembert.

Quand on a lu ce livre, il n'y a pas d'hésitation possible. L'auteur est une femme, un écrivain protestant, qui faisait, avec une grande passion, en même temps qu'avec une grande élévation de langage, l'éloge d'un personnage catholique qui avait tenu une place considérable dans l'histoire contemporaine de l'église. Mrs. Oliphant, dans certaines appréciations, ne pouvait évidemment se placer absolument au point de vue catholique : de là les réserves qui dégagent la famille.

Mais ce qui reste inexplicable dans cet ouvrage important, si

ce n'est pas aux désirs de la famille que l'auteur a obéi, ce qui reste inexplicable, c'est le silence gardé sur toutes les étapes significatives de la dernière période de la vie de M. de Montalembert. Il n'est pas possible de résister à l'impression d'étonnement que laisse cette lecture, quand on voit que l'évolution de M. de Montalembert vers l'empire est à peu près complètement passée sous silence, que ses relations avec le père Hyacinthe ne sont pas même mentionnées, que la grande lutte contre l'infalibilité n'est pas signalée! Vous parliez de lettres, de documents : eh bien, croirait-on que Mrs. Oliphant n'a pas connu toutes ces lettres qui ont couru les journaux; pas même cette lettre éloquente qui parut à la veille de la réunion du concile, et qui renfermait une déclaration solennelle; pas même cette lettre, que publiait hier encore le journal *le Temps* dont elle remplit deux colonnes, et qui a été adressée à la *Gazette de France*, quinze jours avant la mort de M. de Montalembert?

J'avais parlé encore de la chapelle du château de la Roche en Brény, et de cette plaque qui conserve le souvenir d'une grande fête religieuse, d'une cérémonie pieuse, où les coeurs, les croyances, les convictions de cinq compagnons d'armes dévoués à l'église libre dans l'état libre, s'étaient rassemblés et confondus un moment devant Dieu. Mon adversaire me dit que cette plaque existe toujours; je n'hésite pas à le croire, quand il me l'affirme. Mais enfin, Messieurs, permettez-moi de dire que Mrs. Oliphant a visité le château, qu'elle a parlé des arbres qu'a plantés M. de Montalembert, des ombrages sous lesquels il aimait à s'asseoir, des embellissements dont il avait orné cette demeure, de ces terrains ingrats, peuplés par ses soins, et s'embellissant chaque année par des travaux et des efforts nouveaux, et qu'elle n'a pas vu, qu'elle n'a pas mentionné cette plaque de la chapelle, que pas un écrivain frivole ou léger n'aurait laissée inaperçue.

Vous dites hardiment au Tribunal que la famille de M. de Montalembert est d'accord avec nous sur le portrait que nous avons tracé de lui. Eh bien, je vous remercie d'avoir dit cela! Il n'est rien que je puisse trouver de plus flatteur, rien qui puisse satisfaire mieux à mes aspirations, que cette sorte d'hommage à la modération et à la sincérité de mes paroles.

Mais il ne s'agit pas de savoir ce que vous pouvez dire aujourd'hui; il s'agit de savoir dans quelles conditions la publica-

tion de ce grand ouvrage, *l'Espagne et la liberté*, a été organisée par le directeur de la *Bibliothèque universelle*, et si, à l'heure où cet ouvrage a été déposé entre les mains de M. Tallichet par M. Loyson, il y avait convenance à faire une publication pareille?

Eh bien! le directeur de la *Bibliothèque universelle* reste convaincu que la volonté de M. de Montalembert avait été que cet ouvrage, qui était le fruit chéri de ses entrailles, fût connu de tout le monde après sa mort. Si M. de Montalembert avait momentanément désarmé, devant les scrupules affectueux de ceux qui l'entouraient, il avait du moins cherché un refuge, comme je le disais, dans la mort même. C'est pour cela qu'il avait écrit au père Hyacinthe, en lui envoyant son livre : « Quand je serai mort, vous le publierez. » Il s'était dit : « Quand je ne serai plus, je n'aurai plus à affronter ces chagrins, ces inquiétudes, ces susceptibilités, ces froissements; je parlerai avec plus d'autorité peut-être, parce que ma voix sera une voix d'outre-tombe. Je peux bien sacrifier le présent, l'éclat d'un succès, le retentissement d'un beau livre, à ceux qui m'entourent, mais non pas l'avenir et jusqu'à l'honneur de mon nom. » L'honneur, je le répète, Messieurs, parce qu'en effet, vous le savez, il attachait son honneur à la manifestation extérieure de ce qu'il considérait comme la vérité; et, à l'heure où nous sommes, quand la lutte est plus ardente, quand le péril est plus menaçant, et quand les armées sont en présence, prêtes pour un combat plus redoutable que jamais, vous croyez que M. de Montalembert eût été disposé à étouffer les aspirations vraies, profondes, sincères, les sentiments de sa vie tout entière? Voilà la recherche qui s'impose à nous, voilà ce que mon honorable adversaire appelle les inutilités de ce procès!

Mon adversaire disait que la famille de M. de Montalembert avait poursuivi la publication de ses œuvres après sa mort dans un sentiment de respect profond pour ses hardiesses, et il vous a lu un passage d'une préface écrite à l'occasion d'un livre du père Lacordaire, et imprimée sous les auspices de la commission instituée par les dispositions testamentaires que vous connaissez.

Oui! mais la page que vous avez lue, même, permettez-moi de le dire, avec l'accent un peu outré que vous lui donnez en la lisant, était encore bien pâle, bien effacée, à côté des idées exprimées dans la brochure de *l'Espagne et la liberté*; bien pâle et

bien effacée encore, à côté de la lettre que publiait hier *le Temps*, et qui est datée de quatorze ou quinze jours avant la mort de M. de Montalembert. Ne vous vantez pas trop de votre courage : ne vous effrayez pas trop de vos audaces : si vous n'avez jamais que de ces témérités-là, soyez tranquilles, elles ne vous compromettront pas.

Messieurs, le sentiment que devaient éprouver ceux qui avaient reçu le mandat de publier *l'Espagne et la liberté*, c'est que M. de Montalembert avait eu la volonté formelle, énergique, de répandre au dehors, sous la forme que lui avaient dictée ses impressions à l'occasion de la révolution espagnole de 1868, un ensemble d'idées qui était son véritable testament religieux et politique; qu'il avait voulu demeurer, qu'il était demeuré en effet fidèle, dans ces années qui s'envoyaient si vite, au programme généreux de sa jeunesse; que, renouant la chaîne un moment brisée et interrompue qui rattachait les convictions libérales de ses derniers moments au zèle de ses premiers jours, il allait reprendre sa vieille devise, relever son vieux symbole, et combattre le vieux combat, en se faisant l'illusion de croire qu'il n'avait pas déserté un seul jour la grande cause de la liberté!

Voilà ce que voulait M. de Montalembert et dès lors, pour ceux qui avaient reçu de lui la brochure de *l'Espagne et la liberté*, avec la mission de la publier après sa mort, il n'y avait pas à hésiter. L'heure ne pouvait pas être plus propice, les circonstances ne pouvaient pas être plus favorables, car ce que ce livre présente de sérieux et de grave entre toutes choses, c'est la lutte contre les entraînements religieux, contre les violences religieuses. Et croyez-vous, Messieurs, que l'heure ne fut pas venue pour une telle publication quand, dans la dernière *Somme théologique* publiée et approuvée à Rome, on déclare que l'Inquisition est de nécessité *actuelle*, et qu'il n'est pas de bon catholique qui ait le droit de déchirer dans le passé une seule page de son histoire!

C'est en présence de ces déclarations qu'on avait à se demander s'il n'était pas bon, en un pareil moment, de faire sortir de sa tombe cette grande figure de Montalembert, dont l'apparition ne pouvait certainement pas blesser la véritable foi catholique, et si, sous la protection de son testament religieux, à l'aide de la publication du livre : *l'Espagne et la liberté*, on n'était pas en droit de combattre des doctrines et des prétentions dont M. de

Montalembert lui-même, s'il eût vécu, eût été assurément l'adversaire le plus énergique, le plus courageux et le plus convaincu?

Voilà ce que j'ai appelé le grand aspect de ce procès.

J'avais donc laissé au débat son caractère; je ne l'avais pas, il est vrai, plaidé seulement par ses petits côtés, nécessaires aussi; j'avais apporté dans la discussion une grande modération de langage, dans un esprit sincère de conciliation, animé de sentiments qui sont ceux de ma vie tout entière, qui sont aujourd'hui chez moi, je l'avoue, plus ardents que jamais, et qui doivent être, à l'heure présente, les sentiments de tout honnête homme.... Est-ce que nous provoquons à la lutte? Est-ce que nous enflammons la mêlée? Qu'est-ce que nous regrettons? Ce sont les exagérations. Qu'est-ce que nous combattons? Ce sont les violences.

Oui, il faut s'effrayer des tendances extrêmes d'un mouvement religieux qui va s'accentuant, se caractérisant chaque jour avec une précipitation menaçante, de manière à mettre face à face deux véritables armées dont nous devons redouter le dernier choc, parce que dans ce combat peut périr ce qui reste encore de notre pauvre pays!... Ah! que mon honorable contradicteur répète, s'il le veut, qu'on ne dit pas de ces choses-là à la barre! Comment, quand on rencontre ici, sur sa route, de ces faits qui s'imposent, de ces sentiments qui vivent en nous, qui tiennent au cœur, aux entrailles de la société, il ne serait pas permis de les évoquer, de signaler le péril? Assurément, ce n'est pas vous, Messieurs, qui voudriez nous défendre, quand nous gardons d'ailleurs la modération de langage qui est dans le devoir de l'avocat, d'exprimer hardiment dans cette enceinte les pensées, les vœux, les aspirations d'un bon citoyen!

(Vif mouvement d'approbation dans l'auditoire.)

Revenons maintenant à ce procès, que je n'ai pas plaidé, comme vous dites! Ah! vous prétendez que je n'ose pas l'aborder!

Je veux procéder, si je le peux, à la manière de mon contradicteur, qui est excellente. Je voudrais le combattre sur son terrain et lui emprunter quelque chose de la merveilleuse lucidité de ses déductions et de l'enchaînement admirable de sa logique; eh bien, si je résume sa plaidoirie, elle se réduit tout entière à trois idées principales, à trois grandes propositions que voici:

Le mandat donné au père Hyacinthe, dit mon honorable ad-

versaire, est en réalité une disposition testamentaire; comme telle elle a été révoquée par le codicille qui a absorbé la lettre du 17 février, et ce premier codicille a été révoqué à son tour par le dernier qui a effacé définitivement et partout le nom du père Hyacinthe. Il y a de plus impossibilité morale à ce que M. Loyson ait conservé les pouvoirs donnés au père Hyacinthe; enfin, M. de Montalembert avait lui-même préparé une édition corrigée de son ouvrage. Il l'avait ainsi ressaisi, et avait encore par là révoqué le mandat du passé.

M^e Allou examine successivement ces trois propositions. Le testament de M. de Montalembert est de 1864, dit-il, il nomme une commission pour la publication des œuvres posthumes.

La lettre du 17 février 1869 comprend un pouvoir distinct et spécial; c'est si vrai qu'elle coexiste avec le testament de 1864 qui a institué la commission littéraire. Est-ce que, si M. de Montalembert fut mort au lendemain de sa lettre, la commission eût revendiqué le droit de disposer de *l'Espagne et la liberté*? Le codicille de mai 1869 qui a introduit le P. Hyacinthe à la place de M. Foisset dans la commission, n'a pas détruit le mandat spécial. A partir de ce moment, le P. Hyacinthe a été à la fois mandataire général et mandataire spécial.

Lorsque le codicille postérieur à la rupture est venu, il a révoqué expressément le mandat général et a laissé vivre le mandat spécial.

Il y a eu dès lors, comme autrefois avant que le père Hyacinthe fit partie de la commission littéraire, une commission générale et un mandat particulier.

M. de Montalembert l'a laissé subsister intentionnellement. Il ne pouvait, quand M. de Gaillard remplaçait dans un dernier codicille le P. Hyacinthe, confier le sort de *l'Espagne et la liberté* à ceux qui en avaient étouffé la publication, à M. de Gaillard, le directeur du *Correspondant* qui avait refusé l'ouvrage.

On ajoute qu'il y a révocation, dans tous les cas, par les circonstances, par le désaccord des idées, par l'éclat, par le scandale et l'abjuration.

Mais ce n'est là qu'une révocation morale, une révocation tacite.

Elle est incompatible avec le silence de M. de Montalembert dans son codicille sur le sort de son livre. La lutte avait été vive

avant qu'il fût né ; écoutez ce qu'il disait au commencement de 1868 au père Hyacinthe lui-même : « Je voulais, malgré le déplorable état où je languis, écrire quelques pages sur ce qui se passe en Espagne, dans le sens de ce que vous avez écrit vous-même à la *Rivista universale* de Gênes ; mais Foisset et d'autres se sont récriés avant même de savoir ce que je voulais dire, et ont monté un coup pour me réduire au silence ! »

Il n'est encore que dans le travail de l'enfantement; on veut étouffer déjà sa pensée; la suppression du nom de M. Foisset dans le codicille postérieur se rattache peut-être à ces souvenirs. Dans tous les cas, la pensée fermentée, bouillonne. Ce livre est fait. Est-ce que M. de Montalembert va le confier à ceux qui voulaient l'étouffer au berceau ? Non, il lui cherche un protecteur sûr.

Ce livre, auquel il tenait tant, il le confie au père Hyacinthe. Il le confie, avec le pouvoir également de la publicité à venir, à M. Arnaud, de l'Ariège. Nous n'osons pas l'interroger et l'entraîner dans ce débat. Mais nous disons que le pouvoir donné à M. Arnaud, de l'Ariège, est formel, que la mission parallèle confiée au père Hyacinthe y est rappelée énergiquement.

Et ici nous vous interpellons; vous l'avez dit : toutes les lettres de M. de Montalembert sont dans vos mains, en copies, classées avec ordre. Donnez-nous la lettre à M. Arnaud, de l'Ariège ! Je l'attends de votre loyauté comme un élément précieux du débat.

Je ne crois donc pas à la révocation des événements, des circonstances, à la révocation morale, à la révocation intentionnelle; mais, dans tous les cas, ce ne serait là qu'une révocation tacite, qui aurait dû être notifiée au mandataire, aux termes de l'art. 2006 du Code civil. Quand la notification a-t-elle été faite ?

Maintenant, vous parlez de mutilation du livre, de corrections de M. de Montalembert pour une réimpression, qui impliqueraient également la révocation du pouvoir ? Mais là encore ce serait la révocation tacite, sans notification, sans révélation au mandataire.

Je conteste, d'ailleurs, les corrections.

Vous avez dit que l'exemplaire, où nous avions relevé les notes de M. Guizot, n'avait pas la signification que nous lui avions donnée ; que les notes de M. Guizot n'existaient véritable-

ment pas. Pardon, n'est-ce donc pas l'intitulé de l'épreuve que vous m'avez communiquée ? « exemplaire annoté par M. Guizot », et à côté : « prière de renvoyer cette épreuve à M. de Montalembert ». Est-ce que chacune des croix, en marge des mots que j'ai relevés, n'est pas une note ? mais, alors, ce ne serait plus l'exemplaire annoté par M. Guizot ; car il n'y a pas d'autre signe. Et vous m'avez livré vous-même cet exemplaire, en me le donnant comme l'exemplaire annoté par M. Guizot. Mais, dites-vous, ces notes ne sont-elles pas plutôt de critique et d'admiration que de suppression ? Reprenez donc le volume et vérifiez. Toutes ces croix, tous ces signes sont d'atténuation et d'adoucissement. Je crois volontiers ce qu'on vient de me dire, c'est que l'exemplaire remis à M. Guizot l'avait été avec la pensée de faire signaler par lui les modifications qui pourraient faire accepter le livre par le *Correspondant*. A la bonne heure, cela est vraisemblable et explique la prudence.

Mais ces corrections, M. de Montalembert ne les a pas admises, à l'exception, je crois, d'une seule ; et dans l'exemplaire de M. de Montalembert qui porte les mots : « corrigé pour réimpression », il n'y a qu'une mention grave, c'est la suppression du chapitre XIII. Cet exemplaire-là porte bien : « La suppression de ce chapitre a été demandée par M. Guizot et par Mgr Dupanloup ; elle a été consentie par l'auteur. » Mais la note au crayon est de M. Cornudet. Evidemment, elle n'a pas été écrite du vivant de M. de Montalembert, quand la brochure était dans ses mains. M. Cornudet, à ce moment-là, ne l'avait point, et M. de Montalembert seul aurait pu biffer alors ce chapitre et constater la suppression ; si la note est de M. Cornudet, elle est nécessairement postérieure au décès. Quelle est sa date exacte, je n'en sais rien, mais ce n'est plus qu'un souvenir, ce n'est plus la volonté même du tuteur, en un point où on ne comprend pas qu'elle ne soit pas affirmée personnellement sur un exemplaire portant de la main de l'auteur : « corrigé pour réimpression. »

Comment, je le répète, le mandataire eût-il connu, d'ailleurs, cette révocation-là, secrète, intime, mystérieuse ?

En 1872, dans sa lettre au *Temps*, M. Loyson a rappelé son pouvoir, son droit. C'était l'heure de protester. On ne l'a pas fait.

Ce procès ne soulève qu'une question de bonne foi. Non, la

publication de M. Tallichet n'a pas été l'œuvre du scandale. Dans ces temps troublés, où donc fallait-il chercher appui pour soutenir le courage de ceux qui veulent rester fidèles aux sentiments religieux de leur âme, mais qui ne peuvent consentir à abdiquer les droits, sacrés aussi, de l'intelligence et de la raison ? L'heure était venue d'aller chercher le vieux combattant jusque dans son funèbre asile, de réclamer l'appui passionné de ses convictions religieuses et libérales à la fois, et de demander aux ultramontains d'aujourd'hui s'il est encore permis d'être catholique comme Lacordaire et comme M. de Montalembert !

Après cette plaidoirie, qui produit, comme la première de M^e Allou, une grande impression, la cause est renvoyée à huitaine pour entendre les conclusions du procureur de la République.

III

Les plaidoiries et les répliques de M^e Bétolaud et de M^e Allou, telles que nous les avons données, présentent des différences sensibles avec les discours prononcés. Recueillis par la sténographie, ils ont été plus ou moins remaniés par leurs auteurs. M^e Bétolaud a beaucoup adouci les siens et y a opéré quelques retranchements ; M^e Allou, comme tous les grands orateurs, condense considérablement pour l'impression. Il n'en a pas été ainsi du discours de M. l'avocat de la République, également recueilli par la sténographie, et qui a été rétabli presque textuellement pour l'impression. Si cette fidélité fait le plus grand honneur à la mémoire de M. Louchet, elle ne m'en a pas moins donné quelque embarras. J'ai hésité un moment à le reproduire, à cause de son étendue, double de celle de la réplique de M^e Allou, qui avait parlé plus longtemps, et pour d'autres raisons qu'il n'est pas nécessaire d'indiquer. Ce qui m'a décidé, c'est que mes lecteurs y trouveront un commentaire anticipé du juge-

ment du tribunal de la Seine, et que je n'ai voulu leur soustraire aucun des éléments d'appréciation de la cause. Ce discours a occupé la première partie de l'audience du 14 mars ; il avait attiré un public beaucoup moins nombreux que les précédents : la salle était à peu près remplie, néanmoins, mais ce n'était plus la presse des deux premières audiences. A l'ouverture de la séance, la parole est donnée à M. Louchet, avocat de la République, qui s'exprime dans ces termes :

Messieurs, après les éloquentes discussions qui ont occupé vos deux dernières audiences, il faut que vous me permettiez de vous faire descendre de ces hauteurs et de vous ramener à ce qui constitue, à mes yeux, le véritable objet de ce procès.

Je n'ai pas besoin de le rappeler, nous n'avons à juger ici ni la mémoire historique, ni la foi religieuse, ni les opinions politiques du comte de Montalembert.

Sans doute, cette grande mémoire n'échappera pas à ces contradictions qui sont la rançon de la renommée, jusqu'à ce que l'histoire, fille du temps, ait marqué la place définitive qui lui appartiendra dans les souvenirs de la postérité. Mais l'histoire ne se fait pas à l'audience, et ce n'est pas par l'organe des tribunaux qu'elle rend ses arrêts.

Leur mission, la vôtre, Messieurs, est de dire le droit ; et la tâche qui nous est commune aujourd'hui, dans des fonctions diverses, est de déterminer, selon le droit et la justice, le sens des actes de dernière volonté par lesquels M. de Montalembert a réglé le sort de ses œuvres posthumes.

Sans doute, si un testament soulève des prétentions contraires, c'est le droit du juge, c'est même une nécessité, dans cette cause comme dans toutes les autres, pour rechercher la véritable pensée du testateur, d'interroger sa vie, sa correspondance, ses écrits, dans leur rapport avec l'acte même soumis à son interprétation.

Quand le testateur s'appelle Montalembert, quand la disposition contestée est un écrit consacré aux intérêts les plus élevés de notre époque, quand enfin le légataire est un homme en possession, lui aussi, d'une notoriété bruyante, par quelque chemin

d'ailleurs qu'il y soit parvenu, le débat grandit, sans qu'on puisse dire qu'il sorte de son cadre légitime, à la condition de ne jamais perdre de vue le seul but que nous devions poursuivre, la vérité légale, à la condition aussi de ne chercher dans cette voie que les sources nécessaires pour arriver à la mieux saisir.

C'est, Messieurs, sous l'empire de ces préoccupations que j'aborde à mon tour l'examen des faits et des actes qui vous sont soumis, sans m'interdire de demander à Montalembert lui-même, à sa vie, à ses écrits, à sa correspondance, son propre témoignage et ses sentiments publiquement exprimés sur les hommes et sur les événements mêlés à ce procès, pour les connaître, non pour les juger ; mais sans me croire permis, non plus, de mettre au service d'une pensée qui ne serait pas exclusivement celle de la justice, la parole publique dont je porte devant vous la charge.

En 1876, la *Bibliothèque universelle et Revue suisse*, recueil mensuel qui se publie à Lausanne et qui est mis en vente à Paris chez MM. Sandoz et Fischbacher, libraires, insérait, dans sa livraison de janvier, la première partie d'un écrit posthume de M. de Montalembert, intitulé : *l'Espagne et la liberté*. Dans un court avant-propos, M. Tallichet, directeur de la *Revue*, expliquait à ses lecteurs par quelle voie cet opuscule était parvenu entre ses mains. Supprimé, de son vivant, par M. de Montalembert, cédant aux obsessions de ses amis et non sans que le cœur lui en saignât, il avait été remis par l'auteur à celui qui était alors le P. Hyacinthe, avec l'autorisation formelle de le publier après sa mort.

Cette autorisation, ajoute M. Tallichet, n'a jamais été retirée. Si, par un acte ultérieur et entièrement étranger à ce mandat, M. de Montalembert a retiré à M. Loyson la qualité d'exécuteur testamentaire, il a fait en ceci simplement preuve de tact ; mais il avait conservé avec lui, jusqu'à la fin de sa vie, les relations les plus affectueuses, et on peut croire qu'il désirait lui-même cette publication.

Après cinq ans d'attente, continue M. Tallichet, après une mise en demeure infructueuse adressée aux exécuteurs testamentaires, M. Loyson a jugé le moment venu d'user d'un droit qui renferme en même temps un devoir, et d'obéir au vœu persévé-

rant de son ami en livrant à la publicité cet ouvrage dans lequel M. de Montalembert avait mis le résumé de ses convictions tout entières, et qu'on peut appeler à juste titre son testament politique, religieux et littéraire.

Mme la comtesse de Montalembert, veuve de l'écrivain, ses héritiers, ses exécuteurs testamentaires, ont protesté immédiatement contre une publication faite en dehors d'eux, à leur insu et sans leur aveu.

Dès le 21 janvier 1876, en vertu d'une ordonnance rendue la veille, ils faisaient pratiquer une saisie dans les magasins de MM. Sandoz et Fischbacher, et ils les assignaient devant vous, ainsi que M. Loyson.

Leur action est fondée sur le codicille du 7 octobre 1869, que vous connaissez déjà.

Ils demandent l'interdiction, à l'avenir du moins, de toute reproduction de cette brochure. Je dis : à l'avenir, car le tribunal n'ignore pas que la publication commencée dans la *Revue*, s'y est poursuivie et achevée même après l'assignation. Ils demandent, en outre, des dommages et intérêts à fournir par état et enfin l'insertion de votre jugement dans plusieurs journaux.

MM. Sandoz et Fischbacher ont appelé en cause M. Tallichet. Répondant à cet appel et prenant fait et cause pour ses alliés, M. Tallichet seul accepte le débat : et, s'appuyant sur la lettre du 17 février 1869, il revendique non-seulement la responsabilité, non-seulement la légitimité, mais encore l'honneur de cette publication.

Au contraire, MM. Sandoz et Fischbacher, d'une part, et M. Loyson, de l'autre, se réunissent pour demander au tribunal de les mettre hors de cause.

Est-il possible d'accueillir ces dernières conclusions ? Sans doute le rôle de MM. Sandoz et Fischbacher est modeste ; mais leur participation à l'acte contre lequel réclament les représentants de M. de Montalembert n'est pas moins certaine. Ils ont imprimé leurs noms sur la brochure en qualité d'éditeurs ; ils en ont été les dépositaires, ils ont été les agents de la mise en vente à Paris, même après la saisie ; enfin, ils ont pris leur part des bénéfices qui en résultaient.

Dans ces conditions et, sauf l'effet de leur recours en garantie,

qui, d'ailleurs, n'est point contesté, ils doivent être retenus au procès.

Il en est de même, à plus forte raison, de M. Loyson. En réalité, c'est lui qui est l'auteur de la publication, c'est à lui, si cette publication a été faite sans droit, qu'incombe la responsabilité principale; lui seul était dépositaire de l'épreuve communiquée, lui seul l'a remise à M. Tallichet avec mission de la livrer au public. Il a pu convenir à M. Tallichet, dans la distribution concertée des rôles¹, de se porter au premier rang, d'attirer sur lui tous les regards et tous les coups, et de couvrir de son corps un associé qui se dérobe.

Au fond, — il serait puéril de le méconnaître, — le véritable adversaire de ceux qui sont aujourd'hui les représentants de M. de Montalembert, c'est M. Loyson: c'est avec lui que s'agit la question que vous devez résoudre et que je formule en ces termes: la publication faite dans la *Revue suisse* de l'écrit que vous connaissez, a-t-elle été l'exécution loyale et légale, licite et légitime, du mandat contenu dans la lettre du 17 février 1869? Constitue-t-elle, au contraire, l'usage abusif d'un dépôt et une infraction aux dernières volontés consignées dans le codicille du 7 octobre de la même année?

L'écrit *l'Espagne et la liberté* aura désormais son histoire.

Vous savez que, dans les derniers jours de 1868, après la révolution qui avait renversé le trône de la reine Isabelle II, M. de Montalembert avait exprimé, dans un article destiné au *Correspondant*, les considérations que lui suggéraient les actes et les principes du nouveau gouvernement espagnol dans leurs rapports avec le catholicisme et la situation générale de l'Europe. Dans cet article, on pourrait presque dire dans ce discours, il mêlait à ses libres jugements sur le passé et sur le présent, sur les hommes et sur les choses, l'exposé des doctrines qui lui étaient chères, dans ce style enflammé et avec ces sarcasmes incisifs qui sortaient de sa plume ou de ses lèvres avec une si puissante et si redoutable éloquence.

Personne n'a oublié quelle était, à l'époque où nous ramène ce

¹ Je dirai plus tard en quoi a consisté ce concert, et quel en a été le sens.

E. T.

procès, la vivacité des controverses qui s'agitaient dans l'église et dans l'état, ni cet universel frémissement des esprits qui prépare et qui annonce les grands événements. Les amis de M. de Montalembert, ses compagnons les plus intimes, on pourrait presque dire ses disciples, ne jugèrent pas opportun de jeter au milieu de ces débats cette grande parole dont le retentissement était toujours considérable.

Le *Correspondant* refusa d'insérer l'article tel qu'il lui était offert. Ses plus illustres amis, — on a nommé et je puis bien nommer à mon tour M. Guizot et l'évêque d'Orléans, — lui donnèrent le même conseil.

On vous présentait en souriant, il y a quinze jours, le tableau piquant de cette petite congrégation de l'*Index*, où siégeaient côté à côté un grand homme d'état protestant et un grand évêque catholique. Il serait permis et peut-être plus juste, d'y reconnaître un nouvel exemple de la gravité sereine qu'inspire un long commerce avec l'histoire, et cette modération, compagne de l'équité, que l'expérience du gouvernement des hommes et des âmes enseigne à ceux qui en ont longtemps porté le poids.

Quoi qu'il en soit, M. de Montalembert ne resta point sourd à de tels conseils ; il céda, non sans résistance, non sans regrets peut-être, non sans réserver l'avenir ; il céda néanmoins, le tirage définitif fut arrêté, la publication suspendue, et il se contenta de distribuer à ses amis, dans le secret, quelques-unes de ces épreuves qui n'étaient pas destinées à voir le jour.

Parmi ses amis les plus intimes et les plus chers, figurait alors au premier rang celui qu'on nommait à cette époque le P. Hyacinthe, le prédicateur renommé de Notre-Dame, qui venait de prêcher une station à Rome même. Il ne pouvait pas être oublié, et le 17 février 1869, M. de Montalembert lui envoyait un exemplaire de ces épreuves en accompagnant cet envoi d'une lettre, qu'il faut bien que je relise, puisque c'est le titre sur la portée duquel roule tout le débat.

« Ce mercredi 17 février 1869.

» Cher et bon Père,

« Non-seulement il ne faut pas que cela soit *publié* (ce dernier mot est souligné) d'après l'avis unanime de nos meilleurs amis, mais il ne faut pas même que cela soit montré ; ainsi je vous

prie instamment de garder pour vous ce quasi manuscrit que vous publierez, si vous le voulez, quand je serai mort. Mais en ce moment, la moindre indiscretion plongerait dans un véritable désespoir plusieurs âmes que nous devons aimer et respecter.

« Tout à vous. »

Et, au bas, une simple initiale : M.

Avant d'aller plus loin, il convient de déterminer exactement le caractère juridique et la portée de ce document.

Un premier point est constant. Il n'y a pas là un don manuel, conférant la propriété même de l'écrit. M. de Montalembert n'a pas voulu en dépouiller ses héritiers légitimes, pour en investir celui que je nomme encore le P. Hyacinthe.

Tout le monde est d'accord sur ce premier point; il ne sera pas sans importance quand il s'agira d'assigner la place véritable qui appartient à cette lettre dans l'ensemble des dispositions testamentaires.

On vous a dit: C'est un mandat.

Que, par certains côtés, cette lettre se rapproche du mandat, c'est incontestable. Mais, que de différences essentielles et caractéristiques avec le mandat proprement dit!

Le mandat est un contrat synallagmatique, résultant de l'accord de deux volontés, destiné à recevoir son exécution du vivant même des parties, et qui prend fin, dit la loi, par la mort même du mandant.

Ici, au contraire, c'est un acte unilatéral, qui ne doit avoir effet qu'après la mort du disposant, et qui même n'acquerra son efficacité définitive que par cet événement. En droit, cette lettre peut être définie: un acte écrit, daté, signé de M. de Montalembert, et par lequel il dispose pour le temps où il n'existera plus. Or, qu'est-ce qu'un acte semblable, sinon un testament ou un codicille en la forme olographe? Testament ou codicille, comme on voudra l'appeler, puisqu'il n'y a plus là, dans notre législation, qu'une différence nominale; sans doute, cet acte affecte la forme d'une lettre missive, mais il est certain, en jurisprudence, qu'un testament olographe peut être renfermé dans une lettre missive, pourvu qu'elle soit écrite, signée et datée par le disposant.

Et cette circonstance, que la lettre missive est restée entre les

mains du destinataire qui est en même temps l'institué, ne change rien à sa nature juridique.

Sans doute encore, dans l'espèce, il n'y a pas un legs proprement dit; c'est un mandat, un mandat *post mortem*, a-t-on dit, mais le mandataire institué par testament a, dans le droit, son nom et son caractère propres : c'est un exécuteur testamentaire. Donc, au point de vue juridique, on peut dire que cette missive est un codicille en la forme holographie, par lequel M. de Montalembert institue le P. Hyacinthe son exécuteur testamentaire pour un objet spécial et limité : la publication, après sa mort, de l'écrit *l'Espagne et la liberté*.

Par conséquent, cet acte doit être soumis aux règles qui gouvernent toutes les dispositions de dernière volonté.

Essentiellement révocable, il n'aura effet que s'il a été jusqu'au bout soutenu et maintenu par la volonté persévérande du testateur.

Enfin, il devra se rattacher, se combiner et se concilier avec l'ensemble des dispositions testamentaires du même ordre, qui forment un tout unique pour l'appréciation et l'interprétation duquel il faut se placer à un moment unique, celui de la mort du testateur.

Si, après avoir considéré la forme juridique de cette lettre, nous passons maintenant à l'examen des dispositions qui y sont contenues, nous voyons que l'objet de la remise faite au P. Hyacinthe n'est pas un manuscrit unique confié à un dépositaire unique, constitué ainsi le seul arbitre et le seul possesseur d'un véritable secret; ce n'est même pas un quasi-manuscrit, suivant l'expression imagée mais inexacte de l'auteur. C'est, vous disait-on, un véritable livre; c'est, tout au moins, une épreuve semblable à toutes celles qui ont été distribuées à ses autres amis par M. de Montalembert, et qu'on a retrouvées après sa mort, soit dans ses papiers, soit entre les mains de ses exécuteurs testamentaires.

Il y a plus, ce billet familier et signé d'une simple initiale ne contient pas une prescription ou une recommandation formelle.
« Vous publierez, si vous le voulez, quand je serai mort. »

Il n'y a là ni un ordre, ni une injonction, ni même un vœu ou une prière. C'est une permission, une autorisation purement facultative, abandonnée à l'appréciation discrétionnaire de celui

à qui le dépôt avait été confié, et cette autorisation est adressée au « cher et bon père, » au religieux qui avait alors les mêmes amis que M. de Montalembert, et qui, comme lui, « aimait et respectait les âmes » dont le désespoir avait eu sur son esprit assez d'influence pour le déterminer à suspendre cette publication.

Ce caractère facultatif de la lettre du 17 février 1869 est d'autant plus remarquable que nous allons le retrouver dans toutes les dispositions du même genre, par lesquelles le comte de Montalembert a réglé le sort de ses œuvres posthumes. Ce n'est pas, en effet, la première fois qu'il s'occupait de cet objet. Travailleur infatigable, qui n'avait pu être arrêté un instant ni par les agitations de la vie publique, ni par les souffrances de la maladie, il était loin d'avoir livré au public tous les fruits du labeur incessant qui avait rempli son existence. Lié, dès sa jeunesse, avec les plus éminents de ses contemporains en France et en Europe, il avait accumulé dans ses archives une vaste correspondance. Il connaissait le prix de ces richesses, et il en avait disposé, dans son testament du 30 mai 1864, dans des termes que le tribunal me permettra de remettre sous ses yeux :

« Je veux et prescris formellement que toutes mes correspondances religieuses et politiques, dont plusieurs des plus importantes sont à Rixensart, en Belgique, qui ont été soigneusement classées par moi, tous mes fragments manuscrits d'histoire et de politique, tous les matériaux réunis pour mon histoire des *Moines d'Occident* soient remis à une commission composée de MM. Théophile Foisset, Léon Cornudet, Augustin Cochin et Camille de Meaux, mon gendre, lesquels choisiront, entre tous ces documents, ce qui pourra, sans inconveniencier, être publié après ma mort et ce qui devra être réservé pour une époque ultérieure.

» La propriété de ces correspondances, comme celle de mes ouvrages imprimés ou manuscrits, devra, naturellement, rester à ma femme et à mes enfants, sans vouloir interdire absolument la destruction de ce que mes amis susnommés jugeraient inutile ou dangereux de conserver.

» Je leur rappelle qu'il y a là des matériaux infiniment précieux pour l'histoire morale et intellectuelle de notre temps, ainsi que pour la défense de la foi catholique et des principes de justice et de liberté qui nous ont été si chers. »

Il importe de considérer un instant ces dispositions fondamentales, auxquelles se rattachent tous les codicilles ultérieurs, qu'elles dominent et qu'elles éclairent à la fois.

Il est facile de saisir la pensée qui les a dictées. Tout d'abord, M. de Montalembert réserve à sa famille, à ses héritiers légitimes, la propriété même de ses œuvres inédites, aussi bien que de ses ouvrages imprimés.

Toutefois, il n'entendait pas que ces manuscrits fussent livrés à la publicité immédiatement et indistinctement, sans révision et sans contrôle. Il pensait sans doute que la portée d'un écrit ne dépend pas seulement de son texte, mais aussi du temps et des circonstances où il paraît, ainsi que des lecteurs auxquels il s'adresse; il voulait, en un mot, que ces œuvres posthumes trouvassent, quand il ne serait plus là pour en assumer la responsabilité, des garants et des répondants.

Dans cette vue, il forme ce qu'on a nommé un comité littéraire, une commission de publication; il y introduit ses plus vieux amis, les confidents les plus autorisés de sa pensée, son fils d'adoption, des hommes voués, comme lui, à la défense de la foi catholique et des principes de liberté et de justice qu'il voulait servir même après sa mort; il se les substitue, pour ainsi dire, à lui-même, il leur confère les pouvoirs les plus étendus; il leur donne le droit de prendre et de laisser, de publier ou d'ajourner, et même de détruire ce qu'ils jugeraient dangereux; les instituant juges absous et arbitres sans appel de l'heure, de la forme et du fond de la publication, et leur laissant ainsi le plus précieux témoignage d'une confiance qui ne pouvait prendre sa source que dans une intime communion de foi politique et religieuse.

Cinq ans après, en 1869, sa pensée fondamentale ne s'est pas modifiée; mais, dans l'intervalle, un homme qui apparaissait à peine en 1864, avait pris dans ses affections et dans ses espérances une place chaque jour grandissante. Dans l'intervalle aussi, le trésor de ses œuvres posthumes s'était accru, et le jour où la suppression de l'écrit *l'Espagne et la liberté* fut décidée, par un mouvement naturel de son amitié, il se tourna vers le P. Hyacinthe et lui en confia le dépôt, toujours avec la même faculté d'appréciation et dans le même sentiment de confiance puisé à la même source.

Cependant, le mandat contenu dans la lettre du 17 février 1869, s'il était resté distinct, isolé, spécial, s'accordait mal avec les dispositions mieux réglées et plus réfléchies du testament de 1864. Il créait à cet opuscule une situation exceptionnelle et irrégulière, assez difficile à concilier, en fait comme en droit, avec la propriété que M. de Montalembert avait toujours voulu réservier à sa famille. Il n'est pas possible qu'il ne fut pas lui-même frappé de cet inconvénient, et la pensée dont cette lettre du 17 février contient pour ainsi dire le premier germe, et comme une ébauche imparfaite, va peu à peu mûrir, se développer et recevoir son expression et sa formule définitive dans le codicille du 7 mai 1869, dont il est également indispensable que je vous rappelle le texte :

« Parmi les membres de la commission ci-dessus désignés par moi, pour disposer de mes correspondances, manuscrits et autres documents analogues, je substitue M. l'abbé Charles Loyson (en religion, le P. Hyacinthe, Carme déchaussé) à M. Foisset, que son âge et son absence continuelle de Paris me portent à dispenser de ce mandat.

» Je lègue à M. l'abbé Charles Loyson (dit le P. Hyacinthe) mes dossiers de notes manuscrites, rédigées depuis 1864 sur diverses questions religieuses et politiques, et qui se trouvent dans le tiroir à gauche de mon grand bureau, à Paris, spécialement ceux intitulés : *Où en sommes-nous ? Liberté religieuse*, etc. Je veux aussi qu'on lui remette un petit cahier in-12 de notes manuscrites, intitulé *Ultima verba*. Enfin, je lui donne le droit de publier, quand et comme il le voudra, ce qui lui paraîtra convenable dans ces notes et brouillons.

» Je le prie d'accepter et de garder, en souvenir de moi, le grand chapelet terminé par une tête de mort en ivoire, qui me vient du P. Lacordaire par l'entremise de M. l'abbé Perreyve.

» Cette précieuse relique, en passant aux mains du P. Hyacinthe, aura ainsi appartenu aux trois prêtres de mon temps qui ont le mieux servi, selon moi, la cause de la religion, et le plus aimé les âmes de leurs contemporains. »

Si je rattache ainsi la lettre du 17 février 1869 au codicille que je viens de lire, qui la complète et qui l'absorbe, ce n'est pas que cette interprétation doive exercer une influence décisive sur la solution même du procès qui vous est soumis. Non ; à mes

yeux, cette solution devrait toujours être la même, quelque opinion qu'on adopte sur ce point particulier.

Mais si je présente cette interprétation au tribunal, c'est qu'elle me paraît seule répondre à la volonté qui a dicté, inspiré, relié l'une à l'autre ces dispositions diverses.

Que résulte-t-il en effet de ce codicille du 7 mai 1869 ? M. de Montalembert y a inscrit deux dispositions. Par la première il fait entrer le P. Hyacinthe dans le comité testamentaire, au lieu et place de M. Foisset. Par la seconde, il lui légue certains manuscrits désignés soit par leur titre, soit par l'emplacement matériel qu'ils occupent, en lui donnant sur eux un droit de disposition intégral et absolu.

Nous connaissons maintenant et nous pouvons embrasser d'un seul regard l'ensemble de ces actes de dernière volonté. Nous voyons que le comte de Montalembert a fait de ses œuvres inédites deux parts : la première, la plus considérable, comprenant les manuscrits et correspondances, dont la propriété est réservée à sa famille, et la publication confiée à un comité testamentaire, dans lequel le P. Hyacinthe n'a qu'une place et qu'une voix ; la seconde, au contraire, se composant de certains manuscrits déterminés, sur lesquels le testateur a conféré au P. Hyacinthe un droit absolu de propriété et de disposition, sans partage et sans limites.

Dans quelle catégorie allons-nous maintenant ranger l'opusculaire *l'Espagne et la liberté*? Faut-il le placer dans la première ? faut-il, au contraire, le mettre parmi les œuvres sur lesquelles le P. Hyacinthe a un droit de disposition souverain ?

Tout prouve à mes yeux qu'il appartient à la première classe¹,

¹ Tout semble, au contraire, indiquer qu'il appartient à la seconde : le droit personnel de publication, le fait qu'il est donné en dehors des dispositions testamentaires, alors que le P. Hyacinthe n'avait pas d'autre mandat *post mortem*, et que M. de Montalembert enlevait ainsi *l'Espagne et la liberté* au contrôle de sa famille et de ses exécuteurs testamentaires, qu'il savait opposés à la publication de l'ouvrage. C'est parce qu'il y avait déjà pourvu qu'il ne parle pas de cet écrit dans son codicille du 7 mai. Il a voulu le laisser en dehors de ses dispositions générales et dernières, peut-être par une de ces intuitions étranges qui ne sont pas absolument rares dans la vie des hommes tels que M. de Montalembert. Or, à cette époque, la grande lutte in-

tout : d'abord cette circonstance que la propriété en est réservée à la famille.

J'ai déjà fait remarquer au tribunal combien cette réserve était, en fait et en droit, difficile à concilier avec ce pouvoir absolu de publication revendiqué par M. Loyson. Le procès qui nous occupe en est la preuve; quand M. Loyson a usé de ce qu'il regar-

térieure qui devait aboutir à la protestation du 20 septembre 1869 était déjà engagée pour le P. Hyacinthe, et M. de Montalembert le savait. Il en parle dans sa lettre du 28 septembre : « Vous, mon pauvre ami, dit-il, vous m'avez foudroyé. Comment avez-vous pu mépriser à ce point mes conseils, mes avertissements, mes prières.... Et vous avez pris cet affreux parti, que vous nous laissiez à peine entrevoir, non-seulement sans me consulter, etc.... » Dans la lettre du 4 octobre, également lue par M^e Bétolaud : « J'aspire encore à votre confiance, car malgré le peu de cas que vous avez fait de mes conseils et de mes indications avant votre catastrophe, je crois que je pourrais encore vous être utile, etc. » Mais il y a une preuve plus directe et plus décisive. Dans une lettre du 9 février 1869 à son ami, je détache le passage que voici : « Laissez-moi répéter ma recommandation de l'autre jour : elle doit vous frapper d'autant plus qu'elle est contraire à ma nature et à mes antécédents. Soyez prudent, très prudent, TROP prudent, s'il le faut (c'est M. de Montalembert qui souligne). Vous n'êtes pas, comme moi, au terme de votre carrière; vous n'en êtes qu'au début. Vous avez encore d'immenses services à rendre. Vous pouvez tout compromettre par des mouvements trop précipités. Vous ne servirez bien la cause qui nous est si chère qu'en restant *au dedans* au lieu de vous laisser entraîner ou rejeter *au dehors*. C'est par là seulement que vous pouvez déconcerter nos implacables adversaires; ils seraient trop heureux s'ils pouvaient, à force de provocations et de dénonciations, vous faire sortir du giron de l'église. » Ainsi, M. de Montalembert connaissait l'état d'âme du P. Hyacinthe, et cependant c'est huit jours après avoir écrit ces lignes remarquables qu'il lui donne l'autorisation de publier *l'Espagne et la liberté* après sa mort. Trois mois plus tard, alors qu'il mentionne spécialement trois ouvrages dans son codicille du 7 mai, il ne parle pas de celui qui a été l'une des grandes préoccupations de la fin de sa vie. Enfin, le 7 octobre, il ne retire pas l'autorisation qu'il avait laissé subsister en dehors du premier codicille. Ce silence redoublé n'est-il pas étrange, et, rapproché des fragments de lettres cités plus haut, ne montre-t-il pas que M. de Montalembert avait tout au moins réservé ce point?

E. T.

dait comme son droit, il l'a fait en sacrifiant complètement les droits mêmes qu'il ne conteste pas à la famille de Montalembert.

En second lieu, les termes mêmes du codicille montrent qu'il vise non-seulement les manuscrits et correspondances, mais encore les fragments et autres documents analogues. Or, n'est-on pas fondé à en conclure qu'une expression aussi générique et aussi large comprend la brochure *l'Espagne et la liberté*, et absorbe ce projet de codicille contenu dans la lettre antérieure du 17 février 1869 ? Enfin, et j'appelle tout particulièrement l'attention du tribunal sur ce fait, jusqu'au dernier moment de sa vie, M. de Montalembert a poursuivi, sur l'ouvrage même qui vous est soumis, un travail de remaniement et de corrections, de concert avec les amis qui devaient être plus tard ses exécuteurs testamentaires. On a beaucoup discuté sur la portée de ces corrections ; on s'est demandé quelles étaient celles qui avaient été définitivement adoptées par M. de Montalembert ?

C'est là une question que nous ne saurions résoudre avec certitude, et un secret qu'il a emporté avec lui dans le tombeau. Mais, si l'importance des corrections qu'il avait admises laisse place à la discussion, leur existence est incontestable, et il en résulte avec évidence que l'épreuve remise au P. Hyacinthe ne contenait pas la forme définitive que l'écrivain voulait donner à sa pensée. Il en ressort une autre conséquence plus grave encore, par les conférences avec ses amis qui devaient être en même temps ses exécuteurs testamentaires ; par le dépôt entre leurs mains d'un ou de plusieurs exemplaires, M. de Montalembert manifestait la volonté la plus expresse de ne pas soustraire son œuvre au contrôle de ceux qu'il avait appelés lui-même à siéger dans le comité testamentaire¹.

¹ Les faits sont absolument contraires à tout ce raisonnement. Quand M. de Montalembert veut consulter des amis sur son œuvre, il écarte précisément ses exécuteurs testamentaires et s'adresse à M. Guizot, à Mgr Dupanloup, que M. Louchet a nommés dans son discours et dont il a supprimé les noms dans l'imprimé, j'ignore pourquoi. Ni M. Guizot, ni Mgr Dupanloup n'ont jamais compté au nombre des exécuteurs testamentaires de M. de Montalembert. Il en ressort donc la preuve tout opposée à ce que M. Louchet veut établir, c'est-à-dire, que M. de Montalembert a réellement voulu soustraire son œuvre au contrôle de ses exécuteurs testamentaires. E. T.

En présence de tels faits, est-il possible d'assigner à l'écrit *l'Espagne et la liberté* une place tout à fait irrégulière et exceptionnelle, qui s'accorde si mal avec l'ensemble des dispositions que nous venons d'analyser¹? Je le répète cependant, c'est là une interprétation qui n'intéresse pas directement la solution du procès qui vous est soumis ; et, sans m'attarder davantage à cette discussion incidente, je me borne à faire remarquer l'inspiration visiblement religieuse qui a dicté toutes ces dispositions, inspiration manifeste dans le testament du 30 mai 1864, apparente encore dans la lettre du 17 février 1869, et qui prend un accent plus ému et presque solennel dans le codicille du 7 mai de la même année.

Avant d'être définitivement fixées par la mort, les volontés dernières du comte de Montalembert devaient subir une nouvelle et décisive transformation.

Le 7 octobre 1869, il ajoutait une page à toutes celles que je viens de lire :

« Je déclare nulle et non avenue toute mention faite dans mes dispositions antérieures de M. l'abbé Charles Loyson, dit en religion le P. Hyacinthe, des Carmes déchaussés ; je lui substitue M. Léopold de Gaillard, de Bolène, pour tout ce qui touche l'examen et le choix des manuscrits et correspondances² qui pourraient être publiés parmi les papiers que je laisserai à mon décès. »

Que s'était-il passé depuis le mois de mai ? On ne le sait que trop. Sous l'empire de quel sentiment et de quelle émotion le comte de Montalembert avait-il ajouté ce codicille à celui où, quelques mois à peine auparavant, il inscrivait le nom du P. Hyacinthe avec tant de vénération et d'amour ? Lui-même en a laissé l'impérissable témoignage dans cette lettre dont la simple lecture communiquait à un auditoire auquel elle n'était pas destinée un frémissement involontaire ; et dans laquelle l'âme de

¹ Cette place irrégulière et exceptionnelle, on est obligé de convenir qu'elle a subsisté au moins pendant près de trois mois, et si elle a subsisté ce temps, elle a pu continuer à coexister avec un mandat plus étendu. E. T.

² Qu'on veuille bien remarquer ici les expressions dont se sert M. de Montalembert : « manuscrits et correspondances. » D'épreuves corrigées pour réimpression, pas un mot.

l'auteur a trouvé, pour retenir et flétrir un ami, des accents aussi pénétrants qu'aux jours où il subjuguait et entraînait les assemblées délibérantes.

Après ce codicille, que reste-t-il de toutes ces dispositions antérieures en ce qui concerne M. Loyson ? Il n'en reste plus rien. A mes yeux, c'est l'évidence, et si je ne trouve point de place ici pour une véritable discussion, c'est que l'évidence ne se démontre pas¹. M. Loyson a été tour à tour légataire, mandataire, exécuteur testamentaire; aujourd'hui il n'est plus rien. La volonté qui lui avait conféré tous ces titres, qui lui avait attribué tous ces droits, s'est retirée de lui par une manifestation éclatante et souveraine; la révocation est aussi complète, elle est aussi étendue que l'avait été l'institution elle-même.

On vous a dit cependant : Il n'y a pas eu de révocation expresse. Qu'est-ce donc qu'une révocation expresse, si elle ne résulte pas de termes aussi forts, aussi clairs, aussi compréhensifs que ceux-ci :

« Je déclare nulle et non avenue toute mention faite dans mes dispositions antérieures de M. l'abbé Charles Loyson, dit en religion le P. Hyacinthe. »

Sans doute, c'est une révocation générale ; mais parce qu'une révocation est générale, s'en suit-il qu'elle ne soit pas expresse ?

Est-ce que, pour manifester sa volonté nouvelle, le comte de Montalembert était obligé de reprendre une à une, d'énumérer successivement toutes les dispositions diverses, toutes les clauses qu'il avait inscrites dans son testament ou ses codicilles antérieurs, et de faire suivre chacune d'elles d'une mention révocatoire spéciale ? Non, il a tout dit d'un mot, et ce mot suffit pour chasser M. Loyson du testament où quelques mois auparavant il avait fait une si large place au P. Hyacinthe².

Non-seulement ce codicille contient une révocation expresse, mais encore une révocation tacite : elle résulte de la substitution

¹ L'évidence n'existe nullement, et c'est ici précisément qu'il s'agit de démontrer. C'est une manière par trop commode d'escamoter les difficultés.

E. T.

² Oui, du testament, mais pas d'autre chose. *L'Espagne et la liberté*, dont il n'avait pas été parlé précédemment, méritait une mention spéciale si M. de Montalembert avait voulu la comprendre dans son codicille.

E. T.

d'un nouveau mandataire à l'ancien, de la clause par laquelle M. de Montalembert appelle dans le comité testamentaire M. Léopold de Gaillard à la place de M. Loyson¹.

La révocation est donc tout à la fois expresse et tacite; il faut ajouter qu'elle est absolue. Le testateur s'est servi à dessein des termes les plus génériques et les plus étendus qui puissent exprimer sa pensée; il n'a point parlé de codicille ni de testament; il a employé ce mot de « dispositions » qui atteint de la façon la plus directe et la plus manifeste la lettre du 17 février 1869, quelque caractère qu'on veuille lui attribuer.

Est-ce, comme je crois l'avoir démontré, un projet de codicille qui est venu plus tard se fondre, s'absorber, se préciser dans l'acte solennel du 7 mai 1869? La révocation est manifeste; M. Loyson lui-même l'a reconnu en s'abstenant de réclamer la délivrance du grand chapelet à tête de mort et des autres manuscrits.

Veut-on, au contraire, comme on l'a soutenu, qu'il y ait là un mandat spécial, distinct, indépendant, venant se placer à côté et en dehors de ces dispositions si mûrement réfléchies par lesquelles M. le comte de Montalembert avait réglé le sort de ses œuvres posthumes? je l'accorde; mais ce mandat n'en serait pas moins une disposition, et par conséquent cette lettre est elle-même tombée sous le coup de cette formule révocatoire qui embrasse tout, comprend tout et ne laisse rien en dehors.

On a objecté cependant qu'il aurait fallu que cette révocation eût été notifiée. N'était-ce pas oublier que le mandat lui-même, le mandat proprement dit, est essentiellement révocable tant qu'il n'a pas reçu un commencement d'exécution; qu'ici le mandat particulier qui nous occupe ne pouvait recevoir un commencement d'exécution qu'après la mort du testateur, et que la révocation à laquelle je fais allusion est intervenue près de six mois avant l'événement de ce décès? N'était-ce pas oublier encore que le mandat est un contrat de bonne foi, que la notification dont parle l'art. 2006 du Code civil n'est qu'une protection of-

¹ Il y a là, au contraire, ce me semble, une des preuves que la révocation n'avait trait qu'aux dispositions contenues dans le codicille antérieur, et que l'autorisation du 17 février n'y était pas renfermée.

ferte aux tiers qui ont traité avec le mandataire dans l'ignorance de cette révocation ?

Mais il est certain en jurisprudence, et cela ne fait de doute pour personne, que cette notification est suppléeée, soit à l'égard des tiers, soit à l'égard du mandataire lui-même, par la connaissance qu'ils ont eue de la révocation.

Or, M. Loysen d'abord, et M. Tallichet ensuite, ont-ils eu connaissance du codicille révocatoire du 7 octobre 1869 ? Ils l'ont eux-mêmes reconnu : c'est donc à leurs risques et périls qu'ils l'ont interprété comme ils l'ont fait. Ce codicille a été publié dans les journaux de l'année 1872, à l'occasion d'une polémique à laquelle M. Loysen a pris part¹. Dans l'avant-propos de la *Revue*, que je rappelais en commençant, M. Tallichet s'est livré à une discussion anticipée sur le caractère et la portée de ce codicille, tant il sentait lui-même le vice et la précarité de son titre.

Il est vrai qu'en 1872, M. Loysen avait réservé son droit de publication, et fait une sorte de grief aux exécuteurs testamentaires de n'avoir pas protesté dès cette époque et engagé immédiatement le procès sur lequel vous êtes appelés à statuer aujourd'hui.

Mais qu'importe ? Si en 1872 les exécuteurs testamentaires n'ont pas réclamé, ils le font aujourd'hui. Si en 1872, quand M. Loysen déclarait lui-même qu'il avait renoncé à toute idée de publication, les exécuteurs testamentaires l'ont cru incapable d'abuser d'un dépôt, c'est une opinion qu'à coup sûr ils ne partagent plus aujourd'hui. Mais comment, par ses protestations, par ses revendications personnelles, M. Loysen aurait-il pu faire revivre un titre déchiré par le testateur lui-même et faire renaitre un droit qui avait été anéanti dès l'année 1869 ?

Ainsi, à quelque point de vue qu'on se place, sous quelque rapport qu'on envisage cette lettre du 17 février 1869, soit qu'on la rattache d'une façon intime à l'ensemble des dispositions testamentaires, soit qu'on veuille lui créer une situation régulière et indépendante, on aboutit toujours à cet acte définitif et dernier dans lequel M. de Montalembert a consigné l'expression de sa volonté souveraine ; et cette volonté souveraine a été une

¹ C'est une erreur. Il a été question du codicille révocatoire, sans que jamais les termes en aient été donnés.

E. T.

révocation complète, absolue, sans restriction et sans réserve de tous les pouvoirs et de tous les droits antérieurement attribués à M. Loyson.

Comment donc M. Tallichet et M. Loyson ont-ils pu prétendre que ce mandat testamentaire était resté intact ? Ils l'ont fait en introduisant, dans cette révocation expresse et générale, une exception faite en faveur d'une seule des dispositions antérieures, une réserve sous-entendue en faveur d'un seul des écrits dont la publication avait été abandonnée jadis au libre arbitre du P. Hyacinthe, je veux parler de l'écrit : *l'Espagne et la liberté*, car que le tribunal le remarque, c'est la révocation qui est expresse, et ce serait, au contraire, l'exception qui serait tacite.

Cette exception tacite, on la fonde uniquement sur les opinions libérales de M. de Montalembert et sur la persévérance de son amitié pour le P. Hyacinthe, attestée par les lettres qui sont versées au débat.

C'est là, Messieurs, tout le système que vous trouverez déjà en substance dans l'avant-propos rédigé par M. Tallichet et qui a été développé devant vous dans un langage merveilleux que personne assurément ne peut avoir oublié.

Depuis la mort de M. de Montalembert, vous a-t-on dit, il se fait autour de sa mémoire, parmi ses amis, dans sa famille, sous l'empire des préoccupations qui déjà, en 1868, avaient brisé sa plume entre ses mains, je ne sais quel travail pour mettre à la place de cette grande et vivante figure une image pâle et décoloré, une froide et immobile statue; M. de Montalembert a été catholique, sans doute, catholique fervent, soumis, incapable d'une révolte à l'heure décisive, mais il a été également libéral ardent, convaincu et résolument indépendant dans l'ordre temporel.

Aujourd'hui, ses héritiers, ses amis, ses exécuteurs testamentaires voudraient en quelque sorte atténuer, effacer, faire disparaître le libéral. M. de Montalembert ne l'a pas voulu; il a voulu, au contraire, passer tout entier à la postérité et lui transmettre la semence précieuse de ses aspirations et de ses doctrines.

Cette mission suprême, il l'a confiée à un homme dont le libéralisme lui était connu, il a cherché autour de lui un refuge contre cette conspiration du silence dont il était obsédé.

Cette mission, il ne l'a jamais retirée au P. Hyacinthe, même

après l'événement de 1869, pas plus que son amitié. Loin de là, il trouvait dans la situation nouvelle prise par M. Loyson une garantie de plus que ses intentions dernières seraient plus religieusement exécutées et que lui, au moins, il ne serait point arrêté par ces entraves que M. de Montalembert ne s'était point senti la force de briser de son vivant, qui avaient mis le sceau sur ses livres et qui pèseraient plus lourdement encore sur ses exécuteurs testamentaires.

Après cinq ans d'attente infructueuse, M. Loyson a voulu remplir le vœu persévérant de son ami. Il l'a fait, ajoutait-on, non dans un esprit de scandale, non dans une pensée de spéculation, mais pour faire sortir du tombeau et appeler la grande voix de M. de Montalembert au secours de la cause libérale qui leur avait été commune et si chère à tous deux.

Pour apprécier à leur valeur l'influence de ces considérations sur l'interprétation des actes qui vous sont soumis, il faut, avant tout, Messieurs, vous soustraire au prestige d'une grande parole, et portant vos regards au delà de la barre, considérer les parties elles-mêmes, ceux qui sont les véritables et seuls adversaires des représentants de M. de Montalembert.

Au nom de ces derniers, on a déjà fait aux imputations dirigées contre eux une réponse vigoureuse. Je n'ai pas, en ce qui me concerne, à intervenir dans cette partie du débat. Sans doute, il peut sembler bizarre d'entendre M. Tallichet, de Lausanne, et M. Loyson, de Genève, réclamer le droit d'être catholiques à la manière de M. de Montalembert et du P. Lacordaire, et si toute pensée de spéculation est restée étrangère à cette entreprise, il est permis de se demander quelles précautions ont été prises par M. Loyson pour respecter, en exerçant le droit qu'il revendique, la propriété qui appartenait incontestablement à la famille de M. de Montalembert? Fidèle au cadre que je me suis tracé, je ne veux examiner ces moyens de défense et ces considérations que dans leurs rapports directs avec l'objet même de ce procès.

On veut, comme je l'indiquais tout à l'heure, introduire dans la formule générale du codicille révocatoire du 7 octobre 1869 une exception tacite sur la foi des opinions libérales de M. de Montalembert et de son amitié pour M. Loyson, attestée par ses lettres.

Cette interprétation conjecturale est contraire au texte positif

du codicille, je le rappelle tout d'abord au tribunal. Elle n'est pas moins contraire au caractère de l'homme et aux sentiments exprimés à toutes les pages de cette correspondance que je recommande à votre attention comme l'un des éléments les plus précieux de décision.

On rappelait devant vous, à la dernière audience, ce mot prononcé à l'Académie française : que la sincérité avait été le cachet de la vie et des écrits de M. de Montalembert. La tactique souterraine et les intentions détournées que M. Loyson lui prête aujourd'hui sont-elles, en effet, conformes à ce caractère dont tout le monde à cette barre lui faisait hommage?

On nous montre M. de Montalembert consentant au sacrifice apparent d'un de ses écrits, acceptant les conseils et déferant aux vœux de ses amis, poursuivant même avec eux un travail de correction et de remaniement, sur la portée duquel on peut discuter, mais dont l'existence, en elle-même, est incontestable : un homme qui a cessé de vivre et dont le nom respecté est au-dessus de tous les soupçons, en a consigné la preuve authentique sur l'exemplaire de *l'Espagne et la liberté*, qui a été trouvé dans ses papiers.

Eh bien, s'il fallait en croire M. Loyson, cette attitude n'aurait été qu'une comédie : et pendant que M. de Montalembert composait ainsi son visage et son langage, par derrière, il aurait remis entre des mains, dont il était sûr, le texte primitif et intégral de son livre, avec le mandat, l'injonction de le publier, préparant ainsi, quoi qu'il arrivât et quoi qu'il en pût coûter, l'explosion inattendue de ces pages, dont il n'avait pas, de son vivant, osé assumer la publication. Ce serait là, s'écriait-on de l'autre côté de la barre, un véritable mensonge testamentaire!

Messieurs, le mot est juste ; mais est-il juste de l'appliquer à M. de Montalembert ?

On a dit de lui qu'il était un chevalier, le premier de sa race qui n'eût guerroyé que de la plume ; de cette plume il avait fait un glaive, mais il en frappait les adversaires par devant et à visage découvert. Il s'est accusé un jour d'avoir trop aimé la guerre ; mais il semble qu'il eût rougi de s'embusquer en quelque sorte derrière son tombeau pour se dérober par la mort aux représailles, et surtout qu'il eût été incapable de ménager à ceux

qu'il laisserait derrière lui la douloureuse surprise de voir que si leurs instances avaient pu fermer ses lèvres un moment, elles n'étaient pas parvenues à désarmer son cœur¹.

Jamais homme n'a moins redouté de proclamer tout haut sa pensée, jusque dans les circonstances les plus délicates ou les plus périlleuses? A l'époque où nous reporte ce procès, dans cette préface dont on vous lisait quelques fragments et surtout dans une lettre restée fameuse que la presse a jugé opportun de rééditer depuis l'ouverture de ces débats, il s'est prononcé publiquement sur les controverses qui agitaient alors l'église, avec une vivacité, je ne veux pas me servir d'un autre mot, à laquelle en ne trouverait absolument rien de comparable dans l'écrit qui vous est soumis, pas même dans le fameux chapitre XIII.

Je ne veux rien dire de cet écrit lui-même; j'imiterai la réserve dont on m'a donné l'exemple. J'estime que, légalement et légitimement, ce livre n'appartient pas à la publicité; qu'on le jugerait mal, d'ailleurs, par quelques extraits, et que, dans tous les cas, on ne pourrait en tirer aucune lumière pour la décision que vous avez à rendre.

Pourquoi M. de Montalembert l'a-t-il supprimé? Quels sentiments, quels scrupules ont prévalu dans son esprit? Nous n'en

¹ Il n'en demeure pas moins constaté que cet acte, qualifié si sévèrement par les défenseurs en titre de M. de Montalembert, a été accompli. L'autorisation de publier *l'Espagne et la liberté* a été donnée au P. Hyacinthe sans que ni sa famille, ni ses exécuteurs testamentaires en eussent été informés, comme ils l'ont déclaré, et, même en admettant le système de M. Louchet, elle aurait subsisté au moins jusqu'au 7 octobre. De sorte qu'en parlant de « mensonge testamentaire », M. Bétolaud jetait à la face de celui qu'il faisait profession de défendre une injure d'autant plus gratuite que le fait peut être et doit être interprété tout autrement que ne le fait M. le procureur de la République pour les besoins de la cause. Qui a prétendu que M. de Montalembert « n'avait pas osé, de son vivant, assumer la publication » de son écrit? Ce n'est pas nous, assurément, car nous l'avons montré faisant, tout malade et mourant qu'il était, des efforts persévérants pour le publier, et se heurtant contre l'opposition non moins persévérente des amis qui pouvaient l'y aider? Ce qui ressort de tout ceci, c'est bien autre chose qu'un défaut de courage, ou d'affection, ou d'esprit chevaleresque; mais je ne saurais insister sur ce point.

savons rien; j'ajoute que nous n'avons pas besoin de le savoir. La véritable question du procès n'est pas même d'examiner si M. de Montalembert voulait que cet écrit fût publié après sa mort; la question que vous devez résoudre, Messieurs, c'est de savoir par qui, comment, dans quelles conditions et par quelles mains il a voulu que cette publication fût opérée. Or, ces intentions dernières, nous ne pouvons les demander qu'à ses écrits et à ses actes.

Je viens de montrer combien les vues que lui attribue M. Loyson sont contraires au caractère de l'homme. J'avais montré déjà qu'elles ne le sont pas moins aux actes dans lesquels il a consigné l'expression de ses volontés relatives à ses œuvres posthumes. Nulle part, dans tous les documents que je viens d'analyser, vous ne trouverez la trace d'une injonction, d'un mandat impératif adressé à ses exécuteurs testamentaires, d'un ordre qui commande et veut être obéi, même après sa mort. Nulle part, pas même dans cette lettre du 17 février 1869, qui est la base fragile de tout le système de M. Loyson! Partout, au contraire, un abandon absolu entre les mains de ceux qu'il a investis de sa confiance.

Sa conduite tout entière n'est pas moins significative; n'a-t-il pas en définitive supprimé lui-même cet écrit, et l'arrière-pensée qu'on lui prête n'est-elle pas inconciliable avec son attitude à l'égard de ses amis, et avec ce travail de révision et de correction qu'il n'a pas cessé de poursuivre jusqu'au dernier moment de sa vie?

L'examen de cette correspondance que j'ai déjà signalée à l'attention du tribunal comme un des documents les plus importants du procès achève de renverser toutes les inductions qu'en voudrait tirer M. Loyson.

Le tribunal, en la lisant, sera frappé tout d'abord du silence absolu gardé dans ces lettres sur l'écrit même qui, d'après M. Loyson, aurait joué un si grand rôle et tenu une si grande place dans ses relations avec M. de Montalembert.

Comment! M. de Montalembert vient d'écrire le codicille du 7 octobre 1869. Il a mis entre les mains de ses exécuteurs testamentaires une arme si redoutable et si puissante. Il connaît leurs sentiments pour M. Loyson lui-même. Il connaît leurs sentiments pour cet écrit, puisque ce sont eux qui se sont oppo-

sés à la publication ! Si, néanmoins, il a voulu que cet écrit parût, et qu'il parût à l'insu de ses exécuteurs testamentaires, comment se fait-il que dans cette correspondance confidentielle, et que M. Loyson seul devait voir, il n'y ait pas seulement un mot, pas même l'allusion la plus indirecte et la plus lointaine, à cet écrit qui d'après le système de M. Loyson, préoccupait si vivement la pensée de M. de Montalembert¹ ?

Si maintenant, nous élevant à un point de vue plus général et nous rappelant l'histoire tout entière de M. de Montalembert, nous interrogeons toute cette correspondance, et surtout cette mémorable lettre du 28 septembre 1869, qui nous fait pénétrer jusqu'au fond de son cœur ; si nous lui demandons ses véritables sentiments pour M. Loyson avant et après l'événement qui a coupé sa vie en deux moitiés si peu semblables l'une à l'autre, nous arrivons, Messieurs, à cette invincible conclusion : chez M. de Montalembert, c'était le libéral surtout, plus encore que le catholique qui devait, pour son libéralisme même, répudier l'alliance compromettante du P. Hyacinthe, devenu M. Loyson, et plus on voudra attacher d'importance à *l'Espagne et la liberté*, plus on voudra le grandir jusqu'à en faire une sorte de testament politique et religieux, plus cette conclusion s'imposera avec une irrésistible évidence.

Oui, certes, M. de Montalembert était libéral, quoique un jour dans la lutte des partis on l'ait appelé le tribun des aristocrates ; il l'a répété, proclamé assez haut pour que personne ne lui conteste ce titre. Mais il était catholique *avant tout*, c'est lui qui a inventé ce mot. Libéral, parce qu'il était catholique et parce qu'il voyait dans la liberté l'arme qui lui semblait la plus puissante pour la défense de l'église. Dans un livre publié en 1852, à une époque qui ouvre une période décisive de sa carrière politique, il a déposé cette profession de foi :

‘ Cela n'était point nécessaire. M. Louchet ne vient-il pas de faire observer que nulle part on ne trouve trace d'un mandat impératif ? M. de Montalembert avait donné une faculté, il ne la retire point et n'en parle pas davantage. S'il avait voulu la supprimer, rien ne lui était plus facile que de redemander le quasi-manuscrit. Il avait usé d'assez de franchise à l'égard de son ami pour pouvoir aller jusqu'au bout et lui retirer personnellement le mandat qu'il lui avait confié. Pourquoi s'est-il abstenu ? ’

E. T.

• Je suis un vieux soldat de la cause catholique. On pourra, certes, en trouver de plus habiles et de plus heureux; on n'en trouvera pas de plus fidèles. Mais je n'ai jamais séparé cette cause de celle de la liberté. La devise de ma vie a été celle de ce vieux Polonais de la confédération de Bar: j'ai aimé la liberté plus que tout au monde et la religion catholique plus que la liberté même. »

Voilà bien M. de Montalembert tout entier, et il n'est pas jusqu'à cette évocation de la Pologne qui ne soit un trait caractéristique de l'homme et de son époque. Le voilà, tel qu'il est apparu pour la première fois à la chambre des pairs, comme prévenu, avant d'en conquérir la tribune; le voilà tel qu'il est resté jusqu'à ses derniers jours, et si, au début de sa brillante et précoce jeunesse, il avait inscrit sur son drapeau: Dieu et la liberté, certes, ce n'était pas à Voltaire que le fils des croisés avait emprunté la devise sous laquelle il marchait au combat contre les fils de Voltaire.

C'est là, Messieurs, ce qui a fait l'originalité et la grandeur de son rôle parmi tant d'hommes d'état et d'orateurs de sa génération, dévoués comme lui aux idées libérales. Un autre avait été au delà de l'Atlantique interroger le secret des destinées incertaines de la démocratie; un autre avait étudié dans les annales de la civilisation, les origines et les conditions du gouvernement représentatif; d'autres encore, sortis de ce barreau, y avaient appris la langue du droit civil avant de parler à la tribune la langue du droit public. Lui, il a été dans l'arène politique le champion du catholicisme et de l'église; il a été le chef ou si l'on veut le représentant le plus illustre d'un parti qu'on a appellé le catholicisme libéral et qui voulait la liberté parlementaire dans l'état, et la liberté religieuse acceptée comme base des rapports de l'église et de l'état.

Je rappelle ici des faits publics et notoires. Je constate une situation que l'on peut bien appeler historique, le tribunal ne me prête assurément pas l'intention de la discuter, ni moins encore de la juger. Mais cette situation seule explique toute la vie, toute la carrière de M. de Montalembert; ses luttes en dehors et au dedans de l'église, ses polémiques contre ses ennemis de l'extérieur et contre ses adversaires catholiques. Elle explique également l'écrit dont le sort s'agit devant vous, et dans lequel vous

le retrouverez tout entier, frémissant quand la politique religieuse lui paraît s'engager dans une voie contraire à ses vues, incapable de modérer l'expression ardente de ses sentiments, mais également incapable de briser la chaîne volontaire qui le retient sans l'asservir et qui le rattache aux espérances immortelles.

Dans une lettre contemporaine des actes mêmes qui vous sont soumis et qui a été publiée dès 1872, il a exprimé dans ce beau langage qui ne l'abandonnait jamais, à la fois ses troubles, ses incertitudes, ses irrésolutions et ses angoisses.

« Je suis, écrivait-il le 9 octobre 1869, c'est-à-dire deux jours seulement après le codicille dont l'interprétation vous est demandée, je suis de l'opposition autant qu'on peut l'être. Mais je suis bien résolu, quoi qu'il arrive et quoi qu'il m'en coûte, à ne jamais franchir les limites inviolables. L'église n'en reste pas moins l'église. A soixante ans que je vais avoir bientôt, je sens que je l'aime et que je crois en elle avec une toute autre énergie qu'à vingt ans. Ne pouvant plus la servir ici-has, je lui garderai du moins, jusqu'au jour où ses derniers secours viendront adoucir la fin de mes trop longues souffrances, je lui garderai une âme plus que jamais docile à ses sublimes enseignements, plus que jamais avide de ses consolations surnaturelles, plus que jamais éprise de sa divine beauté. »

C'est avec cette âme tout entière, comme il vient de la dépeindre lui-même, qu'il s'était attaché dès les premiers jours à celui qui était alors le P. Hyacinthe; ce n'était pas, comme on le disait, au libéral seulement qu'allait cette religieuse confiance; c'était, avant tout, au prêtre libéral qui lui représentait le type éclatant de l'alliance de la foi et de la liberté; c'était au prédicateur éloquent de Notre-Dame, en qui il avait mis ses espérances pour propager, fortifier, étendre, dans l'église même, les idées qui lui étaient chères; c'était au moine enfin en qui sa vieillesse croyait voir revivre un nouveau Lacordaire.

Et n'a-t-il pas lui-même déposé l'expression de tous ces sentiments dans son codicille du 7 mai 1869?

Le jour même où le P. Hyacinthe a fait le premier pas dans cette voie, dont M. de Montalembert n'a pas vu le terme, toutes ses espérances ont été brisées, et ce coup qui le foudroyait atteignait en lui moins encore le catholique que le libéral, le champion d'un parti, en justifiant, comme il l'écrit lui-même, les prévisions

de ses adversaires catholiques. Alors, que fait-il ? D'une part il biffe le nom du P. Hyacinthe, il efface ce gage d'une confiance qui a disparu. Il brise ce lien qui pouvait créer dans l'avenir une solidarité, plus compromettante encore pour ses idées que pour sa personne. Il ne devait pas moins à l'honneur de son nom, de son passé et de son parti. Et puis il se tourne vers l'égaré, et de ce grand cœur, que cette blessure a déchiré, il lui adresse ces lettres, mélange indicible de tendresses, de reproches et d'une prophétique tristesse à laquelle l'espoir se mêlait encore.

Eh ! vous disait-on, si dès ce moment, si dès le 20 septembre 1869 M. de Montalembert avait rompu toutes relations avec M. Loyson, on pourrait croire alors que la révocation était sans réserve ! Ce serait mal connaître une affection dont M. de Montalembert reprochait lui-même à celui qui s'en fait un crime aujourd'hui, de n'avoir jamais ni mesuré l'intensité, ni compris la profondeur.

A cette époque, d'ailleurs, M. Loyson n'avait pas encore consommé sa rupture définitive avec l'église¹. En sortant de son couvent, il renouvelait devant le public ses engagements de fidélité à ses vœux monastiques. Sa faute, c'est M. de Montalembert qui parle, n'était pas irréparable autant qu'elle était inexcusable. Eh bien, à cet ami, ébranlé mais incertain, qu'il voyait lancé sur une pente fatale, et qu'il s'obstinait à retenir, on voudrait que du premier jour il eût signifié ce qu'il appelle lui-même un congé injurieux, et qu'il voulait encore croire calomnieux ? M. de Montalembert ne désespérait pas si vite : lui-même, si j'ose tenter ce rapprochement, trouvait dans son propre passé l'exemple de ce que peut l'autorité de l'amitié et de l'éloquence parlant le langage de la foi chrétienne, sur un cœur qui eût été, comme autrefois le sien, inaccessible aux séductions subalternes.

Lui-même a raconté, avec cette humilité courageuse qui était un des traits de sa nature, qu'un instant hésitant, troublé par la chute de l'homme fameux qui avait été son premier maître et qui exerçait sur sa jeunesse le double prestige de l'âge et du génie, il avait été rassuré, consolé, délivré par ce Lacordaire dont il rappelait l'exemple à l'homme qu'il voulait sauver.

¹ Cette rupture définitive n'a jamais été consommée. Le P. Hyacinthe est demeuré catholique. E. T.

« Captif de l'erreur et de l'orgueil, a-t-il écrit, j'ai été racheté par celui qui m'apparut alors comme l'idéal du prêtre. »

Ne voit-on pas, en lisant ces lettres qu'invoque aujourd'hui M. Loyson, qu'en 1869, ces souvenirs assiégeaient sa pensée et qu'il poursuivait cette illusion stérile, que sous l'empire des mêmes inspirations, sa parole pourrait éveiller les mêmes échos et remporter les mêmes victoires ? Mais qui ne sent en même temps la transformation profonde qui s'est opérée dans ses sentiments ? C'est l'amitié toujours, invincible, mais triste; c'est l'espoir encore, mais c'est aussi le doute; c'est la pitié, la compassion, c'est l'effroi, devant ce qu'il appelle lui-même une déchéance, une catastrophe terrifiante.

A l'homme qu'il voyait naguère investi de la plus haute autorité et d'une renommée sans rivale dans l'église de France, il recommande maintenant, comme l'unique voie de salut, la patience, le silence, l'obscurité, l'oubli, une place régulièrement obtenue dans les rangs du clergé paroissial, et l'imitation des austères et modestes vertus qui distinguent ce clergé. On vous lisait à la dernière audience ces lignes, les dernières qui soient tombées de sa plume, où, devant l'image de Lacordaire, et presque mourant, il traçait ce beau portrait du prêtre : « Attrayant et austère, virginal et viril, homme de courage, de liberté et d'honneur, en même temps que de ferveur, de pénitence et de sainteté. »

Relisez maintenant le codicille du 7 mai 1869, où, d'un accent si pénétré et si ému, il confondait ces deux hommes dans un même sentiment de respect et de tendresse, et les rattachait l'un à l'autre par le don d'une relique vénérée. Relisez encore les premières lignes de la lettre du 28 septembre 1869. Rapprochez-en cette belle page. Ne dirait-on pas, qu'en l'écrivant, il faisait un dououreux retour vers l'infortuné à qui son amitié avait promis jadis les destinées d'un Lacordaire, grandissant par la soumission, parvenu par le chemin du renoncement et des sacrifices évangéliques jusqu'à la gloire, presque à la popularité, et mourant enfin dans l'éclat sans tache de sa robe dominicaine ? Tandis que maintenant il évoquait devant ses yeux, comme un avertissement qui ne devait pas être écouté, la sombre et menaçante figure de Lamennais !

Messieurs, après l'expression éclatante, confidentielle et publi-

que de tels sentiments, est-il possible de garder un doute sur la portée absolue, générale, sans réserve, du codicille révocatoire du 7 octobre 1869 ? Son texte seul aurait suffi ; mais jamais l'homme qui parlait et sentait ainsi n'a pu introduire une exception dans cette révocation générale en faveur du dernier de ses écrits, et moins encore en faveur de celui qu'on décore aujourd'hui du titre de son testament politique et religieux.

Comment croire, en effet, que l'historien de sainte Elisabeth et des moines d'Occident eût volontairement subi le patronage équivoque d'un moine transfuge de son couvent ? Comment admettre un instant que le libéral catholique ait voulu présenter au monde chrétien ces doctrines qui lui étaient chères, par l'organe compromis du prédicateur tombé de la chaire de Notre-Dame ? Comment supposer enfin que le chrétien ait voulu associer son nom, ce nom consacré, immortalisé au service de l'église, au souvenir humiliant d'une défection qu'il appelait lui-même une déchéance et une catastrophe ?

Non, le doute n'est pas possible, et je m'étonne que M. Loyson ait perdu à ce point le respect de son propre passé et des amitiés qui l'avaient honoré, qu'il n'ait pas reculé devant la violation d'un dépôt et qu'il n'ait pas compris de lui-même que, dans l'état nouveau où il s'est mis, après les lettres qu'il avait reçues de son ami, les notions les plus vulgaires de la délicatesse et de l'honneur lui auraient commandé de résigner volontairement un tel mandat, si même il n'eût pas été expressément et solennellement rétracté.

Voilà, Messieurs, tout ce procès, dans sa simplicité et aussi dans sa grandeur. Il est simple, en effet ; un seul acte le domine, le résume, et suffirait à le juger. Il est grand néanmoins non-seulement par les noms et les souvenirs qu'il réveille, mais encore comme tout ce qui touche à l'ordre des testaments.

Votre sentence fera respecter les volontés dernières d'un homme illustre, injurieusement, abusivement méconnues. On a voulu devant vous interroger les enseignements de cette cause ; on pourrait encore y chercher d'autres leçons.

Il ne m'appartient pas de les recueillir ; il est permis du moins de se demander quels accents Montalembert aurait tiré de son cœur oppressé, lui qui a écrit des pages brûlantes sur le « cynisme des apostasies », s'il avait pu prévoir un jour cette der-

nière trahison après toutes les autres, la trahison de l'amitié et de la mort !

Après ce discours, qui a terminé les débats, il nous sera permis, sans doute, de présenter une simple observation. L'intervention du ministère public dans les procès civils est, je crois, particulière à la France. Non-seulement on y est habitué dans ce pays, mais on admet que le procureur-général ou ses adjoints prennent fait et cause pour l'une des parties, et prononcent en réalité de nouvelles plaidoiries. Pour un étranger, cela a quelque chose d'extrêmement choquant. Que le représentant de l'état auprès des tribunaux résume impartiallement les débats, pesant les raisons de l'une et de l'autre partie, montrant les points faibles et les points forts des arguments présentés de chaque côté, et rappelant les lois qui régissent la matière, comme le font souvent les présidents des cours de justice en Angleterre, surtout quand ils ont devant eux un jury, on le comprendrait. Mais qu'il prenne parti, versant tout d'un côté, et qu'il se fasse l'avocat de l'un des plaideurs, épousant ses idées, peut-être ses passions, et prononçant des paroles comme quelques-unes de celles qu'on a pu lire dans le discours qui précède, voilà ce qui est difficile à admettre. Une institution pareille peut se comprendre sous un gouvernement despote, qui tient à intervenir dans toutes les affaires de ses administrés, parce qu'il y trouve un moyen très efficace de peser sur eux et de leur imposer la soumission, mais dans un pays libre, où l'on veut faire de l'égalité devant la loi une vérité, elle cesse à mon sens d'être admissible. Je ne veux pas insister ; il me suffit d'avoir tenté au moins d'attirer l'attention sur ce qui me paraît dans l'administration de la justice en France un abus qu'on accepte comme inévitable parce qu'on l'a toujours vu, mais qui n'en est pas

moins senti, peut-être, et qui diminue, parfois à un très haut degré, les garanties que doit présenter tout tribunal digne de ce nom.

Le prononcé du jugement, renvoyé à huitaine, a eu lieu à l'ouverture de l'audience du 21 mars. Voici en quels termes :

- Le tribunal,
- » Attendu qu'à la date du 21 janvier 1876, et en vertu d'une autorisation de justice, les demandeurs ont fait saisir aux mains de Sandoz et Fischbacher, libraires à Paris, deux exemplaires d'une livraison de la *Bibliothèque universelle et Revue suisse*, publiée à Lausanne, par Tallichet, laquelle contenait, sous le titre *l'Espagne et la liberté*, une œuvre inédite du comte de Montalembert;
- » Attendu que sur l'instance introduite par les demandeurs tant contre Sandoz et Fischbacher que contre Loyson, ce dernier comme ayant fourni à la *Bibliothèque universelle* le manuscrit de l'œuvre indûment publiée, Sandoz et Fischbacher ont conclu à une mise hors de cause et appelé Tallichet en garantie;
- » Que Tallichet est intervenu au procès et a déclaré assumer la responsabilité de la publication, en prenant le lieu et place de Sandoz et Fischbacher;
- » Qu'en présence de cette déclaration, Loyson a de son côté réclamé sa mise hors de cause;
- » Attendu qu'à l'égard de Loyson, comme à l'égard de Sandoz et Fischbacher, l'action procède d'un fait personnel qui crée éventuellement un lien de droit entre eux et les demandeurs;
- » Que, spécialement à l'égard de Sandoz et Fischbacher, la garantie invoquée par eux contre Tallichet est une garantie simple dérivant d'un mandat et non point une garantie formelle;
- » Que si Tallichet a pris leur lieu et place, et si son intervention basée sur un intérêt légitime est recevable, la nature de la garantie n'en est pas modifiée;
- » Que seulement les demandeurs sont autorisés à conclure

directement contre lui, au même titre qu'ils concluent contre les autres défendeurs ;

» Attendu, dès lors, que l'intervention de Tallichet est recevable, et qu'il y a lieu de maintenir dans la cause Sandoz et Fischbacher en même temps que Loyson ;

» Au fond :

» Attendu que le 17 février 1869 le comte de Montalembert adressait à Loyson, qui était alors en religion le P. Hyacinthe, des Carmes déchaussés, un exemplaire ou épreuve de son écrit *l'Espagne et la liberté*, avec une lettre ainsi conçue :

« Cher et bon Père,

» Non-seulement il ne faut pas que cela soit publié, d'après l'avis unanime de nos meilleurs amis, mais il ne faut pas même que cela soit montré. Ainsi, je vous prie instamment de garder pour vous ce quasi-manuscrit que vous publierez, si vous le voulez, quand je serai mort. Mais en ce moment, la moindre indiscretion plongerait dans un véritable désespoir plusieurs âmes que nous devons aimer et respecter.

» Tout à vous,

» M... »



» Attendu qu'on ne saurait voir dans cette lettre un acte testamentaire en la forme olographe, la condition essentielle de la signature y faisant défaut ;

» Qu'on ne saurait y voir, pour la même raison, un mandat donné par écrit sous seing privé, mais qu'elle laisse place à une autorisation ou à un mandat verbal, facultatif pour le mandataire, sur la portée duquel les parties n'élèvent d'ailleurs aucune contestation, quelque caractère qu'elles lui attribuent ;

» Qu'il n'importe que le terme assigné à l'ouverture du mandat soit la mort même du mandant, alors qu'en thèse générale cet événement met fin au contrat ;

» Que la règle s'applique au cas où le contrat a reçu un commencement d'exécution pendant la vie du mandant, et qu'elle n'exclue en aucune façon le mandat *post mortem*, s'ouvrant à la mort lorsqu'il n'a pas été jusqu'à cette époque l'objet d'une révocation ;

» Attendu qu'il est sans intérêt pour la solution du débat de rechercher si le mandat facultatif, résultant de la lettre du

17 février 1869 a été modifié par l'acte testamentaire du 7 mai suivant, par lequel le comte de Montalembert a introduit le P. Hyacinthe dans la commission chargée de disposer de ses correspondances, manuscrits et autres documents analogues, en même temps qu'il lui léguait divers dossiers de notes manuscrites, avec le pouvoir de les publier selon les circonstances;

» Attendu en effet que par un dernier codicille du 7 octobre 1869 le comte de Montalembert a déclaré nulle et non avenue toute mention faite dans ses dispositions antérieures de l'abbé Charles Loysen, dit en religion le P. Hyacinthe, et lui a substitué une tierce personne dans la commission préposée à l'examen de ses manuscrits;

» Que les termes de ce codicille ne prêtent à aucun doute sur sa portée et son étendue;

» Que par leur généralité même ils embrassent sans aucune exception ni réserve les dispositions de toute nature dans lesquelles le nom de Loysen était mentionné;

» Qu'ils visent au même titre et le testament du 7 mai 1869 et la lettre du 17 février précédent, et ne laissent rien subsister tant du mandat verbal afférent à l'écrit *l'Espagne et la liberté* que du mandat testamentaire et des legs relatifs à d'autres écrits;

» Attendu que les défendeurs s'autorisaient vainement des lettres adressées à Loysen par le comte de Montalembert, aux dates des 28 septembre, 4 octobre et 4 décembre 1869, 16 et 24 janvier 1870, pour établir que le mandat relatif à l'écrit *l'Espagne et la liberté* échapperait à la révocation testamentaire du 7 octobre 1869;

» Que ces lettres, si elles témoignent d'une vive amitié pour le prêtre qui veut demeurer fidèle à sa foi, témoignent aussi d'un blâme sévère, mêlé d'une compassion profonde, pour le religieux qui a répudié son ordre;

» Qu'elles qualifient sa détermination de chute et de catastrophe et en accusent hautement les suites funestes;

» Qu'elles sont manifestement inconciliables avec le maintien d'un mandat qui s'adressait avant tout au P. Hyacinthe et qui n'a pu survivre dans la pensée du comte de Montalembert, même en faveur de l'abbé Ch. Loysen;

» Attendu que de ce qui précède il résulte que c'est abusivement et sans droit que la publication de l'écrit *l'Espagne et la*

liberté a eu lieu dans *la Bibliothèque universelle et Revue suisse*, tant de la part de Loyson, qui connaissait le codicille révocatoire du 7 octobre 1869, que de la part de Tallichet, qui ne pouvait davantage prétexter de son ignorance en présence de l'avis dont il a fait précéder ladite publication ;

- Attendu que les droits des demandeurs, et spécialement des représentants du comte de Montalembert, sur cet écrit, sont protégés par la loi du 17 juillet 1793, au même titre que leurs droits sur les autres écrits de leur auteur ;

- Qu'ils étaient autorisés par cette même loi à recourir à la voie de la saisie pour réprimer une usurpation préjudiciable à leurs intérêts les plus élevés ;

- Qu'en effet, la loi du 17 juillet 1793, lorsqu'elle assure protection aux écrits en tous genres, s'applique également aux manuscrits et aux productions qui ont vu le jour par la voie de l'impression et de la publication ;

- Qu'elle s'applique de même aux épreuves qui doivent être considérées sous ce rapport comme de véritables manuscrits ;

- Qu'on ne saurait prétendre que les manuscrits ou les épreuves, ne pouvant être l'objet d'un dépôt préalable, leur publication abusive ne pourrait donner ouverture à une action dont ce dépôt est la condition préliminaire et essentielle ;

- Que la loi, lorsqu'elle impose cette formalité, n'entend y soumettre que les œuvres pour lesquelles son accomplissement est possible, et qu'à ce titre elle n'a pu y astreindre ni les manuscrits, ni les épreuves ;

- Attendu qu'en cet état l'action des demandeurs est justifiée à l'égard de Loyson et de Tallichet ;

- Qu'elle l'est également à l'égard de Sandoz et Fischbacher, qui exciperait inutilement de leur bonne foi, dans les conditions particulières où ils ont opéré la mise en vente de la *Bibliothèque universelle* et où ils l'ont continuée, même après le procès engagé ;

- Qu'il écheta, en ordonnant la destruction des exemplaires saisis, de condamner tous les défendeurs solidiairement à des dommages intérêts qui seront fournis par état, conformément aux conclusions des demandeurs, et d'autoriser ces derniers à publier le présent jugement dans cinq journaux à leur choix, tant en France qu'à l'étranger, aux frais des défendeurs ;

» Qu'il n'y a plus lieu, la publication étant aujourd'hui achevée, d'en ordonner l'interruption sous une sanction pénale;

» Attendu enfin que le recours en garantie de Sandoz et Fischbacher contre Tallichet n'est pas contesté par ce dernier et qu'il doit être accueilli;

» Par ces motifs,

» Admet l'intervention de Tallichet, dit qu'il n'y a lieu de prononcer la mise hors de cause de Sandoz et Fischbacher et de Loysen, et statuant au fond :

» Déclare bonne et valable la saisie opérée à la date du 24 janvier 1876, sur Sandoz et Fischbacher, d'exemplaires de *la Bibliothèque universelle et Revue suisse*, livraison du dit mois de janvier 1876 :

» Ordonne la destruction des exemplaires saisis;

» Condamne les défendeurs solidairement envers les demandeurs à des dommages intérêts à donner par état;

» Ordonne l'insertion des motifs et du dispositif du présent jugement, dans cinq journaux français ou étrangers, au choix des demandeurs et aux frais des défendeurs;

» Condamne Tallichet à garantir Sandoz et Fischbacher de toutes les condamnations prononcées contre eux, y compris la condamnation aux dépens;

» Dit n'y avoir lieu à statuer sur le surplus des conclusions des demandeurs;

» Condamne les défendeurs aux dépens envers les demandeurs. »

IV

On vient de lire le jugement qui a été prononcé contre nous. Je ne l'avais pas attendu à Paris, et il ne m'a pas surpris. Bien loin de profiter des quarante-huit heures accordées par l'usage au plaideur malheureux pour maudire ses juges, j'ai éprouvé quelque reconnaissance à l'égard des miens d'avoir écarté comme non fondés quelques-uns des arguments essentiels employés contre nous par M^e Bétoland, et même par M. Louchet, et de n'avoir admis qu'une partie de leurs conclusions. Dans une réunion de

diverses personnes qui avait lieu tôt après, et où se trouvaient plusieurs juristes, comme j'essayais d'expliquer le jugement, l'un d'eux, dont l'expérience des tribunaux est longue, me dit en riant beaucoup : « Vous êtes un homme étrange : c'est la première fois en ma vie que je vois un plaideur malheureux essayer de justifier la sentence de ses juges. »

Pas si étrange, cependant. D'un côté, je crois qu'on doit s'efforcer de se mettre à la place des autres et de comprendre leurs sentiments ; de l'autre, je pense que le procès, tel qu'il a été engagé, ne pouvait pas avoir une autre issue.

Je n'éprouve d'abord aucun embarras à confesser que dans le cours des débats, en entendant les arguments des adversaires, j'ai éprouvé de grands doutes sur la justice de notre cause, et qu'il m'a fallu l'étudier de nouveau à fond pour retrouver le terrain ferme de la conviction. Or, ce que nous cherchions, ce n'était point la victoire à tout prix, mais un jugement juste, en faveur de la famille de Montalembert si elle était dans son droit, en notre faveur si nous étions restés dans les limites du nôtre. Avec ce sentiment, et l'entièr conscience de notre bonne foi, nous pouvions accepter même une défaite, sans honte comme sans récriminations.

Ensuite, je l'ai dit, le procès aurait pu être engagé autrement. En Suisse, on m'a beaucoup blâmé d'avoir accepté la juridiction des tribunaux français, d'avoir établi ainsi un précédent fâcheux, et on m'a attribué des motifs parfois assez grotesques. La vérité, la voici : La famille de Montalembert ne m'avait point pris à partie personnellement. Elle s'est attaquée à M. Hyacinthe Loysen, citoyen français et justiciable des tribunaux de son pays, et à MM. Sandoz et Fischbacher, établis à Paris, et qui étaient alors

les représentants de la *Bibliothèque universelle* en France. Lorsque je suis allé à Paris en février 1876, c'était pour la défense du P. Hyacinthe, réellement seul en cause, non pour moi-même. Ce n'est que plus tard, dans le courant de l'été, que nos conseils judiciaires me demandèrent de prendre en nom dans le procès la place que j'y occupais déjà de fait pour la responsabilité matérielle qu'il entraînait. Je n'accueillis d'abord cette demande qu'avec une extrême répugnance ; je sentais que le procès en serait transformé, que nous renoncions à le plaider au fond, et je présentai mes objections. Le P. Hyacinthe avait cédé tout de suite et sans marchander. A la fin, je me rendis aussi, dans l'idée d'user de ménagements à l'égard de la famille de Montalembert, en me substituant au P. Hyacinthe, dont la personnalité devait nécessairement passionner le débat et ne pouvait entraîner que des choses pénibles pour nos adversaires. Voilà l'explication toute simple de cette « distribution concertée des rôles, » dont parlait M. l'avocat de la République, dans laquelle « il a pu convenir à M. Talli-chet, disait-il, de se porter au premier rang, d'attirer sur lui tous les regards et tous les coups, et de couvrir de son corps un associé qui se dérobe. » Le P. Hyacinthe n'a jamais songé à se dérober ; il a accepté comme moi, à titre de sacrifice, une substitution à laquelle nous n'avions songé d'abord ni l'un ni l'autre, et qui explique en même temps pourquoi j'ai dû accepter la juridiction des tribunaux français.

Quant à la famille de Montalembert, j'ai le droit de dire aujourd'hui qu'elle s'est méprise sur le sens de cette substitution, comme elle s'était méprise sur les motifs de la démarche personnelle que j'avais tentée auprès d'elle au début du procès, et l'avocat qu'elle avait choisi pour la

défendre a montré dans tout le cours des débats qu'il était parfaitement incapable de l'éclairer à cet égard. Nous y avons peut-être perdu notre procès, mais nous y avons gagné ce témoignage plus précieux de la conscience d'avoir fait ce qui nous était possible pour en écarter l'animosité et les sentiments mauvais. Nous ne le regrettons pas, et nous ne pouvons que remercier chaudement M^e Allou de la parfaite convenance avec laquelle il a plaidé notre cause, et du respect qu'il a constamment témoigné à la partie adverse, en dépit des provocations violentes de son avocat.

Bien loin de tenir compte du sentiment qui nous avait portés à laisser le P. Hyacinthe en dehors de la cause, la partie adverse s'est attachée à le déchirer, et le ministère public lui-même l'a suivie dans cette voie, avec moins de passion, sans doute, mais d'une manière tout aussi accusée. Nous n'étions pas préparés à les suivre, et il ne leur a pas été répondu. Il en est résulté en France, même auprès de nos amis, je ne veux point le dissimuler, l'impression que nous n'avions pas le droit de notre côté. Le jugement intervenu a donc été l'expression de l'opinion générale, qui l'a très probablement ratifié, et c'est en quoi j'ai pu chercher à l'expliquer lorsqu'on le blâmait devant moi.

Cela ne veut point dire pourtant que j'accepte le verdict du public français. De César mal informé on peut en appeler à César mieux informé, et quelquefois c'est un devoir. Nous ne pouvons rester sous le poids d'une impression naturelle, mais fausse et injuste. Je dois au P. Hyacinthe et à moi-même de chercher à élucider la vérité et à démontrer que nous n'avons pas seulement agi de bonne foi, mais que nous avions pour nous le droit réel, tel qu'il peut ressortir du système d'argumentation adopté par nos adversaires eux-mêmes. Nous avions voulu éviter de les

amener sur un terrain qui leur est infiniment plus défavorable qu'à nous ; du moment où ils l'ont choisi eux-mêmes, je l'accepte sans hésitation, déterminé à user à leur égard, dans cette lutte que nous n'avons point cherchée, de tous les ménagements possibles, mais aussi de tous les moyens de défense compatibles avec la loyauté et l'honnêteté. Assurément, j'aurai à dire nombre de choses qui leur seront pénibles, et je leur en exprime d'avance mes regrets : ils ne m'ont pas laissé le choix.

Afin de prévenir toute fausse interprétation, — et les discours de M^e Bétolaud montrent que ce soin n'est pas superflu, — je dois déclarer que je suis seul responsable de ce qui va suivre, et que le P. Hyacinthe, en particulier, n'y est pour rien. Je l'ai vu deux fois seulement et fort peu de temps depuis l'issue du procès, et je me suis borné à lui demander quelques renseignements sur des points obscurs pour moi. Mon argumentation sera basée uniquement sur les documents publiés ou inédits qui ont figuré dans le procès, sur les plaidoiries, sur diverses publications que j'indiquerai le moment venu, enfin sur des lettres inédites de M. de Montalembert, adressées à d'autres personnes que le P. Hyacinthe, qu'il ne connaît pas même encore, et qui m'ont été remises personnellement à l'occasion de notre procès.

Je tiens d'autant plus à dégager ici la responsabilité du P. Hyacinthe, que je n'ai pas, sur beaucoup de questions, les mêmes opinions religieuses que lui. Il est catholique, et je ne le suis pas. Je donnerai donc mes propres idées, qui dans bien des cas pourront ne pas être conformes aux siennes. Du reste, tout lecteur attentif ne tardera pas à voir qu'il ne s'agit pas ici d'une plaidoirie, mais d'une recherche de la vérité, dans laquelle je désire dire la vérité telle que je la conçois.

J'aborde maintenant mon sujet.

Sil'on examine avec attention les discours de M^e Bétolaud et celui de M. Louchet, on verra que les preuves morales ont tenu la plus grande place dans le système d'attaque de nos adversaires. Ce sont celles-là aussi qui ont exercé une influence prépondérante sur l'opinion publique. On a dit qu'il était moralement impossible que le P. Hyacinthe, après son abjuration, — qui n'était pas une abjuration, — et plus encore après son mariage, fût demeuré le mandataire de M. de Montalembert, et qu'il aurait dû le comprendre. M^e Bétolaud s'est écrié à ce propos, avec l'atticisme exquis qui le distingue : « La cause de [ce] concours, de cet empressement, de cet émoi, elle est précisément dans cet *accouplement de noms* qui étonne les indifférents, qui réjouit les ennemis, et qui révolte les honnêtes gens. » M. Louchet a terminé son discours en disant : « Il est permis du moins de se demander quels accents Montalembert aurait tiré de son cœur oppressé, lui qui a écrit des pages brûlantes sur le « cynisme des apostasies, » s'il avait pu prévoir un jour cette dernière trahison après toutes les autres, la trahison de l'amitié et de la mort ! »

Voilà le système ; on ne me reprochera pas de l'atténuer, et il est basé en grande partie sur des lettres de M. de Montalembert au P. Hyacinthe, surtout sur celle du 28 septembre 1869, qui a été au fond la pièce la plus importante du procès.

La lettre du 28 septembre 1869 a été produite par M^e Bétolaud, et il a tiré un grand parti du fait qu'elle ne lui avait pas été communiquée avec les autres par mon avocat, M^e Allou, et qu'il en avait trouvé copie dans les papiers de M. de Montalembert. Or, cette restriction ne concerne en aucune manière le P. Hyacinthe. Non-seulement il avait remis la lettre à M^e Allou avec tout pouvoir

d'en faire usage, mais il en a parlé d'avance dans la lettre au *Temps*, du 26 octobre 1872, où il réservait son droit de publier *l'Espagne et la liberté*, et dont la première partie a déjà été citée¹. Il le faisait en ces termes :

« J'ajoute que M. de Montalembert blâma énergiquement ma sortie du couvent et ma protestation du 20 septembre 1869. *Quand l'heure en sera venue, je publierai moi-même la très belle lettre qu'il m'écrivit à cette occasion*, et dans laquelle je n'eus pas de peine à reconnaître ce qu'il nommait lui-même *la colère de l'amour*. Mais il est deux conséquences tout à fait fausses que je ne permettrai à personne de tirer de ces faits : la première, c'est que M. de Montalembert m'ait retiré quoi que ce soit de son amitié ; la seconde, c'est qu'il ait practisé à aucun degré avec ce qu'il appelait lui-même « la secte odieuse qui domine et exploite le catholicisme de nos jours. »

On voit par là que le P. Hyacinthe considérait cette lettre sous un tout autre jour que le public ne l'a fait, et qu'il n'en redoutait nullement la publication. Il n'en avait fait aucun mystère ; je la connaissais, et bien d'autres personnes avec moi.

Pourquoi donc M^e Allou l'a-t-il retenue ? Simplement parce qu'il avait compris que si cette lettre devait être produite, elle devait l'être par nous, non par nos adversaires ; et l'on conviendra qu'elle aurait eu de prime abord un tout autre sens si elle avait été lue par M^e Allou, au lieu de l'être par M^e Bétolaud. Ce n'est pas tout : M^e Allou hésitait à la produire pour deux raisons essentielles : la première, qu'elle ne se séparait pas des lettres antérieures, dont il était décidé à ne pas faire usage, par des scrupules, exagérés à mon sens mais respectables ; la seconde, que cette lettre, comme beaucoup d'autres de M. de Montalembert, est à double tranchant, et qu'elle renferme des parties qui tombent en plein sur notre partie adverse, à

¹ Voir pag. 52.

l'égard de laquelle nous désirions user de tous les ménagements compatibles avec la défense. Ces passages n'ont pas été remarqués, parce que M^e Bétolaud a joué d'audace en lisant lui-même la lettre, tactique qui réussit toujours au premier moment ; mais je devrai les signaler, et l'on verra qu'il est réellement merveilleux que la famille de Montalembert ait cru pouvoir publier ce document. Nous nous arrêtons ; elle a passé outre ; soit !

Pour la bien entendre, il faut d'ailleurs avoir sous les yeux le document qui l'a provoquée, cette protestation du 20 septembre 1869, qui a été qualifiée à plus d'une reprise, dans le cours du procès, d'abjuration et même d'apostasie, mais qui n'a pas été lue une seule fois. La voici :

Au R. P. Général des Carmes déchaussés, à Rome.

Paris-Passy, 20 septembre 1869.

Mon très révérend Père,

Depuis cinq années que dure mon ministère à Notre-Dame de Paris, et malgré les attaques ouvertes et les délations cachées dont j'ai été l'objet, votre estime et votre confiance ne m'ont pas fait un instant défaut. J'en conserve les nombreux témoignages écrits de votre main, et qui s'adressent à mes prédications autant qu'à ma personne. Quoi qu'il arrive, j'en garderai un souvenir reconnaissant.

Aujourd'hui cependant, par un brusque changement, dont je ne cherche pas la cause dans votre cœur, mais dans les menées d'un parti tout puissant à Rome, vous accusez ce que vous encouragiez, vous blâmez ce que vous approuviez, et vous exigez que je parle un langage ou que je garde un silence qui ne seraient plus l'entièbre et loyale expression de ma conscience.

Je n'hésite pas un instant. Avec une parole faussée par un mot d'ordre ou mutilée par des réticences, je ne saurais remonter dans la chaire de Notre-Dame. J'en exprime mes regrets à l'intelligent et courageux archevêque qui me l'a ouverte et qui m'y a maintenu contre le mauvais vouloir des hommes dont je parlais tout à l'heure. J'en exprime mes regrets à l'imposant audi-

toire qui m'y environnait de son attention, de ses sympathies, j'allais presque dire de son amitié. Je ne serais digne ni de l'auditoire, ni de l'évêque, ni de ma conscience, ni de Dieu, si je pouvais consentir à jouer devant eux un pareil rôle.

Je m'éloigne en même temps du couvent que j'habite, et qui, dans les circonstances nouvelles qui me sont faites, se change pour moi en une prison de l'âme. En agissant ainsi, je ne suis point infidèle à mes vœux ; j'ai promis l'obéissance monastique, mais dans les limites de l'honnêteté de ma conscience, de la dignité de ma personne et de mon ministère. Je l'ai promise sous le bénéfice de cette loi suprême de justice et de *royale liberté*, qui est, selon l'apôtre saint Jacques, la loi propre du chrétien.

C'est la pratique plus parfaite de cette liberté sainte que je suis venu demander au cloître, voici plus de dix années, dans l'élan d'un enthousiasme pur de tout calcul humain, je n'ose pas ajouter dégagé de toute illusion de jeunesse. Si, en échange de mes sacrifices, on m'offre aujourd'hui des chaînes, je n'ai pas seulement le droit, j'ai le devoir de les rejeter¹.

L'heure présente est solennelle. L'église traverse l'une des

* Jusqu'ici, on s'en souvient, M. de Montalembert approuve complètement, même la sortie du couvent. Voici du reste le passage tout entier de sa lettre du 28 septembre :

« Si vous aviez su vous berner aux cinq premiers alinéas de votre lettre, vous eussiez grandi de cent coudées aux yeux du public, tout en restant irréprochable devant tous ceux d'entre vos amis qui veulent rester catholiques. Mais dans tout ce qui suit, tout est inexcusable.

» Vous n'avez pas été persécuté, comme on le croirait à vous entendre ; de ce pharisaïsme que vous avez mille fois raison de détester et de dénoncer, personne n'a moins souffert que vous, puisqu'il ne vous a pas empêché d'acquérir avant quarante ans une autorité et une renommée sans rivales dans l'église de France. Vos supérieurs religieux eux-mêmes vous avaient traité jusqu'ici avec une indulgence singulière et vous avaient laissé une liberté à peu près complète. Ce qui a manqué précisément à votre gloire, ce sont les persécutions et les adversités où le génie et le cœur de Lacordaire ont pris leur trempe surnaturelle.

» Vous auriez eu encore mille fois raison de signaler la guerre déclarée par l'école dominante à la société moderne et à la nature humaine ; mais nul chrétien ne comprendra que vous en ayez rendu responsable le catholicisme tout entier, et qu'un prêtre, un religieux,

crises les plus violentes, les plus obscures et les plus décisives de son existence ici-bas. Pour la première fois, depuis trois cents ans, un concile œcuménique est non-seulement convoqué, mais déclaré nécessaire, ce sont les expressions du Saint-Père. Ce n'est pas dans un pareil moment qu'un prédicateur de l'Évangile, fût-il le dernier de tous, peut consentir à se taire, comme ces chiens muets d'Israël, gardiens infidèles à qui le prophète reproche de ne pouvoir point aboyer : *Canes multi, non valentes latrare.*

Les saints ne se sont jamais tu. Je ne suis pas l'un d'eux, mais toutefois je me sens de leur race, — *fili sanitorum sumus*, et j'ai toujours ambitionné de mettre mes pas, mes larmes, et, s'il le fallait, mon sang, dans les traces où ils ont laissé les leurs.

J'élève donc, devant le Saint-Père et le concile, ma protestation de chrétien et de prêtre contre ces doctrines et ces pratiques qui se nomment romaines, mais qui ne sont pas chrétiennes, et qui dans leurs envahissements toujours plus audacieux et plus funestes, tendent à changer la constitution de l'église, le

en parlant de la façon dont la religion est depuis longtemps comprise et pratiquée, n'aït pas trouvé un mot, un seul mot de justice et de vérité au profit de ces merveilles de charité, de chasteté, d'humilité et d'abnégation que l'église enfante chaque jour avec une fécondité sans pareille dans son histoire.

» Vous enappelez au concile et vous ne l'attendez pas, alors que deux mois à peine vous séparent de sa réunion. Mais d'avance vous l'accusez, vous le déclarez suspect, et avec une iniquité par trop criante, vous lui imputez de n'être pas libre dans sa préparation, au moment même où les évêques d'Allemagne viennent de manifester à la fois leur souveraine indépendance et leur résolution de n'admettre aucun décret incompatible avec la civilisation et la science, avec la juste liberté des peuples et les besoins des temps actuels; au moment où vingt symptômes divers démontrent que ce qui a tout arrêté jusqu'à présent, ce n'est pas la pression d'en haut, mais la mollesse et la diplomatie mal avisée de ceux qui avaient le droit et le devoir d'agir et de parler, qui allaient enfin se réveiller, et que votre chute va peut-être replonger dans une inaction et une prostration dont vous, mon pauvre cher ami, vous serez responsable devant Dieu et devant les hommes. »

fond comme la forme de son enseignement, et jusqu'à l'esprit de sa piété. Je proteste contre le divorce impie autant qu'insensé qu'on s'efforce d'accomplir entre l'église, qui est notre mère selon l'éternité, et la société du dix-neuvième siècle, dont nous sommes les fils selon le temps, et envers qui nous avons aussi des devoirs et des tendresses. Je proteste contre cette opposition plus radicale et plus effrayante encore avec la nature humaine, atteinte et révoltée par ces faux docteurs dans ses aspirations les plus indestructibles et les plus saintes. Je proteste par-dessus tout contre la perversion sacrilége de l'Evangile du fils de Dieu lui-même, dont l'esprit et la lettre sont également foulés aux pieds par le pharisaïsme de la loi nouvelle.

Ma conviction la plus profonde est que si la France en particulier, et les races latines en général, sont livrées à l'anarchie sociale, morale et religieuse, la cause en est, non pas sans doute dans le catholicisme lui-même, mais dans la manière dont le catholicisme est depuis longtemps compris et pratiqué.

J'en appelle au concile qui va se réunir pour chercher des remèdes à l'excès de nos maux, et pour les appliquer avec autant de force que de douceur. Mais si des craintes, que je ne veux point partager, venaient à se réaliser, si l'auguste assemblée n'avait pas plus de liberté dans ses délibérations qu'elle n'en a déjà dans sa préparation, si, en un mot, elle était privée des caractères essentiels à un concile œcuménique, je crierais vers Dieu et vers les hommes pour en réclamer un autre véritablement réuni dans le Saint-Esprit, non dans l'esprit des partis, représentant réellement l'église universelle, non le silence des uns et l'oppression des autres. « Je souffre cruellement à cause de la souffrance de la fille de mon peuple; je pousse des cris de douleur et l'épouvante m'a saisi. N'est-il plus de baume en Galaad? et n'y a-t-il plus là de médecin? Pourquoi donc n'est-elle pas fermée, la blessure de la fille de mon peuple? » (Jér. VIII.)

Et enfin, j'en appelle à votre tribunal, ô Seigneur Jésus! *Ad tuum, Domine Jesu, tribunal appello.* C'est en votre présence que j'écris ces lignes; c'est à vos pieds, après avoir beaucoup prié, beaucoup réfléchi, beaucoup souffert, beaucoup attendu, c'est à vos pieds que je les signe. J'en ai la confiance, si les

hommes les condamnent sur la terre, vous les approuverez dans le ciel. Cela me suffit pour vivre et pour mourir.

Fr. HYACINTHE,

Supérieur des Carmes déchaussés de Paris, deuxième définiteur de l'ordre dans la province d'Avignon.

Voilà donc le document qui a provoqué l'explosion passionnée du 28 septembre ! Nous avons vu que M. de Montalembert y donne son approbation à la sortie du couvent. Plus tard, il en est à demi revenu, il est vrai ; dans sa lettre du 4 octobre, il regrette que le P. Hyacinthe ne se soit pas « relégué plus ou moins volontairement dans un couvent de la province d'Avignon. » Mais au premier moment, ce qui le touche avant tout, ce sont les protestations ; c'est la rupture éclatante avec la hiérarchie romaine, la définition du catholicisme moderne, et la mise en suspicion du concile avant sa réunion. Cependant, lui-même devait écrire, bien peu de temps après, le 7 novembre, à M. Döllinger.

« Je vous jure que si j'entrevoyais un moyen quelconque pour moi, simple laïque, d'être admis au concile, rien ne m'arrêterait. Tout misérable que je suis, j'essaierais de me trainer jusqu'à Rome, dussé-je périr en route, et quand même, une fois arrivé, je ne dusse point obtenir la parole ; mais j'irais, ne fût-ce que pour protester par ma présence, par le *triste et intrépide regard*, dont parle Bossuet, contre les bassesses qui vont se produire et qui risquent de triompher. »

Ainsi, lui aussi, il protestait d'avance contre le concile. Et plus loin :

« Vous admirez sans doute beaucoup l'évêque d'Orléans, mais vous l'admireriez bien plus encore si vous pouviez vous figurer l'abîme d'idolâtrie où est tombé le clergé français. Cela dépasse tout ce qu'on aurait jamais pu s'imaginer aux jours de ma jeunesse, au temps de Frayssinous et de Lamennais. Le pauvre Mgr Maret, pour avoir exposé des idées très modérées, dans un langage plein d'urbanité et de charité, est traité publiquement

dans les journaux soi-disant religieux d'hérésiarque et d'apostat par les derniers de nos curés ! De tous les mystères que présente en si grand nombre l'histoire de l'église, je n'en connais pas qui égale ou dépasse cette transformation si prompte et si complète de la France catholique en une basse-cour de l'anti-camera du Vatican. J'en serais encore plus désespéré qu'humilié si, comme partout dans les régions illuminées par la foi, la miséricorde et l'espérance ne se laissaient entrevoir à travers les ténèbres. »

Ce que M. de Montalembert blâmait dans la protestation du P. Hyacinthe, c'était donc bien moins le fond que la forme, l'abandon des amis avec lesquels il avait lutté, l'opportunité de ses déclarations ; et cependant, lui-même écrivait dans la même lettre à M. Döellinger :

« Rien ici-bas ne peut justifier ou même excuser l'abstention ; c'est le signe certain de la décrépitude de l'intelligence, pour les partis comme pour les individus. »

On se rend compte bien mieux encore de la contradiction quand on lit les lettres de M. de Montalembert au P. Hyacinthe antérieures au 28 septembre 1869. M^e Allou, dans sa première plaidoirie, avait déclaré qu'il n'en ferait pas usage ; qu'il y aurait comme une sorte de profanation à livrer au vent de la publicité ces effusions mystérieuses ; que ce serait, à ses yeux, presque trahir le secret de la confession. Après les compliments que M^e Bé-tolaud lui a adressés à ce sujet, j'ai voulu lire cette correspondance, que je ne connaissais pas, et j'avoue que j'ai été excessivement surpris de ce que j'y ai trouvé. Il faut que je me place à un point de vue bien différent de celui de M^e Allou, mais je n'ai pas su y découvrir ce qu'il y a vu. D'abord, on n'y trouve aucune confession, ni rien qui y ressemble. Ce sont les libres entretiens d'un ami avec son ami, où M. de Montalembert exprime ses pensées dans ce langage imagé et ardent qui lui est propre, et dont quelques expressions ont passé dans *l'Espagne et*

la liberté. Il y fait quelques allusions à ses affaires domestiques, mais tellement vagues que ses intimes seuls pourraient comprendre de quoi il s'agissait. Il y parle très franchement de personnes, dont quelques-unes sont encore vivantes, et qui ne sauraient être nommées sans indiscretion. A part ces deux exceptions, tout, dans ces lettres, pourrait être publié sans que la mémoire de M. de Montalembert en souffrir, bien au contraire. Il s'y montre tel que nous le connaissons, quoique peut-être avec plus de relief. Lui-même semble avoir anticipé la publication de ses lettres et ne l'avoir en tout cas pas redoutée, car c'est dans cette correspondance qu'à propos d'une lettre de lui écrite confidentiellement, et qui avait été publiée, il dit, le 23 août 1869, ce mot, cité déjà par M^e Allou : « D'ailleurs, je ne perds jamais de vue la recommandation que le roi Louis-Philippe m'a raconté lui avoir été faite par le grand Washington, *de ne jamais rien écrire qui ne puisse être imprimé.* Seulement, je désire beaucoup n'être imprimé que tel que je suis. » Et il ajoute que malgré tout il ne regrette nullement la publicité de sa lettre, étant convaincu des inconvénients lamentables et humiliants du silence que gardent tous ceux qui seraient le plus obligés de parler.

Ces lettres au P. Hyacinthe étaient assurément les documents les plus importants dans le procès à propos de *l'Espagne et la liberté*, car elles montrent à merveille dans quels termes M. de Montalembert était avec le P. Hyacinthe, comment celui-ci était devenu son ami le plus dévoué et le plus intime, comment sa confiance en lui était entière et pour quelles raisons; comment enfin, il a pu en arriver à lui confier à lui seul, à l'insu de tout le monde, une mission particulière qui lui tenait au cœur. Rien aussi n'explique mieux, et la lettre du 28 septembre, et le sens réel qu'il faut y attacher. Toute la correspondance

n'en est en quelque sorte que le commentaire anticipé. Impossible de bien comprendre l'une sans les autres, et je n'ai pas de peine à me rendre compte de la joie que M^e Bétolaud a dû éprouver lorsqu'il a appris que M^e Alloune s'en servirait pas ; les compliments qu'il lui a adressés à ce sujet partaient bien du cœur.

Mais quant à moi, je dois déclarer que de toutes ces lettres, il n'en est aucune, absolument aucune, dont le caractère soit aussi confidentiel et intime que celle du 28 septembre 1869, et j'ajoute que si la famille de Montalembert a cru devoir la publier, elle ne doit mettre aucun obstacle à la publication des autres. Veut-elle nous y autoriser ? Veut-elle mettre le public en mesure d'apprécier par lui-même ? Ce serait le seul correctif à la publicité donnée à la lettre du 28 septembre. A mon sens, du moment où celle-ci était livrée au public, toute réserve à l'égard de la correspondance antérieure devait tomber pour nous, car on nous donnait liberté d'en user.

Mais je ne possède point ici les priviléges qu'ont les avocats devant la barre, de se servir des documents qui se rapportent au procès qu'ils plaident. Je ne suis pas libre de citer, et je devrai me borner à ce qui a déjà été publié et est tombé par là dans le domaine public. Mais, tout en regrettant de ne pouvoir m'appuyer de citations, je puis au moins indiquer l'esprit de ces lettres et ce qui les rend si importantes pour l'intelligence du procès.

Or, ce qui frappe avant tout, c'est l'affection de plus en plus vive et profonde que M. de Montalembert y témoigne au P. Hyacinthe. Ce qui les rapproche l'un de l'autre, ce n'est pas seulement un attrait personnel, c'est une communauté toujours plus étroite de vues, d'idées, de sentiments, de foi. M. de Montalembert aime en son ami l'orateur courageux qui soutient avec éclat dans la chaire les idées

pour lesquelles lui-même il a combattu toute sa vie. Tandis qu'il se lamente souvent sur le silence complaisant et servile que gardent d'autres de ses amis, alors qu'ils devraient parler hautement, il retient le P. Hyacinthe, il l'exhorté à la prudence, il redoute que ses supérieurs ne le fassent taire, il le presse de ne pas se mettre, par trop de franchise, hors d'état de défendre la cause sainte de la vérité et de la liberté à laquelle ils sont tous deux également attachés ; il ne voit dans l'avenir rien d'encourageant au point de vue religieux que le succès obtenu par le P. Hyacinthe. Il l'encourage, il le critique parfois, il le guide de son expérience.

En résumé, on sort de cette correspondance avec le sentiment que M. de Montalembert mettait toutes ses espérances d'avenir dans le P. Hyacinthe, que celui-ci était devenu le premier dans sa confiance et dans son affection, et qu'il avait remplacé dans une grande mesure ses anciens amis, avec lesquels il ne marchait plus d'accord. On trouve dans ses lettres, à cet égard, des mots profondément touchants ; ainsi, le 3 septembre 1869, vingt-cinq jours seulement avant sa grande lettre de reproches, il écrit : « Je ne désire personne, absolument personne que vous. » C'est cela même qui explique la lettre du 28 septembre ; elle est la première explosion d'une douleur amère, d'autant plus amère qu'il lui semble avoir perdu son second lui-même, son seul point d'appui, et qu'il va se retrouver dans une position plus difficile soit vis-à-vis de ses anciens amis, soit à l'égard de ses adversaires. D'autant plus amère encore qu'il a eu dès le début de ses relations avec le P. Hyacinthe comme un pressentiment que le courage même et la franchise qui l'attachaient surtout à lui le pousseraient un jour à une rupture. Que n'a-t-il pas fait pour le piloter au milieu des récifs dont il voit bien sa route

semée ! Il ne s'est jamais lassé de lui rappeler l'exemple du grand Lacordaire, sa patience, son humilité, sa soumission, et il est tellement préoccupé des dangers que court son ami, qu'il ne se demande pas si la différence des temps, qu'il devait constater d'une manière si énergique dans les passages de sa lettre à M. Dcellinger que nous avons cités plus haut, n'aurait pas amené une différence correspondante dans la ligne de conduite de Lacordaire, si ce grand orateur, qui avait tout supporté lorsque sa personne seule était en jeu, ne se serait pas redressé de toute sa hauteur quand ses convictions et sa conscience auraient été atteintes, et s'il n'aurait pas protesté avec autant de vigueur que le P. Hyacinthe contre des dogmes nouveaux qui n'auraient pas été peut-être moins inacceptables pour lui ?

Le souvenir de l'apostasie de Lamennais, que M. de Montalembert avait vue de près, avec toutes ses conséquences, le hante aussi comme un fantôme dans sa grande désolation, et l'excès de sa douleur lui permet à peine de discerner au premier moment l'abîme qui existe entre les deux actes qu'il déplore. Lamennais s'était séparé parce qu'il avait cessé de croire ; le P. Hyacinthe ne veut point rompre ; il proteste parce qu'il a la foi. Et en protestant, qu'on le remarque bien, il ne fait que donner une forme plus éclatante aux idées, aux principes, aux croyances qu'il partage avec M. de Montalembert, les lettres inédites et publiées de ce dernier, ses écrits eux-mêmes le prouvent. Il n'y a donc point désaccord pour le fond ; tout se réduit à une question de conduite, d'opportunité, de mode d'agir : par sa protestation, le P. Hyacinthe a abandonné, peut-être paralysé ses amis ; il a lui-même brisé sa propre carrière ; il s'est mis désormais hors d'état de défendre la cause sainte qu'il était appelé à soutenir. D'où

la conséquence nécessaire que si les lugubres prévisions de M. de Montalembert ne se vérifiaient pas, si l'avenir démontrait que le P. Hyacinthe avait eu raison de protester, si sa carrière n'en avait point été brisée et qu'il en eût acquis, au contraire, plus de force pour accomplir son œuvre, la lettre du 28 septembre tombait d'elle-même, elle n'était plus pour le P. Hyacinthe un reproche, mais un honneur, car elle prouvait qu'en suivant sa conscience et en ne se laissant pas arrêter par l'obligation de soumission extérieure qu'impose l'église romaine, il avait été plus clairvoyant et plus sage que l'ami qui acceptait encore ces entraves sans voir qu'elles le paralysaient.

Or, que tel ait bien été le caractère de la lettre du 28 septembre, c'est ce que trouveront toutes les personnes qui se donneront la peine de la lire attentivement et de la serrer de près. M. de Montalembert lui-même en a indiqué le sens dans un passage extrêmement remarquable, qui domine et éclaire tout le document : « *Je ne vous parle pas, dit-il, en chrétien, en confesseur, en docteur. Je n'en aurais pas plus le droit que l'envie. Je vous parle uniquement en ami, en homme du monde, en vieux libéral, en vieux soldat amoureux de la lutte, de l'honneur, de la gloire et de la vôtre, non moins et peut-être plus que de la sienne.* » Eût-il été possible d'écrire un passage plus frappant, qui exprimât mieux le sens de l'écrit, et qui fût plus rigoureusement exact ? Il ne me le semble pas. Et notez qu'il vient immédiatement après le passage : « *Avec l'aide du temps et des événements, vous remonterez peut-être dans la chaire, où vous avez tant de conquêtes à faire, etc.,* » que M^e Bétolaud lisait dans la seconde audience « *parce qu'il imprime, disait-il, comme avec un fer rouge, un stigmate indélébile,* » et dont il a trop montré qu'il était incapable de comprendre la véritable signification.

Cette signification était que M. de Montalembert essayait de sauver son ami, non d'une abjuration ou d'une apostasie, mais de ce qu'il considérait comme une erreur de jugement qui compromettait toute sa carrière terrestre. Là était pour lui la catastrophe et la déchéance. Tout le reste de la lettre le prouve. Il y parle d'abord de sa douleur personnelle, et dans les termes les plus touchants. Il cite l'exemple du P. Lacordaire, qui a supporté sans révolte des épreuves plus fortes. Il rappelle au P. Hyacinthe l'autorité et la renommée sans rivales dans l'église de France qu'il a acquise avant l'âge de quarante ans, et l'indulgence singulière dont il a été l'objet de la part de ses supérieurs religieux. Il lui reproche ses accusations contre l'église catholique et son injustice à l'égard du concile, déclaré d'avance suspect alors que vingt symptômes divers démontrent qu'on pourrait l'arrêter dans la voie où le poussait l'école dominante, et il ajoute doucement que les efforts dans ce sens, qui allaient *peut-être* se faire, seront *peut-être* paralysés par l'éclat de sa chute. Puis vient un passage qu'il faut citer textuellement :

« Mais le plus grand des reproches que j'ai à vous adresser, c'est d'avoir trahi vos amis, vos frères d'armes, en procurant le triomphe le plus éclatant aux délations et aux prévisions insultantes de nos adversaires. J'ai vu, pendant quinze ans, le nom de Lamennais servir d'épouvantail exploité par tous les esprits étroits et soupçonneux, serviles et jaloux. Si j'avais le malheur de vivre quinze ans de plus, j'entendrais de même opposer chaque jour votre nom à tout prêtre, à tout chrétien chez qui l'on verrait poindre une étincelle d'intelligence ou de générosité.

» En trahissant vos amis, vous avez surtout trahi notre cause, celle que nous vous avions tous confiée, nous, champions jeunes et vieux de cette royale liberté qui est la loi propre du chrétien. »

Quel aveu dans ces paroles, quelle critique sanglante, et comme elles justifient bien le P. Hyacinthe d'avoir rompu ouvertement avec le parti qui dominait l'église ! Le P. Hyacinthe n'avait rien dit de plus fort dans les alinéas que M. de Montalembert trouvait inexcusables. On me dira que cette lettre était confidentielle. Mais la famille de Montalembert l'a produite, et elle est absolument et uniquement responsable d'une publicité incompréhensible de sa part en face de ce passage, et il n'est pas le seul qui eût dû l'arrêter. Or, ce passage a été peut-être le plus exploité contre le P. Hyacinthe. Avec quel accent de componction, digne d'être saisi au passage par Molière, M^e Bétolaud n'a-t-il pas répété le mot de trahison ! Examinons. Ce qu'on trouve dans ce fragment, ce n'est pas seulement une critique inconsciente de l'état actuel du catholicisme. M. de Montalembert y formule « le plus grand de ses reproches. » Et quel est-il ? Serait-ce d'avoir forfait au devoir, d'avoir abandonné la foi, d'avoir apostasié, comme on l'a dit au cours du procès ? Non, il savait bien qu'il ne le pouvait pas. Son plus grand reproche au P. Hyacinthe, c'est d'avoir trahi ses amis, trahi la cause qu'ils soutenaient ensemble. C'est donc affaire de conduite, de parti, de forme et non de fond. La trahison n'est pas une trahison au sens propre du mot. Le P. Hyacinthe n'a point déserté la cause qu'il défendait, au contraire ; il n'a point vendu ses amis, il est seulement allé plus loin qu'eux dans le même sens ; il s'est jeté en enfant perdu au-devant des ennemis, pour recevoir les premiers coups et les plus rudes, mais il n'a point passé en transfuge dans les rangs opposés, reniant ce qu'il avait aimé et défendu, adorant ce qu'il avait haï et combattu, ou, ce qui revient au même, approuvant d'un lâche silence ce que sa conscience condamnait.

Cette trahison, la vraie trahison, d'autres l'ont consommée, et j'en sais plus d'un que la confusion couvrira d'une rougeur brûlante, si jamais ces lignes lui tombent sous les yeux. Presque seul, parmi ses anciens amis, le P. Hyacinthe est demeuré fidèle à ses convictions, non pas passivement, mais activement, et c'est précisément pour cela qu'il est honni et conspué. Voilà sa trahison : il a été à la fois fidèle à sa conscience, en faisant ce qu'elle lui commandait, et à ses amis en leur frayant la voie à ses risques et périls.

En France, où pourtant on sait apprécier le vrai courage, on n'a pas compris ce qu'il y avait dans la protestation du P. Hyacinthe. M. de Montalembert lui-même, avec tout son esprit chevaleresque, son amour pour la liberté, sa piété vraie, ne l'a pas mieux saisi au premier abord. Il attendait beaucoup du P. Hyacinthe, le seul de ses amis avec lequel il fût en communauté complète d'idées et de sentiments ; la plupart des autres étaient retournés en arrière, courbant la tête, évitant la lutte avant de déserter. Et lorsque cet ami fait un grand pas qu'il n'était pas préparé à faire lui-même, ne nous étonnons pas si la douleur ne laisse place à aucune autre pensée. C'est alors qu'il cherche à le ramener. Par quels arguments ? Votre châtiment sera terrible, lui dit-il ; vous avez perdu le moyen de servir la liberté, la justice, la vérité. Réparez votre faute, condamnez-vous au silence, travaillez dans l'obscurité, et peut-être remonterez-vous un jour dans la chaire qui est la seule tribune où vous puissiez parler avec honneur et même avec décence. Si vous faites autrement, vous tomberez dans le néant, et vous deviendrez le jouet d'une publicité sans entrailles et sans frein. — Ne semble-t-il pas ici qu'il entende par avance retentir la voix de M^e Bétolaud ! — Puis la lettre se termine par les touchantes effusions qu'il n'eût

jamais trouvées pour un vrai traître ou pour un apostat.

Dans cette épître, toute intime, il ne faut pas s'attacher uniquement, comme on vient de le voir, aux éclairs magnifiques qui l'illuminent et qui justifient les louanges qu'on en a faites. On y trouve bien autre chose. Elle jette en particulier un jour éclatant sur l'état d'âme de M. de Montalembert à ce moment, et sur les illusions auxquelles il se cramponnait au sujet de l'église qu'il avait défendue toute sa vie. Homme d'imagination et de cœur, plutôt que de pensée, il avait été attiré tout jeune par la grandeur et la poésie que le catholicisme présente réellement aux âmes élevées, et bien plus encore par ses faiblesses, par ses misères, par la déconsidération où il était tombé. Cœur vraiment généreux, âme altérée de justice, de vérité, d'amour, il se met dès ses premiers pas au service d'une religion alors bien mal portée ; il s'en fait le champion, il veut lui concilier le monde et la réconcilier avec lui, et comme toujours il s'attache à elle plus passionnément à mesure qu'il lui fait plus de sacrifices. Dans cette lutte, qui a duré toute sa vie, et où il avait à faire face à la fois aux ennemis de l'église et à un parti de plus en plus puissant qui s'en était emparé et qui la poussait à des abîmes, il n'a pas eu le temps d'aller au fond des choses et d'examiner si l'œuvre qu'il avait entreprise était possible. Un sentiment religieux vrai et profond lui avait donné l'intuition immédiate d'une partie de la vérité : il voit, comme il le dit, que « la royale liberté est la loi propre du chrétien » ; il comprend que l'amour est l'essence du christianisme ; il s'attache à ces deux grands principes avec une persistance indomptable, il en fait là règle de sa vie, c'est par là qu'il est un vrai chrétien. Mais il ne comprend pas que l'une et l'autre ont leur source dans une communion directe de l'âme avec Dieu ; qu'ils excluent, la liberté en particulier, toute autorité hu-

maine ; que l'église est l'assemblée des croyants, le moyen pour eux de se soutenir et de s'édifier les uns les autres, mais qu'elle n'est ni l'intermédiaire entre Dieu et les hommes, ni la dominatrice des consciences. La grande organisation de l'église romaine, son unité extérieure, sa hiérarchie et ses pompes voilent pour lui comme pour beaucoup d'autres le sens de ces paroles de Jésus-Christ : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Il ne voit pas mieux ce que signifient ces autres paroles adressées à Pierre qui réprimandait son maître de parler de ses souffrances et de sa mort prochaines : « Va-t'en arrière de moi, Satan, car tes pensées sont aux choses de la terre et non à celles de Dieu. »

Par cela même, il ne comprend pas qu'une église fortement organisée, qui a un chef humain et visible, doit chercher la puissance terrestre, soumettre ses membres à une discipline sévère, imposer une obéissance sans conditions en matière de foi, tout en faisant de larges concessions aux faiblesses humaines ; qu'elle doit viser à renverser ce qui lui fait obstacle par tous les moyens ; qu'elle tend naturellement, fatallement à devenir un despotisme, le plus lourd, le plus écrasant de tous, parce qu'il veut s'emparer de l'âme, de la conscience, de l'intelligence ; que toute liberté est incompatible avec elle, et que l'amour lui-même, qui est l'essence du christianisme et n'existe pas sans liberté, doit disparaître au milieu de ces obligations humaines, de ces formes destinées à enserrer l'âme et à l'asservir sans remède. Il ne veut pas voir que les adversaires qu'il dénonce et combat de toutes ses forces sont dans le vrai au point de vue romain, que tout ce qu'il déplore est dans la logique des doctrines et des principes admis par l'église catholique, et que, même à son point de vue, l'attitude prise par le P. Hyacinthe était la seule qui aurait pu arrêter le concile s'il avait été suivi ; que les évêques disposés à ré-

sister ne pouvaient le faire efficacement que s'ils avaient senti derrière eux un grand parti dans l'église décidée à les soutenir, une opinion publique éclairée qui les appuyât dans leurs efforts pour remonter le courant. Il ne s'est pas souvenu, à ce moment tragique, de ce que saint Paul écrivait aux Galates : « Mais lorsque Pierre vint à Antioche, je lui résistai en face, parce qu'il était répréhensible. » (Gal. II, 11-16.) Et c'est ainsi qu'il ne s'est pas rendu compte que le chrétien, pour obéir à sa conscience, doit à certains moments rendre témoignage à la vérité quelles qu'en soient les conséquences terrestres.

M. de Montalembert se trompait sur un autre point encore et pour les mêmes raisons. Il ne peut concevoir, pour un grand orateur chrétien, une autre chaire que celle de Notre-Dame où il puisse parler avec honneur ou même avec décence. Si cet orateur allait prêcher comme saint Paul, comme tous les apôtres, dans une simple chambre, dans le premier local venu, si, descendu des hauteurs d'une position glorieuse et enviée, il se soumettait, comme les premiers disciples du Christ, à une vie de sacrifices, d'opprobre même, pour obéir à ses convictions, il tomberait dans le néant, ce serait une déchéance sur laquelle ses anciens amis ne pourraient que pleurer en silence.

Pour le P. Hyacinthe, puisqu'il s'agit de lui, l'erreur était manifeste. Son éloquence est étroitement liée à ses convictions. Enlevez-lui les unes, l'autre aura disparu du même coup. « Avec une parole faussée par un mot d'ordre, ou mutilée par des réticences, » comme il le disait lui-même dans sa lettre du 20 septembre au général de son ordre, il n'est plus rien. M. de Montalembert le voit parfaitement, aussi n'a-t-il garde de blâmer son refus de prêcher à Notre-Dame dans ces conditions, ni même sa sortie du couvent qui en est le corollaire ; il les approuve formellement. Ce

qu'il n'aperçoit pas, c'est que la liberté future de parole de son ami, de tous les prêtres catholiques, dépendra de l'issue du concile, et qu'en protestant comme il le faisait, le P. Hyacinthe cherchait autant qu'il était en son pouvoir à sauvegarder sa situation dans l'église, son œuvre à venir. L'événement ne lui a donné que trop raison ; le concile a été ce qu'il avait prévu, démontrant qu'il voyait plus clair que M. de Montalembert, et qu'il n'avait fait qu'anticiper une rupture qui serait devenue inévitable quelques mois plus tard. Des catholiques peuvent-ils le blâmer d'avoir cherché à la prévenir par une déclaration solennelle et publique ? Aujourd'hui, à la clarté sombre de l'histoire, qui l'oserait ? M. de Montalembert ne le comprit pas, peut-être en partie par la faute du P. Hyacinthe qui ne sut pas suffisamment justifier sa démarche et montrer combien elle était nécessaire. On peut l'inférer tout au moins de la lettre du 4 octobre, où M. de Montalembert, revenant en quelque mesure sur l'approbation complète qu'il avait donnée à la sortie du couvent, dit :

« Combien le P. Hyacinthe, relégué plus ou moins volontairement dans un couvent de la province d'Avignon, n'eût-il pas été aujourd'hui plus grand, plus fort, plus touchant, plus irréprochable, non-seulement aux yeux de l'église tout entière, mais, soyez-en sûr, aux yeux des honnêtes gens de tous les partis et de tous les pays ! Et avec quelle incomparable puissance ne seriez-vous pas sorti de là au bout de quelques années ou peut-être même de quelques mois, comme le P. Lacordaire, après le silence qu'il sut si noblement garder sous le coup de la blessure terrible et injuste dont il était non pas l'auteur, mais la victime, lors de la dissolution de son noviciat à Rome.

» C'est à ce silence que se borne mon ambition pour vous, quant à présent. Je vous supplie de vous l'imposer tant que durera l'orage que vous avez suscité. Comment le coup de tonnerre que vous venez de faire entendre ne vous suffirait-il pas quant à présent ? Comment ne sentiriez-vous pas que toute réplique,

toute explication, toute démonstration nouvelle ne saurait qu'en affaiblir l'effet ? Au contraire, le silence déconcertera tous vos adversaires et vous gardera à vous-même la liberté de l'avenir. »

Ce dernier alinéa, comme du reste la lettre tout entière, montre que M. de Montalembert était déjà revenu à une appréciation plus calme et plus juste de la démarche de son ami ; mais, dans le premier paragraphe, comme on saisit bien l'illusion où il se complaisait encore ! Eh ! non, la position n'était plus du tout la même que pour le P. Lacordaire, car les temps étaient complètement changés. Si le P. Hyacinthe se fût relégué dans un couvent de la province d'Avignon, il était probablement perdu à tout jamais : ou bien il n'aurait rien cédé de ses convictions, et alors il aurait été broyé par les rouages de la terrible hiérarchie romaine, ou tout au moins condamné au silence ; ou bien il aurait cédé, il aurait accepté le concile et ses décisions, et toute sa puissance d'orateur chrétien y aurait passé. De toute manière, il était perdu pour l'église, perdu pour l'œuvre qu'il avait poursuivie avec M. de Montalembert, tandis qu'aujourd'hui il est debout, ne l'ayant jamais abandonnée, prêt à la recommencer peut-être sur le même terrain qu'autrefois et avec plus de puissance, parce qu'il est dépourvu de tout l'appui humain que donne une église puissamment constituée, et que Dieu se plaît à donner sa force à ceux qui s'appuient sur lui uniquement.

Dans la lettre du 28 septembre, il y a cependant une beauté qui n'a pas été relevée ; elle se trouve dans le spectacle du combat que M. de Montalembert s'y livre à lui-même. Sa vie a été un long drame, qui se peint comme en raccourci dans ses reproches au P. Hyacinthe. Ses douleurs, ses agitations, ses tourments, ses déceptions, ont tenu à la contradiction insoluble où il s'est débattu sans trêve et dont tous ses ouvrages portent des traces profondes,

spécialement *l'Espagne et la liberté*. Voilà ce qui fait la grandeur, la beauté tragique d'une existence admirable de sincérité, d'ardeur chevaleresque, de zèle pour la vérité, mais dont l'influence, beaucoup plus grande qu'on ne s'en doute aujourd'hui, a servi surtout les adversaires de ses aspirations les plus vivaces. Par la liberté, il a attiré au catholicisme des âmes en grand nombre, qui, une fois gagnées, ont passé à l'ultramontanisme. Lui, il s'en indignait et s'en tourmentait; à chaque instant il lui échappe, contre ceux qu'il considérait comme des ennemis de la religion, de ces paroles brûlantes qui restent.

Et quand son meilleur ami le quitte à son tour, mais d'une tout autre manière; quand il le voit rompre violemment les entraves dont lui-même n'avait pas su se dégager, il se sent submergé comme dans un flot immense. Relisez sa lettre avec attention, vous y trouverez une vague et profonde terreur, un pressentiment poignant que son ami pourrait être dans le vrai. Il n'ose pas aborder le fond même de la question, il s'en détourne presque comme d'un abîme. S'il écrit, ce n'est pas seulement pour adresser des reproches et des conseils; il a besoin de se convaincre lui-même; il plaide sa propre cause, celle de son passé, celle de son avenir; il garde copie de sa lettre, il veut conserver le souvenir des raisons qu'il s'est données à lui-même avant de les donner au P. Hyacinthe, et il ne rompt pas avec lui. M^e Bétolaud a raconté un entretien entre M. et M^{me} de Montalembert, où le premier aurait dit qu'il ne voulait pas abandonner son ancien ami, parce qu'il espérait le ramener. Je ne veux pas mettre en doute ce récit, mais on ne nous a pas donné la date de l'entretien, qui serait ici l'essentiel, et cette date, selon toutes les indications, doit se placer entre le 20 et le 28 septembre 1869, dans le temps même où M. de Montalembert rédi-

geait sa lettre, et il prouverait ainsi que, même au moment de la plus grande effervescence, M. de Montalembert n'a pas voulu rompre avec son ami.

Mais le P. Hyacinthe répond aux reproches qui lui sont adressés. Je n'ai pas connaissance de cette pièce, qui n'a pas été produite au procès, mais le contenu peut en être inféré de la lettre du 4 octobre de M. de Montalembert. Six jours après sa grande lettre, il lui écrit (c'est moi qui souligne) :

« *Mon bien cher ami,*

« *Je vous remercie de m'avoir répondu avec moins de sécheresse qu'à l'évêque d'Orléans. Mais sachez bien que je ne me contente pas du tout de vos fidèles et douloureux sentiments. Il me faut encore VOTRE AFFECTION D'AUTREFOIS EN ÉCHANGE DE CELLE dont je puis dire que je vous ai comblé, que je vous garde et vous garderai toujours, tant que vous ne me repousserez pas loin de vous. J'aspire encore à votre confiance, car, malgré le peu de cas que vous avez fait de mes conseils et de mes indications avant votre catastrophe, je crois que je pourrais encore vous être utile et vous empêcher d'aggraver la situation dont vous sentez vous-même la cuisante amertume.* »

Ici se place le passage que j'ai cité plus haut (pag. 151), puis il reprend :

« Oh ! que vous me consolez en me disant que vous ne voulez pas quitter l'église. Je vous crois, et je demande instamment à Dieu de vous maintenir dans cette résolution. Je vous crois aussi quand vous me dites que vous vous êtes sacrifié pour l'église en lui immolant toutes les espérances de votre avenir terrestre. Mais il est impossible que vous ne soyez pas frappé de l'unanimité foudroyante des cris de douleur chez les uns, et des cris de joie chez les autres, provoqués par le sacrifice que l'église, d'ailleurs, ne vous demandait pas, et dont au contraire elle réprouve la forme et l'éclat. Cher ami, vous ne pouvez pas cependant croire que vous seul au monde ayez raison contre tous; or, je vous demande de me citer un seul vrai catholique que vous n'ayez pas consterné. Notez bien que je ne parle pas de ceux que

vous avez indignés, révoltés, etc... Je n'ai en vue que ceux qui vous aimaient, qui comptaient sur vous... J'admet volontiers que vous ayez le droit de dédaigner certains éloges comme certaines injures. Mais ce que vous ne devez ni ne pouvez dédaigner, ce sont les larmes et les gémissements de ceux qui vous aimaient et vous admiraien, qui partageaient toutes vos souffrances, toutes vos convictions, toutes vos aspirations. Adieu, je suis bien souffrant aujourd'hui, et c'est par un violent effort sur moi-même que je vous adresse ces lignes.

» Toujours votre ami sincère, dévoué et affligé, mais fidèle. »

Qu'on relise la lettre du 28 septembre, et l'on verra le changement immense qui s'est opéré dans l'esprit de M. de Montalembert pendant ces quelques jours. Ne nous en étonnons pas : il avait soulagé son âme en jetant sur le papier les agitations qui l'avaient tourmenté ; dès lors il peut penser avec plus de calme, puis vient la réponse du P. Hyacinthe, et il n'est plus question ni de trahison, ni de déchéance, ni de chute. Il remercie presque humblement son « bien cher ami » de lui avoir répondu avec moins de sécheresse qu'à l'évêque d'Orléans. Il réclame de la même manière l'affection de son ami, et avec une délicatesse vraiment touchante, sans revenir sur les reproches qu'il lui a adressés six jours auparavant et qu'il semble considérer comme non avenus.

M^e Bétolaud a bien senti lui-même à quel point cette lettre infirmait au fond celle du 28 septembre sur laquelle toutes ses plaidoiries ont été basées en réalité, car, après l'avoir lue, il s'est empressé d'ajouter : « Ce qui n'empêchait pas, le 7 octobre, M. de Montalembert de prendre la plume pour écrire le codicille révocatoire que vous savez. »

Eh ! sans doute, comme je le disais dans l'avant-propos de *l'Espagne et la liberté*, M. de Montalembert faisait en ceci « preuve de tact. » Lorsqu'il comprend que la résolution du P. Hyacinthe est sérieuse, qu'elle s'appuie sur de

bonnes raisons, et qu'on ne peut s'attendre à l'en voir revenir, il comprend aussi que la position nouvelle de son ami ne lui permettra plus de remplir les fonctions qu'il lui avait confiées, et il les lui retire. Il ne peut pas davantage lui laisser une relique qui lui vient de ce P. Lacordaire dont il croit que la conduite eût été différente dans les mêmes circonstances. Mais il ne lui retire ni son amitié, ni le témoignage spécial qu'il lui en avait donné, et qu'il avait laissé à dessein complètement en dehors de ses dispositions testamentaires, et je me demande si ce n'est pas parce qu'ils sont l'expression exacte de la vérité que les mots « preuve de tact » ont si fort irrité M^e Bétolaud ?

Les lettres suivantes confirment cette impression. Le P. Hyacinthe, suivant le conseil de son ami, s'était réduit au silence et était allé faire un voyage aux Etats-Unis d'Amérique, et c'est ce qui explique l'absence de lettres pendant trois mois. Immédiatement avant son retour, M. de Montalembert lui écrit, le 4 décembre :

« Bon et cher ami,

» Je veux vous écrire de ma propre main, ce qui veut dire que je ne vous écrirai pas longuement, car mon état est toujours le même et m'interdit tout effort prolongé. Mais je veux surtout vous remercier de votre lettre, écrite chez les Bigelow, à qui je vous prie de présenter mes hommages, si vous les revoyez. *J'ai retrouvé avec bonheur l'expansion affectueuse de votre cœur. Sans entrer dans aucune discussion, jusqu'à ce que nous nous revoyions, je veux vous redire de compter sur ma fidèle amitié, et de ne pas manquer d'avoir recours à moi, quand il vous le faudra...*

» L'évêque d'Orléans est venu passer deux jours ici en se rendant à Rome; il vous aime toujours. Je ne lui ai pas caché que vous étiez très mécontent de la publicité donnée à la lettre qu'il vous a écrite. Il m'a répondu: « Je le conçois parfaitement, mais » je ne pouvais pas faire autrement. » Il ne désespère pas du tout de votre avenir, seulement il vous supplie, comme moi, de vous

enfoncer, pendant quelque temps au moins, dans le silence et l'oubli.

» Lui-même vient de donner un bien grand exemple de ce qu'il est encore possible de faire, au sein de l'église actuelle, pour servir la vérité et la liberté. Il a parlé beaucoup trop tard, mais ses deux coups de tonnerre n'en ont pas moins eu un retentissement prodigieux. Il est parti, calme et plein de confiance, pour entrer dans la lutte qui va couronner sa glorieuse vie. En rapprochant ses deux lettres contre l'inaffidabilité et contre l'*Univers*, des mandements de l'archevêque de Paris, du manifeste des évêques de Fulda, vous avez reconnu que tout n'était pas perdu, et que si vous aviez seulement su attendre un peu, vous auriez été à même de combattre plus que jamais le bon combat. »

On voit par ce dernier alinéa, lu par M^e Bétolaud, je le constate, — M^e Allou s'est abstenu de le citer, — que M. de Montalembert se faisait encore des illusions au sujet du concile. Elles ne devaient pas tarder à s'évanouir peu à peu, bien qu'il n'en ait pas vu la fin. Nous n'avons pas besoin de rappeler ce que sont devenus les deux coups de tonnerre de l'évêque d'Orléans, ni à quoi a abouti le manifeste des évêques de Fulda. Cependant M. de Montalembert fait encore bonne contenance dans son billet du 16 janvier 1870, évidemment écrit en réponse à une lettre du P. Hyacinthe. Il croit que « les choses marchent mieux » que ne le croit son ami. Dans ce billet et dans le suivant, du 24 janvier, qui a été le dernier, le ton de M. de Montalembert est exactement le même que dans ses lettres antérieures au 28 septembre 1869 : il veut voir le P. Hyacinthe et il veut le voir seul. A partir de ce moment, jusqu'à sa mort qui eut lieu deux mois plus tard, il n'écrit plus, parce qu'il a de la peine à le faire et que cela n'est plus nécessaire : ils se voient et « peuvent causer tout à leur aise, » selon son expression.

Le rapprochement toujours plus grand qui s'était opéré

entre les deux amis et dont témoignent les lettres que j'ai citées, a-t-il tenu uniquement à l'affection d'homme à homme, ou bien est-il né d'un changement graduel dans les idées de M. de Montalembert ? Je ne veux pas en appeler sur ce point au témoignage du P. Hyacinthe, car on possède heureusement un document authentique dont l'importance n'échappera à personne. Quinze jours avant de mourir, il écrivait la lettre suivante¹ :

Paris, 28 février.

Monsieur,

Puisque vous avez la bonté de vous intéresser à mes discours d'autrefois comme à mes opinions d'aujourd'hui, peut-être n'ignorez-vous pas que je suis depuis plusieurs années en proie à un mal incurable, qui m'empêche d'écrire comme de marcher, et ne me laisse qu'à de rares intervalles assez de loisir et de liberté d'esprit pour m'occuper des travaux ou des questions dont ma vie a été remplie. — C'est ce qui vous expliquera le retard très involontaire de ma réponse à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 16 de ce mois, au sujet de la contradiction que vous croyez reconnaître entre mon discours à la chambre des pairs en 1847, sur le chapitre de Saint-Denis, et mon approbation des lettres récentes du P. Gratry à Mgr l'archevêque de Malines.

¹ Cette lettre a été reproduite le 7 mars dernier, la veille de la seconde audience de notre procès, par le *Temps*, qui l'a faite précéder de la note que voici :

« On s'occupe beaucoup, en ce moment, de M. de Montalembert. Ses opinions sont discutées. Ses amis essayent d'atténuer le libéralisme de ses croyances en publiant des lettres au P. Hyacinthe, en invoquant des conversations dont personne ne peut contrôler l'exactitude. Comment se fait-il que tout le monde, en ce débat, paraisse oublier le document décisif ? M. de Montalembert est mort le 13 mars 1870 ; quinze jours auparavant, le 28 février, il écrivait de sa main mourante une lettre qui peut à bon droit passer pour son testament religieux. Elle était adressée à un avocat qui avait prétendu relever certaines contradictions entre les anciens discours de M. de Montalembert à la Chambre des pairs, et son adhésion aux protestations du

Je dois d'abord vous remercier, Monsieur, de m'avoir ainsi fourni une occasion de revenir sur un passé si éloigné, tout en m'expliquant sur les questions du jour.

Cela dit, je vous prie de remarquer que le gallicanisme dont j'étais l'adversaire résolu et victorieux, il y a vingt-cinq ans, n'avait de commun que le nom avec celui que vous reprochez au R. P. Gratry. Ce gallicanisme que je traite de *momie* n'était autre que celui dont mon ancien collègue et ami, le comte Daru, se moquait l'autre jour, en répondant à M. Rouland et en lui disant: *Vous vous trompez de siècle!* C'était uniquement l'intervention oppressive ou tracassière du pouvoir temporel dans les intérêts spirituels, intervention qu'une portion de notre ancien et illustre clergé de France avait quelquefois trop facilement acceptée.

Mais vous ne trouverez, j'ose le croire, pas plus dans mes discours de 1847 que dans mes autres discours ou écrits, un mot, un seul mot conforme aux doctrines ou aux prétentions des ultramontains d'aujourd'hui, et cela par une excellente raison, c'est que personne n'avait imaginé de les soutenir ou de les soulever depuis mon entrée dans la vie publique jusqu'à l'avènement du second empire. Jamais, grâce au ciel, je n'ai pensé, dit ou écrit rien de favorable à l'inaffidabilité personnelle et séparée du pape, telle qu'on veut nous l'imposer; ni à la théocratie ou à la dictature de l'église que j'ai réprouvée de mon mieux dans *l'Histoire des moines d'Occident*, ni enfin à cet *absolutisme de Rome*, dont le discours que vous me citez contestait l'existence,

P. Gratry contre la suprématie absolue et l'inaffidabilité séparée du pape. Cette lettre fut publiée, au su et par la volonté de Montalembert, dans la *Gazette de France* du 8 mars. Le bruit qu'elle fit alors fut vite dominé par les événements politiques. Aujourd'hui, nous croyons qu'on la relira non-seulement avec curiosité, mais avec sympathie pour un courage évidemment devenu assez rare et mal porté parmi les anciens amis du défunt. »

Dans sa réplique, M^e Bétolaud a relevé avec quelque amertume la publication de cette lettre, qu'il nous a attribuée. C'est une erreur ; je ne la connaissais pas, et le P. Hyacinthe, qui la connaissait, l'avait oubliée. La rédaction du *Temps* l'a publiée par intérêt pour la cause que nous défendions et par amitié pour nous, et nous l'en remercions, mais elle l'a fait de son propre mouvement.

E. T.

même au moyen âge, tandis qu'il forme aujourd'hui le symbole et le programme de la faction dominante parmi nous.

Assurément, si quelqu'un voulait bien m'indiquer quelque chose à corriger ou à rétracter dans ce que j'ai pu dire à la tribune du Luxembourg ou à celle du Palais-Bourbon, et si je me sentais convaincu de mon tort, il ne m'en coûterait nullement de faire droit à sa réclamation, car quel est l'homme public à qui vingt-trois années d'expérience et de révolution n'aurait pas appris quelque chose ?

Mais, en relisant avec vous mes paroles de 1847, je ne trouve rien ou presque rien à y changer. Je sens que je combattais encore aujourd'hui, s'il y avait lieu, tout ce que je combattais alors, et que je proclamerais, tout comme alors, l'incompétence réciproque de l'église et de l'état en dehors de leur domaine propre, sans admettre que leur indépendance mutuelle doive aboutir à leur séparation absolue.

Toutefois, je reconnais volontiers que si je n'ai rien à retrancher, j'aurais beaucoup à ajouter. J'ai péché par omission, ou plutôt par imprévoyance. Je disais à la chambre des pairs :

« Le gallicanisme est mort, parce qu'il s'est dit le serviteur de l'état ; il ne vous reste plus qu'à l'enterrer ! »

Je crois que je disais vrai alors. Il était mort et bien mort. Comment donc est-il ressuscité ? Je n'hésite pas à répondre : par suite des encouragements prodigues, sous le pontificat de Pie IX, à des doctrines outrées et outrageantes pour le bon sens comme pour l'honneur du genre humain ; doctrines dont on n'entrevoit pas même une ombre sous la royauté parlementaire.

Il manque donc à ce discours, comme à celui que j'ai prononcé à l'Assemblée nationale sur l'expédition romaine, des réserves essentielles contre le despotisme spirituel, contre la monarchie absolue que j'ai toujours détestée dans l'état, et qui ne m'inspire pas moins de répugnance dans l'église.

Mais qu'est-ce qui pouvait nous faire soupçonner, en 1847, que le pontificat *libéral* de Pie IX, acclamé par tous les libéraux des deux mondes, deviendrait le pontificat représenté et personnifié par l'*Union et la Civilité* ? Au milieu des cris unanimes que poussait alors le clergé en faveur de la *liberté comme en Belgique*, de la liberté en tout et pour tous, qu'est-ce qui pouvait nous faire deviner l'incroyable volte-face de presque tout ce

même clergé en 1852? Qui est-ce qui pouvait prévoir l'enthousiasme de la plupart des docteurs ultramontains pour la renaissance du césarisme, les harangues de Mgr Parisis, les mandements de Mgr de Salinis, et surtout le triomphe permanent de ces théologiens laïcs de l'absolutisme, qui ont commencé par faire litière de toutes nos libertés, de tous nos principes, de toutes nos idées d'autrefois, devant Napoléon III, pour venir ensuite immoler la justice et la vérité, la raison et l'histoire en holocauste à l'idole qu'ils se sont érigée au Vatican?

Que si ce mot d'*idole* vous semble trop fort, veuillez vous en prendre à ce que m'écrivait, dès le 10 septembre 1853, Mgr Sibour, archevêque de Paris.

« La nouvelle école ultramontaine nous mène à une double idolâtrie : l'idolâtrie du pouvoir temporel et l'idolâtrie du pouvoir spirituel. Quand vous avez fait autrefois comme nous, monsieur le comte, profession éclatante d'ultramontanisme, vous n'entendiez pas les choses ainsi. Nous défendions contre les prétentions et les empiétements du pouvoir temporel l'indépendance du pouvoir spirituel ; mais nous respections la constitution de l'état et la constitution de l'église. Nous ne faisions pas disparaître toute hiérarchie, toute discussion raisonnable, toute résistance légitime, toute individualité, toute spontanéité. Le pape et l'empereur n'étaient pas l'un toute l'église et l'autre tout l'état.

» Sans doute, il y a des temps où le pape peut s'élever au-dessus de toutes les règles qui ne sont que pour les temps ordinaires, et où son pouvoir est aussi étendu que les nécessités de l'église.... Les ultramontains anciens en tenaient compte ; mais ils ne faisaient pas de l'exception la règle. Les nouveaux ultramontains ont poussé tout à l'extrême, et ont raisonné à outrance contre toutes les libertés, celles de l'état comme celles de l'église.

» Si de pareils systèmes n'étaient pas de nature à compromettre les plus graves intérêts de la religion dans le présent et surtout dans l'avenir, on pourrait se contenter de les mépriser ; mais, quand on a le pressentiment des maux qu'ils nous préparent, il est difficile de se taire et de se résigner. Vous avez donc bien fait, monsieur le comte, de les stigmatiser. »

Voilà, Monsieur, comment s'exprimait, il y a dix-sept ans, le pasteur du plus vaste diocèse de la chrétienté, en me félicitant

d'une de mes premières protestations contre l'esprit que je n'ai cessé de combattre depuis lors. Car ce n'est pas aujourd'hui, c'est dès 1852 que j'ai commencé à lutter contre les détestables aberrations politiques et religieuses qui se résument dans l'ultramontanisme contemporain.

Voilà donc, tracée par la plume d'un archevêque de Paris, l'explication du *mystère* qui vous préoccupe et du *contraste* que vous signalez entre mon ultramontanisme de 1847 et mon gallicanisme de 1870.

C'est pourquoi, sans vouloir ni pouvoir entrer dans la discussion de la question qui va se décider au concile, je salue avec la plus reconnaissante admiration, d'abord le grand et généreux évêque d'Orléans, puis le prêtre éloquent et intrépide, qui ont eu le courage de se mettre en travers du torrent d'adulation, d'imposture et de servilité où nous risquons d'être engloutis. — Grâce à eux, la France catholique ne sera pas restée trop au-dessous de l'Allemagne, de la Hongrie et de l'Amérique. — Je m'honore publiquement et plus que je ne puis dire de les avoir pour amis, pour confrères à l'Académie. — Je n'ai qu'un regret, celui d'être empêché par la maladie de descendre dans l'arène à leur suite, non certes sur le terrain de la théologie, mais sur celui de l'histoire et des conséquences sociales et politiques du système qu'ils combattaient.

Je mériterais ainsi ma part, et c'est la seule ambition qui me reste, dans ces *litanies d'injures*, journallement décochées contre mes illustres amis, par une portion trop nombreuse de ce pauvre clergé, qui se prépare de si tristes destinées, et que j'ai autrefois aimé, défendu et honoré comme il ne l'avait encore été par personne dans la France moderne.

Du reste, j'ai pleine confiance en l'avenir.

Dans l'ordre politique, nous sommes déjà délivrés du système que tant d'esprits faux et serviles avaient acclamé comme l'apogée de l'ordre et du progrès, et nous voyons renaitre la vie publique avec la liberté.

Dans l'ordre religieux, je reste convaincu, malgré toutes les apparences contraires, que la religion catholique, sans subir la moindre altération dans la majestueuse immutabilité de ses dogmes ou de sa morale, saura s'adapter en Europe, comme elle l'a déjà fait en Amérique, aux conditions inévitables de la so-

ciété moderne, et qu'elle demeurera comme toujours la grande consolation et la grande lumière du genre humain.

Agréez, etc.

Signé : CH. DE MONTALEMBERT.

En face de cette lettre, dernier écrit de M. de Montalembert, que reste-t-il de celle du 28 septembre 1869 ? On voit que l'auteur avait fait du chemin dans ces quelques mois, et qu'il donnait son plein assentiment aux protestations du P. Gratry, c'est-à-dire à cela même qu'il avait blâmé chez le P. Hyacinthe. Après le concile, le P. Gratry, mourant, accepta cette infâbilité contre laquelle il avait protesté. M. de Montalembert aurait-il suivi son exemple ? On a raconté au cours du procès que « dans les derniers moments de sa vie on lui posait cette question : « Si le concile condamne vos idées et détruit vos espérances, que ferez-vous ? — Je lutterai tant que je pourrai, » répondait-il, et il ajoutait avec un triste sourire et revêtant sa pensée d'une de ces images qui lui étaient familières : « Le fils aussi peut résister à son père, mais seulement jusqu'à ce que son père ait décidé et résolu ; alors il n'a plus qu'à obéir. Le pape, c'est un père, et je me soumettrai ; c'est très simple. » A moins de penser que M. de Montalembert avait perdu toute force et cessé d'être lui-même, il est impossible d'admettre ce récit autrement que comme un commencement de la légende qui tend à se former autour de son nom, car il est en contradiction formelle avec sa vie aussi bien qu'avec ses écrits. M. de Montalembert avait derrière lui une de ces expériences qui ne se renouvellent pas. Un instant, en 1851, il fut infidèle aux croyances de toute sa vie : il déserta la liberté et approuva le coup d'état du 2 décembre. Or voici ce que lui-même en disait un an et demi avant sa mort :

« Mais ici l'on m'interrompra peut-être pour me rappeler, comme

on l'a fait récemment, que moi aussi, en 1851, j'ai accepté et approuvé le coup d'état ou du moins la dictature qui en résultait. C'est vrai. *J'ai commis alors une grande faute, la plus grande de ma vie.* Il m'en coûte peu de l'avouer : il m'en a coûté beaucoup plus de la commettre. Après mille hésitations et avec mille réserves, j'ai partagé l'illusion de l'immense majorité des Français. Trompé sur la nature et l'étendue du danger réel que nous courrions alors, j'ai cru à la nécessité d'un coup d'état pour sauver la société et la liberté qui me semblaient toutes deux menacées par l'anarchie. Je l'ai cru, et ce que j'ai cru, j'ai eu le tort de le dire. Sans avoir pris la moindre part au renversement de l'ordre légal ni à la création du pouvoir nouveau, j'ai pensé un moment que l'on pourrait tirer parti de ce nouveau pouvoir, comme de la république de 1848, pour le bien. Ce tort incontestable, je crois l'avoir suffisamment expié. Une longue suite de luttes et de protestations sans relâche, qui n'ont pas toujours été sans péril, peuvent bien contrebalancer une erreur de quinze jours. *Si mon illusion a duré quinze jours, mon expiation a déjà duré plus de quinze années : elle durera certainement autant que ma vie.* D'ailleurs, je n'ai accepté qu'une dictature, c'est-à-dire un remède essentiellement temporaire, et rien de plus. Je n'ai jamais imaginé de transformer ce remède en régime permanent et nécessaire. Je n'ai jamais prétendu confondre la diète d'un malade à l'hôpital avec l'alimentation régulière de la santé ou de la nature ; je n'ai jamais essayé de présenter une opération douloureuse et humiliante, bien que nécessaire, comme le plus glorieux des triomphes ; surtout je n'ai jamais proclamé ni ratifié aucune des doctrines aveuglément rétrogrades ou hardiment serviles qui se sont accrochées au coup d'état et au nouvel empire. Loin de là, dès que j'ai vu le césarisme orthodoxe et le fanatisme de l'intolérance, joints à la haine maniaque et envieuse de l'éloquence, de la discussion et de l'indépendance parlementaire, se dégager du sein de l'ordre nouveau pour s'ériger en théorie politique et sociale, en dogmatisme insolent, j'en ai eu horreur, et depuis lors je les ai toujours combattus et réprouvés de mon mieux. Le premier, j'ai répudié cette prétendue rénovation de l'antique alliance de l'autel et du trône qui ne devait être que « l'alliance du corps de garde et de la sacrastie¹ » ; le premier, j'ai prédit les mécomptes et les désen-

¹ Discours sur la nouvelle loi militaire en 1855.

chantements et, de plus, les terribles dangers qui ne pouvaient manquer d'en sortir ; le premier aussi, j'ai prédit l'inévitable résurrection des idées, des besoins et des institutions que l'on déclarait à jamais condamnés¹. »

Peut-on croire qu'avec ce souvenir brûlant, M. de Montalembert eût pu admettre un seul instant ce qu'on a appelé avec raison le coup d'état du Vatican ? Quant à moi, il m'inspire trop de respect pour que je le puisse. La proclamation de l'infâbilité du pape a été le triomphe suprême de la faction qu'il a combattue toute sa vie et dont il disait, déjà le 20 juin 1864 :

« Jusqu'à quand durera l'empire de ce *terrorisme* exercé par des journalistes sans mission et sans pudeur, terrorisme dont il n'y a pas d'exemple antérieur dans toute l'histoire ecclésiastique ? Je cesserais d'être catholique si je pouvais croire que l'église dût se personnaliser dans de tels hommes, ou sanctionner de tels principes et de tels procédés². »

Après de telles paroles ; après celles qu'il écrivait le 7 novembre 1869 à M. Döllinger : « Si vous pouviez vous figurer l'abîme d'idolâtrie où est tombé le clergé français, etc., » il est impossible de penser que M. de Montalembert, s'il eût vécu jusqu'à nos jours, aurait pu accepter l'état actuel du catholicisme. Il n'aurait pas réédité sans doute *l'Espagne et la liberté*, écrit de circonstance qui, le moment passé, ne pouvait plus être publié que par d'autres que par lui, mais il aurait écrit assurément des choses bien plus fortes et plus retentissantes. En exhument ses pensées de 1868, on lui a fait tenir un langage beaucoup plus modéré que s'il eût été vivant, et on ne l'a pas trahi, comme disait M. Louchet, on a accompli, au contraire, ce

¹ *Des intérêts catholiques au dix-neuvième siècle*, novembre 1852.

² Fragment d'une lettre inédite au P. Hyacinthe, cité par lui dans sa lettre du 26 octobre 1872 au *Temps*.

qui aurait été bien plus encore le vœu de son cœur s'il avait pu imaginer tout ce qui se passerait après lui.

Qu'on marque les étapes successives par lesquelles M. de Montalembert a passé au sujet du P. Hyacinthe : d'abord l'explosion du 28 septembre 1869 ; mais six jours après déjà, sur les explications de son ami, il en revient à peu près complètement ; il ne donne plus qu'un argument dont l'avenir devait démontrer l'inanité : « Cher ami, lui dit-il, vous ne pouvez pas cependant croire que vous seul au monde ayez raison contre tous ; or je vous prie de me citer un seul vrai catholique que vous n'ayez pas consterné. » Le P. Hyacinthe a été le premier ; comme tous les initiateurs, il a été un moment seul, incompris de ses meilleurs amis, mais l'événement lui a donné raison, et des catholiques nombreux, sincères autant que sérieux, ont suivi son exemple. Le rapprochement des deux amis s'était donc fait immédiatement ; il se poursuit jusqu'au moment où, quelques mois après, M. de Montalembert s'associe ouvertement à la protestation du P. Gratry contre l'infailibilité du pape, et se place sur le terrain même du P. Hyacinthe. Voilà pourquoi ce dernier est demeuré convaincu qu'il était encore le représentant et le mandataire de M. de Montalembert pour *l'Espagne et la liberté*, et voilà aussi pourquoi je partage sa conviction. Lorsque M. de Montalembert écrivait son codicille du 7 octobre, il n'était déjà plus l'homme du 28 septembre, il était celui du 4 octobre, animé d'autres sentiments, conduit par d'autres idées, et l'on conçoit parfaitement que tout en retirant à son ami un mandat général et collectif, par égard pour les autres personnes qui y étaient associées, il ait maintenu une autorisation spéciale, toute personnelle et intime, donnée en dehors de ses dispositions testamentaires.

Ceci répond aux questions posées par M^e Bétolaud :

« Est-il possible d'admettre que M. de Montalembert a pu considérer un instant M. Loyson comme son mandataire et son représentant ? A qui donc le mandat avait-il été donné ? Au P. Hyacinthe ! En quels termes ? Au « cher et » bon Père ! » Il n'avait pas été donné au prêtre défroqué, encore moins au prêtre marié. »

Prêtre défroqué ! Prêtre marié ! tels ont été les grands arguments de notre partie adverse, et sans doute ceux qui ont fait le plus d'impression sur le public. Quant à la première dénomination, je me borne à renvoyer M^e Bétolaud à la lettre du 28 septembre, où M. de Montalembert, au milieu même de sa douleur, approuve implicitement la sortie du couvent du P. Hyacinthe. En ce qui concerne le « prêtre marié », j'aurais le droit de répondre que le P. Hyacinthe ne l'était pas lors de la mort de son ami, et qu'un fait survenu en 1872 ne peut avoir en droit aucune influence sur l'interprétation de volontés exprimées trois ans auparavant. Si le P. Hyacinthe eût fait sa protestation après la mort de M. de Montalembert, au lieu de la faire avant, le codicille du 7 mai n'en aurait pas moins subsisté avec toutes ses conséquences. Mais je ne veux reculer devant aucune des faces de la question qui s'est posée.

Lorsqu'on affirme avec une assurance étrange que M. de Montalembert, s'il eût vécu, aurait répudié le mariage du P. Hyacinthe, on essaie de le condamner, après coup, à un immobilisme qui n'est pas dans la nature humaine, et qui n'était assurément pas dans son caractère. Le propre du chrétien, en particulier, c'est le progrès. Comme toutes les âmes droites, M. de Montalembert, quand il avait tort, savait le reconnaître et changer d'idées. Il l'a fait d'une manière bien remarquable, comme je l'ai montré, à la fin de sa vie. Or, une fois que la lumière commence à se faire dans un esprit comme le sien, elle peut amener des révolutions

profondes autant que rapides, pour peu que les événements y prêtent. C'est l'histoire du P. Hyacinthe lui-même. Il n'est point arrivé de plein saut aux diverses étapes qui ont marqué sa carrière ; ses convictions se sont modifiées successivement, par degrés, à la suite de ses expériences, et aucun homme ne peut affirmer que M. de Montalembert n'aurait pas suivi le même chemin et n'en serait pas venu à comprendre, à désirer même l'abolition du célibat des prêtres. J'ai, pour ma part, des raisons de penser que ce changement, si grand et si étonnant qu'il paraisse, se serait accompli si M. de Montalembert avait vécu jusqu'à nos jours, et ces raisons je n'ai aucun désir de les taire.

On a beaucoup blâmé le mariage du P. Hyacinthe, même chez les protestants, qui n'ont aucune objection à faire à cet acte en soi, et l'expression la plus douce de ce blâme a été le regret que le P. Hyacinthe se fût par là enlevé le moyen d'exercer une influence salutaire sur ses coreligionnaires catholiques. Quant à moi, je l'ai toujours approuvé sur ce point, et je ne regrette nullement d'être appelé à donner avec plus de développement des idées que j'ai déjà exprimées il y a deux ans¹. Je crois que le mariage a été pour le P. Hyacinthe, non-seulement une condition nécessaire de son œuvre, mais qu'il est en soi une partie importante, la plus importante peut-être de cette œuvre. Par là, comme par sa protestation du 20 septembre 1869, il a été un initiateur, destiné, ainsi que tous ceux qui devancent leur temps, à demeurer incompris d'abord et à en souffrir beaucoup, mais aussi à exercer à la longue une influence décisive.

Dans la lettre de M. de Montalembert du 28 septembre

¹ *Bibliothèque universelle*, livraison de mai 1875, *la France actuelle*, pag. 126 et suivantes.

1869, il y a un passage remarquable, celui-là même que M^e Bétolaud a relu dans sa réplique, « parce qu'il imprime, disait-il, comme avec un fer rouge, un stigmate indélébile. » Le voici :

« Avec l'aide du temps et des événements, vous remonterez peut-être dans la chaire, où vous avez encore tant de conquêtes à faire, et qui est la seule tribune où vous puissiez parler avec honneur, je dirai même avec décence. Mais si vous avez le malheur de céder aux invitations, aux provocations dont les libres-penseurs et les protestants surtout vont vous assaillir ; si vous entreprenez de vous justifier en attaquant de plus en plus l'église, votre mère ; si vous devenez un orateur de réunions profanes et vulgaires, vous tomberez dans le néant, au-dessous de Lamennais lui-même, qui a au moins fini par se retrancher dans le silence, et tandis que vos amis, comme moi, ne pourront que pleurer en secret sur votre déchéance, vous deviendrez le jouet d'une publicité sans entrailles et sans frein, *ludibrium vulgi*, comme ces gladiateurs captifs, exploités et déshonorés, malgré leur noblesse naturelle, par les caprices de la foule obscène des païens. »

Puis comme pour compléter sa pensée, il ajoute immédiatement :

« Vous le voyez, je vous parle sans détour, sans précaution, sans réserve ; je ne vous parle pas en chrétien, en confesseur, en docteur. Je n'en aurais pas plus le droit que l'envie. Je vous parle uniquement en ami, en homme du monde, en vieux libéral, en vieux soldat amoureux de la lutte, de l'honneur, de la gloire et de la vôtre, non moins et peut-être plus que de la sienne. Ecoutez, je vous en conjure, cette voix qui ne vous a jamais trompé, jamais trahi, jamais flatté, et qui vous indique aujourd'hui votre dernière chance de salut.

» Laissez-moi vous donner encore une dernière preuve de cette affection dont vous n'avez évidemment jamais mesuré la profondeur, ni compris l'intensité. Mon âge me donne à la fois la triste expérience des nécessités de la vie et le droit de prendre avec vous une liberté devant laquelle d'autres reculerait peut-être. Vous devez être sans ressources matérielles, et cette pénurie ne peut

qu'aggraver les difficultés inexprimables de votre situation. Eh bien, je vous supplie, confiez-moi vos embarras, et pour en sortir, ne vous adressez qu'à moi et à ceux qui, comme moi, sont avant tout les amis de votre passé. Je ne suis pas opulent, mais j'ai une grande aisance, et jamais je n'aurai fait du superflu que Dieu m'a accordé un usage plus doux à mon cœur. •

Quelle était ici la pensée de M. de Montalembert ? Elle n'est pas difficile à découvrir, et c'est le nom de Lamennais qui en donne la clef. Lamennais est pour lui dans cette circonstance le type éclatant de toute une classe, beaucoup plus nombreuse qu'on ne le pense et fort mélangée, celle des prêtres qui ont quitté leurs fonctions pour une raison ou pour une autre. Ces hommes, M. de Montalembert le savait parfaitement, mènent pour la plupart l'existence la plus misérable. Formés dès leur jeunesse pour la prêtrise dans des séminaires, séparés de la société, de sa vie et de ses luttes, n'ayant appris que ce qui peut les mettre en état de remplir leurs fonctions, ils n'existent en quelque sorte que par l'église dont ils sont les serviteurs, et s'ils la quittent ou sont repoussés par elle, ils tombent bien réellement dans le néant, selon l'expression de M. de Montalembert, surtout, ce qui est ordinairement le cas, s'ils ne possèdent aucune fortune personnelle. Ils n'ont aucune expérience réelle de la vie, aucun moyen d'existence, ils sont séparés de leur famille, séparés de la société qui les repousse, livrés à un isolement complet, absolument déclassés, les êtres les plus malheureux, les vrais parias du monde contemporain.

Voilà le sort que M. de Montalembert entrevoit pour celui qui a été, qui est encore son ami le plus cher, mais avec une aggravation considérable à ses yeux. Le P. Hyacinthe, avec sa grande réputation, avec son talent oratoire, n'en sera évidemment pas réduit à devenir cocher de

fiacre à Paris, comme tant d'autres malheureux prêtres rejetés par l'église. Il va être l'objet d'invitations et de provocations de la part des libres-penseurs et des protestants; il deviendra un orateur de réunions profanes et vulgaires, et tombera ainsi au-dessous de Lamennais lui-même, qui a du moins fini par se retrancher dans le silence. Voilà ce dont il cherche à le sauver, et pourquoi il lui ouvre d'une manière si touchante à la fois son cœur et sa bourse. Voilà pourquoi, après la réponse du P. Hyacinthe, il se sent comme soulagé d'un poids énorme et lui écrit le 4 octobre : « Oh ! que vous me consolez en me disant que vous ne voulez pas quitter l'église ! Je vous crois, et je demande instantanément à Dieu de vous maintenir dans cette résolution. »

Les appréhensions de M. de Montalembert étaient-elles absolument sans fondement ? L'expérience, tout au moins, les justifiait. Malgré tout, c'est une terrible épreuve, même ou plutôt surtout pour un homme comme le P. Hyacinthe, de briser avec tout son passé, à l'âge de quarante ans, de quitter la vie calme, exempte de soucis matériels du couvent, la faculté de penser et d'étudier sans avoir à se préoccuper du dehors, accompagnée des jouissances sociales les plus exquises, telles qu'un grand orateur doit en rencontrer, pour entrer, sans aucune préparation, dans la lutte pour l'existence, de plain-pied avec les autres hommes, et pour n'y rencontrer souvent que défiance et mépris. Cette épreuve est si profonde, si incessante, si poignante, que le P. Hyacinthe y a succombé. Lui-même, il en a donné la preuve décisive dans ses *Fragments*¹. Le 4 août 1870, il a fait une tentative pour rentrer dans son couvent, et voici la lettre qu'il écrivait à ce sujet :

¹ *De la réforme catholique*. Lettres, fragments, discours, par le Père Hyacinthe (pag. 67). Paris, 1872.

Au R. P. Définiteur, remplissant les fonctions de général des Carmes déchaussés, à Rome.

« Paris, 4 août 1870.

» Mon très révérend Père,

» L'année dernière, à la veille du concile du Vatican, et en présence du péril extrême que courait l'église et des illusions fatales que l'on se faisait sur l'étendue du danger comme sur les moyens pratiques de le prévenir, je crus qu'il y avait pour moi un devoir impérieux d'élever la voix. Je ne pouvais le faire en demeurant sous la discipline monastique ; je le pouvais d'autant moins que le R. P. Général de notre ordre venait d'infliger un blâme d'ensemble à ma prédication, et pour m'empêcher « de me mêler des questions agitées parmi les catholiques, » m'avait ordonné, sous les peines sévères du *précepte formel*, « de ne plus faire imprimer ni lettres, ni discours. » Dans un tel état de choses, je n'hésitai pas à quitter momentanément mon couvent. Mon intention en agissant ainsi n'était point de foulé aux pieds mes vœux religieux, ni de rompre violemment avec la vie du cloître, mais seulement de m'acquitter d'une obligation que je considérais comme plus pressante et plus sacrée. Voilà pourquoi je ne me suis jamais considéré comme atteint par l'excommunication qui frappe le moine apostat.

» Je crois avoir satisfait maintenant à ce grave et douloureux devoir. Le concile, d'ailleurs, sans être officiellement prorogé, demeure en réalité suspendu, et la guerre impose silence à toutes les discussions religieuses.

» Je viens donc vous exprimer, mon très révérend Père, ma volonté sincère et mon désir ardent de reprendre l'exercice de la vie du Carmel. Vous trouverez en moi, je l'espère, un esprit docile en tout ce qui touche aux choses de l'état religieux. Je vous prie seulement de ne pas exiger dans un autre ordre d'idées ce que ma conscience ne me permettrait pas d'accorder, je veux dire la rétractation de mes deux lettres du 20 septembre 1869 et du 30 juillet 1870, et l'abandon de convictions qui me sont plus chères que la vie, et sur lesquelles un concile vraiment œcuménique n'a pas encore prononcé.

» Quelque douloureux que soit l'état actuel de l'église, je veux espérer qu'il existe encore une conciliation possible entre les

obligations diverses qui s'imposent à ma conscience, et j'ose compter sur votre sagesse et votre bonté paternelles pour m'aider à la réaliser.

• FR. HYACINTHE, Carme déchaussé. •

Cette lettre, à laquelle il ne fut donné aucune réponse, prouve que le P. Hyacinthe était demeuré beaucoup plus près de M. de Montalembert du 28 septembre 1869, qu'on ne s'en doute, beaucoup plus probablement que ne l'aurait été celui-ci s'il avait vécu jusqu'au 4 août 1870. On y voit aussi combien sa vie nouvelle pesait au P. Hyacinthe, combien il en était las, tourmenté et malheureux : cela seul peut expliquer sa démarche. L'isolement bien réel, malgré les amis qu'il avait conservés, il en a fait l'expérience amère pendant deux années encore, et je suis convaincu, pour ma part, que si cet état de choses avait continué, le découragement se serait emparé de lui, il aurait été sans force pour le combat de la vie, et perdu pour son œuvre. Il lui fallait le point d'appui de la famille pour remplacer celui de son couvent et de l'église qui lui manquait. Son mariage a été une nécessité impérieuse de sa position, et avant de le blâmer ou d'en exprimer un regret, il convient d'examiner si la carrière future du P. Hyacinthe était possible en dehors de ce pas décisif auquel il n'est pas arrivé probablement sans une lutte intérieure violente et prolongée, car aucun de ses actes n'a eu une portée aussi grande.

Pressé par cette obligation à laquelle il ne pouvait plus se soustraire sous peine de renoncer à son œuvre, le P. Hyacinthe ne s'est assurément pas rendu compte tout d'abord de l'importance de sa décision pour l'avenir du catholicisme. Ses adversaires ont été plus clairvoyants. Certes, ce n'était pas la première fois, il s'en faut, qu'un prêtre catholique se mariait. Mais ceux qui rompaient

ainsi avec l'église, presque toujours le faisaient pour leur compte personnel : on pouvait simplement les jeter par dessus bord et n'en plus parler. Pour le P. Hyacinthe, il en était autrement : d'abord c'était le P. Hyacinthe, la plus grande réputation oratoire du catholicisme romain : ensuite, bien loin de rompre par son mariage avec le catholicisme et la prêtrise, il en faisait le point de départ d'une reprise vigoureuse de son ministère : non-seulement il allait sortir de son silence, faire entendre de nouveau une voix toujours retentissante, mais sa position de prêtre marié allait devenir une prédication incessante, bien plus éloquente encore que sa parole et bien plus dangereuse pour l'ultramontanisme. Aucun de ses actes n'a soulevé une pareille tempête de dénoncations et de calomnies, aucun n'a été blâmé aussi fortement même par les indifférents, même par les ennemis de l'église. Mais, j'en suis convaincu, plus la condamnation a été bruyante, générale, unanime, plus aussi le revirement, quand il se produira, sera vigoureux et profond, plus les conséquences en seront grandes. La France a eu ici encore la singulière fortune d'ouvrir par un de ses enfants une voie nouvelle, la voie par laquelle le catholicisme pourra sortir de l'impasse où il est engagé ; il est possible qu'elle se laisse devancer, comme cela lui est arrivé souvent, dans l'application d'une réforme qu'elle a inaugurée, mais elle y reviendra un jour, et l'acte du P. Hyacinthe sera envisagé alors d'une tout autre manière qu'il ne l'est aujourd'hui.

Mais le P. Hyacinthe, par son mariage, n'est-il pas de fait sorti de l'église, n'a-t-il pas rompu délibérément avec elle, n'a-t-il pas cessé d'être prêtre ?

Il vaut la peine de l'examiner ; et c'est ici surtout que je dois répéter que je donne mes propres arguments, non ceux du P. Hyacinthe, que je ne connais pas. Lui, il a pu-

blié une brochure sur son mariage, que tous mes lecteurs pourront se procurer s'ils le veulent ; je ne l'ai pas même vue, et je n'ai pas voulu la lire avant d'écrire ces lignes, afin de pouvoir donner mes propres opinions sans aucun mélange des siennes.

Or, pour avoir la définition du prêtre et du célibat ecclésiastique tels qu'ils sont compris aujourd'hui par les infaillibilistes, je m'adresse à un ultramontain de la plus belle eau, à un défenseur attitré des jésuites, à Mgr de Ségur. Ce prélat a écrit un petit livre fort curieux, intitulé : *Causeries sur le protestantisme d'aujourd'hui*, dont le titre indique l'esprit, et qui en était arrivé en 1874 à sa vingt-neuvième édition. Il y pose la question : « Qu'est-ce en effet qu'un prêtre ? » et voici ce qu'il répond :

« Un prêtre est un homme consacré exclusivement à Dieu par le sacrement de l'Ordre qu'il reçoit par l'imposition des mains de l'évêque, et qui lui donne, au nom de notre Seigneur Jésus-Christ, un caractère inviolable et saint, le pouvoir et le devoir d'enseigner aux hommes la religion, de célébrer le sacrifice eucharistique, de remettre les péchés et de sanctifier ainsi le peuple fidèle. Par le sacrement de l'Ordre, le prêtre reçoit une participation à la puissance de Jésus-Christ sur les âmes. Il est fait prêtre pour toujours, et il reste prêtre, lors même qu'il voudrait ne plus l'être, de telle sorte que son pouvoir et la sainteté de son ministère sont absolument indépendants de ses qualités personnelles. »

Ainsi, selon la doctrine la plus moderne de l'église catholique, le prêtre reste prêtre quoi qu'il fasse ; il ne peut se dépouiller de son caractère même s'il le veut. Le P. Hyacinthe est donc demeuré prêtre.

Passons maintenant au célibat ecclésiastique, et écoutons encore Mgr de Ségur :

« C'est le célibat, dit-il, qui permet aux prêtres de se donner entièrement à leur saint ministère. En embrassant l'état ecclésiastique ils s'obligent, de plein gré et après une longue épreuve, à garder la parfaite continence ; et bien que cette obligation ne

soit pas d'institution divine, elle est néanmoins d'une merveilleuse sagesse. L'église a bien su ce qu'elle faisait en changeant en précepte absolu pour ses prêtres le conseil évangélique et apostolique du célibat, et le démon sait bien ce qu'il fait aussi lorsqu'il réclame contre cette salutaire institution. »

Mgr de Ségur admet donc que le célibat des prêtres *n'est pas d'institution divine*; c'est quelque chose, et il faut lui en savoir gré. Et j'ajoute que non-seulement il n'est pas d'institution divine, mais qu'il est en contradiction profonde avec la lettre comme avec l'esprit des saintes Ecritures, qui sont la base du christianisme, et que c'est de cette déviation des commandements divins que sont sorties la plupart des autres déviations qui ont fait du catholicisme d'abord une théocratie, pour l'amener ensuite à l'ultramontanisme contemporain et à la doctrine sacrilége de l'inaffabilité d'un homme mortel.

Le judaïsme, qui était une préparation au christianisme, était réellement une théocratie, dans laquelle Dieu lui-même était intervenu directement. Il avait établi comme son représentant un souverain sacrificateur assisté de lévites, et bien loin de lui recommander le célibat, il lui avait imposé de fait le mariage, puisque la haute fonction dont il était revêtu devait demeurer dans la famille d'Aaron et se transmettre de père en fils. De même pour les lévites, qui formaient une tribu. Jésus-Christ est venu abolir la théocratie; il a été, selon les Ecritures, le grand souverain sacrificateur, qui s'est livré lui-même en sacrifice, afin qu'il n'y en eût plus d'autre et que son sang précieux servît à la purification de tous les hommes. Il n'a établi aucune nouvelle sacrificature, aucun remplaçant visible, parce qu'il était venu établir, comme il le disait, « le culte en esprit et en vérité, » c'est-à-dire celui qui s'adresse à Dieu directement, sans intermédiaire humain,

sans prêtre et sans des édifices spéciaux. Lui-même n'avait rien organisé, il posa seulement les grands principes de la conversion, de la foi personnelle, de l'amour pour Dieu et les hommes, de la communion directe de l'âme avec le Seigneur. A propos du mariage, il rappelle le commandement ancien : « L'homme laissera son père et sa mère et se joindra à sa femme, et les deux ne seront qu'une seule chair. » Ses apôtres, qui fondèrent l'église, qui y établirent un ministère, n'interdirent point le mariage ; ils recommandent que l'évêque, ou surveillant, soit le mari d'une seule femme. Saint Paul, que ses voyages incessants détournent du mariage, et qui y est personnellement peu enclin, parce qu'il en comprend les charges, le recommande néanmoins dans la plupart des cas ; il dit : « Il vaut mieux se marier que de brûler. » (1 Cor. VII, 9.) « Le mariage est honorable entre tous, et le lit sans souillure ; mais Dieu jugera les fornicateurs et les adultères. » (Hébr. XIII, 4.) Quand, dans l'église de Corinthe, on veut tourner contre lui son antipathie pour le mariage et limiter sa liberté, il la revendique hautement. « N'avons-nous point le pouvoir, dit-il, de mener avec nous une sœur femme (c'est-à-dire d'être marié), ainsi que les autres apôtres, et les frères du Seigneur, et Pierre ? » (1 Cor. IX, 5.) Enfin, saisi de l'esprit prophétique, il écrit à Timothée (1 Tim. IV, 1-3) : « Or l'Esprit dit expressément qu'aux derniers temps quelques-uns se révolteront de la foi, s'adonnant aux esprits séducteurs, et aux doctrines des démons, enseignant des mensonges par hypocrisie, et ayant une conscience cautérisée ; *défendant de se marier*, commandant de s'abstenir des viandes que Dieu a créées pour les fidèles, et pour ceux qui ont connu la vérité, afin d'en user avec des actions de grâces. »

Voilà la lettre de l'Evangile ; elle est contraire à toute prétention d'imposer le célibat à qui que ce soit, et spécialement aux serviteurs de l'église. L'esprit de l'Evangile lui est encore plus fondamentalement opposé. A mesure qu'on l'approfondira davantage, on trouvera que Jésus-Christ n'est point venu donner un collier de force aux hommes, qu'il n'a voulu faire violence à la nature humaine dans aucune sphère, ni sous aucune forme, mais qu'il veut la purifier, la sanctifier, en l'affranchissant du péché, et le grand ressort de cet affranchissement doit se trouver dans l'amour pour Dieu, dans la reconnaissance éprouvée pour le grand salut accompli sur Golgotha. Assurément, Jésus-Christ demande à ses disciples le renoncement, l'oubli d'eux-mêmes ; ils doivent pouvoir quitter père, mère, femme, enfants, pour l'amour de lui, porter leur croix comme lui-même a porté la sienne, mais ils doivent le faire, non par contrainte, mais sous l'empire du sentiment du devoir, dans la liberté et par amour pour Dieu. Il n'impose pas le mariage, car il sait bien que cela n'est point nécessaire, mais il veut le sanctifier. Il admet dans des cas rares et exceptionnels le célibat, dans la liberté ; c'est une affaire entre l'homme et Dieu, qui ne saurait être l'objet d'un commandement divin, encore moins d'une obligation imposée par les hommes ; nous nous trouvons ici en présence d'un mystère, que Jésus-Christ lui-même constate dans ses réponses au sujet du divorce et du mariage. (Math. XIX, 3-12.) Pour l'immense majorité des hommes, pour les chrétiens surtout et pour les serviteurs de l'église, le mariage n'est pas seulement une nécessité, il est une bénédiction, la vraie base de la moralité, le grand levier du progrès en tous sens, le ciment social par excellence. Il produit de bons fruits même en dehors du christianisme, et combien plus quand il est sanctifié par l'esprit de Dieu.

Par une étrange perversion des faits, provenant du célibat des prêtres, on considère souvent le mariage dans les pays catholiques comme un tribut payé à la chair. M^e Bé-tolaud, dans ses discours, l'a dit très clairement. Or, il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour voir la vérité. Le mariage a été méprisé et évité à toutes les époques de profonde corruption. On ne se marie plus dans l'empire romain, les classes cultivées tout au moins, lorsqu'il commence à s'effondrer. Les égoïstes, les libertins, les débauchés, ne se marient pas, ou ne se marient que le plus tard possible, pour se faire une position et lorsqu'ils y trouvent un avantage matériel. Ils savent bien que, quelque décidés qu'ils puissent être à ne pas remplir leurs devoirs d'époux et de père, ils enchaîneront leur liberté et devront faire des sacrifices qui leur répugnent profondément. Là, en effet, se trouve la grande moralité et le suprême bienfait du mariage ; il est dans ce monde la grande école du renoncement, de l'oubli de soi, et de renoncements qui ne sont possibles que par l'amour, c'est-à-dire que le mariage est basé sur le même principe que le christianisme lui-même, qu'il y est une préparation, qu'il aide comme aucune autre chose à en comprendre l'essence et à en aimer la suprême beauté. Ceci est tellement dans l'esprit de l'Evangile, que l'église, qui est l'assemblée des croyants, est appelée dans les saintes Ecritures l'épouse de Jésus-Christ, et que le Nouveau Testament se termine en quelque sorte par cet appel frappant au Christ : « L'Esprit et l'épouse disent : Viens ! »

Ainsi, il y a entre le Sauveur et son église une union mystique semblable à celle de l'époux avec son épouse, un mariage spirituel dont le sens intime ne peut être bien compris que de ceux qui ont connu l'union terrestre. Et Jésus-Christ aurait déconseillé le mariage à ceux de ses

serviteurs qui sont spécialement chargés d'annoncer sa parole ! Il leur aurait enlevé le moyen de comprendre l'un des grands mystères de la religion chrétienne ! Il leur aurait fermé cette grande école du renoncement, du dévouement, du sacrifice accompli dans l'amour, qui se trouve dans le mariage ! Il les aurait privés, dans l'exercice de leur œuvre, difficile et délicate entre toutes, de l'aide d'une compagne semblable à eux, dont l'affection fait plus que doubler les forces ! Pour le prêtre seul, il aurait cessé d'être vrai que « deux valent mieux qu'un, car ils ont un meilleur salaire de leur travail, et si l'un des deux tombe, l'autre le relèvera : mais *malheur à celui qui est seul*, parce qu'étant tombé, il n'aura personne pour le relever ! »

Telles sont cependant les négations dans lesquelles Mgr de Ségur et tout l'ultramontanisme trouvent une merveilleuse sagesse. Or, l'histoire nous montre quels ont été les fruits de cette substitution d'une sagesse humaine aux commandements et à l'esprit de l'Evangile. Tout le monde sait que le célibat des prêtres a été l'agent le plus puissant d'une corruption immense autant que profonde des mœurs dans une période qui peut compter entre les plus tristes et les plus malheureuses, le moyen âge. Toute la littérature de cette époque en est comme saturée. Le grand schisme du XVI^e siècle en a été la conséquence. Le protestantisme a été une réaction contre les débordements nés du célibat des prêtres, et contre les erreurs qui en étaient résultées, et ce fut si bien cela que l'abolition du célibat fut l'une de ses premières réformes, et peut-être la plus importante, car elle consacra toutes les autres et les a maintenues.

La Réforme n'a pas été sans influence sur le catholicisme romain ; le débordement des mœurs en a reçu un échec ;



le clergé a observé plus de réserve, mais la corruption, pour être moins scandaleuse, n'en a pas moins subsisté pendant tout le dix-septième et le dix-huitième siècles, et ce n'est qu'à partir de la révolution française qu'un changement réel s'est accompli, et non pas partout au même degré. En France, le clergé romain en est arrivé de nos jours à une pureté de mœurs qui paraît être générale. Mais à quel prix l'a-t-on obtenue? Par une méthode d'éducation poursuivie dans les séminaires, et très effective semble-t-il, qui a pour objet et pour conséquence de tuer en eux toute virilité, toute énergie, toute initiative et toute pensée propres, pour en faire des serviteurs enfermés dans des règles étroites, façonnés à l'obéissance passive, à la soumission sans condition aux ordres de leurs supérieurs, et qui ont appris à voir l'essentiel de la religion dans les formes du culte et dans ses pompes extérieures. C'est ce qui fait la force de l'ultramontanisme et aussi sa faiblesse, car si par cette organisation il a obtenu l'adhésion et le concours d'une multitude de personnes, et surtout des femmes, il n'y est arrivé que par l'emploi de moyens étrangers ou hostiles à la vraie religion, à cet Evangile qui ne demande ni concerts dans les églises, ni pèlerinages, ni soumission extérieure, mais le changement du cœur et de la vie. Ce sont les croyants véritables qui donnent de la force à l'église, même quand ils comptent à peine par leur nombre. Le concours purement extérieur et formaliste des multitudes n'a d'autre effet que de créer des illusions que la première tempête sociale dissipera, sans qu'il en reste autre chose que des ruines fumantes.

En France, on en a un vague pressentiment. D'abord je constate qu'il y existe parmi les hommes, à l'égard du clergé catholique, une antipathie profonde qui va souvent jusqu'à l'aversion. J'ai rencontré ce sentiment il y a bie

des années déjà, à la ville comme à la campagne, à Paris comme dans les départements, et il me paraît avoir pris d'année en année plus de force, à mesure que le clergé multipliait ses efforts pour gagner des adhérents. Ensuite, les hommes ne croient pas à la vertu des prêtres, et je n'ai rencontré à cet égard que de très rares exceptions. Dès qu'ils sont entre eux et que la conversation tombe sur le clergé, ce sont des histoires scandaleuses à n'en plus finir. J'ai déjà dit que pour ma part j'avais meilleure opinion du clergé français. Mais faut-il s'étonner de ces défiances et de ces antipathies? Outre les souvenirs du passé, outre de grands procès criminels qui ont laissé un sillon ineffaçable dans les mémoires, il y a dans les hommes un instinct profond et vivace qui leur dit que le prêtre non marié vit en dehors des vraies conditions de la vie humaine, qu'il a une existence contre nature, qu'il est sorti de cette société dont il voudrait prendre la direction morale. Ce sentiment est si juste, si humain, et je l'ajouterai, même si chrétien, que jamais heureusement on ne pourra l'anéantir, et qu'il demeurera toujours comme une barrière infranchissable pour l'église catholique, aussi longtemps qu'elle maintiendra le célibat des prêtres.

Le prêtre, placé de fait en dehors de la société, n'ayant pas les mêmes intérêts qu'elle, sans patrie, sans famille, ignorant les luttes et les déchirements qui sont la part de tous, doit, à moins d'être animé d'une puissance de sympathie chrétienne bien rare, vivre nécessairement d'une vie artificielle et malsaine qui lui enlève toute prise réelle sur les âmes. Comment pourrait-il être le modèle de son troupeau, selon la recommandation des saintes Ecritures, lui qui s'est soustrait volontairement à toutes les charges, à tous les devoirs de la vie commune? Comment comprendrait-il les besoins, les difficultés, les anxiétés d'un

mari, d'une femme, d'un père, d'une mère, lui qui a rompu avec la famille ? Où trouvera-t-il le sentiment tendre et délicat qui doit inspirer le prêtre dans ses rapports avec l'enfance, après s'être éloigné des plus puissantes affections naturelles et de l'éducation qu'elles donnent à l'âme par les problèmes que pose à chaque instant la direction d'une famille ? Je pourrais multiplier ces questions, mais je m'arrête : chacun de mes lecteurs les posera lui-même d'après ses propres expériences.

Et qu'on le remarque bien, l'influence du célibat des prêtres ne s'arrête point à l'église ; elle s'étend à tout, à la société, à la politique. Sait-on pourquoi il y a cent vingt mille femmes inscrites à la police pour Paris seulement ? Que l'on compte le nombre des prêtres, et l'on aura un nombre correspondant de femmes privées de tout espoir d'avoir jamais une famille. Toutes ces malheureuses deviennent un levain de corruption qui doit fatallement infester la population dans son ensemble, lui donner le dégoût du mariage, dissoudre la famille, par la famille la société, et mettre en danger l'état lui-même. On s'effraie des fermentations sociales, on tremble au souvenir de la Commune, mais qu'on remonte à la source de ces terribles convulsions dont on redoute le retour, et l'on trouvera le célibat des prêtres, qui dénature la religion, qui en éloigne les hommes de toutes les classes, qui sape directement et indirectement les bases de la famille, et bien loin de se jeter entre les bras du clergé, comme le fait aujourd'hui une partie des classes cultivées en France, avec l'idée qu'en lui réside le seul moyen de salut, on se mettra résolument à l'œuvre pour le transformer en le ramenant aux conditions de la vie normale. Et qui sait combien de prêtres, malgré l'éducation du séminaire qui a faussé leurs idées, salueraient avec joie et reconnaissance

cette réforme comme l'aurore de jours meilleurs pour l'église elle-même ?

Aujourd'hui, l'ultramontanisme constitue pour la France un danger sur lequel je ne veux pas insister, parce que beaucoup de personnes le sentent et le voient déjà. Or, toute la puissance de l'ultramontanisme réside dans le célibat des prêtres, qui prive le clergé de tout point d'appui et le livre absolument et sans conditions à la hiérarchie romaine. Mais donnez à ces hommes une famille, faites-les rentrer dans la vie commune, et vous leur rendrez du coup, avec une patrie, l'indépendance et la liberté, ou tout au moins les moyens de les obtenir. Ils ne seront plus isolés, ils auront les mêmes intérêts que leurs ouailles, ils trouveront dans leur famille, dans leurs amis, dans leurs relations sociales le point d'appui et de résistance qui leur fait défaut aujourd'hui, et ils y gagneront une influence correspondante ; on aura confiance en eux, on les suivra désormais, une vraie vie religieuse pourra naître et se développer¹.

Il me reste à toucher un dernier point : la liberté n'est pas possible sans religion ; mais comment la liberté pour-

¹ C'était à Paris, pendant les débats de notre procès ; tout le monde discutait le P. Hyacinthe. Un de mes collaborateurs et amis, Français, faisait comme tout le monde. Il se trouva un jour avec un officier en retraite qui blâma vivement le mariage de M. Loyson et qui condamnait les prêtres en dépit de tout à un célibat perpétuel. — « Vous leur permettez donc, s'écria mon ami, d'avoir des maîtresses ? — Ce ne serait qu'un péché, répondit le capitaine, tandis que le mariage est pour eux un crime : celui qui manque au vœu de célibat est un renégat. — Vous êtes marié, capitaine, et vous avez des enfants, répartit mon collaborateur : Qu'aimeriez-vous mieux ? qu'un prêtre épousât votre fille ou qu'il séduisit votre femme ? »

L'officier se tut et s'éloigna tout songeur : il n'avait jamais pensé à cette objection.

rait-elle exister à côté d'une religion basée sur le despotisme infallible d'un homme, et dont le premier principe consiste dans la soumission absolue à ses ordres et à son gouvernement? Le christianisme pourtant est une religion d'affranchissement, non de servitude, et partout où il a été réellement quoique imparfaitement compris et suivi, il a eu pour conséquence cette liberté dans tous les domaines, qui est la base la plus sûre de l'ordre, de la paix, de la sécurité et du progrès permanent. Cherchez cette liberté dans les pays où domine le célibat des prêtres, vous ne la trouverez jamais! jamais! jamais!

Voilà pourquoi je considère le mariage du P. Hyacinthe comme l'événement le plus considérable dans le catholicisme romain depuis la proclamation de l'infalibilité du pape. Le premier est sorti du second, comme le remède souvent sort de l'excès du mal. Il a posé devant toutes les âmes sérieuses et sincères, amies de leur pays et soucieuses de l'avenir, la question de la réforme fondamentale dans le catholicisme romain, celle de la religion vraie, de la liberté ou de la servitude, du progrès régulier ou des explosions violentes et désastreuses dans la vie publique. La révolution de 1789 n'a jamais abouti en France parce qu'elle n'a jamais eu pour base un changement moral et religieux. C'est ce que me disait récemment encore à Paris un écrivain célèbre, dont le scepticisme est profond, mais qui a étudié l'histoire. Et il ajoutait avec découragement que la France était perdue, qu'il n'y avait plus rien à en attendre. Pour moi, qui crois à la puissance de la religion pour renouveler et régénérer les peuples aussi bien que les individus, j'espère de meilleures choses de la France, mais à la condition qu'elle se réveille enfin et que la révolution commencée il y aura bientôt un siècle soit fermée par la grande réforme religieuse et morale dont l'ab-

sence a été pour elle une source féconde de malheurs et de ruines.

Ceci me ramène à M. de Montalembert. Lui, qui déclarait avoir aimé la liberté plus que toute chose au monde, et la religion plus encore que la liberté, était-il incapable de comprendre ces choses ? Ses yeux, qui avaient commencé à s'ouvrir alors que le concile n'en était qu'à sa première période, se seraient-ils refermés devant la proclamation de cette infaillibilité contre laquelle il protestait si énergiquement d'avance ? Aurait-il supporté sans sourciller le spectacle qu'a donné le catholicisme romain depuis cette époque, reniant tout son passé et se soumettant comme un fils parce que le père avait parlé ? Eût-il, avec M^e Bétolaud, crié haro sur le prêtre défroqué, sur le prêtre marié, qui seul, à un moment donné, s'était tenu sur la brèche pour défendre ses convictions les plus chères ? Trouverait-il, avec M. Louchet, que le P. Hyacinthe lui a été infidèle en me remettant, pour la publier, *l'Espagne et la liberté*, et que je me suis associé à une « dernière trahison après toutes les autres, la trahison de l'amitié et de la mort ? »

Après avoir traité le côté moral du procès, et montré, je crois, que le P. Hyacinthe était bien encore à ce point de vue le représentant et le mandataire de M. de Montalembert, qu'il pouvait se considérer comme tel et n'a point forfait à la délicatesse en accomplissant l'un des derniers vœux de son ami, il me reste à aborder la question juridique. M^e Bétolaud m'a déjà adressé le compliment, peut-être un peu ironique, que je m'étais fait jurisconsulte dans l'introduction de *l'Espagne et la liberté*. Si cela est vrai, je confesse que je l'ai fait à la façon de M. Jourdain. Cette fois, pourtant, je tiens à mériter l'éloge, en me hâtant

d'ajouter que « je ne suis pas orfèvre, » déclaration qui serait superflue si je ne m'adressais qu'aux hommes du métier, et que je me bornerai à chercher par la raison et le simple bon sens la solution de la difficulté au point de vue du droit.

Or, si nous prenons le jugement du tribunal de la Seine qui a donné gain de cause à nos adversaires, nous y trouvons ceci : 1^o Il admet la valabilité du mandat verbal et facultatif donné au P. Hyacinthe ; — 2^o Ce mandat ne saurait être regardé comme un acte testamentaire en la forme holographie, ainsi que le soutenait M^e Bétolaud ; 3^o Il n'a pas été modifié par l'acte testamentaire du 7 mai, dans lequel la partie adverse voulait le faire rentrer ; — 4^o Mais le codicille du 7 octobre, par ses expressions générales, « embrassant sans aucune exception ni réserve les dispositions de toute nature dans lesquelles le nom de Loyson est mentionné, » le mandat spécial a été annulé par cela même, et le P. Hyacinthe n'avait plus le droit de publier *l'Espagne et la liberté*.

Par ce quatrième point, nous nous trouvons donc au cœur même du jugement, et le prononcé l'appuie sur les considérations morales que j'ai examinées plus haut, et sur l'impossibilité d'admettre que M. de Montalembert ait pu maintenir le mandat spécial qu'il avait donné au P. Hyacinthe.

Toute la question se concentre donc dans l'interprétation du codicille révocatoire du 7 octobre 1869.

Examinons, et pour cela qu'on me permette de remonter aux origines de *l'Espagne et la liberté*.

Si je consulte la correspondance antérieure au 28 septembre 1869, à laquelle il faut toujours revenir, j'y trouve deux faits importants : le premier, que j'ai déjà relevé, c'est que M. de Montalembert s'était surtout attaché au

P. Hyacinthe, non pas seulement à cause de la communauté de leurs idées, mais parce qu'il se sentait plus ou moins éloigné de ses anciens amis. Ainsi, déjà en 1865, il le remercie dans les termes les plus touchants de ses sympathies pour *les vaincus et les oubliés*.

Le second point se rapporte plus directement au procès. Dans une lettre de 1868, il y a un passage qu'il m'est permis de citer après M^e Allou, — et combien je voudrais pouvoir y joindre les deux alinéas qui le précèdent et le complètent ! — c'est celui-ci : « Je voulais, malgré le déplorable état où je languis, écrire quelques pages sur ce qui se passe en Espagne, dans le sens de ce que vous avez écrit vous-même à la *Rivista universale* de Gênes. Mais Foisset et d'autres se sont récriés avant même de savoir ce que je voulais dire, et ont monté un coup pour me réduire au silence. »

Nous assistons ici en quelque sorte à la naissance de *l'Espagne et la liberté*. Il semble que ce soit l'écrit du P. Hyacinthe qui en donne l'idée à M. de Montalembert, ou l'inverse. Quoi qu'il en soit, dès qu'il en parle, ses amis se récrient et montent un coup pour le réduire au silence. Il persévère néanmoins dans son travail ; mais lorsqu'il est terminé et qu'il l'offre au *Correspondant*, il retrouve plus vive encore l'opposition qu'il avait rencontrée avant même d'avoir rien écrit, tant et si bien qu'il en écrivait plus tard, avec une amertume profonde, — je cite encore après M^e Allou : — « Les directeurs actuels du *Correspondant* n'ont pas même voulu admettre mon travail à *correction* : si je les avais écoutés, je l'aurais mis au pilon, comme un livre obscène. » Que fait alors M. de Montalembert ? Il s'adresse à M. Guizot et à Mgr Dupanloup, il leur communique l'épreuve de son travail, il les appelle à son aide pour vaincre la résistance de ses amis.

M. Guizot lui indique un certain nombre de corrections qui le rendraient plus acceptable, mais même ainsi ils le refusent.

Cette lutte, dans l'état de santé où se trouvait M. de Montalembert, avait amené une recrudescence de son mal qui ne lui permit pas de faire immédiatement une publication séparée de son écrit. Mais il y eut probablement autre chose. Qu'on relise la lettre d'envoi au P. Hyacinthe, du 17 février, qui avait été évidemment précédée d'un échange d'idées sur ce sujet, et l'on y trouvera, tout à la fin, cette phrase singulière : « Mais en ce moment, la moindre indiscretion plongerait dans un véritable désespoir plusieurs âmes que nous devons aimer et respecter. » Quelles étaient ces âmes qu'il ne voulait pas plonger dans le désespoir ? Assurément il ne s'agit pas d'hommes. Il ne devait pas craindre de plonger dans le désespoir l'âme de M. Foisset, ni celle de M. Cornudet, ni même celle de M. L. de Gaillard. Qu'on rapproche maintenant cette phrase de celle que je citais plus haut, de ce *coup monté* dès le début pour le réduire au silence, et l'on comprendra peut-être sans trop de peine quel genre d'influences on avait employé pour vaincre sa résistance, et d'autant mieux qu'on examinera avec plus d'attention ce qu'il fait ensuite. Il avait cédé, de guerre las ; il ne voulait pas recommencer une lutte, d'ailleurs inutile, car le moment était passé pour lui de publier un écrit de circonstance qui empruntait une partie de son intérêt à son actualité, et qui ne pouvait plus paraître désormais de son vivant. Mais c'est « son testament politique et religieux, » — c'est lui qui le désigne ainsi, et je cite encore après M^e Allou, — il ne veut pas qu'il soit anéanti à tout jamais s'il y a quelque chance qu'il puisse être publié un jour, et c'est pour cela qu'il le remet à son ami le plus cher, avec l'autorisation de le publier après sa

mort lorsqu'il jugera pouvoir le faire. Et comment le lui remet-il ? A l'insu de ceux qui avaient empêché de le publier, à l'insu de sa famille et de ses exécuteurs testamentaires, ce sont eux qui l'ont fait déclarer au tribunal, et il recommande à son ami le secret le plus absolu. N'y a-t-il pas ici l'évidence complète qu'il s'agissait pour M. de Montalembert d'une mission spéciale qu'il voulait tenir en dehors de ses dispositions testamentaires, et qu'il se croyait en droit de disposer d'un ouvrage dont il savait bien que sa famille ne ferait aucun usage ?

Cette évidence ressort plus clairement encore du codicille du 7 mai. M^e Bétolaud l'a rattaché à la lettre du 17 février, en prétendant y faire rentrer celle-ci, qui aurait été absorbée dans le mandat nouveau conféré au P. Hyacinthe. Le tribunal a repoussé à juste titre cette argumentation, qui ne soutient pas l'examen. Mais que le codicille du 7 mai soit né de la mission spéciale du 17 février, cela me paraît d'autant moins douteux qu'il substitue le P. Hyacinthe précisément à ce M. Foisset dont M. de Montalembert disait qu'il avait « monté un coup » pour étouffer *l'Espagne et la liberté* avant même qu'elle fût née. Et quelle lumière ce fait ne jette-t-il pas sur les sentiments du testateur ! Oui, c'est la mission spéciale, conférée le 17 février, qui donne à M. de Montalembert l'idée de donner trois mois plus tard, au P. Hyacinthe, par testament cette fois, un mandat plus étendu, et tout particulièrement de lui léguer personnellement diverses de ses œuvres, avec « le droit de les publier quand et comment il voudra. » Mais, un premier fait étrange, c'est qu'il n'y mentionne pas *l'Espagne et la liberté*, ce livre même qui lui a donné l'idée de son codicille. N'y a-t-il pas là une preuve, aussi forte qu'on peut la désirer, qu'il voulait maintenir le mandat spécial,

et le maintenir en dehors et indépendamment de ses dispositions testamentaires ?

Avait-il oublié son dernier écrit, son « testament politique et religieux ? » On ne saurait l'admettre , il existe des preuves écrites qu'il y pensait, et M^e Bétolaud a déclaré qu'il s'en est occupé jusqu'à la fin de sa vie. Aussi est-il impossible de croire que tous ces faits fussent sortis de sa mémoire lorsqu'il écrivait son codicille révocatoire du 7 octobre. Or, quels en sont les termes ?

« Je déclare nulle et non avenue toute mention faite dans mes dispositions antérieures de M. l'abbé Charles Loyson, dit en religion le père Hyacinthe, des Carmes déchaussés.»

Il faut ici peser les mots et les interroger. Les dispositions antérieures dont parle M. de Montalembert ne peuvent être que celles du codicille précédent, qui se compose, en effet, de plusieurs parties :

1^o La substitution du P. Hyacinthe à M. Foisset.

2^o Le legs de dossiers de notes manuscrites , avec le droit d'en publier ce qu'il voudra.

3^o Enfin, le don du chapelet du P. Lacordaire.

Voilà donc trois dispositions distinctes, dans chacune desquelles le P. Hyacinthe est expressément nommé. Pour la première, et c'est la seule, il lui est substitué une autre personne, M. Léopold de Gaillard. Telles sont les « dispositions antérieures » qu'il déclare « nulles et non avenues, » et cela ressort d'une manière plus claire encore de l'expression : « toute mention faite du nom de M. l'abbé Charles Loyson, » qu'il emploie dans ce codicille. Or, M. de Montalembert était un maître dans l'art d'écrire sa langue. Il savait bien que l'autorisation donnée au P. Hyacinthe de publier *l'Espagne et la liberté* après sa mort, et où il n'a pas même écrit son nom, ne pouvait pas rentrer dans

la désignation générale qu'il emploie d'une *mention faite de lui dans ses dispositions antérieures*. S'il avait voulu lui retirer par testament un mandat qu'il n'avait pas voulu donner par testament, il aurait dit expressément: « en particulier la faculté de publier *l'Espagne et la liberté* après ma mort, » ou quelque chose d'analogue.

S'il ne l'a pas fait, ce n'est point par oubli, et il avait d'ailleurs un moyen bien simple de réparer l'omission: lui, qui avait exhalé sa douleur au 28 septembre dans les termes que l'on sait, qui, plus tard, ne craint pas de donner encore des conseils à son ami avec la plus entière franchise, comment aurait-il hésité, s'il l'eût réellement voulu, à lui redemander l'épreuve qui mettait fin à l'autorisation de publier? Après ce qui s'était passé, il pouvait dire au P. Hyacinthe, sans risquer même de le blesser: « Rendez-moi ce quasi-manuscrit que vous ne seriez plus désormais en mesure de publier utilement. »

Eh bien, il ne l'a pas fait, et il en ressort pour moi l'évidence qu'il n'a pas voulu le faire, qu'il a bien réellement maintenu l'autorisation donnée le 17 février. Peut-être se rendra-t-on compte de ses sentiments à cet égard si l'on se reporte à la lettre qu'il écrivait au P. Hyacinthe trois jours seulement avant d'ajouter son codicille du 7 octobre à ses dispositions testamentaires, lettre si apaisée, si affectueuse, où il semble presque demander pardon à son ami de celle qu'il lui a écrite le 28 septembre. N'y a-t-il pas ici une probabilité, qui touche presque à la certitude, qu'au moment de retirer au P. Hyacinthe un mandat qui l'aurait mis forcément en contact avec sa famille et ses exécuteurs testamentaires, ce qui ne se pouvait plus, il a voulu lui laisser un dernier témoignage de son amitié personnelle, en maintenant la distinction qu'il avait toujours faite entre les deux missions dont il l'avait égale-

ment chargé? En tout cas, il avait réservé ce point, son silence ne saurait être interprété autrement, quitte à le trancher plus tard selon les événements, et il ne l'a jamais tranché contre le P. Hyacinthe, parce que, comme je crois l'avoir prouvé, il s'est continuellement rapproché de lui, jusqu'à la fin de sa vie, où il protestait, lui aussi, contre l'infâbilité du pape.

Je ne saurais donc admettre, avec le tribunal de la Seine, que le codicille du 7 octobre, soit dans ses termes, soit dans son esprit, renferme et annule la lettre du 17 février, pas plus que ne le faisait le codicille antérieur du 7 mai.

Je n'admetts pas davantage les considérations morales qui appuient ce jugement. J'en ai indiqué les raisons dans l'examen des divers documents qui ont paru au procès, et j'ai gardé pour la fin des arguments plus décisifs encore, qui s'y rattachent d'ailleurs étroitement.

Reprenez d'abord le codicille du 7 octobre. Qui est-ce que M. de Montalembert choisit pour remplacer le P. Hyacinthe dans la commission de publication de ses œuvres? M. Léopold de Gaillard, le directeur du *Correspondant*. Est-ce que ce nom ne dit pas, à lui seul, quelle est la pensée du testateur? Quoi! après avoir tenu délibérément *l'Espagne et la liberté* en dehors de ses dispositions testamentaires, il l'y ferait rentrer au moment même où il donne mandat général de publication à l'un des adversaires les plus déterminés de son œuvre dernière, de celle dont il disait, quatre mois seulement avant sa mort et avec un amer regret, qu'il y avait « consumé le dernier souffle de sa verve expirante! »

La partie adverse a fortement insisté sur le fait que M. de Montalembert avait pleine confiance dans ses exécuteurs testamentaires, qui étaient ses amis d'enfance.

Qu'il eût confiance en eux comme hommes, qu'il eût conservé pour eux une affection entretenue par des souvenirs de jeunesse et des luttes soutenues en commun, je n'aurais pas même l'idée de le mettre en doute. Mais sur le terrain politique et religieux, la correspondance de M. de Montalembert et le procès lui-même démontrent que peu à peu il s'était éloigné d'eux, jusqu'au moment où le désaccord éclata d'une manière manifeste à l'occasion de *l'Espagne et la liberté*. Il avait été leur chef, celui des catholiques libéraux, et désormais, non-seulement ils ne le suivaient plus, mais ils lui faisaient opposition et essayaient « de le réduire au silence. » Qu'il eût perdu confiance en eux à ce point de vue, c'est ce que démontre l'autorisation du 17 février, donnée au P. Hyacinthe à *leur insu*. Ce fait à lui seul est si éloquent que je puis me borner à le laisser parler. Mais il y a plus ; déjà en 1868, M. de Montalembert écrit au P. Hyacinthe :

« Vous souffrez comme moi et avec moi de la plus grande misère de notre temps, du silence complaisant et servile de *tous* les catholiques en face des triomphes et des folies de ce fanatisme rétrograde qu'on ose nous représenter comme la vérité souveraine et infaillible. C'est pourquoi, je vous le dis en toute vérité, personne dans toute l'église ne m'intéresse et ne me console autant que vous ; car personne n'a autant que vous le courage de tout voir et de tout dire. »

Et le 3 septembre 1869, vingt-cinq jours seulement avant l'explosion du 28 septembre :

« Si les *catholiques libéraux* savaient dire ce qu'ils pensent, leur attitude serait aussi utile qu'honorables, mais ils préfèrent celle que personnifie si bien le *Français*¹. »

¹ Ces deux fragments ont été cités dans la lettre du P. Hyacinthe au *Temps*, du 26 octobre 1872.

A la fin de sa vie, M. de Montalembert va bien plus loin encore. Dans son avant-dernière lettre au P. Hyacinthe, celle du 16 janvier 1870, deux mois avant sa mort, lettre ue à l'audience par M^e Bétolaud lui-même, on trouve ces paroles extraordinaires :

« Excepté en ce qui touche *les soi-disant catholiques libéraux de France, qui sont à mes yeux comme aux vôtres des prévaricateurs*, je n'adhère pas à votre appréciation du moment actuel. »

Voilà la dernière expression de la pensée de M. de Montalembert sur ses amis. Et je déifie qui que ce soit de trouver dans la lettre du 28 septembre un mot aussi fort que celui de *prévaricateur*, même le mot de trahison tel qu'il est employé. Et à qui exprime-t-il ce jugement? Au P. Hyacinthe. Pourtant il ne rompt pas avec ceux qu'il juge si sévèrement, pas plus qu'il n'a rompu avec le P. Hyacinthe. Il demeure leur ami personnel à tous. Quand il est obligé de remplacer le P. Hyacinthe dans ses dispositions testamentaires, il choisit le directeur de ce *Correspondant*, l'organe et le centre du catholicisme libéral en France. Dans quel autre milieu aurait-il cherché les exécuteurs de ses dernières volontés ? Avait-il le choix ? N'étaient-ils pas encore les plus rapprochés de lui ? Mais ceux de mes lecteurs qui m'auront suivi jusqu'à présent sans se rendre aux raisons que j'ai données, ne comprendront-ils pas enfin pourquoi, jusqu'au dernier moment, M. de Montalembert a voulu soustraire *l'Espagne et la liberté* à ceux qui en avaient empêché la publication première ; pourquoi aussi il a voulu maintenir au P. Hyacinthe un mandat que justifiaient les événements, et qu'il était désormais en mesure d'exécuter mieux encore qu'au moment où il l'avait reçu ?

Je résume : La lettre de M. de Montalembert, du 28 septembre 1869, qui a été la pièce la plus importante et la plus décisive produite au procès, ne peut pas se séparer de la correspondance antérieure, qui l'explique et l'éclaire. Même à la prendre isolément, elle n'a pas, quand on la serre de près et qu'on l'analyse, le sens qu'elle paraît avoir à première vue. Si elle n'a pas été rétractée expressément, comme le dit M^e Bétolaud, elle l'a été de fait par les lettres suivantes, par les rapports que M. de Montalembert a soutenus avec le P. Hyacinthe, par sa lettre à M. Dœllinger et sa protestation contre l'insuffisance du pape, où il s'est mis exactement sur le terrain où il blâmait son ami de s'être placé. Quelle rétractation pourrait être plus forte et plus expresse que celle-ci !

On ne peut arguer contre le P. Hyacinthe de sa sortie du couvent, que M. de Montalembert a connue et approuvée, même le 28 septembre, ni de son mariage subséquent, car non-seulement ce dernier ne peut pas, en droit, être invoqué pour l'interprétation de volontés exprimées trois ans avant qu'il ait eu lieu, mais les derniers écrits de M. de Montalembert démontrent qu'il n'aurait pas accepté le dogme nouveau proclamé par le concile du Vatican, qu'il se serait joint probablement aux catholiques qui voulaient demeurer fidèles à l'ancienne doctrine, et qu'il aurait pu en venir, comme bon nombre d'entre eux, à comprendre et à approuver le mariage de son ami.

Enfin, il est constant que la mission donnée le 17 février 1869 au P. Hyacinthe au sujet de *l'Espagne et la liberté* ne constitue pas une disposition testamentaire, de l'aveu même du tribunal de la Seine ; que M. de Montalembert a pris soin de lui maintenir son caractère distinct ; qu'il a voulu délibérément le laisser en dehors de ses dispositions testamentaires ; d'où il suit, à mon sens, qu'on

ne saurait l'y faire rentrer en dehors d'une mention expresse de sa part, qui manque absolument au codicille du 7 octobre, et qu'on est obligé de violenter les termes de ce dernier, pour y trouver une annulation du mandat du 17 février 1869, que diverses circonstances montrent n'avoir pas été dans les intentions du testateur.

Je m'arrête, non que j'aie dit tout ce qu'il y avait à dire, mais il est temps de conclure. De l'étude à laquelle je me suis livré, j'ai retiré la pleine conviction que non-seulement nous n'avons pas trahi M. de Montalembert, mais que nous avons accompli sa volonté, persistante jusque dans la mort, volonté qu'il aurait manifestée d'une manière bien plus énergique encore qu'il ne l'a fait, s'il avait pu prévoir ce qui se passerait après lui. Avec ce sentiment, nous avons pu livrer à la publicité toutes les pièces du procès, tous les arguments de notre partie adverse, tout, absolument tout, sans rien céler ni rien dissimuler. Nous pouvons également nous rendre le témoignage d'avoir lutté loyalement, en observant tous les égards compatibles avec la défense, et d'être demeurés néanmoins fidèles à l'esprit de M. de Montalembert, de celui qui a dit cette belle parole : « *J'aime encore mieux le scandale que le mensonge.* »

En dépit de tout, quoi qu'on ait dit et qu'on ait fait pour réduire ce procès à une simple question de reproduction illicite d'un ouvrage posthume, il n'en demeurera pas moins un des épisodes, plus important peut-être qu'on ne le soupçonne aujourd'hui, de la grande lutte engagée de nos jours entre cet ultramontanisme que M. de Montalembert a combattu surtout à la fin de sa vie, et la liberté dont il s'est fait le champion dès sa jeunesse, tellement qu'il a voulu se relever en quelque sorte de son tombeau pour rompre une dernière lance en faveur de la cause qui

lui a été chère par dessus tout. A ce point de vue, nous ne regrettons pas de nous être faits en quelque mesure les organes de cette voix d'outre-tombe, bien au contraire.

Sera-t-elle entendue ? Son éloquence sera-t-elle comprise ? Je l'ignore, mais le moment me paraît si grave que je ne puis m'empêcher de l'espérer. La situation actuelle du catholicisme présente deux dangers dont on ne semble pas se préoccuper suffisamment, en France surtout. Autrefois, lorsque le pape était souverain, il avait à ce titre des rapports avec la plupart des gouvernements de l'Europe, et il était tenu, par le fait de ses possessions terrestres, à une modération relative dans l'administration des affaires religieuses. Sa souveraineté reposant sur le bon vouloir des puissances, elles avaient une prise sur lui et il ne pouvait dépasser certaines limites. On pouvait prévoir que l'abolition du pouvoir temporel changerait complètement ces rapports, et dans ce sens il n'est pas difficile de comprendre pourquoi M. Guizot et d'autres hommes d'état s'y sont opposés. La papauté, n'ayant plus rien à attendre désormais des gouvernements, et réduite à ses seules forces, devait se laisser entraîner fatallement sur la pente où elle avait été retenue jusqu'alors, et chercher son salut dans une opposition de plus en plus marquée avec ce monde moderne qui lui a ravi son pouvoir. La proclamation de l'infalibilité personnelle du pape a été le résultat le plus éclatant de cette nouvelle politique. Elle n'a pas été seulement pour la papauté une arme offensive et défensive, elle a été un défi jeté à la raison humaine et au vrai christianisme, et elle entraîne des conséquences qui se manifestent de jour en jour davantage. Pour faire accepter ses nouvelles doctrines, le catholicisme romain a dû s'accommoder aux faiblesses de ses adhérents, leur faire une religion facile, attrayante, pleine de pompes, qui n'exige d'eux que des

devoirs purement extérieurs et aisés à accomplir, et ne leur demande pas, comme l'Evangile, le changement du cœur et de la vie.

En apparence, le succès a été grand. Est-il valable et solide ? Dans le sens religieux, non ; dans le sens politique, oui. En France, l'ultramontanisme semble avoir gagné la majorité des classes cultivées. Il compte des adhérents nombreux dans l'administration, dans la magistrature, dans l'armée elle-même, au moins parmi les officiers. C'est une grande force, contrebalancée cependant par l'hostilité sourde ou déclarée des masses, qui s'est suffisamment manifestée dans les dernières élections de l'assemblée nationale. Il s'est établi sur ce terrain une lutte qui peut amener de terribles explosions. C'est le premier danger et le plus prochain. Les classes cultivées le sentent bien ; c'est pour cela qu'elles se sont ralliées à l'église et qu'elles usent de toute leur influence en sa faveur ; mais à mesure qu'elles réussiront mieux dans leurs desseins, que les deux partis se serreront de plus près, l'opposition entre eux deviendra plus violente et le péril plus rapproché.

Mais il y a bien autre chose encore. Dans la voie où se trouve engagé le catholicisme, il ne s'arrêtera pas à mi-chemin. Il veut recouvrer la puissance qu'il a perdue ; la puissance temporelle, entendons-le bien, quoique sous une forme différente. Il aspire à gouverner le monde, à se rendre maître de l'état, et il le peut. S'il tient les masses, il tiendra tout. Il n'a qu'à se démocratiser, à user auprès du peuple des moyens qui l'ont si bien servi auprès des classes cultivées, à lui faire les concessions susceptibles de le gagner et de l'attacher, à demander au nom de la religion les réformes politiques, sociales et économiques qui le toucheront de plus près, et il en deviendra le maître. Mais cela n'arrivera pas ! dira-t-on. Qu'on veuille

bien lire l'histoire des papes, et l'on verra qu'il s'est trouvé parmi eux des hommes de génie, pleins de vigueur et d'audace, ne reculant devant rien. Un de ces hommes a plus de chance que jamais d'arriver, parce que la hiérarchie romaine éprouve le besoin d'avoir un chef pareil. S'il se trouve, il aura à sa disposition tout ce qui pourra lui permettre d'accomplir son œuvre : l'infaillibilité personnelle ; une grande armée de prêtres façonnés à l'obéissance sans conditions ; des troupeaux habitués à la soumission et qui résisteront d'autant moins qu'ils ne comprendront pas d'abord où on veut les mener. Quand les classes cultivées se réveilleront, il sera trop tard : elles seront submergées. En vain feront-elles appel à la liberté qu'elles répudient aujourd'hui ; en vain essayeront-elles d'opposer les idées modernes, la science et la raison, au flot montant qu'elles aident follement à grossir : tout sera emporté par un courant irrésistible.

Dans l'ordre politique, la France sait où le despotisme l'a menée. Dans l'ordre religieux, le danger est bien plus grand encore, et si l'on ne se met à l'œuvre pendant qu'il en est temps, s'il ne se fait dans le catholicisme des réformes qui le ramènent au vrai christianisme, basé sur la liberté et sur l'amour, il faut s'attendre à des convulsions telles que le monde peut-être n'en a pas encore vu. Le moment peut n'en être pas éloigné, car nul ne sait ce qui sortira des événements d'Orient. Voilà ce que M. de Montalembert entrevoyait, bien vaguement sans doute, quand il écrivait *l'Espagne et la liberté*. Voilà pourquoi il tenait si fort à jeter à ses contemporains, à ses frères catholiques, ce dernier avertissement, ce suprême cri d'alarme. Voilà pourquoi il était bon, utile, urgent, d'évoquer du tombeau sa grande figure, et pourquoi nous l'avons fait

82^e Année. — 1877.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE ET REVUE SUISSE

La *Bibliothèque universelle*, actuellement dans sa 82^e année, est la plus ancienne revue du monde. Transférée de Genève à Lausanne en 1866, elle s'est entièrement renouvelée à partir de ce moment, tout en maintenant avec soin les antiques et honorables traditions qui lui avaient valu jadis sa renommée, et elle y a trouvé un succès incontestable, puisque le nombre de ses abonnés a plus que sextuplé depuis cette époque.

Son but est double :

Traiter toutes les grandes questions qui se présentent, librement et honnêtement, au point de vue libéral, d'une manière aussi intéressante que possible et en les mettant à la portée de tous.

Fournir des lectures attrayantes et utiles par des travaux variés sur des sujets de toute nature, sans négliger les œuvres purement littéraires, les récits fictifs, mais en écartant avec soin tout ce qui est contraire à la morale et de nature à pervertir l'imagination et le cœur.

La *Bibliothèque universelle* veut être une revue que tous les membres de la famille puissent lire avec intérêt, particulièrement la jeunesse des deux sexes, et qui fournit à tous un aliment intellectuel sain et agréable.

Dans ce sens, elle est largement ouverte aux écrivains de toute nationalité, et elle compte aujourd'hui des collaborateurs nombreux dans des pays bien divers.

Depuis 1871, elle publie des chroniques destinées à tenir ses lec-

teurs au courant du mouvement littéraire, intellectuel et social des principaux pays de l'Europe. A celles de Paris, de Londres, d'Italie et de Scandinavie, qui continuent à paraître régulièrement, s'en ajouteront d'autres, en particulier d'Allemagne, de Hollande et de Russie, dès que des chroniqueurs qualifiés auront été trouvés.

Voici quelques-uns des travaux que publiera prochainement la revue :

- M. *Marc-Monnier*. — I. Joseph Mazzini, sa vie et son œuvre. — II. La Réforme en Italie au XVI^e siècle.
- M. *Eug. Rambert*. — I. Arnold Escher de la Linth. — II. Scènes et récits alpestres.
- M. *Louis Leger*. — I. Un précurseur du panslavisme au XVII^e siècle. — II. Etudes sur les peuples slaves.
- M. *Louis Favre*. — Un amour par télégraphe. Nouvelle.
- M. *L. Hermann*. — Le sens des couleurs. Étude physiologique.
- M. *Gottfried Keller*. — Plusieurs nouvelles.
- M. *Ernest Naville*. — La philosophie de Maine de Biran dans son rapport avec les controverses actuelles.
- M. *Alphonse Rivier*. — I. Nos ancêtres de Germanie. — II. L'Angleterre et les Normands d'après les recherches récentes.
- M^{me} *Berthe Vadier*. — Récits et nouvelles.
- M. *Auguste Glardon*. — I. Le Turkestan. — II. Scènes de la vie hindoue : Le prince de Reypour.
- M. *Arvède Barine*. — Les dernières découvertes dans l'Afrique centrale.
- M. *Ernest Lehr*. — Les droits de la femme : La condition de la femme d'après les législations slaves.
- M. *Charles Vincens*. — I. Un précieux au XIX^e siècle. — II. Le mouvement intellectuel au Danemark.
- M. *Charles Secrétan*. — I. Le miracle et la philosophie. — II. L'avenir de la religion.
- M. *Paul Stapfer*. — Les dernières critiques de Shakspeare en Allemagne.
- M. *Alfred Gilliéron*. — L'Arcadie et la Suisse.
- M. *J. Piccard*. — L'eau: sa composition chimique et ses effets physiologiques.
- M^{me} *Julie Anneville*. — Je meurs où je m'attache. Nouvelle.
- M. *François Dumur*. — Les monuments de l'art chrétien en Suisse.
- M. *Charles Marelle*. — I. Le roman en Allemagne. — II. Un nouveau romancier anglais.

M. *Ed. Tallichet*. — I. Les chemins de fer suisses et les passages des Alpes. — II. Les promenades publiques. — III. Etudes politiques et sociales.

Cette liste est loin d'être complète. Il est des travaux que nous préférions ne pas annoncer d'avance, d'autres qui nous parviendront plus tard, de troisièmes, enfin, qui naîtront sans doute d'événements encore imprévus, et ce sont ces derniers, touchant aux sujets les plus actuels, qui intéressent surtout le public. Du reste, le sommaire de nos livraisons pendant l'année dernière donnera quelque idée de leur composition aux personnes qui ne les ont pas lues. Le voici:

Janvier.

- I. L'ESPAGNE ET LA LIBERTÉ. — Œuvre posthume de M. *le comte de Montalembert*.
- II. LES MŒURS DES FOURMIS, par M. *Eugène Rambert*.
- III. CONTES ET CHANTS POPULAIRES FRANÇAIS, par M. *Charles Marelle*.
- IV. ALEXANDRE VINET, par M. *Ed. Tallichet*.
- V. L'ACCORDÉE DE L'INSTITUTEUR. — Nouvelle, de M. *Melchior Meyr*.
- VI. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VII. CHRONIQUE ITALIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- IX. Bulletin littéraire et bibliographique.

Février.

- I. L'ESPAGNE ET LA LIBERTÉ. — Œuvre posthume de M. *le comte de Montalembert*. (Deuxième partie.)
- II. CONTES ET CHANTS POPULAIRES FRANÇAIS, par M. *Charles Marelle*. (Deuxième partie.)
- III. LES MŒURS DES FOURMIS, par M. *Eugène Rambert*. (Deuxième partie.)
- IV. L'ACCORDÉE DE L'INSTITUTEUR.— Nouvelle, de M. *Melchior Meyr*. (2^e partie.)
- V. UN ESSAI DE MYSTIFICATION LITTÉRAIRE. *Le Veda slave*, par M. *Louis Leger*.
- VI. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- VIII. CHRONIQUE SCANDINAVE.
- IX. Bulletin littéraire et bibliographique.

Mars.

- I. UN REVIREMENT DE L'OPINION LIBÉRALE. Réaction contre la formule absolue de la séparation de l'église et de l'état, par M. *Maurice Vernes*.
- II. LES MŒURS DES FOURMIS, par M. *Eugène Rambert*. (3^{me} et dern. partie.)

- III. L'ESPAGNE ET LA LIBERTÉ. — Œuvre posthume de M. le comte de Montalbert. (Troisième partie.)
- IV. LE SYSTÈME DE LYCURGUE. — Comédie de jeunes filles, par M^{me} Pierrantoni-Mancini.
- V. L'ACCORDÉE DE L'INSTITUTEUR. — Nouvelle, de M. Melchior Meyr. (3^{me} partie.)
- VI. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- VIII. Bulletin littéraire et bibliographique.

Avril.

- I. L'EMPIRISME, par M. Charles Sécrétan.
- II. LE MOUCHOIR BRODÉ. — Récit viennois, par M^{me} Berthe Vadier.
- III. L'ESPAGNE ET LA LIBERTÉ. — Œuvre posthume de M. le comte de Montalbert. (Quatrième partie.)
- IV. L'ACCORDÉE DE L'INSTITUTEUR. — Nouvelle, de M. Melchior Meyr. (4^{me} partie.)
- V. DEUX NOUVEAUX POINTS DE RENCONTRE ENTRE L'ART ET LA SCIENCE, par M. Eugène Rambert.
- VI. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- VIII. Bulletin littéraire et bibliographique.

Mai.

- I. SAINTE-BEUVE A LAUSANNE ET DANS SA JEUNESSE. — Détails biographiques inédits, par M. Juste Olivier..
- II. LE DARWINISME, par M. Charles Sécrétan.
- III. LE MOUCHOIR BRODÉ. — Récit viennois, par M^{me} Berthe Vadier. (2^{me} partie.)
- IV. L'ESPAGNE ET LA LIBERTÉ. — Œuvre posthume de M. le comte de Montalbert. (Cinquième et dernière partie.)
- V. L'ACCORDÉE DE L'INSTITUTEUR. — Nouvelle, de M. Melchior Meyr. (Cinquième et dernière partie.)
- VI. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VII. CHRONIQUE ITALIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- IX. CHRONIQUE SCANDINAVE.
- X. Bulletin littéraire et bibliographique.

Juin.

- I. SAINTE-BEUVE A LAUSANNE ET DANS SA JEUNESSE. — Détails biographiques inédits, par M. Juste Olivier. (Deuxième partie.)
- II. LE MOUCHOIR BRODÉ. — Récit viennois, par M^{me} Berthe Vadier. (Troisième et dernière partie.)
- III. CONTES ET CHANTS POPULAIRES FRANÇAIS, par M. Charles Marelle. (Troisième et dernière partie.)

- IV. ALEXANDRE VINET, par M. *Ed. Tallichet*. (Deuxième partie.)
- V. SCÈNES DE LA VIE RURALE EN ÉCOSSE. — CATHERINE ROSE ET SES ENFANTS.
- VI. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- VIII. Bulletin littéraire et bibliographique.

Juillet.

- I. LES FAITS DE CONSCIENCE, par M. *Ernest Naville*.
- II. SAINTE-BEUVE À LAUSANNE ET DANS SA JEUNESSE. — Détails biographiques inédits, par M. *Juste Olivier*. (Troisième partie.)
- III. UNE ROSE DE PROVENCE. — Nouvelle, par *Ouidà*.
- IV. LA POLITIQUE SUISSE ENVISAGÉE HISTORIQUEMENT, par M. *Alphonse Rivier*.
- V. SCÈNES DE LA VIE RURALE EN ÉCOSSE. — CATHERINE ROSE ET SES ENFANTS. (II^e.)
- VI. LE COLORADO, par M. *Fritz Berthoud*.
- VII. QUELQUES DESSINS DE MILLET, par M. *Eugène Burnand*.
- VIII. DARWIN ET LES ARAIGNÉES AÉRONAUTES, par M. *Roger de Guimps*.
- IX. CHRONIQUE PARISIENNE.
- X. CHRONIQUE ANGLAISE.
- XI. Bulletin littéraire et bibliographique.

Août.

- I. LA REVANCHE DE L'IDÉALISME, par M. *Maurice Verne*.
- II. SAINTE-BEUVE À LAUSANNE ET DANS SA JEUNESSE. — Détails biographiques inédits, par M. *Juste Olivier*. (Quatrième et dernière partie.)
- III. LA VALSE DES NUAGES. — Récit viennois, par M^{me} *Berthe Vadier*.
- IV. LA CONSERVATION DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES, par M. *J. Piccard*.
- V. SCÈNES DE LA VIE RURALE EN ÉCOSSE. — CATHERINE ROSE ET SES ENFANTS. (Fin.)
- VI. LA CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE DE VENISE AU SEIZIÈME SIÈCLE, par M. *Ernest Lehr*.
- VII. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ITALIENNE.
- IX. CHRONIQUE ANGLAISE.
- X. Bulletin littéraire et bibliographique.

Septembre

- I. LE MATÉRIALISME, par M. *Charles Sécrétan*.
- II. CHARRIÈRE. — Etude biographique, par M. le Dr *Achille Chereau*.
- III. LA VALSE DES NUAGES. — Récit viennois, par M^{me} *Berthe Vadier*. (Fin.)
- IV. UNE QUESTION SOCIALE, par M. *J.-Aug. Bost*.
- V. LA CONSERVATION DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES, par M. *J. Piccard*. (Fin.)
- VI. LE CONFLIT DES RACES AUX ÉTATS-UNIS, par M. *Arvède Barine*.
- VII. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- IX. Bulletin littéraire et bibliographique.

Octobre.

- I. HAMLET A GENÈVE, par M. *Marc-Monnier*.
- II. LE CONFLIT DES RACES AUX ÉTATS-UNIS, par M. *Arvède Barine*. (II^e et fin.)
- III. LE PHÉNOMÉNISME CONTEMPORAIN, par M. *Charles Sécretan*.
- IV. L'HISTORIEN NATIONAL DE LA BOHÈME. — FRANÇOIS PALACKY, par M. *Louis Leger*.
- V. SCÈNES DE LA VIE MILITAIRE EN ITALIE. — L'OFFICIER DE GARDE, de M. *Edmond de Amicis*.
- VI. LES ORIGINES DE LA FRANCE MODERNE, par M. *Frédéric Baille*.
- VII. LE PETIT CHAPERON ROUGE. — Nouvelle, de *Miss Thackeray*.
- VIII. CHRONIQUE PARISIENNE.
- IX. CHRONIQUE ANGLAISE.
- X. CHRONIQUE SCANDINAVE.

Novembre.

- I. EXPLORATIONS RÉCENTES AU PORTUGAL, par M. *Aug. Glardon*.
- II. L'HISTORIEN NATIONAL DE LA BOHÈME. — FRANÇOIS PALACKY, par M. *L. Leger*.
- III. LA MORT : MORT RÉELLE ET MORT APPARENTE, par M. le *D^r Kappeler*.
- IV. ALEXANDRE VINET, par M. *Ed. Tallichet*. (Troisième et dernière partie).
- V. UN COMBAT POUR L'EXISTENCE. — Récit de M. *Thomas Aldrich*.
- VI. LE PETIT CHAPERON ROUGE. — Nouvelle, de *Miss Thackeray*. (II^e et fin.)
- VII. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ITALIENNE.
- IX. CHRONIQUE ANGLAISE.

Décembre.

- I. LA JETTATURA, par M. *Marc-Monnier*.
- II. L'ART RELIGIEUX EN SUISSE. — LES ORIGINES DE L'ART CHRÉTIEN, par M. *François Dumur*.
- III. LE PORTRAIT DE MADELEINE. — Nouvelle, par M. *Louis Favre*.
- IV. EXPLORATIONS RÉCENTES AU PORTUGAL, par M. *Aug. Glardon*. (II^e et fin.)
- V. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VI. CHRONIQUE ITALIENNE.
- VII. CHRONIQUE ANGLAISE.

A partir de 1866, on peut avoir la collection de chaque année en trois beaux volumes, au même prix que l'abonnement, soit 20 fr. en Suisse et 25 fr. pour tous les pays de l'Union postale internationale. Chaque livraison se vend aussi séparément au prix de 2 fr. 50.

Voici le sommaire des livraisons publiées en 1877 :

Janvier.

- I. JUSTE OLIVIER, par M. *Eugène Rambert*.
- II. MAHOMET ET LE MAHOMÉTISME, par M. *Auguste Glardon*.

- III. QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE. — Nouvelle, de M. *Melchior Meyr.*
- IV. JOURNAL D'UN VOYAGE EN TURQUIE, par M. *Alfred Gilliéron.*
- V. LA QUESTION D'ORIENT, par M. *Ed. Tallichet.*
- VI. CARLINO. — Nouvelle, de M. *J. Ruffini.*
- VII. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- IX. Bulletin littéraire et bibliographique.

Février.

- I. FRANÇOIS DEAK ET LA HONGRIE, par M. *Louis Leger.*
- II. JOURNAL D'UN VOYAGE EN TURQUIE, par M. *Alfred Gilliéron.* (2^{me} partie.)
- III. QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE. — Nouvelle, de M. *Melchior Meyr.* (II)
- IV. MAHOMET ET LE MAHOMÉTISME, par M. *Aug. Glardon.* (2^{me} partie.)
- V. JUSTE OLIVIER, par M. *Eugène Rambert.* (Deuxième partie.)
- VI. CARLINO. — Nouvelle, de M. *J. Ruffini.* (Deuxième partie.)
- VII. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ITALIENNE.
- IX. CHRONIQUE ANGLAISE.
- X. Bulletin littéraire et bibliographique.

Mars.

- I. LA NOUVELLE ORGANISATION MILITAIRE FRANÇAISE. — LA RÉSERVE ET LES RÉSERVISTES, par *Un officier français de la réserve.*
- II. MAHOMET ET LE MAHOMÉTISME, par M. *Aug. Glardon.* (3^{me} et dern. partie.)
- III. QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE. — Nouvelle, de M. *Melchior Meyr.* (III.)
- IV. JUSTE OLIVIER, par M. *Eug. Rambert.* (Troisième partie.)
- V. CARLINO. — Nouvelle, de M. *J. Ruffini.* (Troisième partie.)
- VI. UN LITTÉRAIRE AMÉRICAIN. — GEORGE TICKNOR, par M. *A. de Circourt.*
- VII. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ANGLAISE.
- IX. CHRONIQUE SCANDINAVE.
- X. Bulletin littéraire et bibliographique.

Avril.

- I. DES DROITS DE LA FEMME. — LA CONDITION DE LA FEMME DANS LA GRÈCE ANTIQUE, par M. *Ernest Lehr.*
- II. JOURNAL D'UN VOYAGE EN TURQUIE, par M. *Alfred Gilliéron.* (Troisième partie.)
- III. QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE. — Nouvelle, de M. *Melchior Meyr.* (IV^{me}.)

- IV. LE PROCÈS DE LA FAMILLE DE MONTALEMBERT CONTRE M. HYACINTHE LOYSON ET LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE, par M. Ed. Tallichet.
- V. UN LITTÉRATEUR AMÉRICAIN. — GEORGE TICKNOR, par M. Ad. de Circourt. (Deuxième et dernière partie.)
- VI. CARLINO. — Nouvelle, de M. J. Ruffini. (Quatrième partie.)
- VII. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VIII. CHRONIQUE ITALIENNE.
- IX. CHRONIQUE ANGLAISE.

Mai.

- I. UN VILLAGE DU VALAIS. — SALVAN, par M. E. Javelle.
- II. QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE. — Nouvelle, de M. Melchior Meyr. (Cinquième partie.)
- III. JUSTE OLIVIER, par M. Eugène Rambert. (Quatrième partie.)
- IV. LE PROCÈS DE LA FAMILLE DE MONTALEMBERT CONTRE M. HYACINTHE LOYSON ET LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE, par M. Ed. Tallichet. (Deuxième et dernière partie.)
- V. CHRONIQUE PARISIENNE.
- VI. CHRONIQUE ANGLAISE.
- VII. Bulletin littéraire et bibliographique.

La BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE paraît à Lausanne au commencement de chaque mois par livraisons de 180 à 200 pages d'une impression compacte et cependant agréable.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

(Les abonnements partent de janvier et de juillet.)

| | Un an. | Six mois. |
|--|--------|-----------|
| SUISSE..... | 20 fr. | 11 fr. |
| TOUS LES PAYS DE UNION POSTALE INTERNATIONALE: EUROPE, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ETC..... | 25 fr. | 14 fr. |

Pour les autres pays, le port en sus du prix suisse.

Les payements peuvent se faire en espèces, en mandats de poste ou en effets de commerce sur Paris ou sur tout autre ville.

ON S'ABONNE :

LAUSANNE, BUREAU DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE
et chez les principaux libraires de la Suisse et de l'étranger.

PARIS, LIBRAIRIE CHARPENTIER & C^e, 13, RUE DE GRENOBLE ST-GERMAIN,
et chez tous les libraires de la France.

Imp. Georges Bridel.

62630084









